

Cahiers du GRM

Groupe de Recherches Matérialistes

Cahier 3

Des luttes étudiantes dans les années
soixante en Europe Occidentale
(Allemagne, France et Italie)



EuroPhilosophie

Cahiers du GRM
Groupe de Recherches Matérialistes

CAHIER 3

DES LUTTES ETUDIANTES
DANS LES ANNEES SOIXANTE
EN EUROPE OCCIDENTALE
(ALLEMAGNE, FRANCE, ITALIE)

Les textes de ce *Cahier* sont issus d'interventions présentées et discutées lors du
Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes
(3è année – 2009-2010)

Le travail en cours du Groupe de Recherches Matérialistes est consultable en ligne à
partir de la Page d'accueil du GRM :

<http://www.europhilosophie.eu/recherche/spip.php?article130>

Cahiers du GRM

Groupe de Recherches Matérialistes

Coordinateur de ce Cahier

Marco Rampazzo Bazzan

Comité Scientifique

Etienne Balibar, Jacques Bidet, Florence Caeymaex,
Sandro Chignola, Yves Duroux, Vittorio Morfino, Enzo Traverso,
Maria Turchetto, Jean-Claude Zancarini.

Comité de Rédaction

Fabrizio Carlino, Andrea Cavazzini, Julien Délcourt,
Antoine Janvier, Igor Krtolica, Patrick Marcolini, Stéphane Pihet,
Marco Rampazzo Bazzan, Guillaume Sibertin-Blanc.

Pour faire un lien ou citer ce texte :

Groupe de Recherches Matérialistes, *Cahiers du GRM*, n° 3 : *Des luttes étudiantes dans les
années soixante en Europe Occidentale (Allemagne, France, Italie)*,
printemps 2012, EuroPhilosophie Editions,

<http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article89>

Dépôt légal : Mai 2012

© EuroPhilosophie / GRM

Site : www.europhilosophie-editions.eu

N° ISSN : 1775-3902

SOMMAIRE

Éditorial.....	5
Daniel AGACINSKI Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant	17
Livio BONI La conjuration. Lacan autour de 68. Quelques éléments pour une lecture conjoncturelle.	34
Marco RAMPAZZO BAZZAN La politisation des étudiants antiautoritaires. Émergence des « espaces publics oppositionnels » et « mentalité-guérilla » à Berlin-Ouest.....	56
Igor KRTOLICA Herbert Marcuse, penseur de la révolte des étudiants allemands	87
Fabrizio CARLINO Du point de vue partiel à l'universalité. L'efficacité de la vérité, entre objectivité des connaissances et opposition subjective dans l'enquête mouvementiste	136
Andrea CAVAZZINI Politique, savoirs, culture. Remarques sur le mouvement étudiant italien	157

Éditorial

Ce troisième Cahier recueille des analyses consacrées aux processus de politisation des milieux étudiants dans les années soixante en Europe Occidentale. Il s'y agit de retours réflexifs sur des inscriptions politiques, lesquels visent à étudier les effets produits par la conjoncture sur des mobilisations singulières, tout en portant une attention particulière aux propositions organisationnelles et théoriques qui en découlent. Ces contributions ambitionnent moins de rendre compte des facteurs qui constituent cette conjoncture, que de reconstruire la mémoire vivante de certains processus qui la composent, saisis dans leur singularité. Cette singularité est toutefois analysée à partir des effets de sur-détermination des facteurs macro-conjoncturels qui ont fait l'objet de plusieurs études historiques et sociologiques. La spécificité des recherches qu'on livre ici au lecteur consiste par conséquent à analyser le « dire-vrai » sous conjoncture, c'est-à-dire les modifications, les innovations et les torsions que la théorie subit à partir des luttes concrètes, et à cerner les formes de contestation en tant que réponses concrètes – élaborées dans des contextes spécifiques – à des problèmes imposés par la dynamique de la contestation et par la confrontation que les militants engagent avec les autorités publiques. Il s'agit par conséquent de restituer au lecteur l'intelligibilité de certaines des séquences les plus emblématiques de la « saison rouge »¹, dans les paroles des acteurs

¹ Nous nous approprions une indication de Jean-Claude Zancarini lors de la présentation du deuxième Cahier - consacré à « La séquence rouge italienne » - qui eut lieu le 29 mars 2012 à l'Université de Liège. Sur l'utilisation du terme « saison » voir Pierre GIRARD, Laurent SCOTTO D'ARDINO, Jean-Claude ZANCARINI, « Littérature et “temps des révoltes” », in Marc Lazar, Marie-Anne Matard-Bonucci (éd), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement 2010 p. 274-288, en particulier 274-277.

de l'époque.

L'étude de cette intelligibilité s'apparente (et s'inspire) fortement à une analyse des « devenirs-révolutionnaire », une notion que Deleuze et Guattari ont forgée afin de soustraire la question de « l'échec des révolutions » aux controverses doctrinales - souvent stériles - et de pouvoir ainsi rendre compte des transformations subjectives qui dépassent les séries causales décrites par les études historiques². Le but est de cerner la spécificité du mouvement étudiant tant dans le cycle de contestation de la saison rouge qu'à partir des formes organisationnelles forgées au sein des sociétés du capitalisme avancé (ou « tardif »), des formes qui constituent un laboratoire des nouvelles subjectivations politiques qui se développent même en dehors et au-delà des enceintes universitaires. Par conséquent, notre intérêt s'est porté moins sur l'impact du mouvement sur la libéralisation des mœurs ou sur son interprétation en termes de « révolte » générationnelle (deux lectures qui constituent par ailleurs l'héritage que les anciens militants revendiquent avec orgueil lors des commémorations officielles), que sur l'ambition de la contestation de faire de l'université le site de l'émergence d'un projet politique visant une transformation révolutionnaire de la culture et du rapport entre l'institution universitaire et le système socio-économique³.

Issues du travail entrepris au sein du séminaire du GRM après la vague de protestations contre l'introduction de la loi LRU en 2009, les recherches livrées ici au lecteur ont ainsi voulu répondre à leur manière à une exigence fixée par l'actualité. D'Athènes à Rome,

² Guillaume SIBERTIN-BLANC, « Coyuntura o acontecimiento : La subjetivación revolucionaria en Guattari, Althusser y Deleuze » in *Actual Marx/ Intervenciones* (Chili), n° 11 : *La sonrisa de los explotados : Huellas y porvenir de la revolución*, Segundo semestre 2011, p. 181-210 (en part. p. 181-182).

³ Nous voyons bien que le volontarisme étudiant est susceptible de déclencher une critique qui récupère la distinction marxienne entre socialisme utopique et socialisme scientifique. Ce type de problématique ouvra en effet un front de lutte interne à la gauche et, en ce qui concerne cette saison, un conflit générationnel entre intellectuels-professeurs et étudiants dont le moment le plus emblématique fut l'accusation de fascisme de gauche que Habermas adressa à Rudi Dutschke, meneur charismatique des étudiants antiautoritaires en 1967 (Voir J. Miermeister (éd.), *Geschichte ist machbar. Texte über das herrschende Falsches und die Radikalität des Friedens*, 1980, Berlin, Wagenbach, 1991, p. 82.)

Londres, Paris, Madrid, l'actualité politique des dernières années a donné le jour à plusieurs flambées de protestations dont l'ampleur et la violence ont parfois évoqué la mémoire des scènes les plus dramatiques des mobilisations de la « saison rouge ». Depuis 2008, la vague de contestation qui a traversé l'Europe bouleversée par la crise financière a vu les mots-d'ordre des mouvements nationaux converger dans le refus des projets de réforme des universités inspirés par la stratégie de Lisbonne, fixée en 2000 par les représentants des pays membres de l'Union Européenne afin de développer « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010 » sur le marché libre global de la formation et de la recherche scientifiques⁴. Nous nous sommes trouvés face à une nouvelle résurgence d'un cycle de luttes qui s'ouvre dans les années soixante et qui dénonce la crise de l'université et sa fonction sociale. Tout comme à l'époque, cette résurgence s'articule aujourd'hui de façon inéluctable à une crise socio-économique et à une indignation vis-à-vis de l'état des choses, qui amène des salariés et des chômeurs à manifester ensemble leur rejet des plans de rigueur imposés par la gouvernance financière occidentale aux pays (en effet aux couches les plus faibles de leurs populations) touchés par la crise de la dette. Le rapport entre l'institution universitaire et le marché du travail condense à nouveau les interrogations sur l'avenir du continent dans le cadre de la fin de l'eurocentrisme culturel et du déclin économique de l'Occident. En même temps, cette crise économique a permis également de dédouaner des concepts, des mots-d'ordre et des formes de lutte qui étaient tombés dans l'oubli après l'écroulement des pays du socialisme réel dans les années 1990, et d'envisager une reprise du paradigme critique hérité de la tradition marxiste et du mouvement ouvrier. C'est dans cette démarche visant la récupération et la valorisation de cet héritage que trouvent leur inscription les travaux de recherche du GRM.

⁴ Voir http://ec.europa.eu/research/era/index_en.html. Cf. aussi *Séminaire du GRM*, séance du 26 septembre 2009: http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3_Seance_introdactiv2.pdf). Version partiellement publiée in G. SIBERTIN-BLANC, « Crise et luttes étudiantes : dialectique de politisation et questions de méthode » in *Actuel Marx*, n° 47, 1er semestre 2010, *Crises, révoltes, résignations*, Paris, PUF, p. 63-79 – en particulier Note 2.

Bien qu'elles se concentrent sur les trois pays européens qui ont connu les mobilisations les plus significatives (Allemagne, France et Italie), ces analyses étudient spécifiquement la circulation-traduction des mots-d'ordre et des formes de lutte à l'échelle mondiale, c'est-à-dire les effets singuliers sur les mobilisations régionales européennes des événements qui ont marqué la conjoncture internationale. Les études consacrées aux mouvements étudiants et ouvriers se concentrent dans la plupart des cas sur leur évolution nationale, ce qui cause une oblitération de la communication des luttes. Par « traduction » des mots-d'ordre et des formes organisationnelles, nous entendons, d'une part la jonction possible entre une présentation événementielle (c'est-à-dire une vérité existant à son degré maximal) et un « (in)existant », c'est-à-dire une vérité existant de façon minimale dans un autre monde⁵, et de l'autre les effets de leur introduction dans des contextes nationaux et régionaux surdéterminés par leurs facteurs spécifiques. Il s'agit cependant moins de reconstruire les mutations du signifiant des mots-d'ordre et les modalités variables de l'application des formes d'organisation dans des contextes différents, que de cerner de l'intérieur les effets de politisation, de solidarité et de convergence des luttes différentes que ces événements produisent au sein des milieux étudiants européens. Cela signifie indiquer la construction subjective de l'« espace vide » d'une décision à prendre, l'option d'une alternative politique à l'ordre intouchable des démocraties occidentales de l'après-guerre. Selon Marcuse, les deux piliers de cet ordre « intouchable » étaient le progrès technique et le communisme international, ce dernier remplaçant idéologiquement le fascisme comme ennemi intérieur. Dans les pays du capitalisme avancé,

les anciens conflits au sein de la société se modifient sous la double (et mutuelle) influence du progrès technique et du communisme international. Les luttes de classe et l'examen des “contradictions impérialistes” sont différés devant la menace de l'extérieur. Mobilisée contre cette menace, la société capitaliste a une cohésion interne que les stades

⁵ Sur notre appropriation de cette conceptualité badousienne voir Livio BONI, «La conjoncture chez le premier Gramsci » in *Cahiers du GRM 1, Penser (dans) la conjoncture* (<http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article57>)

antérieurs de la civilisation n'ont pas connue.⁶

Cette mobilisation permanente avait également un effet économique positif et pacificateur : parce que « la mobilisation contre l'ennemi est un puissant stimulant de production et d'emploi, elle entretient un niveau de vie élevé »⁷. Les années soixante sont traversées par des turbulences de cet ordre qui brisent le cadre idéologique pacifié. La contestation s'attaque à la trahison des valeurs affichées par les démocraties occidentales, que les étudiants voient comme étant en contradiction évidente avec les politiques de répression des mouvements de libération dans le tiers-monde (Vietnam), et avec la complaisance vis-à-vis du bloc soviétique. Cette indignation devient le mobile d'une contestation qui se nourrit de l'affrontement avec l'appareil répressif et qui converge avec des luttes sociales.

La décolonisation et les guerres de libération dans les pays du tiers-monde – qui étaient en train de transformer les rapports entre centre et périphérie et de redéfinir les rapports entre les Economies-Monde – ont contribué de manière déterminante au déclenchement et au déroulement des séquences de lutte animées par les étudiants dans les métropoles. La médiatisation de la guerre au Vietnam et des actions entreprises par l'armée américaine, et les protestations aux Etats-Unis, ont constitué un coefficient majeur de politisation et de convergence internationale des luttes. Suivant les analyses de l'impérialisme livrées par Lénine et Trotsky, les étudiants avaient interprété le concept hégélien de totalité comme histoire universelle (*Weltgeschichte*). Par ce biais ils en vinrent à théoriser la nécessité d'opposer à l'agression impérialiste contre le Congo, le Vietnam, et Saint-Domingue, un front de lutte au sein des métropoles du capitalisme. La protestation métropolitaine solidaire des révoltes sociales dans le tiers-monde avait permis de dévoiler les rapports de domination réifiés dans les sociétés occidentales. Loin de se réduire à une simple « solidarité des sentiments », cette dynamique forgea bien plutôt une morale politique dans laquelle l'élément de la protestation, c'est-à-dire l'affect anti-fonctionnel en tant que contenu inconditionné

⁶ Herbert MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, tr. fr. Paris, Editions de Minuit, 1989.

⁷ *Ibid.* p. 47.

des revendications politiques s'articulait à l'évidence de l'oppression matérielle dans le contexte colonial, une oppression qui n'était plus visible dans les métropoles. C'est sur cette base affective que se fonda le « refus absolu » théorisé par Marcuse et pratiqué par les étudiants européens sur une durée qui trouvait son inscription hypothétique dans un mouvement international. Ce coefficient de politisation a évidemment eu des degrés d'efficacité variables selon les contextes nationaux. Moins intense en France où la guerre d'Algérie avait pourtant provoqué des effets analogues, il va jouer un rôle majeur en RFA où les étudiants anti-autoritaires ne pouvaient pas « accepter les plaintes à propos de l'ethnocide perpétré par le troisième Reich sans les transformer en action contre tout ethnocide actuel »⁸. Et ce d'autant plus que le gouvernement allemand avait autorisé le survol du territoire par les bombardiers américains. Mais les luttes dans le tiers-monde donnèrent également aux étudiants des nouveaux modèles pratiques et des nouvelles orientations théoriques. Ils opposèrent les intellectuels de gauche qui les avaient taxés de fascistes de gauche ou de blanquistes aux militants et intellectuels impliqués dans les guerres de guérilla. Ils trouvèrent chez Frantz Fanon, Che Guevara, Mao et Régis Débray un autre modèle de conduite, l'union de la théorie et de la pratique qu'ils voulaient traduire et incarner dans les métropoles. Les étudiants forgèrent une autre idée du militantisme, théorisèrent « l'homme nouveau », s'engagèrent dans la lutte en s'appropriant des élaborations théoriques de ces nouveaux guides au point de se fantasmer, parfois avec des dérivés tragiques, comme « guérilleros urbains », colonisés des métropoles combattant dans un front international de lutte.

Leur volonté de passer par le « désordre » afin de déclencher un processus d'émancipation relevait d'une attitude qu'ils avaient en commun avec les communistes chinois. Cette attitude consistait à faire fonctionner politiquement la négativité du sujet, son pouvoir de destruction vis-à-vis des ordres établis et des objectivations/aliénations qui soutiennent les formes existantes de la vie sociale. Une telle valorisation du chaos comme pratique de libération rejoignait la notion de refus forgée par Marcuse, qui devint

⁸ Oskar NEGt, *Politik als Protest. Reden und Aufsätze zur anti-autoritären Bewegung*, Frankfurt am Main, agi-buch-verlag, 1971, p. 35.

la « base logique » de la praxis révolutionnaire, c'est-à-dire la position subjective de soustraction du sujet face au système social, visant sa négation. Les militants donnèrent un caractère historique à cette position existentielle et volontariste en en faisant la « négation déterminée » du capitalisme avancé au fur et à mesure qu'ils dénonçaient la disciplinarisation que le capitalisme opère sur la subjectivité, son orientation manipulatrice de l'intelligence et de la volonté, des passions, et des désirs. Cela produisit une indignation et une révolte contre l'état de choses imposé par la société : c'est pourquoi un refus concret et efficace ne pouvait que passer par un savoir critique à l'égard de la société contemporaine cernée comme une totalité gérée par la rationalité du capitalisme avancé. Ce savoir critique voulait retourner et détourner les savoirs que le capitalisme produit, répand et mobilise comme autant de moments de sa reproduction.

Nous appelons « saison rouge » la macro-conjoncture qui s'ouvre avec le 20ème congrès du PCUS en 1956 et qui se clôture au moment de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République Française en 1981. Il s'agit d'une saison essentiellement marquée par l'émergence de la « nouvelle gauche » (traduction du syntagme « new left ») et par une avancée des droits des travailleurs et des minorités résultant de la poussée des mobilisations dans les usines et dans la société. Suivant le contexte socio-politique allemand, français ou italien, différents événements marquent l'ouverture de la « saison rouge » et ont un impact spécifique sur les séquences de politisation que ce Cahier se propose d'analyser. En République Fédérale d'Allemagne c'est la construction du mur de Berlin en 1961 – dans la mesure où elle condense les tensions et les contradictions entre valeurs affichées et *Realpolitik* – qui ouvre une nouvelle saison politique dans laquelle est mise en question la fracture du pays en deux blocs. En Italie c'est la protestation de jeunes ouvriers lors de la révolte de la Piazza Statuto, à Turin entre le 6 et le 9 juillet 1962, contre les accords séparés que certains syndicats avaient signés avec FIAT. Cette révolte marque l'entrée sur la scène politique de l'ouvrier-masse théorisé par les opéraïstes. En France, la guerre d'Algérie produit une mobilisation visant les rapports entre métropole et anciennes colonies, ce qui provoquera une fracture dans le consensus républicain, et permettra à des

mémoires des luttes d'être réactivées dans le mouvement de 1968. Cette saison se compose de différentes séquences de lutte dont le degré d'intensité dépend de l'équilibre national et international. Les séquences les plus violentes (et sanglantes) eurent lieu en Italie et en RFA, deux pays qui étaient, contrairement à la France, sous l'égide de l'OTAN et donc sous la tutelle occulte de l'ordre international. Cette phase de l'offensive de la classe ouvrière perd son souffle et s'effondre finalement entre la fin des années 70 et le début des années 80. On peut en indiquer la fin en RFA en 1977 avec les événements de l'automne allemand (la mort des membres du noyau dur de la Fraction de l'armée rouge après l'intervention des forces spéciales allemandes contre le commando palestinien qui avait détourné un avion de la Lufthansa à Mogadiscio). Elle se clôture de façon encore plus emblématique en Italie, le 14 octobre 1980, avec la marche des « colletti bianchi » (« cols blancs », c'est-à-dire les cadres dirigeants et les employés) de FIAT, qui représentaient la majorité silencieuse de la plus importante entreprise italienne, contre les ouvriers qui occupaient depuis des semaines l'usine Mirafiori, le lieu où s'étaient produites les luttes les plus radicales dans les années 1960 et 1970. Cette action détermine la fin de la grève et marque le déclin définitif du mouvement ouvrier dans la péninsule.

La macro-conjoncture de la saison rouge s'ouvre de facto au moment de la mise en place d'une restructuration du capital qui suit la période de croissance économique de l'après-guerre (décliné dans les différents contextes nationaux comme « miracle économique », « boom économique » ou « Trente glorieuses »). L'appareil universitaire condense progressivement les contradictions des deux instances dans lesquelles il se trouve inscrit : un régime de structures de production économique et un ensemble d'appareils de reproduction idéologique dont il est la pièce maîtresse. L'institution universitaire devient ainsi le lieu d'éclosion de pratiques et de discours dont les enjeux politiques et sociaux la débordent. Cela produit une politisation interne aux pratiques du savoir qui devient une critique des systèmes pédagogiques permettant la reproduction idéologique de la structure sociale et de toute réforme de l'université consistant à la plier aux besoins immédiats du marché du travail. Devant faire face à cette double inscription les étudiants mobilisés essaient d'articuler leur protestation aux luttes sociales et s'appuient

sur les analyses consacrées à la restructuration du capital livrées par plusieurs cercles d'intellectuels de gauche depuis 1956. Les groupes d'étude qui se formèrent au sein des Universités oppositionnelles et critiques (de Berlin à Turin et de Nanterre à Trente) essayèrent de s'approprier la possibilité de s'instruire, d'analyser les mécanismes opératoires du pouvoir et de changer de l'intérieur la disciplinarisation sociale en acte tout en la détournant contre le système. Le Savoir dialectique concernant le Tout – pour Lukács, Adorno, Marcuse, et leurs « disciples » révolutionnaires d'après-guerre – était moins la connaissance d'un objet du monde, qu'un regard sur un monde dont le renversement était devenu possible. En Allemagne, en France et en Italie, les étudiants forgèrent leurs repères théoriques par la lecture d'*Histoire et conscience de classe* de Lukács, des auteurs du *Linkskommunismus* des années 1920 et des travaux de l'Ecole de Francfort, qui ont comme élément commun la continuité entre le marxisme critique et la dialectique hégélienne, interprétée à partir de la fonction critique de la négativité, telle que la formulera Marcuse, le seul à assumer jusqu'au bout l'héritage de la théorie critique et son rôle dans les mobilisations. Les analyses des groupes et des mouvements étudiants prolongent les études produites au sein de cercles d'intellectuels depuis la déstalinisation (*Quaderni rossi* et *Quaderni piacentini* en Italie, les revues *Argument* en Allemagne et en France). Les groupes d'étude réhabilitèrent les voix dissidentes qui s'étaient levées contre les dogmes de la Troisième Internationale et prônèrent un marxisme qui se voulait « une science créatrice qui doit se confronter avec toute réalité nouvelle sur la base de la méthode critique qu'est la dialectique et qui doit construire à partir de celle-ci les catégories pour une nouvelle compréhension de l'actualité concrète »⁹. La politisation des mouvements étudiants se tient donc entre l'affirmation d'une singularité radicale de la condition étudiante et sa saisie comme reflet des conflits de la sphère socio-économique. Entre ces deux pôles s'ouvre un spectre d'innovation politique qui s'insère consciemment au sein des

⁹ Rudi DUTSCHKE, « Die Rolle der Antikapitalistischen, wenn auch nicht sozialistischen Sowjetunion für die marxistischen Sozialisten in der Welt » in F. Bülckelmann et H. Nagel (éd.), *Subversive Aktion. Der Sinn der Organisation ist ihr Scheitern*, Frankfurt am Main, Neue Kritik, 1976, p. 171.

formations discursives marxistes qui dominent les modes d'énonciation et de représentation de l'époque. Toutefois les critiques élaborées au sein du mouvement s'attaquèrent également aux institutions du mouvement ouvrier – les syndicats et les partis – en contribuant de façon déterminante à l'émergence de nouveaux sujets politiques, appelés « groupes », « nouvelle gauche » ou gauche « extra-parlementaire ».

La critique de la production et de la circulation des savoirs accompagne la recherche d'une autre manière d'organiser et d'expérimenter les modes d'existence de ces savoirs, et de les articuler à des formes d'organisation qui en permettent la modification sur le plan de la constitution matérielle. Dans cette recherche la rigueur morale et la tension vers une transformation de l'existence sont indissociables du discours politique et social portant sur les institutions du savoir. Contrairement à l'opinion de la plupart des commentateurs se réclamant de la *Realpolitik*, ces aspects ne sont pas réductibles à une simple « histoire mineure » ou à « une profession de foi démocratique de matrice bourgeoise ». Cette attitude est bien plutôt le fruit de la rencontre entre la décomposition de la civilisation bourgeoise et la crise du mouvement communiste. Le mouvement étudiant des années soixante a fourni à cette double crise un site où des contradictions spécifiques ont pu être formulées, une dernière fois. L'ouverture de ce site a débouché, en dernière instance, sur les tentatives de jonction du mouvement étudiant avec le mouvement ouvrier et l'ambition de construire par ce biais une option révolutionnaire au sein des métropoles occidentales. Cette jonction constitue sans aucun doute le point de saturation historique du mouvement étudiant en tant que tel et en détermine, même selon des modalités variables d'un contexte à l'autre, l'échec. De la conception de l'étudiant comme force-travail, à la critique de la technocratie néo-capitaliste et à l'analyse des convergences entre néo-capitalisme et hiérarchies universitaires, les analyses les plus lucides produites par les mouvements ont énoncé une série de points décisifs : la critique de la fonction sociale de l'université, c'est-à-dire de son rapport avec le marché du travail dans la société capitaliste-avancée ; la nécessité d'en transformer radicalement l'organisation et l'impossibilité de le faire sans son inscription dans un processus de transformation révolutionnaire de la société capitaliste. Une

transformation dont la condition de possibilité était l'articulation du mouvement étudiant au moment antagoniste du système capitaliste : la classe ouvrière. Seule l'alliance entre étudiants et ouvriers pouvait constituer la base d'une transformation réelle du savoir dans les sociétés capitalistes-avancées. Et c'est précisément pour conjurer cette union que les appareils d'Etat se sont déployés et se sont liés aux appareils intégrés des syndicats et des partis, dans la répression de tout potentiel subversif de ce mouvement.

Or, c'est l'héritage problématique des formes de production de cette rencontre étudiants/ouvriers qui fait l'objet d'un véritable refoulement dans la mémoire historique des acteurs de l'époque. Faute de pouvoir approfondir les causes de cette amnésie nous constatons que l'échec des inventions politiques visant à articuler les conséquences de la rencontre entre étudiants et ouvriers a fortement contribué à déterminer le désarroi d'aujourd'hui. L'univers de la « culture » se partage désormais, d'un côté, en une série illimitée de spécialités soumises aux impératifs du profit et du pouvoir, et, de l'autre, en une prolifération confuse de produits culturels destinés à la consommation de masse et qui n'arrive plus à activer aucune tension critique vis-à-vis de l'existant. Les pratiques intellectuelles ne disposent plus des structures – institutions, partis, ou mouvements – qui peuvent en assurer la reproduction ou la transmission dans la durée. La circulation indifférente des objets culturels dans une société fragmentée a comme corrélat l'incapacité d'articuler la fonction critique à la production effective de connaissances positives. Cette incapacité contribue largement à la désorientation de notre époque qui paraît marquer la fin de la « culture » en tant qu'exercice autonome des fonctions intellectuelles. L'éclatement du mouvement ouvrier comme sujet antagoniste et potentiellement révolutionnaire a entraîné la dissolution des formes par lesquelles la civilisation bourgeoise déployait et gérait ses propres tensions critiques vis-à-vis du monde capitaliste. Les sphères autonomes de la culture et du savoir faisaient exister le savoir de la critique sous la forme d'un excès vis-à-vis de toute compétence définie et spécialisée, sans pour autant briser le lien de la fonction critique avec ces compétences.

Dans cette perspective nous cernons dans toute résurgence du mouvement depuis les années soixante un symptôme et une réaction face à l'avènement de cet état de crise des paradigmes culturels. Un

état qui s'articule à la crise qui a traversé le mouvement communiste et donc la théorie marxiste jusque-là dominante dans les discours critiques au sein de l'université. Le blocage, puis la dissolution du processus politique qui avait surgi de cette jonction a entraîné une dégradation particulièrement violente et désespérante de la réflexion sur le savoir et la critique. Les questions portant tant sur les réactivations possibles de la fonction sociale du savoir, que sur les prises de distance vis-à-vis du *statu quo* et sur les modalités de transformer cette distance en un refus demeurent aujourd'hui sans réponse. Le travail de récupération de la mémoire des initiatives ici étudiées peut sans aucun doute proposer des critères et des hiérarchies de valeurs différentes de celles qui dominent aujourd'hui et ce travail reste, dans cette mesure, indispensable pour court-circuiter d'emblée toute réactivation mimétique de formes organisationnelles destinées à l'échec. Les pratiques politiques d'aujourd'hui doivent se renouveler, voire se réinventer en fonction des nouveaux rapports de force et des possibles solidarités qui restent à construire entre tous ceux qui subissent l'exploitation capitaliste.

Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant

DANIEL AGACINSKI

Entre 1954 et 1959, dans une France largement indifférente au conflit algérien, les étudiants formèrent le premier *groupe social* à se mobiliser contre la poursuite de la guerre – les mobilisations de plume des intellectuels ou les soutiens matériels apportés aux Algériens étaient le plus souvent des engagements *individuels* ; les autres groupes sociaux, comme les ouvriers, ne manifestaient pas d'hostilité à l'action de la France. Et de 1959 à la fin de la guerre, ce furent encore des étudiants qui menèrent le front syndical plus large qui manifesta son opposition à la guerre. Qu'est-ce qui a fait des étudiants les acteurs principaux de cette lutte, et par quelles étapes, par quels moyens sont-ils parvenus à adopter une position politique et à s'engager dans une action politique ? C'est de ce processus de politisation qu'il sera ici question : de ses sources, de ses procédés, de ses limites, et de ses conséquences sur la place que prit la jeunesse étudiante sur la scène politique française, quelques années avant 1968.

Un processus de politisation indirect et calculé

Le premier trait caractéristique de ce mouvement de politisation est qu'il fut extrêmement construit et conscient, non pas au sens où il se serait adossé à une théorie politique particulièrement déterminée, mais dans la mesure où il a été le résultat d'un *plan* de

mobilisation de masse. Une minorité de dirigeants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) de l'époque a élaboré une stratégie explicite visant à apporter aux étudiants un éclairage proprement politique sur ce qu'on appelle alors « les événements d'Algérie », en vue de les pousser à l'action contre la guerre. Ce double dessein politique : politiser les consciences d'une part, et pousser à l'action politique d'autre part, s'inscrivait sur le fond d'une France et d'une université largement dépolitisées, au sens où ce n'était pas en termes strictement politiques que se nouaient les débats relatifs à l'avenir de la société française – la technocratie et son langage avaient alors pris le dessus. De ce fait, le processus de politisation, calculé, s'engage de façon délibérément indirecte ou médiate : il s'agit de sensibiliser les étudiants à *ce qui les concerne* dans la guerre d'Algérie, pour les amener, ensuite, à une réflexion plus profondément politique sur la guerre, c'est-à-dire qui ne se contente pas de la voir de leur point de vue d'étudiants.

En ce sens, la première opposition étudiante à la guerre peut être qualifiée de « morale » : plutôt que de déployer une critique théorique et générale du colonialisme, les mobilisateurs invoquent la violence de la guerre pour susciter son rejet – considérant sans doute ce « créneau » davantage porteur auprès de la conscience étudiante de l'époque. On s'intéressera donc à la naissance de cette critique morale et à son déplacement progressif vers un regard plus politique sur le conflit. Pour comprendre ce processus il faudra analyser les méthodes de sensibilisation, de diffusion d'information sur la guerre, employées par les « minoritaires » (cette tendance au sein de la direction de l'UNEF qui veut mobiliser) pour amener les étudiants à avoir une vision *politique* de l'Algérie, ainsi que les obstacles, internes et externes, que ces opérations rencontrent dans les deux moments de la politisation : la politisation des consciences et l'engagement dans l'action politique.

Ce mouvement a sollicité et produit assez peu d'écrits, en tous cas sur le moment ; l'essentiel du travail de conviction était en fait oral, lors des débats précédant l'adoption de motions, au niveau local dans les AGE¹, et au niveau national dans les Congrès. On dispose cependant de comptes-rendus de ces réunions et des motions

¹ Assemblée générale étudiante, une dans chaque ville universitaire.

adoptées ou rejetées au fil du conflit. Mais, surtout, il existe – outre les écrits par lesquels les acteurs retracent après coup leur engagement – une série de textes produits à visée de propagande, ou au moins d'information et de politisation, des brochures que la direction de l'UNEF a eu pour mission de composer, afin d'abord de faire connaître la réalité de la guerre aux étudiants qui l'ignoraient largement, et de leur permettre du même coup de se faire une idée de la signification politique de ce que faisait la France en Algérie. Ces différentes brochures sont une source clé pour la connaissance de cette histoire de la mobilisation, et témoigneront ici régulièrement des biais, des contorsions que les « propagandistes » furent contraints d'employer pour entraîner la jeunesse étudiante.

Le fond de dépolitisation spécifique de l'époque

Tout mouvement politique, toute entreprise de politisation surgit nécessairement sur un fond de dépolitisation, ou en tout cas d'occultation de certains enjeux politiques. Sur ce point l'histoire de l'opposition à la guerre d'Algérie ne fait pas exception ; mais les formes spécifiques de la dépolitisation de l'époque et de l'apolitisme proclamé alors par le mouvement étudiant constituent autant d'obstacles singuliers qui ont déterminé en creux les formes de la politisation du mouvement.

La première de ces conditions spécifiques réside dans l'absence d'assomption politique de la guerre elle-même : outre le fait caractéristique qu'elle ne dise pas son nom mais se présente seulement comme « pacification », opération de police, de maintien de l'ordre après une rébellion, qu'il ne s'agisse officiellement que d'« événements », il est notable qu'aucun des gouvernements successifs, de couleurs différentes, qui se sont engagés progressivement dans la guerre totale, n'ait assumé véritablement cet engagement, et n'ait défini d'autre but de guerre que la sauvegarde de l'Algérie française et le retour de la paix... par les armes. Une telle dépolitisation du conflit par les pouvoirs politiques eux-mêmes, qui en faisaient une affaire tout intérieure et purement militaire, constituait à l'évidence un obstacle sur le chemin de la politisation de l'opposition à la guerre (de ce point de vue la guerre du Viêt-Nam se

présente sous un tout autre jour, puisque les présidents américains qui l'ont conduite l'assumaient et la revendiquaient).

Cet obstacle à la prise de conscience de la réalité du conflit algérien était redoublé par l'absence quasi totale d'information libre sur le déroulement des opérations militaires. Ce qui se passait en Algérie, et même l'Algérie en général, était largement méconnu des Français – et des étudiants aussi bien, si on excepte quelques rares férus d'histoire coloniale. Michel de la Fournière, leader de l'UNEF pendant une partie de la guerre, raconte : « Pour la plupart, la réalité algérienne se situait quelque part entre Albert Camus, Alain Mimoun et Pépé le Moko². » On va ainsi au-delà de la simple dépolitisation, vers une ignorance radicale, permise par le silence des médias sur la guerre et sur l'Algérie, et qui ne peut aboutir qu'à une indifférence assez généralisée. Et cette indifférence touche encore une fois aussi bien la population française prise dans sa globalité que le milieu spécifiquement étudiant. Il ne semble en effet pas possible d'expliquer autrement que par cette indifférence relativement profonde des Français à l'égard du sort de l'Algérie l'absence de mouvement massif d'opposition à la guerre avant 1960 – avant l'impulsion des étudiants, donc. Jean-François Lyotard (au fil de ses articles consacrés à l'Algérie dans *Socialisme ou Barbarie*, rassemblés en 1989 dans *La Guerre des Algériens*³) explique d'ailleurs que, en ce qui concerne les ouvriers, cette absence de soulèvement contre la guerre, cette attitude spectatrice devant le conflit ne peut être mise sur le compte d'une absence de combativité ouvrière en général, dans la mesure où les conflits dans les entreprises sont, à la même époque, vifs ; il retrouve alors nécessairement cette hypothèse de la dépolitisation massive et de la dépolitisation de la question algérienne en particulier – peut-être mêlée aussi à la persistance d'une certaine idéologie nationale, qui de part et d'autre de la Méditerranée détourne les ouvriers d'un sentiment de solidarité. Comme la CGT ne donnait pas de consignes de mobilisation sur la question (puisqu'elle n'en avait pas reçu), et

² Michel DE LA FOURNIÈRE, « Les étudiants face à la guerre (1954-1957) », in *La Guerre d'Algérie et les Français*, ss. la dir de Jean-Pierre Rioux, Paris, Fayard, 1990.

³ Jean-François LYOTARD, *La Guerre des Algériens*, Écrits, 1956-1965, Paris, Galilée, « débats », 1989.

comme l'URSS semblait intéressée à un maintien de la présence française en Algérie (pour préserver l'Afrique du Nord de l'influence américaine), aucune organisation partisane ou syndicale ne vint, pendant longtemps, troubler le consensus silencieux en faveur de la poursuite du combat.

De plus, que ce soit dans le pays en général ou dans le milieu étudiant, la politique comme pratique était alors, dans le courant années 1950, largement discréditée par le spectacle de la vie parlementaire de la IV^e République. Les partis n'intéressaient pas les étudiants – même si le PCF maintient chez eux une audience respectable, qui sera cependant largement écornée en 1956. L'organisation même de l'UNEF n'aidait pas à la politisation : contrairement à ce qu'elle est depuis le milieu des années 1960, l'UNEF n'était pas alors un syndicat parmi d'autres concurrents, mais un interlocuteur représentatif unique, chargé à la fois de porter les revendications des étudiants dans leur ensemble et de cogérer avec le pouvoir un certain nombre d'institutions comme les restaurants et les œuvres universitaires. Parce qu'il fallait (notamment) sa carte de l'UNEF pour entrer au resto-U, l'Union regroupait alors plus de 80 000 étudiants, soit presque un sur deux. Elle était donc une organisation de masse, mais dont l'essence représentative et gestionnaire lui interdisait presque constitutivement toute prise de position politique tranchée – surtout si elle devait l'opposer au pouvoir, son partenaire.

Tel est le sens du principe d'apolitisme qui présidait à la reformation du syndicat après guerre, qui n'était originellement que la traduction dans le monde étudiant de la charte d'Amiens, qui sépare le monde syndical des partis – mais ce sera bien plus : un mot d'ordre dans la bouche des plus conservateurs des étudiants, qui leur servira opportunément de rempart contre les efforts des minoritaires pour politiser les étudiants en les dressant contre la guerre. On voit donc tout un courant, allant du centrisme gestionnaire au militantisme « Algérie française », paré des couleurs ternes de l'apolitisme pour contenir le mouvement de politisation des « anti-colos », qui constitua pendant toute la durée de la guerre un frein actif à la politisation, un obstacle interne au mouvement étudiant. Ces conservateurs n'eurent de cesse de faire pression auprès des gouvernements successifs pour que l'engagement politique de

l'UNEF lui fasse perdre *de facto* son caractère représentatif de l'ensemble des étudiants et son rôle d'interlocuteur unique du pouvoir.

Enfin, les dispositifs de sursis militaires ont mis, pendant les premières années de la guerre, les étudiants à l'abri du départ pour l'Algérie, ce qui n'a fait que renforcer leur éloignement à l'égard du conflit. Tels sont les obstacles spécifiques, intrinsèques et extrinsèques, que l'opération de politisation a rencontrés.

Les sources de la politisation des leaders étudiants

Mais pour rencontrer des obstacles sur son chemin encore faut-il être en mouvement, et que ce mouvement soit impulsé par une certaine force. Qui a cherché à politiser les étudiants ? Comme on l'a vu, l'UNEF est alors une organisation de masse où, de fait, toutes les tendances politiques sont représentées ; et l'un des traits caractéristiques de la période du début de la guerre d'Algérie est la présence de plus en plus affirmée de militants, qu'on peut appeler chrétiens de gauche, de la JEC⁴ au sein de l'UNEF. Ces chrétiens sont parmi les premiers à avoir manifesté leur refus de l'engagement militaire en Algérie – la hiérarchie catholique de France ayant elle-même pris une position défavorable à la guerre. Naturellement, leur opposition à la guerre d'Algérie peut d'abord être qualifiée de morale, plus que de politique, mais ils firent preuve d'une attention particulière aux questions coloniales, qui n'était pas partagée par tous les mouvements de gauche laïcs, et ils furent au cœur du mouvement minoritaire, la « mino », qui représentait l'aile gauche de l'UNEF et affrontait la « majo », centriste, apolitique (donc de droite), et qui construisit sa conquête du pouvoir à l'UNEF autour de la mobilisation sur les questions d'Outre-mer et notamment sur la première d'entre elles, la question algérienne. Bien entendu, les jécistes n'étaient pas seuls dans cette mouvance mino, où l'on trouvait des socialistes en rupture avec la SFIO mollétiste ou des tiers-mondistes de tous horizons, mais il semble que le plan de politisation de masse des étudiants leur soit largement redevable.

⁴ Jeunesse étudiante chrétienne.

L'idée est alors, étant donné le statut représentatif de l'UNEF, de construire une position originale, qui permette à la fois d'énoncer des thèses avancées sur le destin national de l'Algérie, tout en étant susceptible de rallier l'ensemble ou du moins la majorité de la communauté étudiante. D'où un jeu subtil d'équilibre, qui ne peut aboutir à des positions nettes qu'au moyen d'une entreprise d'information de grande ampleur et de longue haleine, sur laquelle il faudra revenir en détail.

Un des éléments décisifs de la mobilisation de nombreux étudiants en faveur de la paix en Algérie réside dans la fréquentation des étudiants d'outre-mer, et notamment des étudiants algériens vivant en métropole. Le monde étudiant était en effet l'un de ceux où les hexagonaux pouvaient rencontrer des Algériens et se lier avec eux le plus facilement. Non seulement ces contacts frappaient d'absurdité, aux yeux des étudiants, cette guerre où on les envoyait tuer leurs camarades, mais surtout ils leur ont permis de connaître et de comprendre le mouvement national algérien, qui a rapidement touché la communauté étudiante de métropole. Encore une fois, les étudiants (notamment ceux de Paris, Lyon ou Grenoble, où la communauté algérienne était significative) sont presque le seul groupe français à avoir pu connaître personnellement des nationalistes algériens – et leur sensibilité à la guerre en fut évidemment transformée –, tandis que la plupart des mouvements de gauche, partisans ou syndicaux, ont eu de grandes difficultés à interpréter la nature de la révolte des Algériens à la lumière de leurs catégories sociales et politiques. Cette sensibilité spécifique aux étudiants s'est encore aiguisée lorsqu'ils ont vu la répression s'abattre de plus en plus intensément sur leurs camarades algériens, qui eux-mêmes se radicalisaient et se rapprochaient de plus en plus du FLN ; il n'est pas ici possible de retracer les relations complexes de l'UNEF et de l'UGEMA⁵, tout au long de la guerre, mais il faut dire cependant que le maintien du lien avec la communauté étudiante algérienne a été à la fois un objectif et une difficulté de la

⁵ Union générale des étudiants musulmans d'Algérie. Sur la question de ses rapports avec l'UNEF, on peut se reporter à une brochure publiée par l'UNEF en 1960 : *Le Syndicalisme étudiant et le problème algérien*, ainsi qu'à la thèse de Jean-Yves Sabot, *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1995.

mobilisation étudiante : malgré l'aspiration profonde des leaders de la mino à entretenir leurs relations avec leurs homologues algériens, l'alignement intransigeant de l'UGEMA sur la politique du FLN d'une part, et l'impossibilité pour les étudiants français de s'identifier aux nationalistes algériens (même pour certains des plus engagés contre la guerre) d'autre part, les plaçaient dans une situation déchirante, puisqu'ils risquaient de perdre la raison d'être de leur combat ou leur base étudiante. C'est là encore au moyen d'une intense campagne d'information que les responsables ont réussi à faire accepter en congrès la reprise de contacts avec l'UGEMA, au scandale du gouvernement français qui avait interdit l'association en raison de ses liens avec le FLN.

Enfin, trois événements ont offert aux minos une chambre d'écho favorable à leurs thèmes de mobilisation : tout d'abord les putschs du 13 mai 1958 et du 22 avril 1961, qui suscitérent l'émoi en métropole et firent craindre une fascisation du régime – ce qui est toujours mobilisateur chez les étudiants. Et, plus spécifiquement, entre ces deux dates, l'ordonnance du 11 août 1959 qui revint très largement sur les sursis étudiants et menaça donc de départ immédiat sur le champ de bataille un grand nombre de jeunes qui se croyaient à l'abri, et qui furent soudain amenés à s'intéresser davantage à la question algérienne.

Les moyens de la politisation indirecte de la masse des étudiants

Reste alors à savoir par quels moyens, à partir de ces sources de mobilisation et au contact de ces événements déclencheurs, les opposants à la guerre d'Algérie tentèrent d'entraîner avec eux la masse des étudiants, et y parvinrent. L'effort de guerre contre la guerre se déploya sur des fronts multiples, qui se développèrent avec le temps : par l'aide individuelle aux étudiants algériens menacés, puis l'aide juridique individuelle aux étudiants français appelés après la réforme des sursis, mais aussi et surtout par une véritable campagne visant à alerter l'opinion étudiante sur la réalité de la guerre, dont il est intéressant d'observer les détours moraux et corporatistes. En tant que syndicat étudiant et représentatif, l'UNEF était censée s'occuper des questions qui concernent les étudiants. La

conduite des affaires de la nation, la politique outre-mer de la France ne semblent pas *a priori* rentrer dans le cadre étroit des « problèmes étudiants ». Or on vit les responsables minors déployer une vaste inventivité pour attaquer la guerre sous l'angle « étudiant », ou sous un angle moral susceptible de toucher les étudiants – comme si ce n'était pas de la politique.

Par exemple, l'un des principaux arguments récurrents dans la documentation d'information (surtout au début de la guerre, il est vrai) consistait à dénoncer l'engagement en Algérie comme excessivement coûteux, et à expliquer que l'argent public serait bien mieux dépensé s'il contribuait à rénover les universités ou à distribuer aux étudiants le « présalaire » que l'UNEF réclamait depuis quelques années. Il est des façons plus politiques de condamner une guerre. La stratégie était cependant clairement fixée : il s'agissait de convaincre les étudiants de se mobiliser contre la guerre d'Algérie, tout en se protégeant des attaques portées par l'ancienne majorité au nom de l'apolitisme ; de politiser sans le dire, donc. Plus on est proche du début de la guerre, plus les arguments sont d'ordre budgétaire, comme on l'a vu, ou encore et surtout d'ordre sentimental et moral : il est avant tout question de la torture, de la violence en général, qu'on condamne d'abord *des deux côtés*, ce qui permet de révéler les exactions françaises sans avoir l'air d'adopter le point de vue du FLN.

Cependant, à mesure que la guerre se prolonge, et que les étudiants reçoivent de plus en plus d'informations sur son déroulement (notamment grâce aux anciens appelés qui, à leur retour, racontent ce qu'ils ont vu et ce qu'ils ont fait), à mesure également que se déploie la première vague de sensibilisation, essentiellement morale et qui ne fait pas la part belle pour le moment à la question de la signification politique de la guerre, l'intérêt pour la question algérienne croît nettement dans le milieu étudiant. C'est le premier signe que la politisation « prend ». À telle enseigne que, peu à peu, le bureau de l'UNEF, désormais aux mains des « minors », parvint à faire adopter des motions de plus en plus politiques, évoquant dès le début de 1960 l'autodétermination de la nation algérienne. Certes, les préoccupations morales et corporatistes étaient toujours au cœur des discours étudiants sur la guerre, mais elles servaient dès lors ouvertement de préalable à une prise de conscience

politique à l'égard de l'événement. Dans l'esprit des minoritaires, le contournement de la politique par la morale et par l'intérêt des étudiants n'était qu'une étape vers l'engagement politique de la masse, et non pas le substitut définitif à un point de vue politique. L'élection de Pierre Gaudez à la tête du mouvement, avec pour mandat, entre autres, de renouer avec l'UGEMA, ne laissa plus de place au doute : l'apolitisme traditionnel n'était plus la doctrine dominante, et les étudiants semblaient prêts, massivement, à assumer une opposition *politique* à la guerre, c'est-à-dire une opposition qui en condamne non seulement les coûts et les méthodes, mais le principe même, et qui le prouve en entretenant des liens avec « l'ennemi » du moment.

Les effets de la politisation des étudiants

À quoi aboutirent ces efforts de politisation du monde étudiant ? Comment se traduisit cette montée de l'opposition à la guerre dans les universités ? Dès lors qu'on passe des prises de position individuelles de leaders du mouvement, et des aides, là encore individuelles, apportées aux Algériens ou aux étudiants menacés, à l'action collective, on assiste à une première publicisation massive du refus de la guerre. Une fois réalisée la politisation du milieu étudiant, cette opposition à la guerre cessa d'être un fait marginal, et changea donc de signification. Surtout dans la mesure où elle se montrait. N'y aurait-il eu que le fait qu'un bureau *mandaté pour cela par les étudiants de France* rencontre l'UGEMA l'association des étudiants algériens qui avait appelé quelques mois auparavant ses membres à rejoindre l'ALN dans les maquis, et que ces deux bureaux publient un communiqué commun condamnant la guerre coloniale et appelant dans l'urgence à un cessez-le-feu français et à l'autodétermination algérienne – cela constituait déjà un événement d'importance.

Mais ce n'est pas encore ici à proprement parler l'entrée de la jeunesse étudiante, en personne, sur la scène politique. Cette entrée s'effectua dans la rue, à l'automne 1960, à un moment où le mouvement était de nouveau pris en tenaille entre ses éléments les plus modérés, qui se contentaient des déclarations de condamnation,

et les étudiants les plus engagés, vivement tentés par l'insoumission et l'aide directe au FLN. Il semble que ce soit sous la menace de voir un nombre non négligeable d'étudiants choisir cette voie de l'insoumission – voie que l'UNEF ne pouvait, en tant qu'organisation cogestionnaire, ni cautionner ni encourager – que le bureau de l'union se décida pour « d'autres formes d'action », et prépara la grande manifestation intersyndicale du 27 octobre. « C'est une dernière carte à jouer sur le plan légal parce que la pression monte en interne », note Henri Monchablon dans son histoire de l'UNEF⁶.

C'est alors à l'initiative de l'UNEF que tous les syndicats (sauf la CGT qui les accuse simultanément d'aventurisme et de collusion avec le gouvernement) se rassemblent dans et autour du palais de la Mutualité pour réclamer l'autodétermination, la paix par la négociation, et la garantie des libertés démocratiques en France. Incontestablement, les positions avancées sur la question algérienne auxquelles le syndicat étudiant a pu arriver grâce à la longue campagne des minos lui ont permis de jouer un rôle central et moteur dans l'unification du mouvement syndical d'opposition à la guerre. Aucun syndicat n'avait le pouvoir d'entraîner les autres derrière lui ; seul l'UNEF avec sa « virginité politique⁷ » pouvait alors lancer le mouvement et le conduire. Cette manifestation fut considérée comme un succès assez net – impression renforcée par le fait que De Gaulle, à peine quelques jours après, évoquait pour la première fois la perspective d'un référendum sur l'autodétermination. Ainsi, pour leur première entrée sur la scène politique via la rue, les étudiants eurent le sentiment de remporter une victoire, et même une victoire décisive. Ce sentiment se révéla rapidement trompeur et source de multiples illusions sur la nature et la puissance du rôle des étudiants en politique.

Les limites de la puissance des étudiants politisés

Pour comprendre en quoi cette victoire ne fut d'abord

⁶ Henri MONCHABLON, *Histoire de l'UNEF*, Paris, Puf, 1983.

⁷ Je reprends l'expression à Henri Monchablon, *op. cit.*

qu'illusoire, il faut voir que cette politisation, si elle a largement réussi, n'en possédait pas moins de sérieuses limites. Sur le plan de la conjoncture immédiate, on peut remarquer que l'impression de victoire accréditée par le tournant gaullien de l'autodétermination a eu un premier effet démobilisateur : le général a endormi tout le monde, et la guerre a continué après l'échec des premières négociations d'Évian (au début de 1961) ; la mobilisation n'a pu alors reprendre sur le même mode qu'à l'automne 1960. L'une des explications à cela tient dans ce qu'on a appelé la virginité politique de l'UNEF avant le 27 octobre : c'était en tant que mouvement représentatif de la jeunesse, dont l'histoire n'était pas marquée par son opposition au gouvernement, que l'Union a pu produire à la fois un effet de surprise et un effet d'entraînement. Mais, passé cet événement, elle fut considérée comme hostile par le pouvoir qui favorisa l'éclosion et la reconnaissance d'un syndicat concurrent ; une fois accomplie cette première apparition sur la scène de l'opposition, l'UNEF ne pouvait pas rééditer le même « coup » et se trouvait ainsi reléguée au rang de force politique d'opposition, une parmi tant d'autres. À tel point que vers la fin de la guerre, l'organisation de l'UNEF fut elle-même dépassée par des structures plus petites, extérieures, qui regroupaient les éléments les plus radicaux au sein du Front universitaire antifasciste (FUA) et qui portèrent vigoureusement la lutte contre l'OAS⁸, puis la lutte contre le gaullisme une fois la guerre finie.

L'UNEF n'avait pu impulser de dynamique unitaire, en octobre 1960, que dans la mesure où le syndicat étudiant constituait un nouvel acteur qu'on ne pouvait qu'écouter et suivre ; de plus, cela n'avait été possible que sur la base d'une revendication *négative*. Une fois que le gaullisme avait repris à son compte l'objectif de l'autodétermination, il devint beaucoup plus difficile de rassembler une intersyndicale pour manifester contre la guerre, qui devait pourtant durer encore plus d'un an. La mobilisation négative existe encore, contre l'OAS cette fois, qui sévit de plus en plus à Alger comme en métropole, mais dont la signification politique est bien moins décisive – si bien qu'il est même question de protéger le

⁸ Organisation de l'armée secrète, groupe politico-militaire clandestin refusant l'autodétermination de l'Algérie.

gaullisme, dernier rempart contre les fascistes... Il apparaît alors clairement que la puissance de frappe de l'UNEF, manifestée lors du 27 octobre, n'était qu'une arme à un coup, et ne signait pas l'installation durable d'un nouvel acteur politique incontournable – quelles qu'aient été les traces de cet engagement contre la guerre d'Algérie chez chacun des acteurs du mouvement. C'est en tant qu'organisation étudiante *et* politique que l'UNEF a perdu son poids au moment même où elle s'imposait ; elle a ainsi dû sortir de la scène dès qu'elle y était entrée.

Il peut être intéressant de se reporter, par exemple, aux analyses que Marc Kravetz (leader de l'Assemblée générale des étudiants en Lettres après la guerre d'Algérie) expose dans les *Temps modernes* en 1964 et 1965⁹ ; il porte un regard plutôt sévère sur la forme et le contenu de la politisation de la lutte contre la guerre d'Algérie, et en souligne en tout cas les limites : il reconnaît la valeur du virage de 1960, des condamnations morales à une perception véritablement politique du conflit, mais critique la forme manifestation, qui caractérise une lutte qui se contente de témoigner d'elle-même, qui s'épuise dans un seul acte de présence et qui voue le mouvement au reflux, aussi bien en cas d'échec qu'en cas de succès ponctuel. Kravetz bénéficie alors d'un recul de trois ans sur la fin de la guerre, et peut effectivement observer le repli de l'UNEF, dont les effectifs ont presque été divisés par deux tandis que le nombre d'étudiants avait à peu près triplé. Cependant, en revenant sur la période de la guerre, il peut remarquer le chemin parcouru grâce à la politisation organisée par la minorité et voir que cette guerre a été l'occasion pour la jeunesse étudiante française de s'interroger sur les valeurs de sa propre bourgeoisie. Il reprend à son compte la démarche de politisation qui était à l'œuvre pendant le conflit, consistant à partir de revendications de corps ou d'indignations morales, pour en montrer immédiatement aux étudiants les implications politiques les plus lointaines :

Le syndicalisme étudiant ne peut se développer qu'au

⁹ Marc KRAVETZ, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°213, février 1965 ; et Antoine GRISET, Marc KRAVETZ, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *Les Temps modernes*, n°227-228, avril-mai 1965.

moment où il s'engage dans une critique radicale du système universitaire, en conteste les fins, au nom de fins autres, définit un modèle culturel totalement différent. [...] Il importe d'*explicit*er les critiques radicales du système que les revendications immédiates portent en elles, et de dépasser la démarche hésitante et nécessairement réformiste du syndicalisme par une analyse politique qui lui indique les fins réelles de son action.¹⁰

Et il s'agit bien sûr d'aller plus loin que la critique du seul système universitaire.

C'est au sein d'une démarche syndicale que la nature du préalable politique peut être réellement comprise. Pendant longtemps encore, l'objet essentiel de la revendication sera de capitaliser les capacités revendicatives du milieu, refusant de les épuiser dans l'espoir de satisfactions illusoires, mais dépassant également la simple agitation permanente [...]. C'est pourquoi, répétons-le, cette syndicalisation est un processus de longue haleine.¹¹

Kravetz semble cependant plus lucide que ses prédécesseurs quant aux impasses, ou tout du moins quant aux contradictions inhérentes au syndicalisme étudiant : en tant qu'étudiants, les étudiants ne sont pas une classe, pas même un groupe homogène, et leur prise de conscience politique ne peut s'effectuer, dit-il, qu'en tant qu'ils cessent de se considérer comme étudiants à proprement parler. Or un syndicat étudiant peut-il s'adresser aux étudiants autrement que *comme étudiants*, dans la mesure où les tentations corporatistes sont inhérentes à la structure syndicale ? La solution, selon lui, se trouve dans la politisation des revendications corporatistes : on peut défendre des revendications corporatistes mais sous-tendues par une analyse politique explicite de leurs significations et conçues comme des réponses aux initiatives technocratiques du pouvoir, nommément désignées¹².

Le but est de faire prendre conscience que les intérêts des

¹⁰ M. KRAVETZ, « Naissance d'un syndicalisme étudiant », *op. cit.* (nous soulignons).

¹¹ *Ibid.*

¹² A. GRISET et M. KRAVETZ, « De l'Algérie à la réforme Fouchet : critique du syndicalisme étudiant », *op. cit.*

étudiants se trouvent du côté des travailleurs (en élaborant, par exemple, des plans communs pour le logement). Chose dont l'UNEF, en tant qu'organisation de tradition cogestionnaire et proche du pouvoir, ne s'était pas montrée capable pendant la guerre d'Algérie (puisque'elle ne remettait pas en cause les *buts* de la société en général, seulement les moyens), et sans doute jamais par la suite non plus...

Enfin on peut ajouter, dans la ligne des remarques de Kravetz et de celles de Claude Martin dans *Socialisme ou Barbarie*¹³ sur la jeunesse étudiante, que le mouvement d'opposition à la guerre qui s'est saisi de la masse des étudiants n'est jamais devenu pleinement politique dans la mesure où le caractère moral de l'indignation et les ressorts proprement universitaires de la mobilisation sont toujours demeurés si présents que le point de vue des étudiants mobilisés est, semble-t-il, demeuré essentiellement le leur, leur point de vue d'étudiants français, sans que jamais l'UNEF se place ouvertement du point de vue des Algériens – alors que seul un dépassement de son propre point de vue aurait attesté un regard véritablement politique sur la situation.

Vu de mai : qu'en reste-t-il ?

Après avoir retracé le déroulement de la mobilisation et le regard que le syndicalisme étudiant portait sur elle peu de temps après sa fin, il faut se demander rapidement ce qu'il restait de cet épisode à la fois glorieux et limité, en 1968.

Le premier point frappant, c'est l'absence quasi absolue de référence à la mobilisation contre la guerre dans les tracts reproduits par le *Journal de la commune étudiante* de Vidal-Naquet¹⁴ : on y trouve tout au plus quelques références à Charonne et quelques « trucs » pratiques pour déjouer les CRS qui chargent, mais c'est essentiellement ce savoir-faire du combat de rue que l'on retient, en

¹³ Claude MARTIN, « La Jeunesse étudiante », *Socialisme ou barbarie*, n°34, mars-mai 1963.

¹⁴ Alain SCHNAPP et Pierre VIDAL-NAQUET, *Journal de la commune étudiante*, Paris, Seuil, [1969] 1988.

1968, des luttes de 1960-1962. Le 13 mai 1958 est à peine convoqué en écho au 13 mai 1968.

Certes, on peut dire que le mouvement étudiant est, plus que tout autre, privé de mémoire, puisque les acteurs n'en sont que transitoires, et que six à huit ans sont une longue période, que les étudiants de 1960 ne sont plus étudiants en 1968... mais il est surtout vraisemblable que la politisation qui a été opérée dans le contexte défensif de l'opposition à la guerre se soit éteinte en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour la réaliser (en tous cas pour ce qui est de la masse des étudiants), et que la référence à l'UNEF de 1960 n'était tout simplement pas pertinente pour la jeunesse de 1968.

Ceci étant dit, il reste toutefois quelques traces nettes, même si elles n'étaient pas explicites, de l'influence du précédent 1960 sur l'événement 1968. L'idée même que les étudiants, en sortant dans la rue, pourraient entraîner avec eux les ouvriers, cette idée ne peut pas venir d'ailleurs que du souvenir plus ou moins net du 27 octobre 1960 (dont Vidal-Naquet dit qu'il est comme la préfiguration du 27 mai à Charléty¹⁵) ; plus précisément, l'idée que les étudiants, à un moment où l'histoire en France semble s'être arrêtée au profit de l'expansion économique, faute d'agents historiques pluriels (De Gaulle s'étant réservé l'exclusivité du statut d'agent historique), l'idée que les étudiants pourraient bien être l'agent historique qui vient rompre l'état de dépolitisation ambiant a sans doute sa source dans le précédent algérien.

Plus que la définition d'une doctrine politique ou syndicale, plus que la construction d'une méthode de lutte déterminée, l'épisode de la lutte étudiante contre la guerre d'Algérie semble avoir constitué un mythe (du moins plusieurs acteurs des mouvements des années 1960 le définissent ainsi¹⁶) – un mythe de l'action politique unifiée, dans la rue, de la jeunesse étudiante française, qui ouvre la voie à une opposition politique extra-parlementaire, dégagée des appareils partisans, exerçant même une critique à leur endroit, et pouvant constituer une force potentiellement révolutionnaire, ou qui en tous cas restait à mesurer. La guerre d'Algérie avait permis à la jeunesse étudiante de prendre une distance radicale et inédite à l'égard de la

¹⁵ *Ibid.*, p.12.

¹⁶ Notamment Henri Monchablon et Marc Kravetz.

société des adultes de son temps, qu'on ne saurait réduire à un banal conflit de générations, et qui institue un nouvel acteur politique potentiel, dont le rôle et la puissance étaient amenés à s'accroître.

La conjuration. Lacan autour de 68. Quelques éléments pour une lecture conjoncturelle.

LIVIO BONI

« Conjuración » signifie *d'une part* « conjuration », son homonyme anglais, mot qui lui-même désigne deux choses à la fois. D'une part la conspiration (...) de ceux qui s'engagent solennellement, parfois secrètement, en jurant ensemble, par un serment (...) à lutter contre un pouvoir supérieur (...). « Conjuración » désigne *d'autre part* l'incantation magique destinée à *évoquer*, à faire venir *par la voix*, à convoquer un charme ou un esprit. Conjuración dit en somme l'appel à faire venir par la voie, et donc fait venir, par définition, ce qui *n'est pas là* au moment présent de l'appel (...). « Conjuración » signifie *d'autre part* « conjurement », à savoir l'exorcisme magique qui, au contraire, tend à expulser l'esprit maléfique qui aurait été appelé ou convoqué (...). Car conjurer veut dire aussi exorciser : tenter à la fois de détruire et de dénier une force maligne, diabolisée, le plus souvent un esprit malfaisant, un spectre, une sorte de fantôme qui revient ou risque encore de revenir *post mortem*. L'exorcisme conjure le mal selon des voies elles aussi irrationnelles et selon des pratiques magiques, mystérieuses, voire mystifiantes. Sans exclure, bien au contraire, la procédure analytique et la rationalité argumentative (...). Il procède par *formules*, et parfois les formules théoriques jouent ce rôle avec une efficacité d'autant plus grande qu'elles donnent le change sur leur nature magique, leur dogmatisme autoritaire, l'occulte pouvoir qu'elles partagent avec ce qu'elles prétendent combattre.¹

¹ Jacques DERRIDA, *Spectres de Marx*, Paris, Galilée, 1993, *passim*.

Cette citation tirée de *Spectres de Marx* de Derrida, dont la première partie s'emploie à montrer non seulement l'ambivalence foncière qui régit tout acte linguistico-performatif de « conjuration », mais la *double contrainte* (*double bind*) qui semble présider à toute conjuration possible, dans la mesure où elle consiste à é-voquer quelque chose, à en appeler à une présence, tout en signifiant d'un même mouvement le caractère spectral, fantomatique, absent de ce qu'on convoque, en le menaçant ainsi, par l'acte même de sa convocation, d'un renvoi à son inexistence – ; cette citation donc peut parfaitement servir comme une sorte de *voix off*, d'exergue en continu, afin d'introduire la question qui nous intéresse ici, celle d'une lecture en conjoncture de Lacan autour de 68.

Par lecture en conjoncture il faudra entendre ici une lecture qui porte sur deux problématiques : premièrement, Lacan enregistre la conjoncture « Mai 68 » dans sa pensée ; deuxièmement, ce qu'une telle lecture de l'inscription de la conjoncture événementielle « Mai 68 » chez Lacan est susceptible de nous apporter quant à l'analyse de la conjoncture elle-même, et en particulier au surgissement de « l'étudiant » comme sujet politique majeur autour de 68.

Question passionnante et intimidante à la fois, dont nous nous limiterons ici à esquisser quelques traits majeurs concernant la forme sous laquelle elle se présente dans la pensée de Lacan entre 1967 et 1970. Avant cela il faut que nous précisions que ce genre de lecture « en conjoncture » n'est pas vraiment répandu dans le champ lacanien, surtout en France. Tout se passe en effet comme si, dans la légende lacanienne, l'œuvre du maître procédait d'une certaine autarcie, jouissant d'une souveraineté trans-temporelle qu'il ne faudrait pas trop inquiéter ou historiciser, sous peine de perdre son caractère structural. On insiste, dès lors, la plupart du temps, sur la fonction subversive de l'itinéraire de la pensée-Lacan vis-à-vis de la psychanalyse, de la psychiatrie, de la philosophie, voire du savoir en général, sans toutefois mettre *en situation* d'un point de vue politique plus large le mouvement du Séminaire de Lacan, cette entreprise inouïe de transmission et d'établissement d'une position discursive inédite, qui s'étale sur trente années, changeant de *lieu* et d'*adresse*, tout en revendiquant sa continuité foncière.

Tout cela pour dire que les lectures « en situation » de Lacan et de son *Séminaire* sont rares, car on y préfère systématiquement des

lectures systématiques.

Avant de conclure ce préambule, il faut dire un mot sur la forme textuelle du *Séminaire* dans son ensemble.

Aujourd'hui, on ne dispose que de la moitié des vingt-six Séminaires tenus par Lacan entre 1953 et 1980, publiés chez Seuil (du moins jusqu'à présent, car il est question d'une migration chez La Martinière), et édités par Jacques-Alain Miller. Cela n'empêche guère que l'ensemble des Séminaires soit disponible et accessible dans des versions non publiées, à l'usage des différentes Sociétés analytiques et groupes d'études, ainsi qu'en ligne². Or, il est certain que la publication irrégulière, lacuneuse et discontinue du Séminaire contribue à imposer une certaine déshistoricisation de la pensée-Lacan, d'autant plus que la version de Miller, à plusieurs égards admirable, fait tout de même le choix d'épurer le texte de la plupart de ses éléments contingents (les discussions et les échanges qui accompagnaient les différentes séances sont le plus souvent expurgés dans la mise en forme par Miller), en facilitant, certes, le dégagement d'un *texte* du *Séminaire*, mais aussi en renforçant le caractère magistral et oraculaire. Une édition critique du *Séminaire* est souhaitée depuis longtemps, bien qu'elle paraisse assez utopique. Comment, en fait, rendre compte des multiples allusions, condensations, changements d'adresse et de sujet, qui font le mouvement même de l'enseignement public de Lacan ? On voit mal, en effet, comment un appareil critique pourrait éviter d'échouer dans une telle tâche, ou d'étouffer le texte sous une avalanche de notes en bas de page et de variantes textuelles³.

Nous refermons donc cette parenthèse, pour en venir à un repérage schématique de quelques lieux majeurs d'interférence entre le trajet du Séminaire et la séquence « Mai 68 ». Cela, dans un double but : mettre la lecture de Lacan à l'épreuve de notre méthode de lecture conjoncturelle, et voir dans quelle mesure les quelques éléments qui s'en dégagent sont susceptibles d'enrichir et de complexifier notre approche de l'émergence de la subjectivité étudiante comme facteur majeur du mouvement de politisation entre

² Voir <http://gaogoa.free.fr>

³ Jacques-Alain Miller illustre sa « poétique » pour l'édition du *Séminaire* dans *Entretien sur le Séminaire*, avec François Ansermet, Paris, Navarin, 1985.

les années 1960 et 1970, inaugurant une configuration qui est encore loin d'être épuisée aujourd'hui.

Pour ce faire, nous allons mobiliser essentiellement trois sources textuelles : 1) *Le Séminaire XVI, D'un Autre à l'autre* (1968-1969, publié), où Lacan instaure l'« homologie » entre « plus-value » et « plus-de-jour », dans le but avoué d'instaurer un « transfert de travail » avec Althusser et ses élèves ; 2) *Le Séminaire XVII, L'envers de la psychanalyse* (1969-1970, publié), où il formule la célèbre « théorie des quatre discours » ; 3) Un court texte, intitulé « D'une réforme dans son trou », proposé au quotidien *Le Monde* en février 1969, comme réaction à la réforme universitaire proposée par Edgar Faure, et récemment publié dans la revue *Figures de la psychanalyse* (17, 2009).

En dépit de l'ordre strictement chronologique, il convient de commencer par le *Séminaire XVII, L'envers de la psychanalyse*, le plus directement politique du cycle lacanien. Ce séminaire représente un nouveau tournant dans le *work in progress* lacanien, et cela à plusieurs égards. Tout d'abord, à cause du site où il a eu lieu : expulsé de l'École Normale Supérieure au printemps 1969, et déclaré *persona non grata* par le nouveau directeur de l'École de l'époque, Robert Flacelière (suite à un article publié dans *La Nouvelle Revue Française* où Lacan est accusé de ne rien comprendre à la linguistique saussurienne et de fourvoyer une génération entière d'étudiants par son style mégalomane)⁴ il trouvera hospitalité, à partir de l'automne de la même année, à la Faculté de droit de la Sorbonne. Ce changement d'adresse, il faut l'entendre avant tout comme un changement de destinataire, un *ajustement transférentiel*. Si la période 1963-1968, où Lacan est invité à enseigner à l'ENS, avait en effet marqué la rencontre avec la jeune garde philosophique althussérienne, qui voyait dans le travail de Lacan une subversion épistémologico-politique, dont la traduction logico-philosophique laissera une empreinte décisive sur la pensée française des décennies suivantes, son éloignement de la rue d'Ulm se traduit par un élargissement dans la visée du Séminaire. Dans sa première décennie (entre 1953 et 1962), le Séminaire (ayant lieu au début au domicile

⁴ Voir Georges MOUNIN, « Quelques traits de style de Jacques Lacan », in *Nouvelle Revue Française*, 1, 1969, p. 84-92.

même de Lacan, ensuite à l'hôpital Sainte Anne) s'adresse essentiellement aux psychanalystes et aux psychiatres, pour ensuite nouer une alliance avec les philosophes et la mouvance structuraliste dans le lustre 1963-1968 (c'est également la période d'apogée de ce qu'on appelle le structuralisme, dont un moment majeur va être évidemment la publication des *Ecrits* en 1966). A partir de 1969, l'enseignement de Lacan s'adresse désormais à tout le monde. Il n'a plus d'« autre » privilégié, s'engageant même, au cours des années 1970, dans un travail de transformation de ses modalités expressives et conceptuelles, qui ont fait dire à certains que le dernier Lacan s'adressera désormais directement au grand Autre...⁵

Pour en revenir à *L'envers de la psychanalyse*, il faut encore préciser qu'il s'agit d'un Séminaire-charnière pour une autre raison, plus essentielle que son changement de lieu et d'adresse : il inaugure en fait un mouvement de formalisation du discours lacanien, qui culmine dans le *Séminaire XX, Encore* et dans le texte *L'étourdit*, où paraissent les formules de la sexuation, en passant par *Un discours qui ne serait pas du semblant* (*Séminaire XVIII*) et *...ou pire* (*XIX*) où paraît pour la première fois le concept de « mathème ». C'est la période où Lacan cherche une voie alternative à celle de la discursivité et de ses catégories, dont *L'envers de la psychanalyse* produit une critique préalable fondamentale. Ainsi, le début des années 70 est marqué par le recours à la topologie et par une collaboration privilégiée avec le mathématicien Pierre Soury. La formalisation inaugurée en 1969 conduit ainsi à une mathématisation, voire à une géométrisation du *logos* lacanien, qui ne sera troublée que par l'irruption de « lalangue », en particulier dans le Séminaire sur Joyce (*Le sinthome, Séminaire XXIII*, 1975-1976), et par la centralité de l'écriture de la jouissance chez le tout dernier Lacan.

Valeur et signifiante.

Or, comment comprendre un tel mouvement d'éloignement progressif des formes classiques de la discursivité analytico-

⁵ Paul-Laurent ASSOUN, *Lacan*, Paris, Puf, 2003, p. 22

philosophique, un tel désir de formalisation, et surtout, comment s’articule-t-il à l’enregistrement par Lacan de l’événement 68 ?

Tentons quelques hypothèses exploratoires à ce sujet.

D’abord concernant la notion de « discours ». Celle-ci, on le sait, s’impose avec Foucault, notamment avec *L’archéologie du savoir*, publiée en 1969. C’est une période où l’on retrouve d’ailleurs une certaine convergence entre Lacan et Foucault, comme en témoigne la célèbre conférence de ce dernier « Qu’est-ce qu’un auteur ? » (février 1969), à la fin de laquelle Lacan prendra brièvement la parole pour féliciter le conférencier, en produisant le célèbre mot selon lequel ce sont – contrairement à ce qu’affirmait un certain *graffiti* sur les murs de la Sorbonne – justement les structures qui descendent dans la rue...⁶

Comme chez Foucault, le recours lacanien à la notion de « discours » représente également le résultat d’une certaine transposition de l’analyse marxienne, plus que marxiste, dont on retrouve les traces les plus massives dans le Séminaire qui avait précédé *L’envers de la psychanalyse, D’un autre à l’Autre* (Séminaire XVI, 1968-1969, publié), notamment dans la notion de « plus-de-jouir », traduction lacanienne de la « plus-value » dans le contexte qui fait suite à Mai 68. Cette notion se présente comme strictement liée, dès la première leçon dudit Séminaire, à celle de « discours » :

Le plus-de-jouir est fonction de la renonciation à la jouissance sous l’effet du discours. C’est ce qui donne sa place à l’objet *a*. Pour autant que le marché définit comme marchandise quelque objet que ce soit du travail humain, cet objet porte en lui-même quelque chose de la plus-value. Ainsi le plus-de-jouir est ce qui permet d’isoler la fonction de l’objet *a*.

Malgré le jargon conceptuel intimidant l’idée est assez claire : dès que quelque chose assume une valeur, par exemple un savoir, ou le savoir en tant que tel, cette chose devient une marchandise, c’est-à-dire un objet qui « porte en lui quelque chose de la plus-value ». Le discours devient alors le lieu d’échange de ces objets qui composent le savoir. En acceptant de se situer dans le discours on accepte donc de déposer une partie de jouissance à l’avantage d’une participation à

⁶ Michel FOUCAULT, *Dits et écrits*, t. I, Paris, Gallimard, p. 820.

la (re-)production des savoirs et de ses objets, participation qui détermine un « plus-de-jour », capitalisant ainsi la renonciation à la jouissance dans une institutionnalisation et reproduction sociale du discours.

C'est cela le *leitmotiv* de « l'homologie » avancée par Lacan entre production de biens dans l'économie capitaliste et organisation du savoir comme « service des biens » dans les sociétés capitalistes avancées. C'est autour de ce point que tourne le Séminaire *D'un Autre à l'autre*, premier enregistrement majeur de la conjoncture 68 par Lacan⁷. Le référent marxien y joue constamment une double fonction : celle de permettre à la psychanalyse de dire quelque chose sur l'économie du geste de rupture inauguré par les étudiants, tout en permettant de réinscrire le paradigme marxien lui-même dans le circuit de la logique analytique, montrant en particulier ce qu'il y a de *conforme*, plus que de conformiste, dans la révolte de la jeunesse étudiante, dans la mesure où elle demande, sans le savoir, que l'enseignement et le savoir soient intégrés enfin aux normes générales de la reproduction sociale (*Mehrwert = Mehrlust*, selon le néologisme lacanien).

On voit bien qu'on n'est pas ici très loin, en dernière instance, de la perspective qui sera celle de Deleuze et Guattari dans *L'Anti-Oedipe*, du moins en ce qui concerne une analyse matérialiste de la production du désir⁸, car par ailleurs ces derniers ambitionnent de « prolonger Mai 68 », alors que Lacan vise plutôt à le *conjurer*, au double sens qu'on a précisé au début par l'entremise de Derrida, et que l'on retrouve dans ce Séminaire freudo-marxiste à sa manière, qui est *D'un Autre à l'autre*. Car il ne s'agit nullement, pour Lacan, de blâmer le mouvement des étudiants, en en dénonçant par exemple l'oedipianisme foncier, comme le feront certaines lectures analytiques hâtives, telle celle de Didier Anzieu, dans son livre *Ces idées qui ont ébranlé la France*, publié à l'automne 1968, sous le

⁷ Voir aussi les anticipations lapidaires improvisées entre mai et juin 1968, à la fin du Séminaire XV, *L'acte psychanalytique* (inédit), 1967-1968, où Lacan énonce déjà bon nombre des développements à venir, tout en suspendant son séminaire en solidarité avec la grève, et en se limitant à des échanges avec son auditoire.

⁸ Pour une introduction « matérialiste » à ce dernier livre, voir Guillaume SIBERTIN-BLANC, *Deleuze et l'Anti-Œdipe. La production du désir*, Paris, Puf, 2010.

pseudonyme d'Epistémon⁹.

Il s'agit plutôt de concevoir une lecture *économique* de Mai 68. « Economique » en un double sens : tant celui de l'économie politique marxienne que celui de l'économie au sens freudien, métapsychologique. En ce qui concerne le premier, on vient de rappeler qu'il tient essentiellement à l'homologie entre plus-value et plus-de-jour. Sur le deuxième, Lacan lui-même indique explicitement qu'il s'y agit de contrer une certaine « énergétique » de matrice reichienne, fondée sur une imaginariation de la *libido*. Or, l'énergétique concerne le registre économique de la métapsychologie : la *libido*, désignant l'aspect quantitatif de l'énergie pulsionnelle, qui, à défaut de pouvoir être mesurée, joue un rôle fondamental dans l'évolution pulsionnelle, en se transférant par exemple d'une zone érogène à une autre lors de l'évolution de la sexualité infantile, et en permettant des investissements d'objet ou des retours narcissiques, et dont un certain engorgement est toujours supposé à la formation du symptôme.

Or, pour en revenir à Lacan, on dit parfois que, chez lui, l'économique disparaît. Eh bien, pas tout à fait. Il resurgit justement entre 1968 et 1970, non seulement avec le « plus-de-jour » mais avec la théorie des quatre discours. Aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, cette dernière est plus une théorie « économique », au sens métapsychologique, qu'une « topique », comme on le prétend parfois. L'économie lacanienne entend contrer celle d'un certain freudo-marxisme quasiment spontané qui accompagne le protagonisme politique des étudiants : critique de la répression des corps et des désirs, libération sexuelle et dénonciation de toute forme d'autorité, constitution de modalités nouvelles de vie commune entre

⁹ A ce sujet, et pour une mise en contexte historique plus générale de la pensée de Lacan autour de 68, cf. Jean-Michel RABATE, « 68 +1 : Lacan's année érotique », in *Parrhesia*, 6, 2009, pp. 28-45 (en anglais). Ivan Segré a proposé récemment (I. SEGRE, *La réaction philosémite*, Paris, Lignes, 2009) une analyse des effets de longue durée d'une autre lecture pseudo-analytique de 68, celle proposée par Béla Grunberger et Janine Chasseguet-Smirgel dans *L'Univers contestationnaire*, publié en 1969 sous le pseudonyme d'André Alexandre (réédité par In Press en 2004), dans lequel la révolte contre le père et la loi est assimilée à une forme à peine inconsciente d'antisémitisme, analyse reprise aujourd'hui par les idéologues « communautaires » (*op. cit.*, p. 57-74).

égaux, éloge de l'imagination et du naturel, tout cela compose une partie non négligeable de l'idéologie spontanée du mouvement étudiant, trouvant un étayage dans les positions de Wilhelm Reich ou de Marcuse. A rebours d'une telle approche de la révolution libidinale, dont serait porteur le sujet étudiant, Lacan soutient, comme il l'énonce dès la deuxième leçon de *D'un Autre à l'autre*, que : « L'énergétique n'est même pas concevable si ce n'est comme conséquence du discours ».¹⁰

Autrement dit, il n'y a aucune chance de pouvoir concevoir la *libido* en tant que telle, « en personne », de la libérer de ses contraintes langagières et discursives, pour la retrouver saine et sauve, intègre et intégrale, dans l'orgasme reichien ou dans l'« éros » marcusien. Lacan forgera le célèbre axiome selon lequel « Il n'y a pas de rapport sexuel » en 1970, justement dans *L'envers de la psychanalyse*, et on pourrait suivre longuement ce fil pour rendre compte des effets de la révolution étudiante sur sa pensée, depuis *Logique du fantasme (Séminaire XIV, inédit, 1966-1967)* jusqu'à *Encore (XX)*. Tout comme on pourrait retracer le travail lacanien pour détacher le concept de jouissance de celui de plaisir, visant indirectement le point de vue marcusien, dont toutefois il n'est jamais directement question, du moins à notre connaissance, chez Lacan.

Venons-en maintenant aux deux Séminaires *D'un Autre à l'autre* et *L'envers de la psychanalyse* : il existe une stricte continuité entre les deux, le retour à une logique économique représentant, dans un cas comme dans l'autre, l'opérateur d'enregistrement et d'élaboration de la conjoncture politique. Ce que vise Lacan est une *économie du savoir*, ou, pour le dire autrement, un savoir

¹⁰ *D'un Autre à l'autre*, *op. cit.*, p. 32. Lacan reviendra sur le sujet avec un exemple, dans *L'envers de la psychanalyse* : « Ignorez-vous que l'énergétique ce n'est pas autre chose, quoi qu'en croient les cœurs ingénus d'ingénieurs, que le placage sur le monde d'un réseau de signifiants ? Je vous défie de prouver d'aucune façon que descendre de 500 mètres un poids de 80 kilos sur votre dos et, une fois que vous l'avez descendu, le remonter de 500 mètres, c'est zéro, aucun travail. Faites l'essai, mettez-vous à l'ouvrage, vous verrez que vous aurez la preuve du contraire. Mais si vous plaquez là-dessus des signifiants, c'est-à-dire si vous rentrez dans la voie de l'énergétique, il est absolument certain qu'il n'y a eu aucun travail » (*op. cit.*, p. 54).

analytiquement orienté de la manière dont le savoir lui-même devient un objet fondamental de l'économie politique, ce dont la révolte étudiante ferait symptôme. Car le savoir se produit toujours d'une suspension, d'une renonciation partielle à la jouissance. Cette dernière ouvre sur un plus-de-jouir, qui se trouve généralisé du fait même d'attribuer une valeur générale au savoir :

La façon dont chacun souffre dans son rapport à la jouissance, pour autant qu'il n'y s'insère que par la fonction du plus-de-jouir, voilà le symptôme en tant qu'il apparaît de ceci, qu'il n'y a plus qu'une vérité sociale moyenne, abstraite.¹¹

Au lieu d'approfondir ultérieurement cette esquisse du « malaise dans la civilisation » tel que le présente Lacan dans sa lecture philomarxienne¹², on se propose d'en déplacer légèrement l'angle d'attaque, en passant à *L'envers de la psychanalyse*.

Ce dernier, on l'a dit, amorce le premier temps d'un mouvement de formalisation qui ira jusqu'à la moitié des années 70 et à *L'Étourdit*. Tout se passe comme si Lacan ne voulait pas en rester à son *flirt* provisoire avec l'économie politique marxienne. Non qu'il revienne en arrière. On voit en fait que c'est exactement le même propos que Lacan tient lors de son *impromptu* à Vincennes du juin 1969, publié en annexe au *Séminaire XVII*. En prenant au sérieux la dénomination UV, « Unités de valeur », proposée par la nouvelle Université, haut lieu de l'intelligence gauchiste. Voilà un extrait de cette improvisation en assemblée, qu'il faudrait lire en entier, et qui figure en « annexe » au *Séminaire XVII* :

- Lacan, la psychanalyse est-elle révolutionnaire ?

Voilà une bonne question.

C'est un savoir ou ce n'est pas un savoir ? Tu n'es pas le seul paranoïaque ici.

Je parlerai d'une certaine face de choses où je ne suis pas aujourd'hui, c'est-à-dire le département de psychanalyse. Il y eu la délicate question des unités de valeur.

¹¹ *Ibid.*, p. 40.

¹² Sur ce motif, voir P. BRUNO, *Lacan passeur de Marx. L'invention du symptôme*, Paris, érès, 2010.

- La question des unités de valeur elle est réglée, et ce n'est pas le moment de la mettre sur le tapis. Il y a eu toute une manœuvre des enseignants du département de psychanalyse pour les traîner toute l'année. Les unités de valeur on s'en fout. C'est de la psychanalyse dont il est question. Tu comprends ? On s'en fout.

Moi, je n'ai pas du tout le sentiment que les unités de valeur, on s'en foute. Au contraire, les unités de valeur, on y tient beaucoup. C'est une habitude. J'ai mis sur le tableau le schéma du quatrième discours [...] qui s'appelle le discours universitaire. Le voici. Ici en position maîtresse, comme on dit, S 2, le savoir.

- Tu te moques de qui ici ? Le discours universitaire, il est dans les unités de valeur. Ça c'est un mythe, et ce que tu demandes c'est qu'on croie au mythe. Les gens qui se réclament de la règle de jeu que tu imposes, ça coince. Alors, ne nous fais pas croire que le discours universitaire est au tableau. Parce que ça, c'est pas vrai.

L'objet *a* – [répond Lacan après avoir donné quelques éclaircissements sur son écriture formelle des quatre discours] – l'année dernière, quand j'avais pris la peine d'annoncer quelque chose qui s'appelle *D'un Autre à l'autre*, j'ai dit que c'était la place révélée, désignée par Marx comme la plus-value.

Vous êtes le produit de l'Université, et vous prouvez que vous êtes la plus-value, ne serait-ce qu'en ceci – ce à quoi non seulement vous consentez, mais à quoi vous applaudissez – et je ne vois pas ce en quoi j'y ferai objection – c'est que vous sortez de là, vous mêmes égalés à plus ou moins d'unités de valeur. Vous venez vous faire ici unités de valeur. Vous sortez d'ici estampillés d'unités de valeur.¹³

C'est le seul des quatre impromptus de Lacan originellement prévus à Vincennes, en ce début d'été 1969, annoncés sous le titre d'« Analyticon », qui eut véritablement lieu (c'est aussi l'occasion de la fameuse réplique aux étudiants : « Ce à quoi vous aspirez comme

¹³ J. LACAN, *Le Séminaire. Livre XVII. L'envers de la psychanalyse*, op. cit., p. 231-2).

révolutionnaires c'est un maître. Vous l'aurez »). Cela n'empêcha guère que la mouvance lacanienne investisse l'Université « critique » de Vincennes, en y constituant un Département de psychanalyse, lié à celui de philosophie, qui dispense des enseignements de troisième cycle, et qui existe toujours. Lacan ne prit jamais directement en charge l'orientation ni la direction d'une telle enclave, qui constitue un des premiers essais d'implantation de la psychanalyse à l'Université, tout en la confiant à une *troïka* formée par ses élèves. Il ne serait pas inintéressant, dans la perspective de nos recherches, de s'attarder sur sa constitution, d'autant plus qu'il fut l'un des éléments idéologiquement moteurs et porteurs de l'histoire de la formation de l'Université de Vincennes. Nous ne le ferons pas ici. Toutefois, il faut bien garder à l'esprit une donnée massive : jamais la critique du discours de l'Université ne se traduira, chez Lacan, dans une position anti-universitaire. Bien au contraire, Lacan non seulement maintient, mais renforce l'ambition d'inscrire véritablement la psychanalyse dans le savoir, autour de 68. Tous les aléas de son enseignement le prouvent, depuis l'époque où il est à la fois chargé d'enseignement à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et hôte de l'Ecole Normale Supérieure (vers 1964), jusqu'au projet de constituer un département d'études avancées en psychanalyse à Vincennes (en 1967) et la « proposition », de la même année, sur la « passe » et la reconnaissance institutionnelle des analystes, qui parie sur les analystes « profanes » (c'est-à-dire non médecins).

Reprenons à présent le fil de la théorie dite des « quatre discours », et du Séminaire *L'envers de la psychanalyse*.

Discours versus parole

Un autre point essentiel – du moins au sens de l'analyse oblique que nous en amorçons ici, sans tout à fait entrer dans le mérite de la construction formelle – est que la théorie des quatre discours représente une réponse à l'idée que « Mai 68 » aurait été, au fond, l'avènement d'une « prise de parole », selon la formule consacrée par Michel De Certeau. Citons un extrait de *La prise de parole : pour une nouvelle culture*, ce texte de De Certeau, élève de

Lacan, dont on ne saurait sous-estimer l'influence dans la lecture qui s'imposera des « événements » de 68, dès sa publication, quasiment immédiate, en septembre 1968.

En voici un passage :

En mai dernier on a pris la parole comme on a pris la Bastille en 1789. La place forte qui a été occupée, c'est un savoir détenu par les dispensateurs de la culture et destiné à maintenir l'intégration ou l'enfermement des travailleurs étudiants et ouvriers dans un système qui leur fixe un fonctionnement. De la prise de la Bastille à la prise de la Sorbonne, entre ces deux symboles, une différence essentielle caractérise l'événement du 13 mai 1968 : aujourd'hui c'est la parole prisonnière qui a été libérée.

Et Michel de Certeau de continuer, un peu plus loin :

Quelque chose nous est arrivée. Quelque chose s'est mis à bouger en nous. Émergeant d'on ne sait où, remplissant tout d'un coup les rues et les usines, circulant entre nous, devenant nôtres mais en cessant d'être le bruit étouffé de nos solitudes, des voix jamais entendues nous ont changés. Du moins avons-nous eu ce sentiment. Il s'est produit ceci d'inouï : nous nous sommes mis à parler. Il semblait que c'était la première fois. En même temps que des discours assurés se taisaient et que des « autorités » devenaient silencieuses, des existences gelées s'éveillaient en un matin prolifique.¹⁴

A cette apologie de la parole, sur laquelle il ironisait déjà dans *D'un Autre à l'autre* (« Prise de parole ? Nous croyons qu'on aurait tort de donner à cette prise une homologie avec la prise d'une Bastille quelconque. Une prise de tabac ou de came, j'aimerais mieux »)¹⁵, Lacan oppose ainsi une théorie structurale des discours.

Qu'est-ce qu'un discours ? *Le discours est d'abord tout ce qui ne peut pas changer dans et par la parole*¹⁶. Le discours, c'est une

¹⁴ M. DE CERTEAU, *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1994, p. 40-41. La version originale paraît à l'automne 1968.

¹⁵ *D'un Autre à l'autre*, op. cit., p. 41.

¹⁶ Je reprends ici la définition *a minima* qu'en donne Paul-Laurent Assoun (« Séminaire d'introduction à LACAN, *Séminaire XVII. L'envers de la psychanalyse* », Paris, Ecole de Recherches en psychanalyse et écriture, 2003-2004, cité à partir de mes propres notes).

parole *adressée*, positionnée, et c'est bien d'une telle logique de l'*adresse-position* qu'il s'agit dans les formules qu'en propose Lacan, au début de son Séminaire. Autrement dit : il s'agit désormais de détecter les *modes transférentiels* qui règlent la production des différentes positions discursives, comme autant de reproductions d'une certaine forme de division du travail dans la production du savoir. Car la parole ne se libère que pour se déplacer dans l'ordre du discours qui, lui, n'a pas de dehors.

Dans cette *économie topologique*, à laquelle parvient *L'envers de la psychanalyse*, le « discours du maître » est au fond le seul discours véritable, la *matrice* à partir de laquelle se découpent les trois autres positions fondamentales. Mais Lacan commence, en bon freudien, par présenter le « discours de l'hystérique », qu'il compare au discours de la philosophie, depuis Socrate jusqu'à Hegel, dans la mesure où celle-ci a pour raison d'être d'« animer chez le maître le désir de savoir »¹⁷.

Animer chez le maître le désir de savoir ? Cela nous indique déjà que ce n'est pas du savoir que se soutient ce dernier. Le discours du maître ne se fonde pas sur le savoir mais, au contraire, sur un *non savoir* :

Ce qui reste, c'est bien, en effet – dit Lacan – l'essence du maître, à savoir, qu'il ne sait pas ce qu'il veut.

Voilà ce qui constitue la vraie structure du discours du maître. L'esclave sait beaucoup de choses, mais ce qu'il sait plus bien encore, c'est ce que le maître veut, même si celui-ci ne le sait pas, ce qui est le cas ordinaire, car sans cela il ne serait pas un maître. L'esclave le sait, et c'est cela sa fonction d'esclave. C'est aussi pour cela que cela marche, car, tout de même, cela a marché assez longtemps.¹⁸

A cette forme assujettie du savoir (savoir ce que veut le maître), la philosophie oppose un savoir qui interroge le savoir du maître lui-même, qui l'angoisse, qui lui pose la question du désir, mais qui au fond le soutient aussi. Le maître et l'hystérique sont le couple qui remplace, chez Lacan, le couple hégélien du maître et de

¹⁷ *Ibid.*, p. 37.

¹⁸ *Ibid.*, p. 34.

l'esclave... L'hystérique vise à « faire désirer », métier aussi impossible, pour Lacan, que les trois autres célèbres « métiers impossibles » de Freud : « gouverner, enseigner, analyser » (« *regieren, erziehen, kurieren* »), qui correspondent, respectivement, au discours du maître, au discours de l'Université et au discours de l'analyste¹⁹. Or, si le discours du maître se présente comme celui qui ne sait pas ce qu'il veut, et dont le non-savoir soutient les désirs assujettis qui s'y branchent ; et le discours de l'hystérique comme celui qui pose au maître la question de ce non-savoir, qu'en est-il du rapport au savoir dans les deux autres « discours radicaux », le discours de l'analyste et celui de l'Université ? Ce dernier en particulier : sur quelle assise transférentielle se fonderait-il ? Autrement dit, que veut le discours de l'Université ?

Eh bien, le discours de l'Université se distingue non seulement de donner au savoir une *valeur* – on l'a aperçu, avec le plus-de-jouissance/ plus-valeur – mais de ne donner de valeur *qu'au savoir*. Dans les équations lacaniennes, cela revient à mettre S 2, le savoir, ce signifiant second, à la place maîtresse occupée par S1, le « signifiant-maître ». Au-delà des formalisations²⁰, cela signifie qu'il existe un discours qui fait du savoir sa vérité transférentielle, sa seule visée.

¹⁹ *Ibid.*, p. 193.

²⁰ Pour une analyse critique discursive des formalisations lacaniennes à ce sujet, voir Pierre MACHEREY, « Lacan et le discours universitaire » (décembre 2009), in <http://philolarge.hypotheses.org/101>, maintenant remis en forme dans P. MACHEREY, *La parole universitaire*, Paris, La fabrique, 2011. Ces remarques rapides devraient suffire par ailleurs à comprendre comment, chez Lacan, l'assignation d'un discours historiquement donné à l'une ou l'autre des quatre catégories n'est pas d'ordre structural mais *conjecturel*. Ainsi, par exemple, le discours philosophique se présente, avec Socrate, comme un discours visant à angoisser le maître (discours de l'hystérique), tout en se traduisant, dès le legs platonicien, dans une nouvelle fonction de maîtrise, voire, avec l'Académie aristotélicienne, en discours de l'Université, etc. Il en va de même pour d'autres pratiques discursives, comme celle de la science, qui peuvent occuper, selon les conjonctures, une fonction plutôt qu'une autre. Cela tient à la position *transférentielle* des discours, qui ne se laisse pas confondre avec une fonction stable et établie une fois pour toute.

Le discours de l'Union Soviétique et l'impossible subversion maoïste

Comment lire, dès lors, la sentence lacanienne selon laquelle « ce qui règne dans ce qu'on appelle communément l'Union des républiques socialistes soviétiques, c'est l'Université », comme il le déclare dans son intervention à Vincennes ?²¹ Cela n'a naturellement pas grand-chose à voir avec la place concrète de l'Université dans la société soviétique. Il s'agit plutôt de désigner une modalité générale de subjectivation à partir d'une identification entre vérité et savoir. Le destin véritable de l'URSS n'est pas dans le discours du maître stalinien, mais dans sa bureaucratisation :

Il est singulier de voir – déclare Lacan au début du Séminaire – qu'une doctrine telle que Marx en a instauré l'articulation sur la fonction de la lutte, la lutte des classes, n'a pas empêché qu'il en naisse ce qui est bien pour l'instant le problème qui nous est présenté à tous, à savoir le maintien d'un discours du maître.

Certes, celui-ci n'a pas la structure de l'ancien (...). Ce qui y occupe la place que provisoirement nous appellerons dominante est ceci, S 2, qui se spécifie d'être, non pas savoir-de-tout, nous n'y sommes pas, mais tout-savoir. Entendez ce qui s'affirme de n'être *rien d'autre que savoir*, et que l'on appelle, dans le langage courant, la bureaucratie. On ne peut pas dire qu'il n'y ait pas là quelque chose qui fasse problème.²²

Réduction de l'être au savoir où retentit bel et bien, nous semble-t-il, la critique heideggerienne de la réduction de l'être à l'étant, et que Lacan installe ici dans un agencement complexe. Les discours ne sont pas des structures du sujet (comme la triade « névrose, psychose, perversion »), ils n'articulent pas une topique (comme celle, fondamentale, de « réel, symbolique et imaginaire »). Ils sont plutôt des catégories économiques – Lacan parlant justement de « *production* » des quatre discours – et transférentielles. D'où le fait que *n'importe quel discours* peut occuper une des quatre

²¹ *L'envers de la psychanalyse, op. cit.*, p. 237.

²² *Ibid.*, p. 33-34. C'est nous qui soulignons.

fonctions. Le discours capitaliste, par exemple, peut fonctionner autant sur un mode hystérique (la destruction des modes pré-capitalistes de production et des superstructures qui y correspondent) que sur un mode de discours du maître (il ne sait pas ce qu'il veut, ce qu'il vise, et c'est précisément pour cela qu'il produit du désir), etc. Dans les quatre discours il ne s'agit pas en fait de *structures*, ni d'*instances*, mais de *positions*, d'*économies de production* et de *relations transférentielles*.

Pour en revenir au discours de l'Université, à l'Union soviétique et aux accents heideggériens de certains passages, cela se confirme dans une des rares références, rapide mais significative, à la Révolution culturelle, qui figure dans *L'envers de la psychanalyse* :

Il y a quelque chose dont l'accent me frappe dans la thématique qu'on appelle maoïste, c'est la référence au savoir du manuel. Je ne prétends absolument pas avoir là-dessus des vues suffisantes, mais je pointe simplement une note qui m'a retenu. La réaccentuation du savoir de l'exploité me paraît être profondément motivée dans la structure. Il s'agit de savoir si ce n'est pas là quelque chose de tout à fait rêvé. Dans un monde où a émergé d'une façon qui existe bien, qui est une présence dans le monde, non pas la pensée de la science, mais la science en quelque sorte objectivée, je veux dire ces choses entièrement forgées par la science, simplement ces petites choses, gadgets et autres, qui occupent pour l'instant la même place que nous, dans un monde où cette émergence a eu lieu, le savoir-faire au niveau du manuel, peut-il encore peser suffisamment pour être un facteur subversif. C'est ainsi, pour moi, que se pose la question.²³

On voit ici se superposer, par allusions, la critique marxienne de la marchandise, celle, de matrice heideggérienne, de l'autonomisation de la technique, et celle, freudo-lacanianne, du plus-de-jour. Cela demanderait un long commentaire, mais on doit à présent tenter de conclure.

Bien entendu, tout ceci demeure au niveau d'une ébauche, et il reste en effet pas mal de points que nous n'avons même pas effleurés. Par exemple, l'analyse lacanianne de la fonction du *travail*

²³ *Ibid.*, p. 174.

comme modalité générale de la reproduction sociale. Lacan insiste en particulier, entre 1968 et 1970, sur le fait que, si le travail, tout comme le savoir, implique une certaine renonciation à la jouissance, cela ne signifie aucunement qu'il existe une quelconque transitivity entre les deux. Bien au contraire : « La savoir n'a rien à faire avec le travail », déclare-t-il à plusieurs reprises²⁴. Tout savoir s'obtient d'une certaine exploitation du travail d'autrui, et c'est bien, ajoute-il, un « succès » majeur du discours du maître contemporain que de nous faire croire à la traductibilité entre ces deux termes.

Ou encore, pour sortir de l'économie politique du savoir esquissée jusqu'ici, il faudrait envisager comment Lacan s'est inspiré de certaines séquences de la mobilisation estudiantine pour révolutionner la politique institutionnelle présidant à la constitution de son Ecole. Il faudrait alors, en particulier, revenir sur l'invention de la « passe », cette modalité singulière, et contestée, de repenser la formation des analystes – dont la première « proposition » remonte à 1967²⁵ – en tant que tentative d'en finir avec la distinction freudienne « classique » entre analyse personnelle et « analyse didactique », tout en cherchant à concevoir une subjectivation de l'analyste qui ne s'autoriserait que de lui-même (et « de quelques autres »), de son désir, en rendant à la décision de devenir analyste son côté risqué, sa dimension de pari existentiel (en accord avec la notion lacanienne de « désir de l'analyste », forgée en 1960).

La politique à l'égard de l'institution analytique, et de sa propre Ecole, est un aspect essentiel de la conjuration lacanienne de 68, car tout se passe comme si, dans ses choix politico-institutionnels, Lacan avait imité plusieurs procédés essentiels animant la décennie 1968-1975, en particulier la perspective maoïste du « Un qui se divise en Deux », qui n'a eu de cesse d'inspirer non seulement sa stratégie vis-à-vis de l'I.P.A, l'*International Psychoanalytical Association*, mais sa manière d'accentuer le niveau de la contradiction à l'intérieur de son propre champ.

Quelqu'un a pu dire, en caricaturant à peine les choses, que Lacan s'identifie, jusqu'à la moitié des années 60, au général De

²⁴ Voir, par exemple, *D'un Autre à l'autre*, op. cit.

²⁵ J. LACAN, « Proposition du 9 octobre 1967 » in *Scilicet*, 1, 1969 (repris dans J. LACAN, *Autres écrits*, Paris, Seuil, 2003).

Gaule : dire « Non ! » à la psychologie néo-freudienne, résister à l'I.P.A., construire une exception culturelle puissante, etc., ; alors que c'est plutôt au président Mao qu'il songe par la suite, en appuyant le conflit entre une nouvelle génération d'analystes et l'ancienne garde, en établissant une convergence fondamentale avec l'althussérisme, en n'hésitant pas à mettre constamment en péril la survie même de son Ecole, en cultivant l'idée-limite d'un devenir-analyste de tout un chacun, jusqu'à la dissolution de l'EFP en 1980, etc.²⁶. Il y aurait naturellement énormément à dire sur l'intrication entre maoïsme et lacanisme²⁷, y compris chez Lacan lui-même, mais permettez-moi de conclure cette conjuration de Lacan dans les travaux du GRM, par un extrait d'un article de février 1969 destiné à la rubrique « Libre Tribune » du *Monde*, et jamais publié par ce dernier, où Lacan revient, une fois de plus, sur l'absorption du savoir par le marché, à l'occasion de la réforme générale de l'enseignement présentée par Edgar Faure en octobre 68, dans la foulée de Mai 68.

C'est un article à plusieurs égards précurseur, qui critique par exemple la disjonction entre psychiatrie et neurologie (dans laquelle il voit une division du travail entre pouvoir médical et pouvoir techno-scientifique), ainsi que la production en série de « savoir à bas prix » (« psychologues, testeurs, assistantes sociologues ») liée à la « sectorisation » des hôpitaux psychiatriques, et censée assurer la main-d'œuvre d'un dispositif médico-social généralisé.

Voici comment se termine l'article en question, par un paragraphe qui porte sur Mai 68 et ses séquelles, paragraphe intitulé « L'émoi de mai et sa maimoire dans le sujet capitaliste » :

Le « plus jamais comme avant » dont s'enroue la maimorisation des bonnes âmes est à prendre par son bout comique, c'est-à-dire attristant. Car il est clair que c'est plus que jamais comme avant et que l'émoi de mai précipite ce qui l'a causé.

« L'unité de valeur » promue à la mesure des rétributions diplômantes, avoue à la façon d'un lapsus énorme ce que

²⁶ Voir J-M. RABATE, « 68 +1. L'année érotique de Jacques Lacan », *op. cit.*

²⁷ Pour une contribution récente à ce sujet, voir Andrea CAVAZZINI, *Le sujet et l'étude. Idéologie et savoir dans le discours maoïste*, Reims, Le Clou dans le fer, 2010.

nous épingleons de la réduction du savoir à offre du marché.

Quant au « secteur » psychiatrique, le linéament s'y dessine, non moins que dans les nouvelles garderies dites universitaires, de la fin où tend le système : dit la science qui s'en aide encore, y succombe : à savoir le camp de concentration généralisé.

Le tourbillon s'accroît autour du trou sans qu'il y ait moyen s'accrocher au bord, parce que ce bord est le trou même et ce qui s'insurge à y être entraîné est son centre.

Ce n'est pas la jeunesse qui peut freiner la roue où elle est prise, quand c'est à elle que le moyeu, de son inexistence, vient faire visite à certains.

Car le sujet des événements, tout baladeur qu'il soit, n'est pas conscience, et c'est pour cela que sa réplique ne vient jamais que d'une seule tête et non d'un groupe.

Pour s'y retrouver il faut savoir que le présent est contingent, comme le passé futile. C'est du futur qu'il faut tenir, contre Aristote qui là-dessus a fléchi, que le présent tient à ce qu'il y a de nécessaire. Le vainqueur inconnu de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande.²⁸

Alors, pour terminer d'une façon moins oraculaire, nous croyons qu'on peut retenir trois points essentiels de cette exploration sommaire de la confrontation de Lacan avec Mai 68 et ses effets. Il y a chez Lacan un *double mouvement* par rapport à l'esprit révolutionnaire de 68 :

1. D'un côté une *mise à distance*, voire une *prise de distance* – lorsqu'il considère au fond la mobilisation massive des étudiants comme un épiphénomène d'ajustement de l'extension de la marchandisation à un domaine qui lui avait jusque-là échappé, du moins partiellement : le savoir et l'Université.

2. D'un autre côté, Lacan prend très au sérieux le symptôme que représente le soulèvement des étudiants, en France et au-delà. Ce dernier est certes un symptôme de la structure, mais qu'est-ce qu'il y

²⁸ J. LACAN, « D'une réforme dans son trou », in *Figures de la psychanalyse*, 17, 2009, p. 187.

a de plus sérieux qu'un symptôme ? Nous irions même plus loin : nous croyons qu'on peut soutenir que Lacan a considéré Mai 68 et ses effets comme une *épreuve décisive*, où il en allait de l'avenir même de la psychanalyse, dans sa capacité à pouvoir en dire *véritablement* quelque chose. Au fond, cela n'est pas tellement différent de ce qui s'est passé chez Althusser et chez beaucoup d'autres marxistes inquiets, pour qui les événements de 68 mettaient à l'épreuve le paradigme marxien, et pour qui il s'agissait, dès lors, d'en accepter le défi, du moins après-coup, afin de voir quelle sorte de révolution interne le marxisme devait subir pour pouvoir, à la fois, être à la hauteur de, et relancer, les événements conjoncturels. Or, il en va de même pour Lacan. Ses atermoiements ne doivent pas être lus comme une critique moraliste du mouvement étudiant (comme celle de Pasolini, par exemple). Lacan considère, sans doute à juste titre, que ce mouvement, qui à première vue semble se faire sous des drapeaux freudiens, ou freudo-marxiens (critique de l'autorité, révolte générationnelle, libération des femmes, etc.) porte en réalité les prémisses d'une homologation généralisée entre le discours du maître capitaliste et le sujet soi-disant libéré. Mai 68 risque ainsi de coïncider avec les funérailles festives et éclatantes, autant de Marx que de Freud. D'où ce travail exigeant de soustraction, de formalisation et d'établissement d'une durée autonome, ainsi que d'un lieu propre, irréductible à l'air du temps, entamé par Lacan à la fin des années 60 et qui occupera la dernière décennie de sa vie. Travail auquel on doit sans doute le fait que la psychanalyse n'ait pas été complètement absorbée par d'autres discours, du moins en France, après 68, conservant, du moins en puissance, une certaine hétérogénéité.

3. Nous avons proposé d'envisager ce double mouvement de Lacan autour de 68 dans les termes d'une conjuration, selon la logique « conjurationnelle » dégagée par Derrida dans *Spectres de Marx*. Mais beaucoup d'autres voies restent ouvertes, dont évidemment celle d'un retour sur certains textes d'Althusser (les *Trois notes sur la théorie des discours*) et de Deleuze et Guattari (*L'Anti-Œdipe*), où la question de l'économie politique du savoir, ou du savoir comme économie politique, se trouve reprise et relancée. Il serait nécessaire de tenter de remettre au travail les catégories introduites par Lacan avec les « quatre discours » afin de rendre

compte de la place de choix occupée par « les étudiants » dans les luttes de la deuxième moitié du XXe siècle, dans les pays du capitalisme avancé et ailleurs, entre défi hystérique, demande inconsciente d'intégration au système et fonctionnement de l'étudiant en tant qu'objet *a* du système lui-même, c'est-à-dire comme lieu subjectif à partir duquel quelque chose peut se formuler sur l'objet-cause du désir qui régit une organisation sociale dans son ensemble.

La politisation des étudiants antiautoritaires Émergence des « espaces publics oppositionnels » et « mentalité-guérilla » à Berlin-Ouest.

MARCO RAMPAZZO BAZZAN

Selon Bernd Rabehl, le mouvement étudiant des années soixante marque un changement qualitatif, voire même une rupture dans le rapport de la jeunesse intellectuelle avec les pouvoirs publics, puisque, pour la première fois dans l'histoire allemande, les étudiants contestent massivement les structures autoritaires de la société. Le jeune militant du *Sozialistischer Deutscher Studentenbund* (*Union des étudiants socialistes*) berlinois veut ainsi rappeler que, lors des conjonctures insurrectionnelles qui ont marqué le XXe siècle, la jeunesse intellectuelle allemande se mobilisant aux côtés des instances autoritaires et conservatrices avait joué un rôle contre-révolutionnaire¹. Les corporations estudiantines avaient notamment constitué un bassin de recrutement pour la campagne impérialiste en 1914, pour la formation des *Freikorps* qui démantèleront les conseils des ouvriers et des soldats en 1919, et pour les corps spéciaux sous le IIIe Reich. Cependant, cette affirmation doit être relativisée et partiellement rectifiée, car, dans les années soixante, le mouvement n'est rallié que par une minorité, même si celle-ci est fortement engagée (comme ce fut le cas par ailleurs lors des émeutes de 1848)².

¹ Bernd RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste » in U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard, 1968 p. 325.

² Oskar NEGTE, *Politik als Protest. Reden und Aufsätze zur anti-autoritären Bewegung*, Frankfurt am Main, agi-buch-verlag, 1971, p. 50-51.

Cela dit, le mouvement étudiant allemand des années soixante est surdéterminé par différents facteurs d'ordre historique, politique et social dont la complexité est souvent escamotée dans les études qui lui ont été consacrées³. Par rapport aux autres mouvements étudiants à l'échelle européenne, les facteurs spécifiques de la mobilisation qui se développe en République Fédérale d'Allemagne sont : la continuité des structures autoritaires de la société de l'après-guerre avec celles du IIIe Reich, c'est-à-dire la compromission d'une grande partie de la classe dirigeante, industrielle et politique, avec le nazisme⁴ ; la fin du « miracle économique »⁵ et la souveraineté réduite dont dispose le gouvernement à cause de l'ordre international issu de la deuxième guerre mondiale (la guerre froide). Cependant, cette contribution veut moins rendre compte d'une telle complexité que cerner l'effet, dans la formation de l'attitude et de la mobilisation « antiautoritaires » (essentiellement berlinoises), d'une série de micro-événements qui structure cette séquence historique tout en restant surdéterminée par ces facteurs composant la conjoncture. Il s'agit d'analyser le processus de politisation du milieu étudiant berlinois *sous conjoncture*, c'est-à-dire à partir des effets de ces micro-événements sur les acteurs au niveau de l'élaboration de leurs stratégies, et de l'impact des tactiques adoptées sur la ligne dynamique de la confrontation qu'ils engagent contre les autorités publiques et les forces conservatrices. Le but est de cerner une série de micro-événements comme séquence d'effets de seuil provoquant des prises de conscience face à des impasses tactiques et découlant des rapports de force objectifs largement défavorables aux étudiants. Cette situation « minoritaire » les obligera à redéfinir constamment leurs stratégies afin de déjouer la répression dont ils font l'objet, en engendrant par là de nouvelles pratiques de lutte. L'insistance sur la

³ Lothar VOIGT, *Aktivismus und moralischer Rigorismus: die politische Romantik der 68er Studentenbewegung* Wiesbaden, Deutscher Universitäts-Verlag, 1991 ; Marica TOLOMELLI, « *Repressiv getrennt* » oder « *organisch verbündet* ». *Studenten und Arbeiter in der Bundesrepublik Deutschland und in Italien*, Opladen, Leske & Budrich, 2001.

⁴ Christiane KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, Paris, L'Harmattan, 1999.

⁵ Franz JÁNOSY, *Das Ende der Wirtschaftswunder. Erscheinung und Wesen der wirtschaftlichen Entwicklung*, Frankfurt am Main, Neue Kritik, 1966.

nature de l'affrontement et sur ses mutations tout au long de la séquence nous permettra de montrer que, loin d'être l'issue inévitable de ce type de protestation, la dérive terroriste découle bien plutôt d'une crise politique que l'appareil répressif d'État et la presse conservatrice ont largement contribué à déterminer. Autrement dit, l'intransigeance de l'attitude des autorités publiques face à la contestation pousse les militants à forger une théorie adéquate à leur situation et à en changer les critères dans le processus de la lutte, jusqu'à théoriser une guérilla urbaine en République Fédérale d'Allemagne. Ce qui constituera pour certains d'entre eux la base idéologique qui les motivera à créer des cellules terroristes comme le *Mouvement du 2 juin*, les *Tupamaros de Berlin-Ouest* ou la *Fraction de l'Armée Rouge* (RAF).

L'enjeu théorico-politique de cette lutte est une mise en cause radicale des catégories de la pensée politique moderne qui constituent la base idéologique des sociétés occidentales. L'enseignement politique qu'en tirent les militants est que briser le consensus de la tolérance accordée par le pouvoir en place peut déclencher le déploiement de son appareil répressif selon des modalités autoritaires s'accompagnant d'une réduction progressive des droits civils. Cette mobilisation engage une lutte qui met en cause le paradigme politique moderne fondé sur la séparation entre théorie et pratique, c'est-à-dire, l'appareillage conceptuel et idéologique qui structure le couple individu-Etat, la réification des fictions de la représentation moderne héritées de la Révolution Française, tels le mandat libre et la verticalité corrélative de la relation politique et de sa reproduction – non seulement dans tout appareil intégré (parti, syndicat etc.), c'est-à-dire dans toute organisation admise et autorisée à agir politiquement sur la base de la séparation artificielle entre privé et public, mais aussi dans une grande partie des fractions oppositionnelles qui tendent à reproduire ces schémas dans leur organisation. D'un côté, afin de se conserver, les appareils intégrés répriment en leur propre sein toute dynamique non-organique, dissidente et créatrice de nouvelles subjectivités politiques (les lignes de fuite de Deleuze et Guattari). De l'autre, afin de subsister dans l'espace politique, toute spontanéité dissidente devient l'objet de la capture par la logique étatique qui impose aux militants l'alternative existentielle entre d'une part la réintégration

sans appel ou la reproduction au sein des appareils constitués, et de l'autre leur neutralisation politique. Autrement dit, l'appareil d'État, répressif et idéologique, leur impose l'alternative entre la soumission aux « règles démocratiques » fixées par les autorités et la nécessité de s'engager à les affronter sur le terrain de l'illégalité en devenant par conséquent l'objet d'interpellations policières : *tertium non datur*. Et c'est exactement cette intolérance qui fait jouer un rôle fondamental à la réintroduction par Marcuse, dans son texte intitulé *Tolérance répressive*, de l'ancienne problématique d'un droit de résistance au sein des sociétés occidentales⁶, ce qui conduira (contre les intentions de l'auteur et de la majorité des étudiants qui s'en inspire), par une série de transcodages événementiels, à l'ouverture d'un front de lutte armée au sein de la République Fédérale d'Allemagne.

La transformation de la structuration de l'espace public est à la fois un indice et un élément constitutif de la crise à l'origine de la protestation. Dans son article *Über das Verhältnis zwischen Provokation und Öffentlichkeit*, Oskar Negt, le futur théoricien de l'espace public oppositionnel, constate que la discussion, l'argumentation et la critique ne sont plus les facteurs qui forment l'opinion publique. Les moyens de communication ne servent désormais qu'à disposer les citoyens à acclamer l'un ou l'autre des représentants politiques⁷ et se transforment en de véritables outils de dépolitisation⁸. Pour le dire avec les mots de Marcuse,

si le langage des politiciens tend à s'identifier à celui de la publicité (...) cette tendance semble indiquer dans quelle mesure la domination et l'administration cessent d'être des fonctions séparées et indépendantes dans la société technologique.⁹

⁶ « Je crois qu'il y a un "droit naturel" de résistance pour les minorités opprimées et étouffées, un droit d'utiliser des moyens illégaux si les moyens légaux se révèlent inadéquats » (Herbert MARCUSE, *La tolérance répressive* suivi de *Quelques conséquences sociales de la technologie moderne*, Paris, éditions Homnisphère 2008, p. 78).

⁷ O. NEGt, *Politik als Protest*, *op. cit.* p. 139.

⁸ *Ibid.*

⁹ Herbert MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, Paris, Minuit, 1968 (1964), p. 128.

Negt souligne à ce propos que les moyens de communication servent à mobiliser des attitudes réactionnaires, a-politiques, qui trouvent leur ancrage dans le milieu petit-bourgeois, c'est-à-dire dans la sphère privée idéalisée comme domaine de *Frieden*, de la « paix » (église, famille) que l'Etat doit protéger et que les étudiants antiautoritaires menaceraient. Le but est d'immuniser certaines couches de la population face à toute proposition de changement et de les rendre imperméables à tout questionnement des valeurs fondant la société et des moyens mis en place pour leur réalisation concrète, c'est-à-dire, selon les militants, des pratiques autoritaires qui l'ordonnent et qui en permettent la reproduction en conservant ainsi sa hiérarchie¹⁰.

Or, le « refus absolu », que Marcuse emprunte à Blanchot¹¹, deviendra la devise de la mobilisation antiautoritaire : les étudiants s'attaquent à la société tout entière devenue intolérable par son entreprise de blocage et de manipulation, et veulent s'organiser selon de nouvelles formes de lutte¹². Ces dernières donnent vie à une mobilisation, une expérimentation collective qui veut échapper aux appareils de capture de l'État et aux formes de subjectivation que sa logique et son fonctionnement imposent¹³. De leur côté, les autorités publiques entament une escalade « hystérique » qui vise à marginaliser et à criminaliser les revendications des militants anti-autoritaires, afin de bloquer toute contamination subversive d'autres milieux et tout processus de solidarité pratique avec d'autres luttes à l'échelle nationale ou internationale. Cette marginalisation et cette criminalisation des minorités extra-parlementaires se structurent essentiellement selon le schéma ami-ennemi forgé par Carl Schmitt¹⁴, et réactivent certaines contradictions qui avaient fait surface de façon dramatique à l'époque de la république de Weimar et surtout des pratiques discriminatoires à l'égard des juifs que

¹⁰ O. NEG, *Politik als Protest, op. cit.* p. 138.

¹¹ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel, op. cit.* p. 279. Maurice BLANCHOT, « Le refus », dans *Le 14 juillet*, n° 2, Paris, Octobre 1958.

¹² Cf. *Séminaire du GRM*, séance du 23 janvier 2010 : http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_Andrea_Cavazzini_23_Janvier_2010.pdf.

¹³ Cf. Rudi DUTSCHKE, *Ecrits Politiques*, Paris, Christian Bourgois, 1968, p. 66-68.

¹⁴ O. NEG, *Politik als Protest, op. cit.* p. 106.

l'Allemagne avait connues sous le nazisme¹⁵. En reprenant l'analyse de Marcuse, on peut indiquer essentiellement deux piliers de l'ordre imposé comme étant sacré et « intouchable » au sein des démocraties occidentales de l'après-guerre : le progrès technique, et le communisme international, ce dernier remplaçant idéologiquement le fascisme comme ennemi intérieur¹⁶. Dans les pays du capitalisme avancé :

les anciens conflits au sein de la société se modifient sous la double (et mutuelle) influence du progrès technique et du communisme international. Les luttes de classe et l'examen des « contradictions impérialistes » sont différés devant la menace de l'extérieur. Mobilisée contre cette menace, la société capitaliste a une cohésion interne que les stades antérieurs de la civilisation n'ont pas connue.¹⁷

Selon Marcuse, cette mobilisation permanente a également un effet économique positif et pacificateur : car « la mobilisation contre l'ennemi est un puissant stimulant de production et d'emploi, elle entretient un niveau de vie élevé »¹⁸. Or, les turbulences des années 1960 naissent des brèches exogènes qui avaient brisé ce cadre économique et idéologique (« le miracle économique » en RFA). La contestation s'attaque à la trahison des valeurs affichées par les démocraties occidentales que les étudiants voient comme étant en contradiction évidente avec les politiques de répression des mouvements de libération dans le tiers-monde (Vietnam), et avec la politique de complaisance vis-à-vis du bloc soviétique. Tout cela est perçu comme « intolérable » et pousse les étudiants à une mobilisation dont le développement se nourrit de l'affrontement avec l'appareil policier¹⁹.

¹⁵ *Ibid.* p. 13.

¹⁶ Les deux étant amalgamés sous la catégorie ambiguë de « système totalitaire », ou encore de dictature.

¹⁷ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, *op. cit.* p. 47.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Cf. R. DUTSCHKE, *Ecrits Politiques*, *op.cit.* p. 42 et p. 74-75.

1. Le mur de Berlin. Période de préparation.

Bernd Rabehl indique comme premier événement de la nouvelle phase de l'histoire de la jeunesse allemande la construction du Mur le 13 août 1961²⁰. Rappelons-nous que Berlin n'était pas seulement l'ancienne capitale du Reich, mais qu'elle aurait dû devenir, selon le discours du gouvernement fédéral de l'après-guerre, la future capitale de l'Allemagne réunifiée. En dépit de cette déclaration, le mur est bientôt perçu par les militants de l'extrême gauche comme l'emblème de la coexistence conservatrice des deux blocs et comme l'indice de l'hypocrisie et de la vanité du blocage au sein de leurs frontières respectives face à toute dynamique émancipatrice et toute critique du *statu quo*. Son édification renforce les politiques conservatrices et favorise la criminalisation de toute protestation capable de mettre en cause le pouvoir en place. L'Allemagne se retrouve ainsi être le front d'un conflit international qui la dépasse. Réduit à un objet historique, ce pays voit se reproduire en son propre sein les contradictions du monde de l'après-guerre, dont Berlin et son mur deviennent ainsi l'emblème et le catalyseur. Dans son article publié dans le deuxième numéro d'*Anschlag*, revue de la *Subversive Aktion*, Rabehl conçoit le mur comme le symptôme du destin de la théorie marxiste et de sa dialectique en RDA et en Union Soviétique. Les États du « socialisme réel » constituent moins la négation du capitalisme que son corrélat essentiel. Les deux blocs se soutiennent mutuellement par une interaction (*Wechselwirkung*) qui renforce le pouvoir en place. Par conséquent, loin d'être une ligne de démarcation, le mur constitue alors le pilier d'un ordre politique et atteste l'interdépendance solidaire des deux géants économiques. Toutefois il catalyse également selon Rabehl les énergies révolutionnaires en vue de la réunification de l'Allemagne – une réunification qu'il ne peut par ailleurs imaginer que socialiste en raison du progrès économique affiché par la RDA²¹.

²⁰ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.* p. 329.

²¹ B. RABEHL, « Wie teuer ist die Mauer? (Vorläufige Thesen zum ökonomischen und ideologischen Ost-West-Geschäft) » in Frank Bölckelmann et Herbert Nagel (éd.), *Subversive Aktion. Der Sinn der Organisation ist ihr Scheitern*,

Or, le mur renforce l'intolérance vis-à-vis de toute dissension interne. Le seul espace de confrontation idéologique toléré est l'opposition frontale de façade des deux blocs mise en scène par la propagande. Sa construction provoque une exaspération de la dialectique du schéma ami/ennemi schmittien comme garantie de l'ordre interne des États. Le souci des autorités politiques tant de la RFA que de la RDA, est de réprimer toute critique contre le système des valeurs qu'elles sont appelées à représenter sur la scène politique internationale. A cette fin, leur mobilisation est totale et tout dissident est poussé à expérimenter et à mesurer ailleurs, plus précisément de l'autre côté du mur, son fantasme de liberté²². La réponse à toute critique interne est soit l'expulsion, soit la neutralisation politique. Les espaces sont bien striés et occupés tant militairement que idéologiquement. Cette situation a des répercussions sur l'Université Libre à Berlin-Ouest : les étudiants commencent à découvrir le caractère unilatéral de la liberté qu'elle prétendait pourtant incarner et défendre. Cela donne vie à une phase de mobilisation et d'auto-gestion où la lutte contre les autorités académiques se transforme rapidement en lutte contre l'ordre établi²³.

Entre 1961 et 1964, c'est-à-dire dans la phase qui précède l'explosion du mouvement étudiant allemand, les militants subversifs (de la *Subversive Aktion* et d'autres groupuscules de gauche comme le club *Argument*) sont à la recherche d'un point de vue « tiers » afin de pouvoir questionner ce système de coexistence et d'interaction des deux blocs. De façon emblématique Rudi Dutschke, meneur du mouvement, écrit dans son journal intime que la lecture de Paul Sweezy lui a fait comprendre qu'il avait inconsciemment défendu un point de vue « chinois » dans son premier article pour *Anschlag*²⁴.

Frankfurt am Main, Neue Kritik, 1976, p. 230-238.

²² « Les journaux publient des lettres de lecteurs particulièrement agressives : la "population" exigerait de sévères mesures contre nous. "Il n'y a qu'à les renvoyer à l'Est, ces bandes de sauvages" » (R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.* p. 139).

²³ Cf. la reconstruction d'Uwe BERGMANN in U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.* p. 9-68.

²⁴ Rudi DUTSCHKE, *Jeder hat sein Leben ganz zu leben, Die Tagebücher 1963-1979*. Herausgegeben von Gretchen Dutschke, Köln, Kiepenheuer et Witsch Verlag, 2003, p. 20-21.

Cette remarque montre bien que, dans la quête de ce point de vue critique « tiers », les étudiants mobilisés font référence aussi bien à la position du parti communiste chinois contre Moscou et à la révolution culturelle, qu'aux luttes des pays du tiers-monde, notamment le Vietnam et Cuba. Mais, selon Dutschke, leur quête restait pourtant confuse et désespérée. L'époque Adenauer, bien caractérisée par le président de la République Lübke et ses connivences avec le régime nazi-socialiste, ne laissait en effet aucun espoir à l'émancipation, et la promesse de la réunification était destinée à rester lettre morte, comme le montrait bien le refus obstiné des autorités fédérales de reconnaître la République Démocratique d'Allemagne. Dans *Konkret*, Ulrike Meinhof résumait ainsi, en 1965, les raisons politiques de ce refus :

Du point de vue de la politique intérieure, reconnaître la RDA impliquerait pour le gouvernement de Bonn de rompre le front d'unification anti-communiste et de perdre l'ennemi extérieur, qui nous unit tous.²⁵

Cela était impossible en raison du fait que des relations diplomatiques entre les deux Etats allemands auraient déstabilisé l'équilibre interne et international, et leurs principes de fonctionnement. Bref : pendant la première moitié des années soixante les cercles subversifs et les militants du SDS tâtonnent, impuissants, tout en cherchant des points d'appui extérieurs sur lesquels pouvoir territorialiser leur affect anti-autoritaire, afin d'occuper un espace d'existence et de briser l'univers unidimensionnel analysé par Marcuse, dans lequel ils se trouvaient piégés. Dans ce contexte, les analyses de la politique internationale par Dutschke et Rabehl, qui font l'objet de critiques même au sein de la micro-cellule berlinoise de la *Subversive Aktion*, paraissent être l'indice de cette impasse politique, tout en témoignant pourtant de leur ambition²⁶.

²⁵ Ulrike Marie MEINHOF, *Die Würde des Menschen ist antastbar*, Berlin, Wagenbach, 1980 p. 65.

²⁶ Bernd RABEHL, « Sozialimperialismus und Sozialdemokratie » in F. Bülckelmann et H. Nagel (éd.), *Subversive Aktion op. cit.* p. 174-178 ; Rudi DUTSCHKE, « Die Rolle der Antikapitalistischen, wenn auch nicht sozialistischen Sowietunion für die marxistischen Sozialisten in der Welt » in F. Bülckelmann et H. Nagel (éd.), *Subversive Aktion op. cit.* p. 169-174.

Dans le premier numéro d'*Anschlag*, Rudi Dutschke affirme :

Il n'y a pas encore de socialisme sur la terre. Le socialisme demeure une catégorie de ce qui-n'est-pas-encore (*Noch-Nicht-Sein*), que les forces révolutionnaires doivent nécessairement réaliser socialement à l'échelle mondiale.²⁷

Il exprime par là la volonté de renouer avec la tradition révolutionnaire (sous l'influence trotskiste) qui avait échoué tant à l'Ouest, où la politique de la social-démocratie avait ouvert le chemin au nazi-socialisme, qu'à l'Est, où la Révolution d'octobre avait dégénéré dans le stalinisme. Dutschke soutient ainsi avec force que l'Union Soviétique ne peut pas se borner à de simples déclarations contre le stalinisme, mais qu'elle aurait dû changer radicalement les pratiques politiques qui s'étaient établies et consolidées sous l'ancien chef. En revanche, il pose comme question capitale en Occident la nécessité de faire renouer la théorie sociale critique avec une pratique politique conséquente. Dutschke dénonçait l'incapacité des intellectuels de gauche – qu'il juge par ailleurs brillants – à assumer les conséquences pratiques découlant de leurs critiques contre la société :

Nous nous demandons comment ces penseurs extraordinaires [Adorno, Horkheimer, Habermas, Bloch etc.] peuvent continuer à maintenir cette séparation incompréhensible entre être et penser, entre théorie et praxis dans la condition actuelle de la République Fédérale Allemande.²⁸

Dutschke et ses camarades ont recours aux auteurs dissidents comme Trotsky, Boukharine, R. Luxembourg, qui avaient payé leur cohérence au prix de leur vie. Ils refusent les dogmes de la Troisième Internationale et préconisent un marxisme conçu comme

une science créatrice, qui doit se confronter avec toute réalité nouvelle sur la base de la méthode critique qu'est la dialectique et qui doit forger avec celle-ci les catégories pour une nouvelle compréhension de l'actualité concrète.²⁹

²⁷ *Ibid.*, p. 169.

²⁸ R. DUTSCHKE, *Diskussion: das Verhältnis von Theorie und Praxis* in F. Bülckelmann et H. Nagel (éd.), *Subversive Aktion*, op. cit. p. 190-195.

²⁹ R. DUTSCHKE, « Die Rolle der Antikapitalistischen, wenn auch nicht sozialistischen Sowjetunion für die marxistischen Sozialisten in der Welt » in

On voit bien que le questionnement des jeunes militants porte sur le passage du socialisme utopique au socialisme scientifique théorisé par Marx lui-même. Ce type de problématique ouvre un front de lutte interne à la gauche et, en ce qui concerne cette séquence, un conflit générationnel entre intellectuels-professeurs et étudiants, dont les moments le plus significatifs seront l'accusation de volontarisme et de fascisme de gauche que Habermas adressera à Dutschke en 1967³⁰ et le recours de la part d'Adorno aux forces de l'ordre pour « libérer » l'Institut de critique sociale de Francfort, qui était occupé par nombre de ses étudiants. Parmi eux : Hans-Jürgen Krahl, dont les écrits auront un impact bien au-delà des frontières allemandes, tout spécialement en Italie.

Or, le problème des étudiants est de trouver une scène, un espace public où faire entendre leur critique de la société unidimensionnelle ; et le seul espace à leur disposition, et qu'ils réussiront effectivement à investir, c'est la rue. Comme le soulignait Ulrike Meinhof à l'époque de son succès médiatique comme rédactrice de *Konkret* :

je ne retiens guère les rues comme un lieu particulièrement approprié pour manifester ses idées. Mais s'il ne nous reste pas autre chose, c'est-à-dire, si on n'a pas l'occasion de parler à la télévision et d'expliquer au moins deux ou trois fois par semaine exactement ce qu'on a à dire, si l'on ne dispose pas des millions de Springer, si lorsqu'on veut organiser une manifestation publique on tombe toujours sur des interdictions, alors je suis absolument persuadée que le fait qu'il y ait des gens qui malgré toutes ces interdictions occupent et utilisent le seul espace public encore à disposition qu'est la rue pour rendre publiques leurs idées, est tout à fait démocratique.³¹

Les protestations des rues marquent cette nouvelle subjectivité dissidente et deviennent ainsi le lieu d'expérimentation de nouvelles

F. Bülckelmann et H. Nagel (éd.), *Subversive Aktion op. cit.* p. 171.

³⁰ Voir J. Miermeister (éd.), *Geschichte ist machbar. Texte über das herrschende Falsches und die Radikalität des Friedens*, 1980, Berlin, Wagenbach, 1991, p. 82.

³¹ Voir Ulrike MEINHOF : <http://www.vidivodo.com/211473/ulrike-meinhof-raf>

formes de lutte et de politisation. C'est dans la bataille des rues que les militants subversifs territorialisent leur élan révolutionnaire et construisent l'espace de leur existence politique. Comme le rappelle Oskar Negt :

Là où la conscience historique se forme dans la bataille pratique, se dissout le système des catégories transmises sous forme réifiée (...); il devient donc clair que les périodes révolutionnaires et post-révolutionnaires développent leurs concepts propres de politique et de protestation.³²

C'est dans les rues de Berlin-Ouest que prendra forme cette nouvelle subjectivation politique subversive et solidaire entre les militants métropolitains et les révolutionnaires du tiers-monde dont nous sommes toujours les héritiers.

2. La manifestation contre Tschombé : la fonction du tiers-monde.

La manifestation berlinoise contre Tschombé, Président du Conseil congolais soupçonné d'être impliqué dans le meurtre de Patrice Lumumba, constitue un événement majeur dans le procès de politisation des étudiants berlinois. Dutschke et Rabehl considèrent cette manifestation comme l'acte fondateur et constituant du mouvement, parce qu'elle forge les traits qui vont définir le mouvement antiautoritaire. Rabehl la définit rétrospectivement comme la « fin de la période de préparation »³³. Dans la manifestation contre Tschombé, les mots d'ordre du deuxième numéro d'*Anschlag*, paru quelques semaines auparavant, trouvent leur réalisation. À la question : « Pourquoi des *Anschläge* ? » la rédaction avait répondu que l'intention n'était pas de « renforcer le sentiment jouissif du savoir ». En rompant ainsi avec la critique radicale professée par le personnel enseignant dans les Universités, qu'ils jugent « demeurer (*verharret*) dans la passivité et refuser la véritable critique comme identité de la théorie et de la pratique »,

³² O. NEGTE, *Politik als Protest*, *op. cit.* p. 71.

³³ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.* p. 331.

leur analyse veut constituer « un tremplin (*Sprungbrett*) pour attaquer la réalité »³⁴. Dutschke voit le tournant de cette manifestation dans la décision collective de la rendre illégale et de surmonter ainsi les règles du jeu de la démocratie occidentale sur le plan pratique. C'est par cette décision que les manifestants se découvrent liés par une appartenance commune sur le plan matériel. En sautant par-dessus les barrages de police, les acteurs de la gauche berlinoise surmontent leur méfiance réciproque. Cette manifestation constitue un véritable apprentissage collectif de nouvelles pratiques de lutte qui sera le moteur de la dynamique antiautoritaire³⁵. Le choix de l'illégalité s'impose comme forme de protestation. Selon Rabehl, ce jour-là l'opposition de gauche avait appris : qu'il ne suffisait visiblement plus d'organiser des manifestations qui ne trouvaient aucun écho dans la société ou qu'on pouvait taxer de manœuvres subversives d'agents soudoyés ». Il fallait briser « les règles du jeu » afin de contraindre les autorités, les partis politiques et les syndicats, à prendre position sur les contenus des protestations³⁶.

En convoquant Deleuze et Guattari nous pourrions ainsi dire que Berlin-Ouest devient la surface d'émergence du « natal ». Selon les auteurs de *Mille Plateaux*, le « natal » est en effet la composition de l'inné et de l'acquis, de laquelle vient l'affect qui le caractérise comme étant « toujours perdu, retrouvé », ou tendant « vers une patrie inconnue »³⁷. Dans le cas de Dutschke et Rabehl l'émergence du natal est l'espace de réalisation du véritable socialisme dont ils avaient expérimenté l'impossibilité dans les deux Républiques allemandes (tous les deux avaient grandi en RDA). Cette émergence se laisse caractériser comme un « devenir-allemand », c'est-à-dire ni de l'Ouest, ni de l'Est, ni seulement chrétien, ni seulement socialiste, mais « entre-deux », projection vers une patrie inconnue et perdue, vers une Allemagne réunifiée véritablement socialiste. Dans la perspective des militants, les rues de Berlin-Ouest – la « vitrine du monde libre » – deviennent le laboratoire d'une nouvelle société,

³⁴ F. BÖLCKELMANN ; H. NAGEL (éd.), *Subversive Aktion*, op. cit. p. 229.

³⁵ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », op. cit. p. 136-138.

³⁶ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », op. cit., p. 337.

³⁷ G. DELEUZE et F. GUATTARI, *Mille Plateaux*, Paris, Minuit 1980, p. 410.

émancipée de la guerre froide et de ses logiques répressives, le sol sur lequel bâtir leur utopie. Cette projection « consiste en un décodage de l'innéité et une territorialisation de l'apprentissage, l'un sur l'autre, l'un avec l'autre »³⁸. On pourrait cerner l'innéité comme une certaine idéologie petite-bourgeoise et l'apprentissage comme l'expérimentation de nouvelles pratiques dans les rues. Le constat de Dutschke qu'il « n'y a pas de socialisme sur la terre » signifie alors, pratiquement, revendiquer un « entre-deux », un espace qui n'existe pas encore, que les étudiants antiautoritaires projettent sur Berlin-Ouest, la ville que la guerre froide a séparée de sa partie orientale et coupée du monde, que Dutschke théorise comme future république des conseils, comme ville libre et clef de voûte d'un nouvel ordre social³⁹.

Selon Oskar Negt,

l'idée d'auto-gouvernement par des conseils fait surface régulièrement lors de crises du système de domination parce que ce dernier n'arrive plus à satisfaire les intérêts de la majorité.⁴⁰

Dans cette réactivation spécifique, elle relève de sentiments anti-bureaucratiques et antiautoritaires que partagent aussi des couches minoritaires du mouvement ouvrier. « Là où s'établissent des conseils à l'heure actuelle, ils se constituent toujours sous la forme de l'auto-gestion socialiste », ce qui signifie vouloir en finir avec la politique comme une sphère séparée de la division du travail dans la société. Et celui qui soutiendrait qu'une telle auto-gestion est irréalisable doit simplement renoncer à l'espoir de vivre dans une société véritablement socialiste et assumer qu'il a accepté que les rapports de dépendance produits par le système de domination actuel soient devenus « naturels »⁴¹.

Mais la conception de Berlin comme république des conseils veut également dire autre chose : que le véritable socialisme, à la manière du *Prince* machiavélien interprété par Althusser, se donne

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Cf. R. DUTSCHKE, *Ecrits politiques, op. cit.*, p. 70.

⁴⁰ O. NEG, *Politik als Protest, op. cit.*, p. 136-137

⁴¹ *Ibid.*

« dans le vide » d'une décision à prendre⁴². La question devient alors celle de la réunion de toutes les forces disponibles pour lui faire voir le jour. C'est à partir de là que s'articule « la fonction du tiers-monde ». En effet, les mouvements de libération du tiers-monde deviennent pour les étudiants antiautoritaires le point d'appui d'une territorialisation de la ville. Cette territorialisation passe par un décodage subversif de l'Université libre qu'ils veulent transformer progressivement en une Université critique et oppositionnelle, et par une occupation nomade de la ville à travers des manifestations contre la guerre au Vietnam et contre les interdictions des manifestations qui se succéderont tout au long de cette séquence. La « fonction tiers-monde » donne aux militants une base matérielle et le sentiment d'appartenir à un mouvement révolutionnaire international. Selon Dutschke :

Le matérialisme historique *se doit* de dégager la fonction du tiers-monde, en tant qu'élément constituant de la révolutionnarisation du monde tout entier.⁴³

Rabehl explique qu'ils trouvent à ce moment précis une médiation (*Vermittlung*) entre leurs actions dans les métropoles et les guerres de libération. En suivant Lénine et Trotsky, ils interprètent le concept de totalité hégélien comme histoire universelle (*Weltgeschichte*) et

les étapes « pacifiques » entre les crises du système bourgeois devinrent les périodes de préparation pour l'avant-garde révolutionnaire.

Ils voulaient répondre à « l'offensive de l'impérialisme » au Congo, à Saint-Domingue, au Vietnam par « une contre-offensive dans les pays hautement industrialisés et capitalistes »⁴⁴. Selon Negt,

⁴² « Cette nouvelle négation [celle du cycle comme tel] est donc très particulière et c'est pourquoi je ne lui ai pas donné la forme d'une quatrième thèse, mais j'ai parlé d'une position de Machiavel. Dans cette position, il y a un écart significatif, un vide, un saut dans le vide théorique, une anticipation » (Louis ALTHUSSER, *Écrits philosophiques et politiques*, éd. établie et présentée par F. Matheron, Paris, Stock-I.M.E.C., vol. II, 1995, p. 91).

⁴³ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.*, p. 150.

⁴⁴ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.*, p. 336.

la protestation métropolitaine solidaire des révoltes sociales dans le tiers-monde avait permis de dévoiler les rapports de domination réifiés dans les sociétés occidentales. Loin de se réduire à une simple « solidarité des sentiments », cette dynamique forge bien plutôt une morale politique dans laquelle l'élément de la protestation, c'est-à-dire l'affect anti-fonctionnel en tant que contenu inconditionné des revendications politiques, s'articule à l'évidence de l'oppression matérielle dans le contexte colonial, une oppression qui n'était plus visible dans les métropoles. C'est sur cette base affective que se fonde le « refus absolu » théorisé par Marcuse. Les étudiants antiautoritaires ne peuvent pas « accepter les plaintes contre l'ethnocide perpétré par le III^e Reich sans les transformer en action contre tout ethnocide actuel »⁴⁵.

Mais les luttes dans le tiers-monde donnent également aux étudiants des nouveaux modèles pratiques et des nouvelles orientations théoriques. Ils opposent les intellectuels de gauche – qui les avaient taxés de fascistes de gauche – aux militants et intellectuels impliqués dans les guerres de guérilla. Ils trouvent chez Frantz Fanon, Che Guevara, Mao et Régis Debray un autre modèle de conduite, l'union de la théorie et de la pratique qu'ils voulaient traduire et incarner dans les métropoles. Les étudiants forgent une autre idée du militantisme, théorisent « l'homme nouveau », s'engagent dans la lutte en s'appropriant les élaborations théoriques de ces nouveaux guides au point de se fantasmer, parfois avec des dérives tragiques, comme « guérilleros urbains », « colonisés » des métropoles combattant dans un front international de lutte⁴⁶.

Dans cette perspective, nous pouvons dire qu'ils essaient de répondre à l'appel que Fanon lançait à la fin du premier chapitre de *Les Damnés de la terre* : pour faire triompher l'homme partout, le tiers-monde « n'entend pas organiser une immense croisade contre l'Europe » ; mais à cette fin « il faudrait d'abord que les masses européennes décident de se réveiller, secouent leurs cerveaux et

⁴⁵ O. NEGTE, *Politik als Protest*, *op. cit.* p. 35

⁴⁶ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.* p. 337 et R. DUTSCHKE, « Les considérations historiques de la lutte internationale pour l'émancipation » in U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.* p. 199.

cessent de jouer au jeu irresponsable de la Belle au bois dormant »⁴⁷. Or, ce texte, dont la première partie fut traduite en allemand dans le deuxième numéro de *Kursbuch*, devient une source d'inspiration pour les étudiants et une manière de théoriser leur lutte⁴⁸. Les militants antiautoritaires articulent leur affectivité et leur expérience à celles du colonisé décrites par Fanon. L'affect anti-fonctionnel dont parle Negt peut s'articuler à l'attitude du colonisé : « Dans le monde colonial, l'affectivité du colonisé est maintenue à fleur de peau comme une plaie vive »⁴⁹. Pour Dutschke, le colonisé est « aujourd'hui un *zoon politikon* au sens le plus plein du terme »⁵⁰. La figure de l'universitaire européen de gauche se rapprochait sinistrement de celle de l'intellectuel colonisé que Fanon décrit comme « un vulgaire opportuniste » qui privilégie le détail et en arrive à oublier la défaite du colonialisme : « l'objet même de la lutte »⁵¹. Cette solidarité avec le colonisé produit également une « colonisation intérieure » perçue par les étudiants dans la manière où les traite la presse. La manifestation contre Tschombé suscite en effet l'attention médiatique recherchée pendant longtemps par les militants de l'extrême gauche : le lendemain, leur action fait la une de tous les journaux. Mais ce gain de visibilité médiatique ne fait qu'ouvrir un front de lutte contre l'opinion publique formée par le Groupe-Springer et les forces de l'ordre. Fanon disait que :

Dans la guerre d'Algérie par exemple les reporters français les plus libéraux n'ont pas cessé d'utiliser des épithètes ambiguës pour caractériser notre lutte. Quand on leur en fait le reproche, ils répondent en toute bonne foi qu'ils sont objectifs. Pour le colonisé, l'objectivité est toujours dirigée contre lui.⁵²

De la même manière, Rabehl constate que la presse bourgeoise présente les manifestants comme des terroristes, et déploie contre

⁴⁷ Frantz FANON, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 (1961), p. 103.

⁴⁸ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.* p. 149.

⁴⁹ F. FANON, *Les Damnés de la terre*, *op. cit.* p. 51.

⁵⁰ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.*, p. 149.

⁵¹ F. FANON, *Les Damnés de la terre*, *op. cit.*, p. 51.

⁵² *Ibid.*, p. 75.

eux tout l'appareillage idéologique réservé aux minorités⁵³.

Ce qui est en question ici c'est bien le changement qualitatif du rapport entre politique et morale dans les sociétés occidentales. Si à l'époque de la révolution bourgeoise, chez Kant et Robespierre, la politique contenait un élément inconditionné et une négation catégorique de toute contradiction entre morale et politique, dans les sociétés post-révolutionnaires cette radicalité a été remplacée par le compromis et la transaction. L'intransigeance morale a été progressivement confinée dans la sphère privée, ce qui a entraîné la dépolitisation de l'espace public dont il était question plus haut. Le système de domination avec sa ritualisation de règles et procédures a pour objectif la conservation de sa légitimité et ne produit « qu'une seule forme de sensibilité, notamment celle qui est réceptive aux fonctions de perturbation du fonctionnement de la société, aux manifestations et protestations radicales »⁵⁴. Les manifestations qui ne sont pas perçues comme une véritable perturbation sont donc autorisées et permettent de renforcer le système lorsque ce dernier montre sa tolérance démocratique face à ses opposants. En revanche, toute manifestation qui brise et déjoue les règles « démocratiques » et les met en question doit être réprimée sans appel. L'opération de la presse conservatrice face à la mobilisation consiste à taxer les étudiants de « blanquistes », en les présentant ainsi « comme une minorité qui s'auto-isole et qui poursuivrait de façon terroriste ses objectifs élitistes et manipulateurs »⁵⁵. Deleuze et Guattari suggéreraient que l'État impose sa logique molaire. La finalité est de mobiliser tout le « centre » démocratique, la majorité silencieuse, avec l'appareillage conceptuel qui a marqué tristement l'histoire allemande du XXe siècle : discipline, ordre, paix, espace vital. C'est dans le sillage de ce schéma que la presse Springer caricature le mouvement, la stratégie étant de neutraliser ses meneurs.

Mais à partir de la manifestation contre Tschombé la mobilisation adopte des initiatives qui visent à « déjouer » les règles

⁵³ B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.* p. 341.

⁵⁴ O. NEG, *Politik als Protest, op. cit.* p. 32-33.

⁵⁵ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.* p. 161.

démocratiques⁵⁶, à contourner les tabous et la logique de capture étatique (interpellation). Afin de « détourner » le contrôle policier et les fictions du droit public, les étudiants découvrent la mobilité et le passage entre d'une part l'espace public, en tant qu'espace autorisé pour une manifestation, à savoir le territoire assujéti au contrôle policier, et de l'autre l'espace privé, externe à la manifestation, où ils redeviennent des citoyens comme les autres. Les étudiants sortent ainsi des manifestations pour se retrouver là où leurs revendications peuvent se faire entendre, c'est-à-dire là où la cible de leur protestation se trouvait, et, bien entendu, où les autorités avaient interdit leur présence. Par ces déplacements ils « déjouent » précisément la séparation fictive entre sphère privée et sphère publique qui est à la base de l'ordre établi. La soi-disant « manifestation-promenade » a en ce sens une valeur emblématique. Il s'agit d'une manifestation non-autorisée (donc techniquement illégale) qui a eu lieu sur la *Kurfürstendamm* le 17 décembre 1966 lorsque les familles berlinoises sont en train de faire leurs achats de Noël. Les étudiants s'habillent comme de bons citoyens et ils se confondent dans la foule, et, tout d'un coup, ils se regroupent en criant quelques slogans et en distribuant des tracts, pour se disperser de nouveau... Ils « déjouent » ainsi le système d'interpellation policier au point que des 24 arrestations seulement deux concernèrent des étudiants (parmi lesquels Rudi Dutschke, bien connu de la police)⁵⁷. Par là les étudiants semblent avoir trouvé une originale mise en pratique, ou traduction, des enseignements tactiques de la *Guerre de guérilla*. Dans cet abécédaire guérillero Ernesto Guevara souligne notamment l'importance de la mobilité et des stratégies pour « détourner » l'ennemi afin de mieux le surprendre. Il explique également que, afin d'assurer sa survie, la bande doit s'adapter et retourner en sa faveur toute circonstance. L'élasticité et l'agilité dans les déplacements sont des facteurs cruciaux pour son existence⁵⁸.

C'est sur cette modalité innovante que les étudiants forgent le

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Ibid.* p. 164. B. RABEHL, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », *op. cit.*, p. 349.

⁵⁸ CHE GUEVARA, *La guerre de guérilla*, Paris, Flammarion, 2010, p. 48-52.

mot d'ordre de l'« *Aufklärung durch Aktion* ». Ce slogan détermine la ligne de développement du mouvement, sa ritournelle expansive sur la frontière entre légalité et illégalité. L'action dans la rue a son corrélat dans l'organisation de l'université oppositionnelle avec ses cours auto-gérés et ses contre-cours, qui doivent incarner l'idéal de l'Université critique⁵⁹. Le seul espace public à leur disposition – concrètement : les rues – devient le lieu de dénonciation de la société uni-dimensionnelle et de sur-répression (Marcuse), et l'Université le lieu d'analyse et d'élaboration théorique, de la construction d'une alternative et de l'établissement de stratégies, de tactiques et de techniques de subversion. Les rues et l'Université constituent les deux piliers de l'action du mouvement antiautoritaire. Tous les deux feront l'objet de la répression étatique en 1967 lorsque la police, avec l'appui du recteur, fait irruption dans l'enceinte de l'Université Libre de Berlin et occupe les rues en interdisant toute manifestation.

3. Le « 2 juin » : le problème de l'organisation et de la violence.

Après les mobilisations contre la guerre au Vietnam, deux événements en 1967 marquent un transcodage du conflit et un passage qualitatif de l'affrontement. Le premier est « l'attentat au *pudding* » que les militants de la *Kommun 1* préparent contre le vice-président américain Humphrey. Cet épisode témoigne de la tension au sein des forces de l'ordre et des possibles stratégies qu'elles mettent en œuvre pour favoriser la tension sociale et l'escalade de l'affrontement. Dans les pages de *Konkret*, Meinhof se révolte contre le fait que « ce ne sont ni la terreur ni l'engagement des forces spéciales, qui sont criminalisés, mais les protestations contre ces mesures ». Elle dénonce le point de vue partial et conservateur de la presse.

On peut considérer impoli de frapper un politicien avec du pudding et du fromage blanc ; en revanche il est tout à fait normal d'accueillir des politiciens qui portent la responsabilité de la destruction de villages et des bombardements de la population civile (...). On peut considérer impoli de discuter

⁵⁹ Cf. R. DUTSCHKE, *Ecrits Politiques*, op. cit., p. 58-60.

contre l'oppression du peuple vietnamien dans la rue et dans les gares, en revanche on considère tout à fait normal de coloniser un peuple entier sous le couvert de l'anticommunisme.⁶⁰

L'interpellation des communards par les forces de l'ordre se produit de manière grotesque. Ils sont livrés sur la scène médiatique comme des véritables terroristes. La critique de Meinhof ne ménage pas non plus l'attitude des activistes puisque, avec leur comportement auto-référentiel, ils ont perdu une belle occasion de sensibiliser l'opinion publique vis-à-vis des contradictions du système visées par la contestation. Seuls les étudiants se révoltent contre les omissions de ce type d'informations dans la presse et dénoncent la complicité du gouvernement qui a autorisé le survol du territoire par les bombardiers américains en route pour le Vietnam.

L'assassinat de Benno Ohnesorg, le 2 juin, constitue le tournant décisif pour le destin de la mobilisation. Oskar Negt discerne après-coup toute la signification politique de cet événement tragique, en décrivant Benno Ohnesorg comme « la victime d'une action symbolique qui devait prouver la détermination et l'inflexibilité de l'appareil policier ». S'il ne s'agit pas d'un assassinat politique comparable à ceux de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, meneurs des Spartakistes – puisque Benno Ohnesorg est plutôt « la victime accidentelle d'une action policière planifiée »⁶¹ – les étudiants perçoivent pourtant cet événement comme la criminalisation définitive de l'opposition et l'indice d'un tournant autoritaire de la société. La lettre ouverte que Ulrike Meinhof adresse à l'épouse du Chah permet de mieux comprendre la « température » politique de ces journées berlinoises. Meinhof accuse Madame Pahlavi d'avoir donné une image fautive de la situation en Iran dans son article paru dans la *Neue Revue* du 7 et 14 mai et accuse les médias allemands qui cachent l'oppression et la misère de la population persienne sous le régime du Chah de ne pas avoir informé l'opinion publique au sujet des financements versés par le gouvernement fédéral pour appuyer le coup d'État contre Mossadegh

⁶⁰ U. MEINHOF, *Das Wesen des Menschen ist antastbar*, op. cit. p. 93.

⁶¹ O. NEGTE, *Politik als Protest*, op.cit. p. 25-27.

en 1953⁶².

Les étudiants critiquent les autorités publiques parce qu'elles accueillent le Chah sans ressentir l'exigence de prendre leurs distances vis-à-vis de sa politique répressive, en se rendant ainsi complices de ses crimes. Mais paradoxalement, loin de sensibiliser l'opinion publique vis-à-vis du mouvement, la mort d'un jeune étudiant tué par la police le jour de sa première manifestation, renforce l'isolement des étudiants. La réaction des autorités est d'interdire toute manifestation et d'occuper militairement les rues. L'espace médiatique est occupé par les débats sur les lois d'état d'urgence et sur la grande coalition (CDU-SPD). L'accusation de Habermas s'appropriant la thèse de la presse Springer pour taxer les étudiants anti-autoritaires de « fascistes de gauche »⁶³ illustre bien leur isolement extrême. Selon Oskar Negt, qui interprétait pourtant la déclaration de Habermas comme une simple mise en garde à l'adresse des étudiants qui devaient à tout prix éviter de se couper complètement de la société,

l'accusation de fascisme de gauche est l'expression d'une situation de décomposition de la conscience libérale bourgeoise qui est touchée par la faiblesse des institutions et des règles démocratiques en Allemagne.

Cet état de choses portait à voir « dans l'alternative socialiste seulement la fin de toute liberté »⁶⁴.

La mort de Benno Ohnesorg pose la question de la violence et de l'organisation pour faire face à cette montée du degré de l'affrontement. Rudi Dutschke analyse avec lucidité l'atmosphère qui

⁶² Certains étudiants distribuent cette lettre comme tract lors de la manifestation (*Dokumentation Freie Universität Berlin* von 1948-1973, Band V, p. 174).

⁶³ Lors d'une rencontre à Hannover le 9 juin 1967, après avoir entendu à la radio l'attaque de Rudi Dutschke contre son « objectivisme », Habermas demanda la parole : « Je suis persuadé qu'il [Dutschke] nous a exposé en l'occurrence une idéologie volontariste qu'on avait taxée en 1848 de socialisme utopique et que dans la conjoncture actuelle – ou du moins je suis persuadé d'avoir des bonnes raisons pour proposer cette terminologie – il faut appeler fascisme de gauche » (J. Miermeister (éd.), *Geschichte ist machbar. Texte über das herrschende Falsches und die Radikalität des Friedens*, 1980, Berlin, Wagenbach, 1991, p. 82).

⁶⁴ O. NEGT, *Politik als Protest*, op. cit. p. 85.

règne au sein de l'Université :

Le 2 juin 1967 est entré dans l'histoire des universités et de la société allemande d'après-guerre, une bonne partie des étudiants s'étaient dressés contre la structure de la base, autoritaire, de la société allemande. Par leurs manifestations, ils l'avaient obligée à montrer son vrai visage, celui de l'autorité irrationnelle.⁶⁵

Le 2 juin fonctionne comme moment de saturation de l'espace d'existence du mouvement. En s'appropriant militairement la rue, la force publique confine les étudiants dans les enceintes de l'Université. Selon Dutschke « le 2 juin, des troupes entraînées à la guerre civile nous ont réduits au rang d'objets » ; ceci ne va pas sans produire une certaine résignation chez les étudiants, au point que la plupart d'entre eux ne croit plus possible de faire de l'Université « une base de combat subversif » dans la société. Mais, ajoute-t-il : « Renoncer à l'initiative revient en effet à assumer une attitude passive et résignée, laquelle risque de s'installer pour des semaines et des mois ». Que faire, donc ? L'enseignement de Fanon, de Che Guevara et des guérilleros est qu'il faut maintenir l'initiative, sans pourtant s'engager dans un combat frontal qui serait suicidaire. Parfaitement déployé dans sa version autoritaire, l'Etat impose désormais le niveau d'affrontement maximal : la guerre civile. La police avait exhibé sa puissance lors de l'interpellation des communards qui voulaient simplement lancer comme une nouvelle provocation des « bombes au *pudding* » sur Humphrey. Selon Dutschke, l'usage de la violence physique produirait un effet contre-révolutionnaire et condamnerait définitivement le mouvement⁶⁶. Mais c'est une fois de plus l'enseignement de Guevara qui guide sa pensée lorsqu'il établit la différence entre sabotage et terrorisme dans la lutte de guérilla. À la différence du sabotage, l'adoption des techniques terroristes peut provoquer un effet contre-révolutionnaire, coupant la guérilla des masses. Dutschke traduit cet enseignement et

⁶⁵ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde », *op. cit.* p. 174.

⁶⁶ Une position que Dutschke défend, tant publiquement (cf. R. DUTSCHKE, *Ecrits politiques, op. cit.*, p. 99) que dans ses notes personnelles (cf. R. DUTSCHKE, *Jeder hat sein Leben ganz zu leben, op. cit.* p. 44).

revendique la lutte anti-autoritaire ayant pour fin la conjuration de l'option de la lutte armée :

Il faudrait que, dans le camp anti-autoritaire, les éléments les plus aptes soient chargés de diriger et d'organiser les manifestations, à tous les niveaux. Le soin de diriger les luttes, sous leurs diverses formes, reviendrait donc à des comités d'action, fruits de l'expérience collective et de l'amitié personnelle, dont les membres ne seraient ni des professionnels rémunérés, ni des chefs à qui obéir sans broncher. Ainsi le développement de l'esprit d'initiative et la participation de tous deviendraient-ils à nouveau possibles. Une direction manipulatrice, c'est l'exploitation de manifestants réifiés, la frustration et la résignation, tandis qu'avec une direction émancipatrice l'activité pratique latente, la clarification en profondeur permet à une conscience réelle de s'affirmer.⁶⁷

L'engagement doit être total. Le révolutionnaire métropolitain doit se consacrer lui aussi complètement à la lutte.

Que « le temps du jeu provocateur est fini », veut dire pour Dutschke qu'a été « atteint le point où les œufs pourris ne suffisent plus ». Le mouvement doit redéfinir sa stratégie face au transcodage imposé par les forces de l'ordre. Si œufs et tomates avaient été nécessaires pour attirer l'attention de l'opinion publique, « la politisation avait [désormais] atteint une phase où il serait stupide de recourir à de telles méthodes, qui d'ailleurs nous feraient perdre le terrain que nous avons gagné ». Les possibilités de développement du mouvement anti-autoritaire reposent alors sur sa capacité à se transformer en machine de subversion s'agencant avec d'autres milieux. Cela implique la formulation de nouvelles stratégies d'action que Dutschke et Krahl élaborent en traduisant le modèle alternatif de la guérilla à la base de la révolution cubaine et d'une possible révolution en Amérique Latine comme « agitation permanente » dans les métropoles et dans les institutions des démocraties occidentales. Il faut faire face à l'absence d'un sujet révolutionnaire classique – au fur et à mesure que la majorité de la classe ouvrière s'intègre à l'appareil d'Etat – par des nouvelles pratiques de subjectivation

⁶⁷ R. DUTSCHKE, « Les étudiants antiautoritaires face aux contradictions présentes du capitalisme et face au tiers-monde » *op. cit.* p. 176-177.

politique, c'est-à-dire qu'il faut redéfinir l'horizon pour développer des subjectivités subversives.

Rudi Dutschke et Hans-Jürgen Krahl intitulent leur intervention au 22ème congrès du SDS (septembre 1967) : « Pratiquer le refus implique une mentalité-guérilla ». Lors de ce congrès le SDS se trouve obligé pour la première fois après sa sortie du SPD de redéfinir sa ligne politique. La scène politique est marquée par deux événements majeurs : la Grande Coalition (réunissant les deux partis populaires : CDU et SPD) et les effets de l'assassinat de Benno Ohnesorg qui réduisent au minimum les possibilités d'action des militants. Par leur intervention, les deux meneurs du mouvement essaient de concilier deux positions : celle du SDS berlinois qui après l'assassinat de Benno Ohnesorg propose la formation de comités d'action dans les quartiers pour passer à une politisation de la ville, et celle d'une grande partie du SDS, qui propose une alliance extra-parlementaire, une sorte de front avec les autres groupes de la gauche radicale pour organiser l'opposition à la grande coalition CDU-SPD.

Dutschke et Krahl proposent que :

Les groupes de conscience révolutionnaires (*revolutionäre Bewußtseinsgruppen*) qui en raison de leur position spécifique dans les institutions peuvent donner concrètement des signaux oppositionnels capables d'éclairer la situation, doivent utiliser une méthode de lutte politique qui se distinguerait en principe des formes traditionnelles de la confrontation politique.⁶⁸

Ils sont bien conscients de l'enjeu théorique de leur discours. Et ils poursuivent :

L'agitation dans l'action et l'expérience des combattants solitaires dans la confrontation avec le pouvoir exécutif étatique forment des facteurs de mobilisation pour l'extension de l'opposition radicale ; et rendent tendanciellement possible un processus de prise de conscience pour des minorités actives au sein des masses passives. Celles-ci ne peuvent s'apercevoir de la violence abstraite qu'à travers l'action irrégulière [des minorités]. Il faut que la « propagande des

⁶⁸ H-J. KRAHL/ R. DUTSCHKE, *Das Sich Verweigern erfordert Guerilla-Mentalität* in J. Miermeister (éd.), *Geschichte ist machbar, op. cit.* p. 94.

coups » dans le tiers-monde se complète dans les métropoles par la « propagande de l'acte » qui rend possible une urbanisation de l'activité de la guérilla rurale. Le guérillero urbain est l'organisateur d'irrégularités comme destruction [immanente] du système des institutions répressives.⁶⁹

En ce qui concerne la base-arrière – la zone de sécurité nécessaire au développement de la guérilla, notamment la campagne – les deux théoriciens indiquent qu'elle doit être l'Université en tant que « base sociale, dans laquelle et à partir de laquelle le guérillero doit organiser sa bataille pour le pouvoir dans l'Etat ». Et à la question : « Pourquoi proposer cela au SDS ? » ils répondent qu'ils sont bien conscients que « plusieurs camarades ne sont plus disposés à accepter un socialisme abstrait qui n'a rien à voir avec leur propre activité vitale en tant qu'attitude politique ». En somme, dans le SDS il existe des pré-supposés personnels pour une nouvelle forme de coopération dans les groupes. « Le refus dans les milieux des institutions nécessite une mentalité-guérilla, si on ne veut pas tomber dans l'intégration ou dans le cynisme »⁷⁰. Bref : la seule issue possible face à l'alternative imposée par l'Etat après le 2 juin – intégration ou résignation – est un refus organisé selon la modalité de la guérilla comme agitation. Ainsi s'ouvre « la longue marche dans les institutions » qui doit se faire par un patient travail de mobilisation de base à l'intérieur des syndicats, des partis et de toute institution. Il faut devenir agitateurs politiques dans chaque discipline et dans chaque domaine de la vie sociale.

Face au déclin économique et politique de Berlin-Ouest, Dutschke propose dans une autre intervention des actions analogues aux « bases rouges » que « Potere Operaio » réalisera en Italie quelques années plus tard. Il imagine la constitution dans les quartiers de comités pour des luttes concrètes, par exemple contre l'augmentation des prix des loyers, contre le Groupe Springer, etc. Refuser cette société signifie pour lui en organiser autrement les intérêts, les désirs et les souffrances ; les réorganiser par des pratiques immanentes capables de désarticuler de l'intérieur les rapports de verticalité et de soumission jusqu'à rendre superflu tout

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.* p. 95.

appareil politique. Il faut concrètement occuper la ville par-delà les manifestations, et mobiliser d'autres couches de la population par des batailles concrètes dans les quartiers. Cette mobilisation devrait faire de Berlin-Ouest une société libre, une nouvelle Commune au cœur de l'Europe divisée. À ce processus aurait dû, en même temps, s'articuler une dissolution des comités d'action qui avaient soutenu et rendu possible la mobilisation étudiante afin d'éviter qu'ils se transforment en une nouvelle élite suivant le modèle léniniste d'un parti éducateur du peuple et des masses. Leurs membres devaient s'intégrer au travail des AG. C'est par le biais des comités de surveillance des prix et des loyers, des comités d'orientation qui dispensaient des renseignements juridiques, économiques et pratiques pour aider et politiser d'autres milieux, que Dutschke voulait réaliser un « Berlin soutenu par le bas », c'est-à-dire par une démocratie des soviets directs où les chefs en rotation perpétuelle seraient élus par des individus libres, et choisis dans les entreprises, les écoles et universités, l'administration etc.⁷¹. Nous avons déjà remarqué que le rêve de Dutschke était de faire de Berlin la patrie du véritable socialisme et la base pour la réunification de l'Allemagne et de l'Europe.

Avant de liquider trop rapidement ce discours comme utopique, il nous faut prendre en compte l'effet de la révolution cubaine et la force de son mythe. À savoir l'idée d'une petite cellule qui petit à petit grandit et forme une armée révolutionnaire forçant une dictature à la déroute. Ce mythe joue un rôle important dans ce type de discours et dans la théorisation d'une phase-guérilla pré-révolutionnaire en Europe Occidentale. En outre, la base affective de ce discours est la conviction que la révolution est un choix qui implique un dévouement total, qu'elle doit être une révolution culturelle ou, selon les paroles de R. Debray, une « révolution dans la révolution ». Selon Negt « la résistance permanente contre la fonctionnalisation du savoir au service des intérêts dominants constitue [l'essence de l'expérience de l'] université [critique] ». Elle est soutenue par « l'exigence d'articuler les intérêts émancipateurs des êtres humains dans un quatrième pouvoir autonome et de s'attaquer activement au processus de formation de la volonté de la

⁷¹ Cf. R. DUTSCHKE, *Ecrits politiques*, *op. cit.*, p. 146-154.

société »⁷². Autrement dit, la lutte doit s'attaquer à chaque domaine de la vie, il n'existe plus de séparation fictive entre privé et public, de division artificielle du savoir dans des disciplines. Pour mettre fin à tout cela, la politique doit renouer avec la vérité et la justice. Dutschke avait d'ailleurs explicité à maintes reprises sa position personnelle par rapport à une forme quelconque de résistance armée. Il considérait celle-ci comme étant contre-révolutionnaire au sein des métropoles occidentales, où on devait plutôt conduire une bataille pour l'*Aufklärung* de la société, et viser le lien entre la paix interne dont jouissent les démocraties occidentales et les guerres dans les pays du tiers-monde. Il insistait sur le fait qu'il s'agissait moins d'une attitude morale que d'une position purement tactique. Il avait affirmé sans équivoque qu'il aurait bien pris les armes s'il s'était trouvé dans les pays du tiers-monde. Il voyait encore de l'espace politique pour une action qui ne s'attaque pas à la vie et au corps de l'adversaire – une valeur encore sacro-sainte dans les démocraties occidentales.

4. L'attentat contre Dutschke : « Exproprier Springer ! ».

Cinq mois après avoir ainsi exposé ses ambitions révolutionnaires, le jeudi de Pâques 1968, Rudi Dutschke est victime d'un attentat qui l'éloignera de la scène politique allemande pendant des années. La réaction des étudiants est violente et vise immédiatement Springer, en donnant l'assaut à des fourgonnettes chargées de distribuer le *Bild-Zeitung* à Berlin et en mettant le feu aux journaux. Leur réaction est lucide et s'attaque de façon cohérente à ceux qu'ils considèrent comme les véritables responsables de l'attentat. Dans son article « Rechtsordnung, Öffentlichkeit und Gewaltanwendung », Oskar Negt souligne que cette action n'est pas symbolique mais bien plutôt « l'expression spontanée et manifeste de la résistance pratique contre une entreprise éditoriale avec laquelle aucun mouvement véritablement démocratique ne peut coexister longtemps ». La réaction face à l'attentat ne vise pas la police de façon « hystérique », mais agit « consciemment contre une entreprise qui est perçue au moment de l'attentat comme un outil de la violence

⁷² O. NEG, *Politik als Protest op. cit.*, p. 49.

de l'ordre établi »⁷³. À la différence de l'affaire Ohnesorg, lors de laquelle avaient été prises en compte les circonstances atténuantes « objectives » afin de pouvoir acquitter l'agent Kurras, les autorités rejettent toutes les responsabilités sur Bachmann, le militant d'extrême droite auteur de l'attentat, en ignorant délibérément tout effet objectif des circonstances, notamment la campagne de presse féroce et diffamatoire engagée par Springer contre Dutschke, qui renvoyait systématiquement à toutes les figures perçues dans l'imaginaire populaire comme dangereuses pour la démocratie (Hitler, Staline etc.). Selon Negt, les étudiants avaient fait preuve de lucidité, car les véritables responsables sont bien les journalistes de Springer et leurs méthodes que Günther Grass avait taxées de fascistes. C'est à partir de là que se poursuit la campagne pour l'expropriation de Springer. À la question « Pourquoi exproprier Springer ? » Ulrike Meinhof répond ainsi sur les colonnes de *Konkret* :

Parce que toute tentative de re-démocratisation de ce pays, de reconstitution d'une volonté populaire et de formation de citoyens capables de juger la réalité échoue et ne pourra qu'échouer si Springer conserve la force qu'il a maintenant. Non pas parce qu'il abuse de cette force, mais simplement parce qu'il en dispose.⁷⁴

Après l'attentat contre Dutschke, la question de l'organisation de la contre-violence et de la résistance armée se pose alors d'une façon encore plus radicale. Dans ses articles pour *Konkret*, Ulrike Meinhof y voit un changement, le franchissement d'un seuil, dans le combat, voire le basculement définitif de la protestation dans la résistance :

C'est fini le divertissement. Protestation, c'est lorsqu'on dit que ceci et cela ne nous convient pas. Résistance, c'est quand je fais tout le possible afin que ce qui ne me convient pas, ne dure pas plus longtemps.⁷⁵

La question du droit de résistance relancée par Marcuse dans son essai sur la *Tolérance répressive*, subit alors un transcodage par

⁷³ *Ibid.* p. 27.

⁷⁴ U. MEINHOF, *Die Würde des Menschen ist antastbar*, op. cit., p. 105.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 140.

les événements. Certains considèrent que le jour est désormais venu de déclencher la guérilla armée dans les métropoles. À vrai dire, quelques jours avant l'attentat contre Dutschke, quatre militants berlinois (dont Andreas Baader et Gudrun Ensslin), étaient déjà passés à l'acte en provoquant un incendie sans victimes dans un grand magasin de la chaîne Kauf-Hof à Francfort. Ils répondaient ainsi à l'appel de la *Kommun 1* qui, après un attentat incendiaire à Bruxelles, avait demandé de façon provocatrice : « Quand brûleront finalement les grands-magasins à Berlin-Ouest ? ». La police les interpelle quelques jours plus tard, et leur procès devient un véritable *happening* politique. Les juges accordent aux inculpés que leur action avait des raisons politiques et ne les condamnent qu'à quelques mois de prison. Si ce n'est pas cet épisode l'acte fondateur de la RAF, c'est pourtant bien dans les chroniques de ce procès que les noms d'Andreas Baader et Gudrun Ensslin vont faire la une des journaux pour la première fois, en se faisant connaître comme activistes radicaux.

C'est à partir de l'échec du mouvement allemand qui s'ouvre l'option suicidaire de la lutte armée. Dans le texte « Concept de guérilla urbaine » de la RAF, Meinhof le reconnaîtra explicitement :

Si le mouvement étudiant pouvait nommer les buts et contenus de la lutte anti-impérialiste (...) [il] n'était pas lui-même le sujet révolutionnaire, ne pouvant pas se permettre la médiation organisationnelle. À la différence des « organisations prolétaires » de la nouvelle gauche, la Fraction Armée Rouge ne nie pas sa préhistoire comme histoire du mouvement étudiant, qui a reconstruit le marxisme-léninisme comme arme dans la lutte de classe et a posé le contexte international pour le combat révolutionnaire dans les métropoles.⁷⁶

Tout en soulignant la « césure désastreuse » et sclérosante que la lutte armée a provoqué dans ses formes terroristes tant étatique que groupusculaire, Félix Guattari et Toni Negri remarquent que les États ont imposé aux mouvements de contestation des années 1970

⁷⁶ Rote Armee Fraktion, *Le concept de Guérilla urbaine* (1971) in M. Hoffmann (éd.) *Rote Armee Fraktion. Texte und Materialien zur Geschichte der RAF*, Berlin, ID Verlag, 1997, p. 27-48 (tr. fr. in www.labourhistory.net URL : <http://labourhistory.net/raf/documents/fr/0019710501%20FR.pdf>).

un affrontement molaire qui a sapé toute subjectivation dissidente et existentielle. De son côté, le terrorisme rouge européen a relancé des conceptions et des idéologies de l'organisation centralisée qui étaient sans aucun doute myopes non moins qu'obsolètes.

Sa folle recherche de points centraux d'affrontement est entrée en redondance avec un léninisme ossifié, déconnecté de tout Phylum historique, entièrement réduit à une interprétation étatique, sorte de référence paranoïaque qu'il prétendait imposer à la recomposition de la subjectivité prolétarienne.⁷⁷

Ce terrorisme n'a « qu'un destin, celui de l'échec et du désespoir », et il constitue une véritable ligne de mort pour toute dynamique d'émancipation. Cependant Guattari et Negri affirment que :

il faut reconnaître que cette vague terroriste a posé un problème vrai à travers des prémisses et des réponses fausses : comment lier la résistance contre la réaction à la mise en place d'un nouveau type d'organisation ?⁷⁸

⁷⁷ F. GUATTARI et A. NEGRI, *Les nouveaux espaces de liberté*, Paris, Lignes, 2010, p. 90-91.

⁷⁸ *Ibid.*

Herbert Marcuse, penseur de la révolte des étudiants allemands

IGOR KRTOLOICA

L'idée de socialisme perd son caractère scientifique lorsque sa nécessité historique se dissout dans un avenir indéfini (et douteux). Les tendances objectives ne vont dans le sens du socialisme que dans la mesure où les forces subjectives qui luttent pour le socialisme réussissent à *plier* ces tendances dans le sens du socialisme, et à la faire maintenant : tout de suite, demain et dans les jours qui viennent..

- H. Marcuse, *Contre révolution et révolte*, 1972.-

Il sera question ici de l'analyse que fait Herbert Marcuse de la mutation du sujet révolutionnaire, c'est-à-dire des facteurs objectifs et subjectifs de la transformation sociale, et de la fonction qu'y prend la jeunesse étudiante dans les pays du capitalisme avancé. En guise de préambule, et afin de situer les enjeux de cette analyse pour et dans la conjoncture en question, nous pouvons faire trois séries de remarques.

Peut-on parler de « textes de conjoncture » ? Si l'on tient compte du fil directeur général des recherches menées dans le cadre du GRM – « Penser (dans) la conjoncture » – quelques précautions doivent être prises quant au corpus marcusien. On sait que la production philosophique de Marcuse s'étale du début des années 1930 jusqu'à la fin des années 1970. L'appartenance de Marcuse à ce

qu'on appelle l'École de Francfort (appartenance elle-même complexe et sujette à problèmes) ne peut jouer le rôle d'un principe unificateur a priori à même de garantir la possibilité de réduire les différents aspects de sa production à une seule et même entreprise théorique, continue et progressive. Il faut au contraire être attentif à la fonction des déplacements théoriques, des glissements sémantiques et des points d'inflexion qui constituent la matière même d'une pensée s'élaborant. Il ne peut être question de faire jouer entre eux des textes de diverses périodes sans faire de cette chronologie *un élément même de l'analyse* – et ce même sur la période des seules années 1950-1970, où Marcuse développe un freudo-marxisme marqué par une grande unité théorique et une profonde homogénéité conceptuelle. Pour ne citer que les deux ouvrages les plus connus, *Éros et Civilisation* (qui paraît en 1955) et *L'homme unidimensionnel* (1964) : les neuf années qui séparent ces deux textes ne peuvent être tenues pour nulles. Mieux : à l'égard de ce qui nous occupe aujourd'hui, à savoir d'une part la manière dont une théorie se trouve transformée par une conjoncture (c'est-à-dire relativisée, limitée, ou bien validée et relancée) en même temps qu'elle cherche à se l'approprier (c'est-à-dire à inventer les concepts adéquats pour la penser), et d'autre part le diagnostic spécifique porté par Marcuse sur la révolte des étudiants allemands dans la seconde moitié des années 1960, il est *a fortiori* nécessaire de rester attentifs aux légers déplacements qui se manifestent dans *chaque texte* de cette période. De manière schématique, on pourrait diviser les textes de la période 1964-1975 en trois phases théoriques successives : 1° *L'homme unidimensionnel* (1964) et *Tolérance répressive* (1964) ; 2° les conférences et débats à la *Freie Universität* de Berlin-Ouest en 1967 réunis dans *La fin de l'utopie* (1968) et *Vers la libération* (1969) ; 3° *Contre-révolution et révolte* (1973) et *Actuels* (1975). En schématisant un peu, on dira que : dans la première phase, Marcuse met en place les concepts fondamentaux de son analyse des sociétés industrielles avancées à partir des mécanismes de surrépression idéologiques et de la rationalité technologique (principe de rendement) qui y opèrent pour endiguer les potentialités révolutionnaires ; dans la seconde, il infléchit son dispositif théorique pour intégrer dans la théorie l'émergence d'un nouveau facteur subjectif de la transformation sociale en fonction des

forces subversives qui se manifestent exemplairement dans les révoltes estudiantines européennes et américaine et plus généralement de ce qu'on a appelé la Nouvelle Gauche (est emblématique à cet égard la préface de 1967 à *L'homme unidimensionnel*), ainsi que dans les luttes de libération nationale du Tiers Monde ; enfin, dans la troisième phase, Marcuse décale à nouveau le centre de gravité de ses analyses en raison de l'échec relatif de la Nouvelle Gauche à produire la révolution sociale escomptée. Si l'on adopte une telle périodisation interne pour cette portion du corpus marcusien, il faut du même coup renoncer à la tentation d'identifier des textes proprement *conjuncturels* au sein de son œuvre. Il n'est pas possible de distinguer des analyses conjoncturelles et des analyses que l'on pourrait qualifier de structurelles, car l'exigence que la théorie soit en prise sur la conjoncture traverse l'ensemble de ces textes, elle les coupe diagonalement en obligeant constamment Marcuse à remettre ses thèses sur le métier. En effet, pour quelle raison pourrait-on refuser à *chacun des textes de cette période* le statut de texte de conjoncture ? Certes, les conjonctures ne sont pas les mêmes et ne sont pas ressenties avec la même intensité. À cet égard, bien que les textes de Marcuse ne soient pas centrés sur le cas allemand, il est très probable que la longueur et diversité des phases de la contestation étudiante à Berlin mais aussi aux États-Unis (*versus* la brièveté des événements parisiens de 1968 par exemple) ait joué un rôle non négligeable dans le caractère inchoatif de ses analyses.

Le freudo-marxisme comme niveau d'analyse. Avant d'entrer dans des considérations de détail sur le rapport de Marcuse à la révolte des étudiants allemands, je voudrais proposer l'hypothèse générale suivante : que l'efficace du freudo-marxisme de Marcuse ne tient peut-être pas tant à sa « vérité » (au sens de la validité objective de ses fondements) qu'au niveau d'analyse qui lui est propre, dans la mesure où il correspond à la situation spécifique de l'appareil universitaire dans le champ social des pays du capitalisme avancé, à savoir en bordure de l'appareil de production et du système idéologique. Ici même, Guillaume Sibertin-Blanc avait soulevé une

question d'époque, vigoureusement débattue dans les années 1960, qui tourne autour du problème de savoir si l'université est un appareil interne, ou du moins organiquement lié, à la

structure de production dont elle forme les forces productives, ou si elle relève “seulement” d’un appareil de reproduction de rapports sociaux qui, même s’ils y sont liés, ne dérivent pas linéairement des rapports d’exploitation.¹

S’appuyant sur la notion althussérienne d’Appareil Idéologique d’État (AIE) et sur le rôle singulier de l’AIE scolaire, il proposait de soutenir la thèse :

que l’appareil universitaire trouve justement sa spécificité d’être à la conjonction de la structure de production sociale et du système des rapports idéologiques et de leur reproduction, et que les conditions hétéronomes des antagonismes dont les étudiants seront les agents résident précisément dans le caractère irréductiblement problématique de cette conjonction où se condensent les contradictions de ces deux structures².

Voici, enfin, comment il explicitait cette thèse :

l’AIE scolaire – et en son sein (sous des conditions spécifiques qu’il reste à déterminer) l’université comme institution de masse des États du “capitalisme avancé” – est donc dans une tension constitutive entre une structure économique à laquelle elle se rattache directement tout en en formant un appareil “séparé”, *relativement* autonome par rapport au procès de production et aux conflits qui s’y développent (base objective de l’idéologie bourgeoise-républicaine de la “neutralité de l’école”), et un système idéologique dont elle fait partie tout en étant plus directement exposée que d’autres appareils idéologiques à subir les répercussions des contradictions internes aux rapports de production.³

Position de bordure, tension constitutive, conjonction problématique : différentes expressions pour qualifier la situation frontalière de l’appareil universitaire, entre la sphère économique et la sphère idéologique. Or, on sait que le succès du freudo-marxisme marcusien, avec *Éros et civilisation* et surtout *L’homme unidimensionnel* (dont je rappelle que le sous-titre est *Essai sur*

¹ Cf. *Séminaire du GRM* : http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3_Seance_introductiv2.pdf.

² *Ibid.*, p. 5.

³ *Ibid.*, p. 8.

l'idéologie dans la société industrielle avancée), repose sur une analyse unifiée et du procès de production et des formations désirantes-idéologiques qui lui sont liées : dimension économique-politique des complexes libidinaux, dimension libidinale de l'économie politique. Dans la préface de 1967 à *L'homme unidimensionnel*, après avoir insisté sur l'intrication du politique et du libidinal, Marcuse écrit à propos de la révolte estudiantine :

il est d'une importance qui dépasse de loin les effets immédiats que l'opposition de la jeunesse contre la "société d'abondance" lie rébellion instinctuelle et rébellion politique. (...) Ce qui est recherché ici – son élaboration conceptuelle n'est qu'au stade d'une lente gestation – est davantage et autre chose qu'une société fondée sur d'autres rapports de production (bien qu'une telle transformation de la base reste une condition nécessaire de la libération) : il s'agit d'une société dans laquelle les nouveaux rapports de production, et la production développée à partir d'eux, seront organisés par les hommes dont les besoins et les buts instinctuels seront la "négation déterminée" de ceux qui règnent dans la société répressive.⁴

Ainsi, en même temps que la théorie trouve son point de réalisation dans une pratique contestataire (lien de la rébellion instinctuelle et de la rébellion politique), une telle praxis se voit soutenue et comme justifiée par le dispositif conceptuel freudomarxiste (comme niveau économique-libidinal d'analyse).

Marcuse et le cas des étudiants allemands. On sait que Marcuse quitte l'Allemagne 1933 pour les Etats-Unis, via la Suisse. Dans la période 1964-1975, le cas allemand n'est ni l'objet ni le centre de la plupart de ses analyses. Précaution majeure à prendre : on ne doit pas voir dans l'influence de Marcuse sur le mouvement étudiant (voire sur les mouvements étudiants européens) l'effet d'une adresse. C'est au contraire les étudiants qui ont érigé Marcuse en penseur de leur révolte : à Berlin, Rome ou Paris, on pouvait trouver les noms de Marx, Mao et Marcuse (les « 3 M ») écrits côte à côte sur les murs ou les banderoles⁵. Les Italiens allèrent même jusqu'à

⁴ Herbert MARCUSE, *L'homme unidimensionnel* (1964), Paris, Minit, 1968, Préface de 1967, p. 9.

⁵ C'est Löwenthal qui apprend la nouvelle à Marcuse, cf. la lettre de Löwenthal

forger le slogan « Marx est le Dieu, Marcuse son prophète et Mao le glaive »⁶. Et quant au cas allemand, il existe un effet d'optique quant à l'appropriation des thèses de Marcuse par les étudiants berlinois en révolte, et notamment par Rudi Dutschke : c'est parce que Dutschke et consorts ont utilisé Marcuse pour penser leur situation et les moyens d'y réagir que celui-ci s'est trouvé, *ex post*, en être le théoricien – et non l'inverse. Ainsi, le diagnostic de *Tolérance répressive* n'a reçu un caractère éminemment *conjuncturel* ou *actuel* qu'en raison de son investissement politique direct par les étudiants au sein d'une actualité brûlante. Cependant, la dialectique faisant son œuvre, l'appropriation des thèses de Marcuse par Dutschke produit en retour un effet d'interpellation sur le philosophe exilé (sous la forme : « Hé, vous là-bas ! le théoricien de la situation actuelle et des mouvements étudiants ! »). Et cette interpellation a eu des conséquences concrètes : notamment la participation de Marcuse au Congrès sur le Vietnam à Francfort en mai 1966 (« Vietnam – L'analyse d'un exemple »), puis sa venue à l'Université Libre de Berlin-Ouest au début de l'été 1967 pour y tenir une série de conférences-débats (repris dans *La fin de l'utopie*). S'il y a donc eu adresse, elle a d'abord été dirigée vers Marcuse, et son effet s'est d'abord produit sur lui, l'adresse l'incitant à théoriser la conjuncture dont il est s'était retrouvé, presque malgré lui, le théoricien, fonction qu'il a par la suite, comme de plein gré, pleinement assumée. Néanmoins, bien que Marcuse ait suivi de près la révolte des

à Marcuse du 16 août 1967, cité in H. MARCUSE, *Nachgelassene Schriften. Band 4: Die Studentenbewegung und ihre Folgen*, Springer, zu Klampen Verlag, 2004, p. 186.

⁶ Sur l'appropriation de Marcuse par les étudiants français, allemands et italiens, voir J.-M. PALMIER, *Sur Marcuse*, Paris, UGE, 1968, « V. Herbert Marcuse et la révolte des étudiants ». Cf. p. 71-172 : « Le caractère étrange de l'influence [des thèses de Marcuse] sur la révolte mondiale des étudiants, c'est qu'il l'a à la fois prophétisée, inspirée et justifiée. On pourrait décrire un schéma commun à tous ces mouvements. Il s'agit toujours d'une contestation fondamentale, radicale de la société elle-même, de son idéologie et de son style de vie, qui est en apparence déclenchée par un malaise politique et social profond, ou une provocation violente des pouvoirs répressifs » ; et Palmier de citer pêle-mêle la guerre du Vietnam et le malaise racial en Amérique ; le projet des lois d'exception, la politique corrompue de Bonn et le cynisme de la presse Springer en Allemagne ; l'absence totale de liberté d'expression, l'ingérence de l'État dans la vie de chacun et l'interdiction d'une pièce de théâtre à Varsovie, l'occupation de la Sorbonne par les CRS et une crise sociale latente en France.

étudiants allemands (du fait de cette adresse, mais aussi bien évidemment du fait de son origine allemande, de ses contacts avec Adorno et Dutschke, de sa venue régulière en RFA), celle-ci ne constitue quasiment jamais un *objet d'analyse spécifique*. À cet égard, le titre de ce texte (« Herbert Marcuse et la révolte des étudiants allemands ») est déceptif : privilégiant le cas américain au sein des pays du capitalisme avancé, Marcuse théorise à peine la singularité du mouvement étudiant allemand face aux autres contestations estudiantines, mais l'englobe dans une analyse plus générale, et ce *même quand il s'adresse aux étudiants de la F.U. en 1967*. Ceci a deux conséquences pour notre propos : d'une part, il restera souvent, par la force des choses, à un certain niveau de généralité, qui n'obère certes pas le cas allemand mais qui l'englobe au sein d'un mouvement plus large ; mais d'autre part, il est possible de percevoir *en négatif* la singularité de la révolte des étudiants allemands noyée dans les propos généraux de Marcuse, à condition d'être attentif au degré d'adéquation du cas allemand aux analyses générales, de faire parler les silences du texte et de tirer des conséquences particulières que Marcuse n'a pas lui-même tirées.

Venons-en maintenant aux analyses de ce qui constituait pour Marcuse la « situation actuelle » dans les années 1960 : la transformation profonde de l'objectivité du champ de l'économie politique des États du capitalisme avancé d'après guerre (liée en Allemagne au fameux « miracle économique ») et celle, corrélative, de la nouvelle subjectivité qui y émerge ; ou, pour le dire plus simplement, la double transformation des facteurs objectifs et subjectifs de la révolution, qui constitue l'horizon pratico-théorique des analyses de Marcuse. On en trouve une version synthétique dans l'article de 1968 intitulé « Réexamen du concept de révolution »⁷. Avant de proposer une lecture plus détaillée des analyses de Marcuse à travers les différents textes que j'ai mentionnés plus haut et qui s'étalent de 1964 à 1975, en voici les éléments principaux tels qu'il les articule dans cet article. On peut les ramener à une série de trois

⁷ Cf. H. MARCUSE, « Réexamen du concept de révolution », *Diogenès*, n° 64 (oct-déc. 1968), *Nouvelle actualité du marxisme*, p. 21-32. On trouve également, en ouverture de ce même numéro, un article de Th. W. Adorno intitulé « Le marxisme est-il dépassé ? ».

thèses. 1° Dans les pays du capitalisme avancé (dans les sociétés industrielles avancées), la classe ouvrière et ses organisations (syndicats et partis) ne constituent plus une force subversive totale, du fait de leur absorption et de leur neutralisation dans le système capitaliste et son idéologie (c'est l'acquis principal de *L'homme unidimensionnel*⁸) : la classe ouvrière demeure le facteur objectif de la transformation, mais elle n'en est plus un facteur subjectif. 2° Dans ces mêmes pays est née une « solution de rechange » à l'égard des sociétés capitalistes mais également socialistes (la Nouvelle Gauche) : cette nouvelle force d'opposition constitue le nouveau facteur subjectif et se caractérise par une concentration aux deux pôles de la société : elle réside dans la population des ghettos et dans l'élite intellectuelle d'origine bourgeoise (notamment les étudiants, mais aussi les mouvements féministes)⁹. 3° Ces deux groupes sont « extérieurs » au procès de production : dans les pays du centre qui nous occupent, ils ne peuvent devenir un facteur de changement qu'à condition d'être soutenus par la classe ouvrière (cf. le fameux problème de la rencontre entre étudiants et ouvriers, qui traverse l'ensemble des conjonctures de luttes étudiantes) ; autrement dit, la transformation sociale qualitative ne peut intervenir qu'à condition d'une « synchronisation » entre les facteurs objectifs et subjectifs, d'une coïncidence et d'une catalyse des premiers par les seconds. Bien qu'elles soient inséparables et impliquent immédiatement les autres, ces trois thèses – mutation de la classe ouvrière comme facteur objectif de la révolution, émergence de nouveaux facteurs subjectifs avec les étudiants et la population des ghettos, possibilité d'une coïncidence des deux facteurs comme condition nécessaire de la transformation – constitueront en quelque sorte les trois parties de ce texte.

⁸ Cf. l'incipit de la Préface à l'édition française.

⁹ Il pourrait paraître superflu de mentionner le Tiers Monde en plus des étudiants au sein des facteurs subjectifs de la transformation : on verra qu'il n'en est rien et que la solidarité possible entre les deux (cf. ce qu'Uwe Bergmann nommait le « semestre Vietnam » à Berlin) constitue pour Marcuse l'espoir le plus sérieux d'une transformation sociale globale (cf. *Vers la libération*, « Chapitre IV – La solidarité »). Cette hypothèse rejoint la notion d'« événements mondiaux intérieurs » que développait Guillaume Sibertin-Blanc dans la séance du 26 septembre du *Séminaire du GRM* (p. 23-27), cf. *infra*.

1. Facteur objectif : l'intégration de la classe ouvrière des pays du centre

Comment la classe ouvrière en est-elle venue à ne plus constituer le facteur subjectif de la transformation sociale ? Par quel « miracle » sa conscience de classe a-t-elle été idéologiquement soumise dans sa quasi-totalité aux intérêts du mode de production capitaliste ? Quelle fonction peut-elle dès lors continuer à assumer au sein du capitalisme avancé ? Herbert Marcuse, dans sa préface de 1967 à *L'homme unidimensionnel*, écrit :

J'ai analysé dans ce livre quelques tendances qui conduisent à une "société close" – close parce qu'elle met au pas et intègre toutes les dimensions de l'existence, privée et publique. Deux résultats de cette société sont d'une importance particulière : l'assimilation des forces et des intérêts oppositionnels dans un système auquel ils s'opposaient dans les étapes antérieures du capitalisme, et l'administration et la mobilisation méthodiques des instincts humains, ce qui rend ainsi socialement dirigeables et utilisables des éléments explosifs et "anti-sociaux" de l'inconscient. *La puissance du négatif, largement incontrôlée aux stades du développement antérieur de la société, est maîtrisée et devient un facteur de cohésion et d'affirmation.*¹⁰

Laissons pour plus tard ce qui constitue l'horizon le plus problématique (voire la tonalité apocalyptique) de cette citation, à savoir la profonde inquiétude que véhicule, pour l'hégélien invétéré qu'est Marcuse, la neutralisation du négatif dans les pays du capitalisme avancé : l'homogénéisation de l'hétérogène, la transformation de la différence qualitative en différence quantitative, le remplacement de la contradiction par la complicité, le passage du bidimensionnel à l'unidimensionnel, bref toutes les signes indiquant que le moteur de la dialectique est grippé... Nous en verrons la portée quant à l'espoir d'une transformation sociale. Quant aux deux tendances solidaires discernées par Marcuse – l'intégration de la classe ouvrière et la surrépression des instincts humains socialement subversifs –, elles sont l'effet de la transformation du mode de

¹⁰ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, op. cit., p. 7.

production capitaliste lui-même, à laquelle renvoient les syntagmes de « capitalisme avancé » et de « société industrielle avancée », ou encore de « société d'abondance » et de « société de consommation ». Une telle transformation tient en grande partie au développement des forces productives, c'est-à-dire au rôle prépondérant pris par la technologie ou l'automatisation dans le procès de production capitaliste : c'est ce développement qui change la composition de la classe ouvrière (via l'augmentation des cols blancs et d'une classe moyenne) et permet l'asservissement de ses besoins (par le désir obsessif d'un meilleur niveau de vie). Dans les sociétés industrielles avancées, la classe ouvrière subit donc une double transformation : de sa composition et de sa conscience. En effet, la nouvelle composition de la classe ouvrière qui se traduit par la croissance proportionnelle des « cols blancs » face aux « cols bleus », par l'essor de ces nouvelles « classes moyennes » constituant désormais une large frange du prolétariat, produit une intégration de ses besoins. L'augmentation moyenne du niveau de vie général du prolétariat cesse de le rejeter hors du système et le conduit à désirer les bénéfiques matériels qu'il paraît en mesure de réclamer et d'obtenir dans les conditions économiques florissantes qui caractérisent l'après-guerre. Cette double transformation de la classe ouvrière n'est rien d'autre, pour Marcuse, qu'une *double scission* : de l'unité de sa composition objective et de l'unité de sa conscience révolutionnaire. La « nouvelle classe ouvrière » est séparée de ce qu'elle est et de ce qu'elle peut.

Tandis que la proportion des « cols bleus » diminue constamment, les « cols blancs » (employés, techniciens, ingénieurs et spécialistes) gagnent sans cesse en nombre et en importance ; il se crée par là des divisions internes dans la classe ouvrière. Ainsi, les couches de la classe qui ont subi de la façon la plus directe – et subissent toujours – la brutalité de l'exploitation, sont justement celles dont la fonction dans le processus de production devient aujourd'hui moins capitale ; au contraire, l'intelligentsia joue dans ce processus un rôle de plus en plus décisif – intelligentsia instrumentaliste, mais intelligentsia tout de même. Grâce à sa position, il serait possible à cette « nouvelle classe ouvrière » de bouleverser le mode de production et les rapports de production, de les réorganiser et de leur donner une orientation nouvelle. Mais

elle n'a pas intérêt à le faire, et n'en ressent pas le besoin de façon vitale : elle est bien rémunérée, et très intégrée au système.¹¹

Il n'est pas possible ici de détailler les différents aspects qui définissent chez Marcuse cette transformation conjointe de la structure objective de classe et des positions subjectives de désir, dont *L'homme unidimensionnel* est tout entier l'étude. Pour couper au plus court, il est possible de focaliser l'analyse sur le niveau commun qui articule ces deux aspects en même temps qu'il en constitue l'issue potentielle et spécifique, à savoir la question de la technologie.

Une des particularités de l'œuvre de Marcuse au cours des années 1960-1970 réside en effet dans cette analyse de l'intégration de la classe ouvrière et de son potentiel subversif *en fonction de la rationalité technologique* qui commande l'évolution du mode de production capitaliste. Nous croyons qu'il est pertinent de voir dans la question du développement des forces productives, ou plus précisément dans la critique du « fétichisme des forces productives »¹², l'originalité de la position de Marcuse dans le champ de la théorie marxiste. Elle implique une série d'inflexions théoriques vis-à-vis de la conception marxiste classique de la révolution en tant qu'elle repose sur la simplification progressive de la contradiction au sein du mode de production capitaliste par le biais du développement des forces productives et de la baisse tendancielle corrélative du taux de profit¹³. Rejeter le développement des forces productives comme moteur de la transformation c'est tout bonnement rejeter l'économisme – latent mais diffus – du marxisme de l'époque. On sait certes que Marcuse n'est pas le seul à avoir critiqué l'économisme : à la même époque en France, à travers l'idée d'une surdétermination de la contradiction, Althusser rejette la notion idéaliste de contradiction héritée de Hegel, réforme la topique infrastructure-superstructure des formations sociales contre l'idée d'une distinction de l'essence économique et de l'apparence

¹¹ H. MARCUSE, *Vers la libération*, Paris, Minit, 1969, p. 76-77.

¹² H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte* (1972), Paris, Seuil, 1973, p. 11.

¹³ Cf. K. MARX, *Le Capital*, III, Troisième section : « Loi de la baisse tendancielle du taux de profit ».

idéologique, et ouvre du même coup la porte à une nouvelle conception de l'efficacité de l'idéologie dans la structure sociale. À sa manière, par l'existence et l'efficacité réelle accordée à la superstructure et à la conjoncture, Althusser affranchit donc la théorie marxiste de l'économisme qui la hantait¹⁴. C'est par un tout autre biais que Marcuse en vient à rejeter l'économisme : non pas par l'idée de surdétermination de la contradiction, mais par une analyse conjoncturelle du caractère directement idéologique pris par la technologie, comme le résume le syntagme de « rationalité technologique » : la technologie se voit investie d'un rôle répressif autrefois assumé par une violence explicite. Selon Marcuse :

l'originalité de notre société, écrit Marcuse, réside dans l'utilisation de la technologie plutôt que de la terre, pour obtenir la cohésion des forces sociales dans un mouvement double, un fonctionnalisme écrasant et une amélioration croissante du standard de vie.¹⁵

À la base du malentendu sur la question du développement des forces productives se situe pour Marcuse une méconnaissance du rôle assumé par la technologie au niveau des positions subjectives : *l'organisation technologique de la production économique n'est pas neutre du point de vue de la production désirante*. De même que la structure du pouvoir d'État (l'appareil d'État centralisé et hiérarchisé dans ses fonctions) n'est pas une puissance neutre dont il suffirait de s'emparer pour la retourner et la faire fonctionner au bénéfice du prolétariat (c'est un des enjeux théoriques majeurs de la notion de dictature du prolétariat), de même l'appareil technologique est solidaire dans son fonctionnement d'une division sociale du travail oppressive qu'il reconduit (notamment l'opposition entre le travail manuel des cols bleus et le travail intellectuel des cols blancs). Il serait par conséquent contradictoire de vouloir transformer les

¹⁴ Cf. L. ALTHUSSER, *Pour Marx* (1965), « Contradiction et surdétermination » (1962), Paris, La Découverte, 2005, p. 113 : « jamais la dialectique économique ne joue à l'état pur, (...) jamais dans l'Histoire on ne voit ces instances que sont les superstructures, etc., s'écarter respectueusement quand elles ont fait leur œuvre ou se dissiper comme son pur phénomène pour laisser avancer sur la route royale de la dialectique sa majesté Économie parce que les Temps seraient venus. Ni au premier, ni au dernier instant, l'heure solitaire de la "dernière instance" ne sonne jamais ».

¹⁵ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, op. cit., p. 16.

rapports sociaux de production sans toucher au procès technologique qui en garantit la stabilité et la relative efficacité, qui non seulement en reproduit les contradictions mais en reproduit constamment les conditions. L'accroissement *quantitatif* des forces productives ne peut donc donner lieu à une transformation *qualitative* de la société : dans les termes du livre III du *Capital*, le règne de la liberté ne peut être établi sur la base du règne de la nécessité, mais en transformant le règne de la nécessité lui-même, c'est-à-dire la fonction qu'y prennent les forces productives. La transformation sociale, pour échapper aux illusions du socialisme scientifique, doit briser la rationalité technologique qui assure la continuité et en définitive la solidarité profonde entre les pays capitalistes et socialistes. Remettre en question la fonction de l'appareil technologique non seulement au sein du procès de production mais à l'échelle de la société toute entière, c'est remettre en question la *rationalité technologique* qui y préside sous la forme du principe de rendement :

Il s'agit d'une totale conversion des valeurs, d'une transformation des besoins et des objectifs visés, qui implique encore un autre changement dans le concept de la révolution : une rupture dans la continuité de l'appareil technique de la productivité qui, selon Marx, expurgé des abus du capitalisme se prolongerait dans la société communiste. Une telle continuité technologique, si elle devait être envisagée, constituerait un enchaînement fatal (plutôt qu'une rupture) entre le capitalisme et le socialisme, pour la simple raison que cet appareil technique est devenu, dans sa structure même et dans sa portée, un appareil d'asservissement et de domination.¹⁶

La critique de l'économisme chez Marcuse est naturellement solidaire d'une réinterprétation du rôle de la paupérisation quant à la radicalisation de la contradiction de classe : elle ne suffit plus (si tant est que cela fût jamais le cas) à produire une conscience prolétarienne ; inversement, sa suppression ne peut suffire à caractériser le socialisme puisque celui-ci passe par la définition de nouveaux besoins et non pas leur simple satisfaction.

Il reste vrai que le développement du capitalisme passe par

¹⁶ H. MARCUSE, « Réexamen du concept de révolution », *op. cit.*, p. 29.

une paupérisation croissante, et que la paupérisation sera un facteur fondamental de la révolution – mais sous de nouvelles formes historiques. Dans la théorie de Marx, la paupérisation voulait tout d’abord dire privation, insatisfaction de besoins vitaux, et avant tout de besoins matériels. Cette notion ayant cessé de représenter la condition des classes ouvrières dans les pays industriels de pointe, on l’a réinterprétée pour y voir une frustration *relative*, un appauvrissement culturel par rapport à la richesse sociale disponible. Mais cette réinterprétation suggère une continuité fallacieuse dans la transition vers le socialisme, à savoir l’amélioration de la vie dans le cadre de l’univers existant des besoins. Alors que ce qui est en jeu dans la révolution socialiste, ce n’est pas la seule généralisation de la satisfaction à l’intérieur de l’univers existant des besoins, ni le déplacement de la satisfaction d’un certain niveau à un niveau supérieur, mais la rupture avec cet univers, le *saut qualitatif*. La révolution implique une transformation radicale des besoins eux-mêmes et des aspirations, tant culturelles que matérielles ; de la conscience et de la sensibilité ; du processus du travail aussi bien que du loisir.¹⁷

La relativisation du critère de la paupérisation comme facteur économique-libidinal d’une conscience révolutionnaire permet d’expliquer simultanément deux phénomènes. D’une part que les classes ouvrières des sociétés industrielles avancées ne soient plus un facteur subjectif de la transformation sociale puisque le système assure plus que la simple reproduction de la force de travail : la conscience de l’exploitation varie en raison inverse de la satisfaction des besoins immédiats et de l’intégration au système. Mais d’autre part, le fait que la paupérisation ne joue plus un rôle prépondérant quant à la conscientisation des masses permet *a contrario* d’éclairer

¹⁷ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 27-28. Sur ce point, voir également H. Marcuse, *ibid.*, p. 11 : « Le socialisme doit augmenter la quantité des biens et services disponibles afin de supprimer toute pauvreté, mais la production socialiste doit en même temps changer la qualité de l’existence : changer les besoins eux-mêmes et leur satisfaction. Les facultés morales, psychologiques, esthétiques et intellectuelles que l’on relègue aujourd’hui en un domaine culturel séparé de l’existence matérielle et placé au-dessus d’elle – quand elles ne sont pas complètement étioilées – deviendraient alors autant de facteurs de la production matérielle elle-même ».

le caractère le plus singulier des révoltes étudiantes dans ces mêmes sociétés florissantes : que des futures élites intellectuelles qui bénéficient des richesses d'un capitalisme prospère entrent malgré tout en révolte contre lui. Comment expliquer que des révoltes aient lieu dans les pays du centre et de la part des fractions les plus intégrées de la société sinon en réévaluant le rôle des facteurs idéologiques au détriment des seules composantes économiques ? Le nouveau stade atteint par le capitalisme, les nouvelles conditions objectives de la production, de la circulation et de la consommation impliquent que la transformation sociale doit être désirée en fonction de revendications et de facteurs subjectifs inédits, qui s'opposent à la société non pas tant par la misère mais par la prospérité aliénante qu'elle engendre.

La fonction que Marcuse accorde à la technologie ne fait pas simplement l'objet d'une dénonciation. Il ne se contente pas de rejeter le fétichisme économiste des forces productives en y décelant l'effet illusoire d'une rationalité technologique. Car la technologie n'est pas uniquement ce qui nous fait rester dans l'orbite du principe de rendement capitaliste, elle est aussi, paradoxalement – ou plutôt *dialectiquement* –, ce qui peut nous en fait sortir. En effet, le développement proprement capitaliste des forces productives produit des besoins que le mode de production capitaliste lui-même ne peut pas satisfaire. La dynamique capitaliste est bel et bien contradictoire en tant qu'elle produit les conditions de sa propre abolition. Aussi la société d'abondance que décrit Marcuse depuis les années 1950 est-elle éminemment ambivalente : si d'un côté elle unidimensionnalise la réalité, intègre les éléments négatifs ou transcendants qui en produisaient la critique effective (notamment la classe ouvrière et ses organisations représentatives : syndicats et partis marxiste-léniniste, tant dans leurs revendications objectives que dans leurs positions subjectives), elle suscite néanmoins de l'autre côté de nouveaux éléments négatifs ou transcendants que la pensée critique tâche de dégager (c'est tout le problème de la « pensée unidimensionnelle » dans *L'homme unidimensionnel* : quelle place reste-t-il à une pensée négative ?¹⁸). La production en abondance de biens de

¹⁸ Cf. H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, « La pensée unidimensionnelle ». Voir également, p. 251 : « La pensée critique doit s'efforcer de

consommation, l'élévation générale du niveau de vie met le système capitaliste en demeure de répondre aux nouveaux désirs de consommation qu'il produit, dont sa survie dépend en même temps qu'ils la menacent.

Cette force assimilatrice reste une force de désintégration. L'organisation totale de la société soumise au capitalisme de monopoles et l'opulence croissante qu'elle crée ne peuvent ni inverser ni bloquer la dynamique de son expansion : *le capitalisme ne peut satisfaire les besoins qu'il engendre*. L'élévation même du niveau de vie exprime cette dynamique : elle a obligé à susciter sans cesse de nouveaux besoins qui puissent être satisfaits sur le marché ; elle provoque maintenant des besoins *transcendants* dont la satisfaction impliquerait l'abolition du mode de production capitaliste. (...) Le lieu historique de la révolution est précisément le stade de développement à partir duquel la satisfaction des besoins vitaux crée d'autres besoins qui transcendent les sociétés capitalistes d'État et socialiste d'État. (...) Les forces centrifuges qui apparaissent avec l'émergence de besoins transcendants prennent les manipulateurs capitalistes à revers et c'est le mode de production lui-même qui en est la source. (...) Le progrès technique et l'offre considérable de « luxes » créent et recréent, parallèlement au monde du travail aliéné, dans la publicité quotidienne et les éclatants signes extérieurs de l'opulence matérielle, les images d'un monde qui ne serait plus le privilège exclusif d'une élite et semble à la portée des masses. Les succès techniques du capitalisme débouchent sur un univers de frustration, de manque de bonheur et de répression. *Le capitalisme a dessiné une nouvelle dimension qui est tout à la fois et simultanément son propre espace vital et sa négation.*¹⁹

Le développement contradictoire des forces productives produit donc deux effets simultanés au sein du système capitaliste : il en constitue la menace en même temps qu'un puissant motif d'espérer puisqu'il atteint un stade qui est « le lieu historique de la

définir le caractère irrationnel de la rationalité établie (ce qui devient de plus en plus évident) et de définir les tendances qui poussent cette rationalité à engendrer sa propre transformation ».

¹⁹ H. Marcuse, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 27-31.

révolution », bien que celui-ci réponde à « des incitations radicalement nouvelles »²⁰. Une nouvelle forme de révolution paraît désormais possible : révolution culturelle, qui prend en charge toutes les composantes de la civilisation, économique-politiques et idéologiques-libidinales. C'est précisément à ce niveau de la réflexion de Marcuse que le cas des révoltes étudiantes reçoit une signification spécifique. Dans *L'homme unidimensionnel* et dans *Tolérance répressive*, qui datent tous deux de 1964, Marcuse décèle la potentialité révolutionnaire objective à l'œuvre dans la dynamique capitaliste mais n'y voit aucun indice d'une réappropriation subjective à venir. Il ne fait qu'y constater un inquiétant *écart* entre la théorie et la pratique, entre les processus objectifs que la pensée critique théorise et l'absence de forces subjectives susceptibles de les investir idéologiquement – ce qui remet en question le schéma traditionnel de la révolution non moins que son éventualité.

Le tout a beau montrer avec évidence qu'il est irrationnel, qu'un changement est nécessaire, cela ne suffit pas pour provoquer un changement ; il ne suffit pas de comprendre que le changement est nécessaire pour rendre possible une évolution différente. (...) Est-ce que cela veut dire que la théorie critique doit abdiquer et abandonner le terrain à la sociologie empirique (...) ? Ou les concepts dialectiques témoignent-ils encore une fois de leur vérité – permettent-ils de comprendre que leur propre situation est celle de la société qu'ils analysent ? La réponse est toute prête : il suffit pour la connaître de considérer la théorie critique du point précisément de sa plus grande faiblesse – elle est incapable de démontrer qu'il y a des tendances libératrices à l'intérieur de la société établie. (...) *Tant que les forces réelles sociales n'ont pas fait leurs preuves, la critique de la société est encore valable et rationnelle, mais elle est incapable de traduire sa rationalité en termes de pratiques historiques.* Que faut-il conclure ? La « libération des éventualités inhérentes » n'exprime plus de façon adéquate une évolution historique possible.²¹

L'idée que la « libération des éventualités inhérentes »

²⁰ *Ibid.*, p. 30.

²¹ H. MARCUSE, *L'homme unidimensionnel*, *op. cit.*, p. 277-278 (je souligne).

n'exprime plus une évolution historique possible ne signifie rien d'autre que : la classe ouvrière ne peut plus être *à elle seule* le sujet de l'émancipation. Ce que viendront confirmer l'émergence des luttes étudiantes et leur analyse immédiate.

2. Facteurs subjectifs : des nouvelles forces subversives

Dès 1967, Marcuse prend conscience de la portée inédite des révoltes étudiantes aux États-Unis et en RFA. Loin de considérer ces mouvements de contestation comme de simples troubles émanant des futures élites de la société, loin de les envisager comme une vulgaire agitation de surface dont les revendications seraient détachées des problèmes économiques réels et flotteraient dans la nébuleuse idéologique de l'ordre du désir – et que la théorie marxiste n'aurait dès lors pas à prendre au sérieux –, Marcuse perçoit très tôt que ces révoltes questionnent le dispositif théorique marxiste dans sa structure et dans ses concepts. En témoignent les textes des conférences et débats tenus à l'Université Libre de Berlin-Ouest au mois de juillet 1967 et réunis dans *La fin de l'utopie*, ainsi que *Vers la libération* qui se présente comme une suite de *L'homme unidimensionnel*.

Marcuse y reprend l'idée que la classe ouvrière n'est plus le sujet de la révolution dans les sociétés industrielles avancées puisqu'elle est objectivement scindée (du fait de la transformation de sa composition) et subjectivement aliénée (par les besoins issus la société d'abondance)²². Mais il y ajoute une idée décisive : est en train d'émerger une nouvelle conscience révolutionnaire *en dehors de la classe ouvrière*. Reprenant l'idée d'un *écart* entre théorie et

²² Sur l'absentement du sujet révolutionnaire dans les pays capitalistes du centre, voir la déclaration de Marcuse en 1964 dans *Tolérance répressive* : « On ne peut identifier les forces d'émancipation à aucune classe sociale qui, en vertu de ses conditions matérielles, serait libre de toute fausse conscience. Aujourd'hui, elles sont désespérément dispersées dans toute la société » (H. MARCUSE, *Tolérance répressive* (1964), Paris, Homnisphères, 2008, p. 72). C'est seulement à la faveur de la naissance des contestations étudiantes, d'abord aux États-Unis puis en Allemagne et en France, que Marcuse redonnera une consistance objective au sujet de l'émancipation (cf. *infra*).

pratique, entre facteurs objectifs et subjectifs de la transformation sociale, entre puissance et conscience révolutionnaires, il adjoint ainsi l'hypothèse que la jeunesse étudiante constitue une nouvelle conscience répondant aux transformations objectives du champ social des sociétés capitalistes avancées. La thèse marcusienne de l'émergence d'un nouveau *sujet* de l'émancipation est donc adossée à une analyse des conditions *objectives* inédites qui caractérisent le stade avancé du capitalisme d'après guerre. Ce repérage des facteurs subjectifs par Marcuse renvoie à la transformation des conditions objectives, et ne relève en rien d'une simple projection fantasmatique. Or, la transformation des conditions objectives entraîne une modification nécessaire des catégories traditionnelles de la théorie marxiste du sujet révolutionnaire : car celui-ci n'est plus localisé ni localisable dans le prolétariat mais émane d'autres couches de la population, qui entretiennent avec la classe ouvrière des relations qui ne sont pas de simple subordination et dont la composition y est radicalement irréductible.

Pour la théorie marxiste, la localisation – ou plutôt, la concentration – de l'opposition dans certaines couches moyennes et dans la population des ghettos apparaît comme une intolérable déviation ; de même que l'accent qui est mis sur les besoins biologiques et esthétiques, et où l'on croit voir un retour à l'idéologie bourgeoise, ou même, pis encore, à l'idéologie féodale. Pourtant, dans les pays avancés où règne le capitalisme des monopoles, ce déplacement de l'opposition, ce transfert du rôle des organisations ouvrières à des minorités militantes est l'effet du développement interne de la société, et la prétendue « déviation » théorique ne fait que refléter ce développement. (...) De ce point de vue, le fait que les forces négatrices se soient éloignées de leur base traditionnelle (dans les couches opprimées), loin de signifier que l'opposition résiste mal à la capacité d'intégration du capitalisme avancé, exprime peut-être qu'une base nouvelle se constitue peu à peu, faisant apparaître le nouveau Sujet historique du changement, dont les besoins et les aspirations, dans leur différence qualitative, répondent aux nouvelles conditions objectives.²³

²³ H. MARCUSE, *Vers la libération*, *op. cit.*, p. 73-74.

Crise des catégories traditionnelles de la théorie marxiste : aux nouvelles conditions objectives correspondent de nouvelles forces subjectives que la pensée critique doit repérer. D'où une double question qui traverse l'ensemble des textes de Marcuse à ce sujet. Qu'advient-il, d'une part, du rôle de la classe ouvrière quant à la révolution ? Et d'autre part, quel est ce nouveau sujet historique du changement et quelle fonction assume-t-il vis-à-vis de l'éventualité d'une transformation sociale ?

Que Marcuse ait immédiatement accordé une grande importance aux mouvements étudiants ne doit pas laisser penser qu'il a évacué tout aussi prestement le rôle traditionnellement dévolu à la classe ouvrière et à ses organes représentatifs (parti et syndicats) quant au projet révolutionnaire. D'abord, on le verra, parce que les mouvements étudiants appartiennent à la tendance plus profonde et plus large de la Nouvelle Gauche, dont ils ne sont qu'un aspect, et parce que de tout autres forces subversives existent dans le monde capitaliste. Ensuite, parce que la classe ouvrière conserve à ses yeux son attribut historique principal : celui d'être la puissance de masse sans laquelle aucune révolution authentique n'est possible. Néanmoins, sa conscience politique n'est plus (ou pas encore) révolutionnaire : c'est pourquoi le diagnostic de Marcuse porte moins sur la classe ouvrière elle-même que sur les facteurs subjectifs susceptibles d'actualiser sa puissance révolutionnaire virtuelle.

La transformation radicale d'un système social dépend, aujourd'hui encore, de la classe qui constitue la base humaine du processus de production ; c'est-à-dire, dans les pays capitalistes avancés, de la classe ouvrière. La composition de cette classe, ainsi que son degré d'intégration au système, ont subi un changement qui modifie, sinon son rôle virtuel, du moins son rôle politique immédiat. Classe révolutionnaire « en soi » mais non « pour soi », objectivement mais pas subjectivement, sa radicalisation dépendra de catalyseurs « extérieurs » à elle.²⁴

Le fait majeur de l'après-guerre dans les sociétés industrielles avancées n'est pas uniquement l'intégration de la classe ouvrière au système capitaliste via l'amélioration du niveau de vie, la

²⁴ *Ibid.*, p. 75.

modification de sa composition et la transformation idéologique et répressive de ses « besoins » et désirs. C'est également la neutralisation des partis marxistes-léninistes dont la fonction consistait au moins depuis Lénine à catalyser la conscience révolutionnaire des masses prolétariennes, à opérer ce fameux – mais épineux voire aporétique – passage de l'en-soi au pour-soi. En Allemagne, le SDS a été particulièrement sensible à cette intégration, et ce d'autant plus nettement qu'il est exclu du SPD en novembre 1961, parti qu'il considérera dorénavant comme appartenant à la Vieille Gauche. Le SDS – écrit Kohser-Spohn :

voyait le SPD comme un organe constitutionnel participant à la répression bureaucratique au même titre que toutes les autres institutions capitalistes. (...) Si la critique du SDS se dirigeait contre le SPD, elle ne critiqua pas moins le caractère d'intégration, de dépolitisation et de manipulation d'autres organes ouvriers, tels que les syndicats ou les organisations de type bolchevique.²⁵

La neutralisation des organes représentatifs de la classe ouvrière (partis communistes et syndicats) est elle-même l'effet du nouveau stade objectif du capitalisme et de la situation géopolitique de guerre froide imposant un relatif équilibre des forces : d'où leur intégration au jeu démocratique du dialogue et de la négociation et leur parlementarisation.

Le développement d'une conscience politique radicale dans les masses n'est concevable que lié à un affaiblissement de la stabilité économique et de la cohésion du système. Tel était le rôle traditionnel du parti marxiste-léniniste : préparer le terrain à ce développement. La capacité de stabilisation et d'intégration du capitalisme avancé, et les impératifs de la « coexistence pacifique », ont contraint ce parti à se « parlementariser », à s'intégrer au processus démocratique bourgeois, à se concentrer sur des revendications de nature économique, de sorte que, loin de promouvoir la croissance d'une politique radicale, il contribue bien plutôt à l'inhiber. Là où est apparue une telle conscience à l'intérieur de l'appareil du parti et des syndicats, ç'a été le fait de forces

²⁵ C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 63-64.

« extérieures », issues principalement de l'intelligentsia ; l'appareil n'a suivi le mouvement que lorsqu'il commençait à acquérir de la vitesse, et dans l'unique dessein d'en reprendre le contrôle.²⁶

Comment Marcuse explique-t-il que l'apparition d'une conscience révolutionnaire qui faisait défaut aux dirigeants des organes politiques de la classe ouvrière ait émané en large partie de l'intelligentsia, et notamment des jeunes étudiantes ? Conformément à ce qu'affirme Guillaume Sibertin-Blanc, il n'y a pas de hasard là-dedans, et Marcuse ne s'y trompe pas : une telle localisation tient principalement à la position spécifique de l'Université dans le champ social, à l'articulation de l'économique et de l'idéologique. La nouvelle subjectivité révolutionnaire est tendanciellement le fait de « marginaux improductifs »²⁷, qui constituera à la fois la force et la faiblesse des mouvements politiques qui en sont issus.

L'intégration crée des conditions telles que le besoin vital d'un changement radical ne donne naissance à une nouvelle conscience politique que dans des groupes sociaux qui, pour des raisons objectives, sont (relativement) libres par rapport aux aspirations et aux intérêts conservateurs sur lesquels repose l'intégration : libres de procéder à une transmutation radicale des valeurs.²⁸

Marcuse n'identifie pas « le » nouveau sujet révolutionnaire (aussi divers ou éclaté soit-il), mais dégage des *tendances* dont l'existence est par définition problématique. Il n'y a donc pas pure et simple substitution des marginaux improductifs au prolétariat : non seulement parce que la classe ouvrière conserve son statut de classe révolutionnaire en soi, mais aussi parce que cette transformation modifie la nature même de ce qu'on appelle « sujet révolutionnaire ». La continuité nominale ne doit pas masquer une rupture dans la théorie comme dans la pratique : la possibilité d'assigner un sujet unique de l'émancipation et les modes d'organisation et de luttes qui

²⁶ H. MARCUSE, *Vers la libération*, op. cit., p. 76.

²⁷ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 50.

²⁸ H. MARCUSE, *Vers la libération*, op. cit., p. 76.

lui étaient corrélatifs ont disparu²⁹. La nouvelle opposition que tendent à constituer ces « minorités » (au sens où l'entend Guillaume Sibertin-Blanc dans ses « Éléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante »), et notamment celles en prise sur la théorie et l'idéologie que sont les étudiants, ne relègue pas la classe ouvrière au musée des antiquités du marxisme : elle lui confère une fonction inédite en même temps qu'elle interroge la possibilité de son articulation aux nouveaux modes de luttes (articulation dont une des types est connue sous la forme de la rencontre – souvent « manquée » – entre étudiants et ouvriers).

Il est évidemment aberrant de prétendre que l'opposition des classes moyennes est en train de remplacer le prolétariat dans sa fonction de classe révolutionnaire, et que le *Lumpenproletariat* devient une force politique radicale. En réalité, on assiste à la constitution de groupes, encore relativement restreints et faiblement (souvent même pas du tout) organisés, dont la conscience et les besoins servent de catalyseurs à la révolte, à l'intérieur des majorités auxquelles ces groupes appartiennent par leur origine de classe. En ce sens, l'intelligentsia militante est évidemment coupée des

²⁹ Cf. H. MARCUSE, *La fin de l'utopie*, Paris, Seuil, 1968, p. 18 : « Si Marx a vu dans le prolétariat la classe révolutionnaire, il l'a fait aussi, et peut-être même d'abord, parce que le prolétariat était exempt des besoins répressifs de la société capitaliste, parce que dans le prolétariat les nouveaux besoins de liberté pourraient se développer et n'étaient pas étouffés par les anciens besoins répressifs. Aujourd'hui ce n'est plus le cas dans la plus grande partie des pays capitalistes avancés. La classe ouvrière ne porte plus en elle la négation des besoins régnants. C'est l'un des faits les plus sérieux que nous devons affronter. *En ce qui concerne maintenant les forces de transformation elles-mêmes, j'admets volontiers que personne n'est aujourd'hui en mesure de nous donner une recette et de nous dire : voici les forces révolutionnaires, voici ce qu'elles sont en mesure d'accomplir, voici ce qu'il faut faire* » (nous soulignons). Mais inversement, on pourrait légitimement penser que la nouvelle situation à laquelle fait face la théorie marxiste après la Seconde Guerre mondiale, que l'éclatement et la dispersion réels du sujet de l'émancipation ne fait que révéler rétrospectivement que celui-ci n'a en réalité *jamais été ni un ni stable*, bien qu'il ne l'ait pas été d'une tout autre manière (ceci pour ne pas méconnaître le changement effectivement intervenu autour de la Seconde Guerre mondiale). La fameuse distinction entre classe révolutionnaire en soi et pour soi, moteur de la politique marxiste-léniniste, serait dès lors moins l'occasion d'un passage que l'indice d'un irréductible écart – celui dans lequel toute politique marxiste serait amenée à se loger (cf. *infra*, les remarques conclusives).

classes moyennes, comme la population des ghettos est coupée des organisations ouvrières.³⁰

L'émergence de nouvelles forces subversives ne résout pas le problème que semblait poser la neutralisation des organes politiques de la classe ouvrière. Les étudiants n'endossent pas le costume et le rôle des dirigeants communistes ou syndicaux, pas plus que la population des ghettos ne remplace le prolétariat. Les mêmes fonctions ne subsistent pas derrière le changement des agents, d'abord et avant tout du fait de la position marginale de ces forces subversives. Elles se situent aux deux pôles opposés de la société : du côté des élites pour les étudiants, du côté du *Lumpenproletariat* pour les populations des ghettos³¹. La nature de la scission entre la base objective et la conscience subjective est donc tout autre que dans le cas du rapport entre le parti et la masse : le rapport entre étudiants et population des ghettos d'une part et classe ouvrière intégrée d'autre part inaugure une nouvelle forme d'écart ou de scission, de sorte que le problème ne se pose pas en termes de représentation et de conscientisation : les étudiants ne constituent pas l'avant-garde du prolétariat³². (Dans la suite, nous ne tiendrons pas compte de la population des ghettos, qui exprime ici le point de vue américano-centré des analyses de Marcuse et fait en l'occurrence référence aux luttes des minorités raciales aux États-Unis et notamment au mouvement des droits civiques ; nous ne croyons pas qu'il y ait de réel équivalent en Allemagne à la même époque, ce qui ne remet toutefois pas en question l'idée que les nouveaux facteurs subjectifs naissent en marge du procès de production).

Les mouvements étudiants de la fin des années 1960, et

³⁰ H. MARCUSE, *Vers la libération*, *op. cit.*, p. 72.

³¹ Cf. H. MARCUSE, « Réexamen du concept de révolution », *op. cit.*, p. 25-26 : « Au centre du capitalisme corporatif, l'opposition se caractérise par une concentration aux deux pôles de la société : d'une part, dans la population des ghettos (population qui est elle-même loin d'être homogène) ; d'autre part dans l'élite intellectuelle d'origine bourgeoise, et plus particulièrement chez les étudiants. (...) Le fait que cette opposition ne figure pas dans le schéma de "l'orthodoxie marxiste" est en soi caractéristique de la structure du capitalisme corporatif ("intégration" de la majorité de la population soumise à la domination des grandes "corporations") ».

³² Sur ce point, cf. H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, *op. cit.*, p. 61-62.

notamment la révolte des étudiants allemands, nourrissent un nouvel espoir de révolution en même temps qu'ils provoquent une nouvelle crainte : que l'écart entre facteurs objectifs et facteurs subjectifs de la révolution demeure irréductible.

Dans la zone capitaliste, les deux facteurs historiques de la transformation, le facteur objectif et le facteur subjectif, ne coïncident pas : ils s'incarnent dans des groupes sociaux différents, voir antagonistes. Le facteur objectif, c'est-à-dire la base humaine du processus de production par lequel se perpétue la société établie, apparaît dans la classe ouvrière industrielle, source et réservoir de l'exploitation ; et le facteur subjectif, c'est-à-dire la conscience politique, dans la jeune intelligentsia non conformiste ; enfin, le besoin de changement comme besoin vital constitue l'existence même de la population des ghettos – et aussi, dans les pays capitalistes peu avancés, des fractions « sous-privilégiées » de la classe ouvrière.³³

La théorie marxiste-léniniste traditionnelle donnait à voir un sujet révolutionnaire marqué par une scission *interne* entre l'en-soi et le pour-soi. Le sujet de la révolution (la classe ouvrière) devait accéder à la conscience de soi par la médiation interne d'un parti ouvrier constitué d'une avant-garde prolétarienne censée opérer le passage de l'universel abstrait à l'universalité concrète et devenue³⁴. Or, pour Marcuse, la scission n'est désormais plus interne mais *externe* : elle ne passe plus entre des éléments d'un même groupe social, mais entre différents groupes sociaux incarnant chacun une partie du sujet révolutionnaire. Aucune partie n'est une condition suffisante de la transformation sociale : la base ouvrière constitue la force objective, une masse majoritaire mais passive, tandis que les étudiants et la population des ghettos constituent la force subjective, une conscience active dénuée de puissance pratique. Bref, la classe ouvrière est une force sans conscience, le mouvement étudiant une

³³ H. MARCUSE, *Vers la libération*, *op. cit.*, p. 78.

³⁴ Pour une discussion du rôle du parti et de son avant-garde dans la prise de conscience de classe, voir les développements que propose Rudi Dutschke sur le rapport entre économie et idéologie autour de la question de la praxis révolutionnaire, in U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La révolte des étudiants allemands* (1968), Paris, Gallimard, 1968, p. 90 sq.

conscience sans force.

Révolutionnaire par sa théorie, par ses instincts, par les buts derniers qu'il se propose, le mouvement étudiant n'est pas une force révolutionnaire, ni peut-être même une avant-garde aussi longtemps qu'il n'y aura pas de masses capables et désireuses de le suivre ; mais il est le ferment de l'espoir, face à la toute-puissance du capitalisme et l'ambiance étouffante qui règne dans les métropoles capitalistes : il témoigne de la réalité de l'alternative.³⁵

Du fait de l'impuissance native des mouvements étudiants, Marcuse s'est toujours refusé à les considérer comme des révolutions. Il qualifie constamment ces luttes de « révoltes », jamais de « révolution ». C'est ce qu'il déclare clairement aux étudiants de l'Université Libre de Berlin-Ouest en juillet 1967 et c'est ce sur quoi repose la spécificité de son analyse des luttes étudiantes en même temps que leur incomplétude : pour devenir révolutionnaires, ces luttes exigent une organisation et un relais dans la majorité ouvrière de la population puisque leur puissance de désintégration est insuffisante.

Vous savez peut-être que parmi les nombreuses choses qui m'ont été reprochées, il y en a deux qui ont récemment attiré une attention particulière. Premièrement, j'aurais affirmé que l'opposition étudiante en tant que telle est capable aujourd'hui déjà de faire la révolution. Deuxièmement, j'aurais affirmé que ce que nous appelons en Amérique les *hippies* et ce que vous appelez les *beatniks* constitue la nouvelle classe révolutionnaire. Je n'ai jamais rien prétendu de ce genre. Je voulais simplement dire qu'il y a aujourd'hui dans la société des tendances – des tendances anarchiques, désorganisées, spontanées – qui annoncent une rupture totale avec les besoins de la société répressive. [Ces groupes] dénotent un état de désintégration l'intérieur du système : le phénomène en lui-même n'est pas encore vraiment une force révolutionnaire, mais il pourra peut-être jouer un rôle le jour où il sera relié à d'autres forces objectives beaucoup plus fortes.³⁶

³⁵ H. MARCUSE, *Vers la libération*, op. cit., p. 83.

³⁶ H. MARCUSE, *La fin de l'utopie*, op. cit., p. 17.

Comme la scission politique est externe et non plus interne, comme elle passe entre divers groupes et non à l'intérieur d'une même classe, le type de rapport entre les deux pôles du sujet révolutionnaire se trouve corrélativement modifié. Car il ne s'agit pas de conscientiser une masse ouvrière, il n'est pas question d'actualiser une virtualité révolutionnaire par le biais d'un appareil politique. Il s'agit au contraire de connecter deux groupes, de relier deux facteurs dissociés *sans la médiation d'un organe représentatif*. La scission entre un terme virtuel (classe en soi, masse passive et intégrée) et un terme actuel (classe pour soi, conscience active et révolutionnaire) se transforme en distance entre différents groupes sociaux dont l'un n'est pas l'actualisation de l'autre. Les étudiants ne représentent pas les ouvriers sur la scène politique (ils n'en sont pas la forme réalisée), pas plus que les ouvriers n'incarnent pratiquement la spontanéité de la conscience théorique estudiantine (ils n'en sont pas la force effectuée). Par conséquent, la possibilité d'une révolution dépend de la *rencontre* entre ces groupes sociaux, de la fécondation de la masse ouvrière par une conscience révolutionnaire impuissante, de la catalyse de la première par la seconde. On trouve chez Marcuse tout un champ lexical censé circonscrire le nouveau rapport éventuel entre les différents pôles du sujet révolutionnaire, non plus comme rapport de représentation et d'unification, voire de subordination, mais comme rapport de connexion qui maintient l'hétérogénéité des parties : « catalyse », « étincelle », « fécondation », « fermentation », « rencontre », « convergence », « collaboration », « lien », « coïncidence », « synchronisation »... Autant de termes qui ne sont pas des notions, et encore moins des concepts, mais qui orientent relativement clairement l'analyse marcusienne de la signification historique et générale des nouvelles formes d'opposition. Dans un texte de 1975 intitulé « Échec de la nouvelle gauche », Marcuse synthétise cet effort théorique en qualifiant d'une part la classe ouvrière (le facteur objectif) de « support » de la transformation sociale et, d'autre part, la révolte contre tout le type d'existence imposé par le système capitaliste – et non pas seulement contre la misère matérielle de l'ère industrielle, c'est-à-dire contre la paupérisation – (le facteur subjectif) de

« moteur » de cette même transformation³⁷. Ainsi, la naissance des révoltes étudiantes ouvre un champ problématique en même temps qu'il légitime un espoir : celui de la coïncidence des deux facteurs de la révolution. Ce champ problématique se réfléchit tout entier dans la question de la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire de l'organisation des luttes.

3. Théorie et pratique : la question de l'organisation

La nouvelle figure du sujet révolutionnaire – figure brisée ou sujet scindé – légitime un espoir de transformation sociale puisque les révoltes étudiantes de la seconde moitié des années 1960 manifestent que la conscience révolutionnaire, éteinte dans la classe ouvrière (cf. les textes de 1964), renaît dans la jeune intelligentsia des pays du centre. Mais avec cet espoir naît une inquiétude : que ces deux groupes demeurent *isolés* l'un de l'autre. De manière générale, le problème de l'organisation se pose en fonction d'une double impossibilité : impossibilité de ne pas organiser la lutte, impossibilité de l'organiser selon ses formes traditionnelles.

Il est insensé de croire que la puissance du capitalisme, si hautement organisée et concentrée, peut être combattue en faisant l'économie d'une contre-organisation. Mais il est tout aussi insensé – ce qui veut dire : contredit par les faits – de penser qu'il soit possible de reprendre purement et simplement les formes *traditionnelles* d'organisation, centralisées et bureaucratiques : elles se sont désormais trop profondément intégrées à l'état de choses qu'il s'agit de renverser.³⁸

Au niveau des révoltes étudiantes, cette double impossibilité se réfracte dans deux séries de problèmes :

En premier lieu, la question de l'organisation des étudiants est confrontée à la question de leur connexion aux forces traditionnelles de la transformation sociale que sont les masses ouvrières. Envisager

³⁷ Cf. H. MARCUSE, *Actuels*, « Échec de la nouvelle gauche » (1975), Paris, Galilée, 1976, p. 6-27.

³⁸ H. MARCUSE, *Actuels*, « Théorie et pratique » (1974), p. 83-84.

la tâche des mouvements politiques d'opposition en termes de connexion, de catalyse, de rencontre ou encore de synchronisation, c'est dire a contrario que la situation actuelle de la lutte est marquée par une coupure, voire par une série de coupures : les étudiants coupés des masses prolétariennes, ces mêmes masses coupées de la conscience adéquate de leur état et de leurs intérêts, la population des ghettos coupées des formes nécessaires d'organisation. Plus largement, l'idée d'une coupure entre étudiants et ouvriers pose la question de la portée politique générale des revendications « étudiantes » énoncées depuis l'appareil universitaire³⁹ ainsi que de leur capacité à initier une subjectivation de l'ensemble du champ social, c'est-à-dire à transformer la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire⁴⁰. En quel sens peut-on dès lors dire que la jeunesse étudiante, dans sa fonction de critique du champ social, ou bien porte une revendication de nature universelle, ou bien manifeste que l'écart entre théorie et pratique reste infranchissable et que la soudure des deux ordres reste suspendue ? Cette question prend sa pleine mesure dans le rapport entre les luttes étudiantes et les mouvements tiers-mondistes et dans la *solidarité* qui peut naître

³⁹ Cf. H. MARCUSE, *Vers la libération, op. cit.*, p. 82 : « “Le mouvement étudiant” – ce terme est déjà en lui-même idéologique et dérogatoire : il dissimule le fait que le mouvement est activement appuyé par de nombreux membres plus âgés de l'intelligentsia, et par d'importantes fractions de la population non étudiante. De plus, ce terme suggère des aspirations et des buts très différents de la réalité ; les revendications générales pour une réforme du système d'enseignement ne font qu'exprimer des objectifs plus vastes et plus essentiels ».

⁴⁰ Cf. *ibid.*, p. 79 : « La constellation qui prévaut dans les métropoles capitalistes – nécessité objective d'un changement radical, et paralysie des masses – semble caractéristique d'une situation non pas révolutionnaire, mais prérévolutionnaire. Pour que la situation puisse devenir révolutionnaire, il faudrait que l'économie capitaliste mondiale vienne à s'affaiblir de façon critique, et que l'agitation politique gagne en extension et en intensité ; alors, tout serait clair. C'est précisément de son rôle préparatoire que l'agitation politique tire sa signification historique : celle-ci consiste à développer chez les exploités la connaissance (consciente autant qu'inconsciente) grâce à laquelle leur existence pourrait s'affranchir des besoins asservissants qui perpétuent leur dépendance à l'égard du système d'exploitation. À défaut de cette rupture, qui ne peut être l'effet que d'une formation politique fondée sur l'action, les forces de rébellion, si élémentaires et immédiates soient-elles, risquent d'être écrasées, ou de devenir l'appui de masse de la contre-révolution ».

entre les différentes forces subversives dispersées sur la planète.

Une autre série de problèmes découle directement de ce concept marcusien de « solidarité ». À ce concept incombe la fonction de théoriser le type spécifique de connexion ou d'articulation susceptible de naître entre ces différentes forces. On l'a vu, ce problème constitue l'alpha et l'oméga de la question des nouvelles modalités d'organisation. Or, le problème de la solidarité est particulièrement prégnant pour les mouvements étudiants, et notamment pour la révolte allemande d'abord parce que la situation de Berlin-Ouest cristallise en un même lieu le rapport entre conjoncture locale et nationale (les événements berlinois, la politique intérieure de la RFA) et situation internationale (Berlin comme « vitrine du monde libre »). Il l'est également dans la mesure où le mouvement étudiant n'est pas seul au sein de la Nouvelle Gauche, mais coexiste avec d'autres groupes de revendication : mouvements féministes, populations marginales des ghettos, luttes de libérations nationales dans le Tiers Monde. La multiplicité des groupes d'opposition confronte leur organisation à une tension constitutive mais non moins problématique : tension entre une tendance à l'unification homogénéisante et centralisatrice d'un côté (retour des tentations de subordination des revendications à des critères unilatéraux, au primat de la classe ouvrière, au dirigisme bureaucratique et à la forme-parti) et, d'un autre côté, une tendance à l'éclatement groupusculaire (cf. les exclusions de la SDS, notamment de la *Kommune 1* en 1967) menaçant d'instaurer une dérive individualiste voire fasciste (repli sur la dimension subjective, mais aussi morcellement et concurrence des luttes doublé d'un puissant vecteur identitaire).

Pour Marcuse, une des tâches principales qui attend les groupes d'opposition qui constituent la Nouvelle Gauche, et en particulier les mouvements étudiants, réside dans la synchronisation de ces groupes avec les masses ouvrières. En effet, un des dangers qui menace les luttes étudiantes est leur isolement sur l'échiquier politique, qui les ferait tourner à vide. C'est particulièrement le cas en Allemagne de l'Ouest où les étudiants doivent faire face à l'hostilité du prolétariat et des organisations ouvrières, savamment entretenue par la presse Springer (et la personnalisation de Dutschke

comme « leader » du mouvement⁴¹). Pour Marcuse, sur l'échelle de l'écho des luttes étudiantes dans les masses ouvrières, l'Allemagne de l'Ouest se trouve tout en bas, aux côtés des États-Unis :

Dans les pays fascistes et semi-fascistes, les militants étudiants – qui sont partout une minorité – trouvent un appui dans le prolétariat rural et industriel ; en France et en Italie, ils ont réussi à obtenir une aide incertaine (et passagère !) des partis et unions d'une gauche puissante ; en Allemagne de l'Ouest et aux États-Unis, ils se heurtent à l'hostilité véhémente des “gens” et des organisations ouvrières.⁴²

Que cette échelle puisse présenter tous ces degrés s'explique par la situation de bordure de l'Université comme de toute pensée critique dans la société, à l'articulation du théorique et du pratique, du savoir et de l'action politique, situation-limite qui autorise des perceptions contradictoires du même champ. Ainsi, la dynamique de fécondation du pratique par le théorique peut-elle se trouver bloquée par la prétendue « neutralité » de l'académie, de même que l'Université peut rapidement embraser le champ social (comme l'a montré le cas français, mais pas le cas allemand).

Ce qui apparaît aujourd'hui comme une « politisation » externe de l'Université par des éléments radicaux relève en réalité – comme si souvent dans le passé – de la dynamique interne, « logique », de l'enseignement : la connaissance se traduit en réalités, les valeurs humanistes en conditions humaines d'existence. (...) Le savoir n'est pas seulement transcendant (vis-à-vis du monde objectif, de la réalité) en un sens épistémologique : en tant qu'il s'oppose aux formes répressives de l'existence, il est politique. Par le refus de la liberté d'action politique à l'Université, on perpétue la coupure entre raison théorique et raison pratique, on restreint l'efficace et le champ d'action de l'intelligence. Ainsi, les revendications universitaires entraînent le mouvement au-delà de l'Université : vers les rues, les bidonvilles, la « communauté ».⁴³

⁴¹ Cf. C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 214-216.

⁴² H. MARCUSE, *Vers la libération*, op. cit., p. 83.

⁴³ *Ibid.*, p. 85.

Dès lors, si les étudiants sont coupés des masses⁴⁴, ce n'est pas en vertu de l'extériorité du savoir, mais à cause des forces contre-révolutionnaires qui ont tout intérêt à maintenir l'idée de la neutralité du champ académique, et le font – malgré les expériences de travail en milieu ouvrier ou en entreprise et les tentatives conseillistes initiées par les groupes marxistes-léninistes à la fin des années 1960 tentant de réorganiser un « mouvement ouvrier » (Opposition Extra-Parlementaire [APO], Gauche Prolétarienne/Initiative de parti [PL/PI], Front Prolétarien [PF], Parti Communiste Allemand/Organisation en Construction [KPD/AO], Ligue Communiste/Marxistes-Léninistes [KB/ML]). Uwe Bergmann en résume l'idée quand il déclare au sujet des activités politiques au sein de l'Université de 1958 à 1964 :

le recteur ne condamnait les prises de position politiques du corps étudiant, que si elles contrevenaient à une ligne donnée. Invoquant le “principe de la neutralité” quand il s'agissait de réfugiés algériens, alors qu'il se laissait guider par l'opportunité quand il était question d'étudiants est-allemands, le rectorat revint à la “neutralité” politique pendant l'été 1963 lorsqu'il interdit une campagne de signatures contre le sort réservé à Hong-Kong aux réfugiés chinois.⁴⁵

Chez Marcuse, l'isolement des étudiants, et plus généralement de tous les marginaux improductifs de la Nouvelle Gauche, ne fait pas l'objet d'un constat simplement pessimiste. Il est avant tout l'indice de la radicalité de la négativité historique à l'œuvre dans les années 1960, négativité qui menace tout le système et donc également la classe ouvrière intégrée :

loin de témoigner de l'absence de racines sociales du mouvement, cet isolement correspond à la situation historique actuelle ; il traduit en vérité la “négation catégorique” de toute la culture du capitalisme monopoliste à son stade le plus avancé. Il manifeste l'hétérodoxie sans précédent de la révolution, comme contradiction radicale de la culture établie

⁴⁴ Sur ce point, cf. C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 225-262.

⁴⁵ U. BERGMANN, R. DUTSCHKE, W. LEFEVRE, B. RABEHL, *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 27.

– y compris la culture de la classe ouvrière !⁴⁶

Mais que le fossé entre la Nouvelle Gauche et la classe ouvrière soit objectivement fondé n'enlève rien à la nécessité de leur jonction, comme « condition préalable du changement »⁴⁷. Une telle jonction, on l'a vu, n'est ni un rapport de représentation, de subordination, mais une rencontre des deux groupes « partant de leur propre base » et dans leur distance même⁴⁸. Et ceci pour deux raisons. Pour une raison organisationnelle d'abord, censée écarter un double danger : soit reproduire la forme-parti héritée de Lénine, soit sombrer dans un idéal spontanéiste victime de la fétichisation de la pratique des masses. Il existe aussi une autre raison, d'ordre historique ou conjoncturel : c'est que, dans les pays du centre, l'intégration de la classe ouvrière au système capitaliste a rendu tout bonnement impensable la création d'un parti révolutionnaire de masse ; seule subsiste objectivement la possibilité d'échafauder des bases locales et décentralisées⁴⁹. Néanmoins, il est remarquable que pour illustrer ses propos sur les tentatives de jonction entre étudiants et ouvriers, Marcuse cite les cas italien et français, mais non la révolte des étudiants allemands pour laquelle la rencontre avec la classe ouvrière a été un échec. Dès lors, si l'on peut trouver chez Marcuse un diagnostic de la spécificité du cas ouest-allemand, il faut probablement le déceler dans les blancs du texte : il existe en creux, dans le silence de l'analyse et dans l'absence de référence que Marcuse fait à l'Allemagne *au moment même où il mentionne l'Italie et la France*. Et de fait, force est de constater qu'en RFA la « catalyse » de la classe ouvrière par les étudiants n'a pas été produite, que l'« étincelle » n'a pas eu lieu. Aux yeux de Marcuse, cet échec n'est cependant pas que l'effet de la léthargie des masses

⁴⁶ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 51.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 60.

⁴⁸ Cf. *ibid.*, p. 60 : « La jonction des deux forces [est] une condition préalable du changement, la conscience syndicale doit se transformer en conscience politique, en conscience socialiste. Ce n'est pas en "allant aux ouvriers", en se joignant à leurs piquets de grève, en épousant leurs "causes", que l'on y parviendra. La jonction ne sera rendue possible que par un processus de changement social dans lequel chacun des deux groupes agira *en partant de sa propre base*, et en fonction de sa conscience, de ses doléances et de ses griefs propres. »

⁴⁹ Cf. H. MARCUSE, *Actuels*, « Échec de la nouvelle gauche », p. 29.

ouvrières (ou de la seule presse Springer) : de manière générale, les étudiants sont eux-mêmes partiellement responsables de cet échec dans la mesure où leur fascination pour l'action prolétarienne de masse les a conduits à méconnaître que leur propre base constitue un point de départ potentiel pour une révolution globale.

Prisonnier de son fétichisme ouvriériste, le mouvement étudiant répugne à admettre, voire nie tout simplement qu'il a, sur les campus, la base qui lui appartient en propre dans l'infrastructure elle-même. En outre, cette base va des campus aux *institutions* politiques et économiques qui emploient de la "main-d'œuvre instruite".⁵⁰

Témoigne de cette fétichisation ouvriériste la coexistence de deux tendances au sein du SDS, l'une orthodoxe ouvriériste ou traditionaliste (représentée par les présidents délégués Schauer et Dabrowski) et l'autre antiautoritaire (menée par Dutschke et consorts dès leur entrée au SDS), tendances dont la conflictualité éclate notamment au sujet du rôle du Vietnam pour et dans la lutte⁵¹.

Pour Marcuse, Rudi Dutschke a bien vu que le mouvement étudiant avait la possibilité de court-circuiter la fausse alternative entre revendications internes à l'Université et revendications politiques générales, du fait de la position spécifique des institutions académiques : l'Université comme lieu à la fois de production de la force de travail et de reproduction idéologique. Il s'agit là d'une des seules mentions que Marcuse fait du leader étudiant dans ses écrits⁵². La référence à Dutschke intervient à un moment décisif de l'argumentation, lorsqu'il s'agit de penser l'articulation entre l'action au sein des institutions universitaires et en dehors d'elles :

Pour élargir la base du mouvement étudiant, Rudi Dutschke a proposé la stratégie de la « longue marche à travers les institutions » : il s'agit de travailler *contre* les institutions établies tout en y travaillant, mais pas seulement de les saper de l'intérieur, plutôt au contraire de « faire son boulot »,

⁵⁰ Cf. H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 77-78.

⁵¹ Cf. C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 99-105.

⁵² Cf. la lettre de Marcuse à Dutschke du 16 avril 1971 (reproduite in H. MARCUSE, *Nachgelassene Schriften. Band 4: Die Studentenbewegung und ihre Folgen*, p. 209-210).

d'apprendre (à programmer et lire le langage des ordinateurs, à enseigner à tous les niveaux, à se servir des *mass media*, à organiser la production, à repérer l'obsolescence calculée et à y faire échec, à concevoir l'esthétique industrielle, etc.), et de préserver en même temps sa propre conscience en travaillant avec autrui. L'effort concerté pour instaurer des contre-institutions fait partie de cette longue marche. (...) J'ai souligné le rôle clé des universités dans la période actuelle : elles peuvent encore fonctionner en tant que centres de formations de contre-cadres. La « restructuration » nécessaire au succès de cet objectif dépasse une participation étudiante résolue et un enseignement non autoritaire. Non, rendre l'Université « adaptée » au monde d'aujourd'hui et à celui de demain, c'est lui demander de mettre en relief les forces qui ont fait de la civilisation ce qu'elle est aujourd'hui et ce qu'elle pourrait être demain ; c'est *cela*, l'éducation politique.⁵³

En RFA, la longue marche à travers les institutions est restée au stade programmatique, de même que l'hypothétique rencontre avec les ouvriers : le fossé entre théorie et pratique, comme entre praxis étudiante et praxis prolétarienne, n'a pas été franchi. À ce compte, et au regard de la tâche que lui avait prescrite Marcuse, la révolte des étudiants allemands semble avoir été un échec. C'est du moins une telle appréciation que l'on pourrait légitimement attendre de la part de Marcuse. Tel n'est pourtant pas le cas. Dans le texte d'une conférence tenue en 1975 et intitulée « Échec de la nouvelle gauche », on verra que Marcuse pose un diagnostic bien plus nuancé. Avant d'évoquer le bilan que tire Marcuse de la Nouvelle Gauche et de la révolte étudiante, il est nécessaire de comprendre la fonction assignée au Tiers Monde, et notamment au Vietnam, à l'égard des révoltes étudiantes.

⁵³ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, *op. cit.*, p. 78-79. Sur la question de l'élargissement et de la connexion de la lutte estudiantine aux autres sphères de la société, cf. R. DUTSCHKE, « Les conditions historiques de la lutte internationale pour l'émancipation », in U. Bergmann, R. Dutschke, W. Lefèvre, B. Rabehl, *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 185 (position des étudiants dans le champ social) ; p. 194-195 (élargissement de la lutte) ; p. 196 (refus de la forme-parti) ; p. 197 (léthargie des masses ouvrières, dialectique de la prise de conscience des masses et séparation des facteurs objectifs et subjectifs).

Il n'est guère étonnant pour Marcuse que les étudiants aient eu beaucoup de mal à joindre leurs forces aux ouvriers, étant donné la marginalité sociale des premiers et le degré d'intégration des seconds. Toutefois, l'espoir et la tâche d'une synchronisation des forces subversives ne concernent ni uniquement ces deux groupes ni des échelles simplement locales ou nationales. Ainsi, pour Marcuse, le devenir révolutionnaire de la révolte des étudiants allemands ne doit pas être envisagé exclusivement à l'intérieur du capitalisme avancé pas plus qu'on ne peut compter sur les seules luttes de libération nationale dans le Tiers Monde pour une révolution mondiale. La synchronisation des forces doit avoir lieu *entre le centre et la périphérie*, entre les forces de subversion intérieures au système capitaliste et celles qui existent dans son espace d'expansion nécessaire :

c'est précisément à cause de cette relation interne entre les révolutions étrangères et les métropoles que persiste le lien fatal entre les perspectives de mouvements de libération et les perspectives de changement radical dans les métropoles : les forces de « négation » qui sont à l'œuvre à l'étranger doivent être *synchronisées* avec celles qui sont à l'œuvre à l'intérieur, et cette synchronisation ne peut jamais être le résultat de la simple organisation ; elle doit avoir sa *base objective* dans le processus économique et politique du capitalisme corporatif. Ces facteurs objectifs s'annoncent dans les tensions et les à-coups de l'économie capitaliste.⁵⁴

On l'a vu, synchronisation ne signifie pas assimilation mais jonction des forces dans leur distance : « ce qui est à l'ordre du jour dans les métropoles et au Vietnam est différent, mais les deux choses peuvent être mises en relation »⁵⁵.

On sait que cela a précisément été le cas en 1965-1966 à la F.U., au cours de ce qu'Uwe Bergmann nomme le « semestre Vietnam ».

Nul événement politique n'a autant que la guerre du Vietnam joué un rôle décisif en ce qui concerne les discussions et la

⁵⁴ H. MARCUSE, « Réexamen du concept de révolution », p. 27. Sur l'existence de forces subversives au centre et à la périphérie, cf. H. Marcuse, *La fin de l'utopie*, *op. cit.*, p. 25-26.

⁵⁵ H. MARCUSE, *La fin de l'utopie*, *op. cit.*, p. 31.

politisation des étudiants. Ce sont les préoccupations liées à cette guerre qui devaient provoquer le premier conflit important avec l'ordre régnant *hors de l'Université*. (...) Face à l'anéantissement de tout un peuple au nom de la démocratie, face à l'agression américaine contre le Vietnam, le mouvement étudiant trouva sa dynamique propre.⁵⁶

Dans cette intrusion de la scène mondiale dans les débats et les discours de mobilisation étudiants (la guerre du Vietnam, mais aussi la visite de Moïse Tschombe en décembre 1964, les marches contre l'arme atomique de Pâques 1965, « l'attentat au pudding » contre le vice-président américain Humphrey en avril 1967, la manifestation à l'occasion de la visite du Shah d'Iran en mai 1967, etc.), dans la dialectique de politisation-dépolitisation relancée par cette intrusion, Guillaume Sibertin-Blanc avait vu l'occasion de forger le concept d'« événements mondiaux intérieurs »⁵⁷. Leur importance tient à ce que le court-circuit des scènes locale (l'Université) et internationale (exemplairement le Vietnam qui est « l'Espagne de notre génération »⁵⁸) produit un puissant effet de politisation qui décentre la lutte de son vis-à-vis étatique, transforme du même coup le système de positions qui détermine le champ politique de la lutte et met en échec les formes traditionnelles de la répression :

lorsque le processus de politisation étudiante, dans ses débats, dans ses mobiles, dans ses exigences et dans ses mots d'ordre, se trouve contaminé par les données de la conjoncture mondiale, la dépolitisation devient particulièrement difficile, sinon impossible.⁵⁹

Marcuse n'a pas forgé de conceptualité précise pour penser de tels effets de seuils au cours de la lutte : il n'en reste pas moins qu'il a constamment souligné l'importance de la conjoncture internationale, et notamment des luttes de libération nationale *pour* et

⁵⁶ U. BERGMANN, R. DUTSCHKE, W. LEFEVRE, B. RABEHL, *La révolte des étudiants allemands*, op. cit., p. 36.

⁵⁷ *Séminaire du GRM*, séance du 26 septembre 2009, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3_Seance_introductiv2.pdf

⁵⁸ « Le Vietnam est l'Espagne de notre génération » est un tract signé par des professeurs et intellectuels allemands en février 1968.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 23.

dans les révoltes des pays du capitalisme avancé, et notamment les mouvements étudiants : il faut que « l'opposition étudiante [réussisse] à faire du Tiers Monde et de sa praxis révolutionnaire sa propre base de masse »⁶⁰.

L'importance des luttes dans le Tiers Monde à l'égard des révoltes dans les pays du centre ne les rend pas pour autant équivalentes quant à la perspective révolutionnaire. Pour Marcuse, en effet, leur synchronisation nécessaire ne supprime pas une certaine *prévalence* des pays du capitalisme avancé sur le Tiers Monde et de la production économique sur la conscience et l'idéologie : « la chaîne d'exploitation doit rompre à son maillon le plus fort », à savoir au niveau de la structure économique du capitalisme des métropoles⁶¹. Dans *Vers la libération*, Marcuse introduit une nette hiérarchie à l'intérieur de cette multiplicité de facteurs (facteurs subjectifs et objectifs, au centre et à la périphérie). Les facteurs subjectifs sont certes une condition nécessaire de la libération, mais ils restent dépendants de l'affaiblissement *préalable* des structures objectives du capitalisme, car seule la radicalisation de ses antagonismes est apte à engendrer un réveil des masses. D'une part, les luttes de libération nationale au sein du Tiers Monde n'ont de chance d'être efficaces au plan mondial qu'à condition que les pays du capitalisme avancés soient affaiblis, puisque ce sont ces derniers (notamment les Américains) qui y organisent et financent la contre-révolution (au Vietnam, à Cuba, en Amérique latine)⁶². D'autre part,

⁶⁰ H. MARCUSE, *La fin de l'utopie*, *op. cit.*, p. 56-57, voir aussi *ibid.*, p. 133.

⁶¹ H. MARCUSE, *Vers la libération*, *op. cit.*, p. 108.

⁶² Cf. *ibid.*, p. 108 : « Seul l'affaiblissement interne des super-puissances pourra finalement les empêcher de financer et d'équiper la répression dans les pays les moins avancés. Les Fronts nationaux de libération constituent une menace pour l'existence de l'impérialisme ; non seulement au niveau matériel, mais aussi sur le plan idéologique, ils représentent le catalyseur du changement. La révolution cubaine, le Vietcong, ont mis en évidence ce qu'il est possible de faire (...). Bien plus que de l'"humanisme socialiste" du jeune Marx, c'est de cette violente solidarité dans la défense, de ce socialisme élémentaire dans l'action, que le radicalisme de la Nouvelle Gauche a tiré sa forme et sa substance ; ici encore (au niveau de l'idéologie), la révolution externe joue un rôle fondamental dans l'opposition intérieure des métropoles capitalistes. Toutefois, cette force exemplaire, cette puissance idéologique de la révolution extérieure ne peuvent porter ses fruits que si le système capitaliste commence à perdre sa structure interne et sa cohésion ».

les révoltes dans les pays du centre produisent certes un renouveau de la conscience révolutionnaire, instillent une « dissolution de la moralité sociale » en opposant un refus de la répression idéologique non moins que matérielle (économique et politique) ; mais leur efficacité dépend elle aussi de l'affaiblissement interne des économies nationales, comme le montre la paralysie des masses⁶³. Marcuse confère ainsi *in fine* un certain privilège à l'économique sur l'idéologique et au centre sur la périphérie. Mais cette hiérarchie est encore trop schématique, car pour Marcuse les luttes de libération nationales du Tiers Monde ont une spécificité que n'ont pas les révoltes étudiantes : y coïncident les facteurs objectifs et subjectifs de la révolution, puisque les producteurs immédiats (majoritairement agricoles) participent également aux luttes. Le sujet révolutionnaire y est tendanciellement unifié, ou plutôt il n'y est pas encore scindé comme il l'est dans les pays du centre.

En effet, dans les sociétés capitalistes avancées, les modalités de la lutte prennent un relief particulier en raison de cette scission interne du sujet historique de la révolution. Celui-ci est deux fois dispersé : il est d'abord séparé en facteurs subjectifs et objectifs, on l'a vu ; mais le facteur subjectif est lui-même scindé en divers groupes hétéroclites, ceux qui composent la Nouvelle Gauche. Les mouvements féministes avancent ainsi des revendications qui, si elles ne sont pas incompatibles avec celles des étudiants (loin de là), n'y sont pas pour autant homogènes – de même pour la population des ghettos⁶⁴. Chez Marcuse, cette dispersion des subjectivités militantes dans l'espace social fait l'objet d'un double constat, par rapport auquel il est possible de situer la position des étudiants. Premier constat : le morcellement a pour effet positif de rendre possible de nouvelles formes d'organisation non centralisées, sans pour autant qu'elles perdent un caractère « totalisateur ». Ces

⁶³ Cf. *ibid.*, p. 111 : « Certes, il s'agit là de facteurs subjectifs, mais qui pourraient avoir une efficacité matérielle s'ils s'ajoutaient aux tensions objectives, de nature économique et politique, auxquelles le système devra faire face à l'échelle mondiale. Alors, *et seulement alors*, se constituerait un climat politique dans lequel un appui de masse pourrait s'offrir aux nouvelles formes d'organisation qui seront nécessaires pour diriger le combat ».

⁶⁴ Sur la question des mouvements féministes chez Marcuse, cf. H. MARCUSE, *Actuels*, « Marxisme et féminisme » (1974), p. 37-58.

nouvelles formes d'organisation décentralisées, diffuses et relativement spontanées, outre qu'elles répondent à la perte de confiance envers les partis traditionnels et à l'égard de toute forme d'autorité, permettent de tenir tête à la violence potentielle de la machine répressive d'État : ou plutôt de ne pas lui tenir tête, c'est-à-dire de ne pas entrer dans une opposition frontale avec lui. La rupture avec la forme-parti va dès lors de pair avec la transformation des objectifs de la lutte : il n'est plus question de s'emparer du pouvoir d'État (dont la puissance militaire et policière est trop concentrée) avec l'appui d'une action de masse (que la léthargie rend conservatrice, ou au mieux réformiste)⁶⁵. Cette diffusion de la contestation dans le champ social n'est pas pour autant l'indice d'une démission ou d'un manque d'ambition. Certes, le mouvement étudiant, comme la plupart des membres de la Nouvelle Gauche, est le fait de groupes minoritaires situés à la marge : il est de fait susceptible d'être soit récupéré soit isolé. Mais il a toutefois *par ce fait même* profondément renouvelé l'idée et la possibilité de la révolution comme transformation *totale* de l'ordre établi. En effet, si ces groupes sont à la marge, c'est parce qu'ils contestent la société existante dans ses dimensions tant objectives et économiques que subjectives et psychiques (cf. la composante esthétique de la révolte berlinoise avec le groupe Spur). Ainsi, les étudiants, malgré les problèmes stratégiques d'organisation et de lutte qu'ils rencontrent ont redonné vie à l'espoir d'un changement qualitatif et total (et non pas quantitatif, c'est-à-dire par le simple accroissement économique des forces productives). La révolution sera culturelle ou ne sera pas⁶⁶. Que la révolte ait une dimension psychique et libidinale autant qu'économique ressort d'abord des conceptions originelles du groupe *Subversive Aktion* (« une révolte totale dans tous les domaines de la vie »⁶⁷), mais plus encore de la critique que Dutschke fera du caractère encore trop « existentialiste » et pas assez « révolutionnaire » de la subversion menée par ce groupe⁶⁸.

⁶⁵ Cf. H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 63-64.

⁶⁶ Cf. H. MARCUSE, *Actuels*, p. 17, 22, 27, 30.

⁶⁷ « Eschatologisches Programm », *Unverbindliche Richtlinien*, 1, décembre 1962, Odensee/Danemark, p. 24, cité in C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 93.

⁶⁸ Cf. C. KOHSER-SPOHN, op. cit., p. 96.

Second constat : l'anarchisme et le spontanéisme qui caractérisent les nouvelles formes d'opposition restent tout de même exposés au danger majeur de l'inefficacité, mais aussi du repli identitaire et de l'usage extrême de la violence (cf. le mot malheureux de Habermas sur le « fascisme de gauche »). On sait que les tendances anarchistes ou spontanéistes de certaines luttes ont radicalement renouvelé leurs modalités mêmes (cf. la « manifestation promenade » de décembre 1966 à Berlin). De même, l'ancrage anti-autoritaire du mouvement allemand crée un débat au sein du SDS sur le sens et l'intérêt stratégique du parlementarisme et, plus généralement, de l'utilisation des institutions démocratiques dans le combat politique (d'où l'ambivalence entre deux conceptions de la démocratie, bourgeoise-formelle ou directe-conseilliste)⁶⁹. Chez Marcuse, le constat que la Nouvelle Gauche rompt avec les organisations militantes centralisées et bureaucratiques traditionnelles se double de l'inquiétude que le manque d'organisation et d'éducation des subjectivités militantes soit tout bonnement inefficace : quoi de pire pour un penseur critique qu'une spontanéité non éduquée ? D'où chez Marcuse la tentative de concilier spontanéité et autorité, ou éducation. Comment éviter le piège de la spontanéité sans retomber dans celui du dirigisme ?

La spontanéité n'est pas antagoniste de l'autorité ; dans la mesure où la pratique révolutionnaire est explosion de *besoins vitaux* qui, on l'a vu, ne portent pas nécessairement sur les nécessités matérielles de la vie, elle plonge ses racines dans la spontanéité ; mais cette spontanéité peut être *trompeuse*, elle peut résulter de l'introjection de besoins sociaux suscités par l'ordre établi mais contraires à la libération de l'existence humaine. L'endoctrinement et la manipulation intenses des gens appellent une contre-éducation et une organisation

⁶⁹ Cf. *ibid.*, Deuxième partie, chap. III : « La démocratie directe contre la démocratie bourgeoise ». S'inspirant de la démocratie directe héritée du conseillisme allemand, Dutschke affirme ainsi : « Lorsque nous nous disons extraparlémentaire, cela veut dire que nous visons un système de démocratie directe, c'est-à-dire une démocratie de conseils qui permette aux hommes à la conscience critique d'élire et de déposer leurs délégués lorsque cela leur semble nécessaire », « Gespräch mit R. Dutschke », *Der Spiegel*, 21, 29, 1967, cité par C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 152.

intenses en défense. Or cette nécessité se heurte aux tendances antiautoritaires de la Nouvelle Gauche.⁷⁰

Ainsi, la situation actuelle est marquée par un double écueil : d'un côté, l'opposition historique aux partis de masse bureaucratiques et dirigistes est légitime, de l'autre elle paraît condamner l'efficacité de la lutte. Cette tension constitutive de la Nouvelle Gauche « entre rébellion personnelle et rébellion politique, entre libération privée et révolution sociale »⁷¹, rejoint le second danger qui menace, aux yeux de Marcuse, son efficacité et à la limite son existence : le repli des luttes sur la libération individuelle marqué par un refus de toute éducation ou théorie. C'est exemplairement le cas de la *Kommune I* et de son rapport au SDS, dont il sera exclu en mai 1967 : est-ce l'expérience d'un nouveau mode de vie révolutionnaire ou une progressive dérive apolitique ? En témoigne le célèbre mot du communiste Kunzelmann : « Que m'importe le Vietnam, j'ai des problèmes d'orgasme ! ».

Il est vrai que là se situe précisément ce qui empêche la révolte d'avoir son plein effet ; les « contre-cultures » créées par la nouvelle gauche perdirent leur impact politique et se détruisirent elles-mêmes en revenant à une sorte de « libération » individuelle (la drogue, le culte du gourou et autres sectes pseudo-religieuses), en professant un anti-autoritarisme abstrait doublé de mépris pour la théorie en tant que guide de la pratique.⁷²

Mais si l'on persiste à faire une lecture symptomale du texte de Marcuse pour y déceler un diagnostic en négatif de la révolte berlinoise, on conçoit que la situation de l'Université est à cet égard relativement préservée de ce danger, et ce constitutivement, du fait de son caractère institutionnel et de sa position dans le champ social à la frontière de l'individuel et du collectif, du psychique et du matériel, de l'idéologique et de l'économique. Mais on n'est pas étudiant toute sa vie... En revanche, en dehors de l'Université, l'anti-autoritarisme a également donné lieu à des formes violentes de lutte (notamment avec la RAF en Allemagne). Or, lorsqu'il est question

⁷⁰ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 69.

⁷¹ *Ibid.*, p. 70.

⁷² H. MARCUSE, *Actuels*, op. cit., p. 19.

de l'usage de la violence dans le combat politique, Marcuse évoque rarement cette « bascule » possible de l'anti-autoritarisme en lutte armée ; il en reste le plus souvent à une opposition entre « violence de l'oppression » et « violence de la libération », d'agression ou de défense, violence institutionnalisée et droit de résistance⁷³. À cet égard, l'usage de la violence dans la confrontation aux autorités « demeure donc avant tout un problème de tactique »⁷⁴ et non pas un problème quant au devenir du combat politique. Cependant, la question du « terrorisme » révolutionnaire, de la tactique de guérilla, pose non seulement un problème de légalité juridique, mais interroge aussi – et peut-être surtout – les tendances *internes* des organisations et des formes de la lutte. La possibilité d'un « fascisme de gauche » (selon le mot de Habermas), c'est-à-dire en réalité l'ambivalence de l'usage de la violence révolutionnaire oscillant entre deux pôles extrêmes (libération et terrorisme), n'est dès lors jamais véritablement prise en compte par Marcuse (et ce au-delà du fait que les *signifiants* « fascisme » et « néo-fascisme » désignent chez lui uniquement la violence contre-révolutionnaire).

4. Déplacement ou continuité ?

De quelle nature est le déplacement théorique opéré par Marcuse, à l'occasion de l'analyse des révoltes étudiantes, quant à la conception marxiste du sujet révolutionnaire ? On pourrait considérer que ce déplacement masque en réalité une continuité souterraine.

Il y a bel et bien, à la faveur des mouvements étudiants que Marcuse s'est efforcé de théoriser (surtout le mouvement américain, un peu les mouvements allemand, français et italien) un déplacement théorique majeur, qui se réfléchit tout entier dans sa compréhension de la signification historique de la Nouvelle Gauche. Comme l'indique explicitement le texte « Réexamen du concept de révolution », celle-ci symbolise une troisième voie marquée par le refus simultané de la voie capitaliste et de la voie socialiste. Replacée dans le contexte propre aux pays du centre marqués par une

⁷³ Cf. H. MARCUSE, *La fin de l'utopie*, *op. cit.*, p. 49-50.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 50.

intégration idéologique de la classe ouvrière, la Nouvelle Gauche, et notamment la jeunesse étudiante militante, apparaît comme la renaissance du facteur subjectif de la révolution, qui s'était absenté du prolétariat et de ses organes représentatifs. La nouveauté théorique de l'analyse de Marcuse repose ainsi sur la nouvelle forme de scission qui existe entre l'en-soi et le pour-soi de la transformation sociale. Il n'incombe plus au parti marxiste-léniniste d'éduquer les masses mais aux étudiants de les féconder, de les catalyser, de les réveiller, bref de les sortir de leur léthargie conservatrice ou réformiste. C'est le sens de la distinction que fait Marcuse entre le *support* et le *moteur* de la révolution : le support est puissant mais paralysé, le moteur est actif mais sans base de masse – d'où l'urgence du « renforcement numérique »⁷⁵, c'est-à-dire de la jonction de leurs forces respectives.

Cependant, si elle déplace la distinction entre une masse prolétarienne et une avant-garde consciente censée la conscientiser, le rapport entre support et moteur de la transformation sociale reproduit le *présupposé* de cette distinction ou son *modèle implicite* : l'opposition entre une matière passive et une forme active, que celle-ci soit logée dans le parti marxiste-léniniste comme médiation interne à la classe ouvrière ou qu'elle s'incarne dans un groupe social (relativement) extérieur à celle-ci : les étudiants. Avec l'idée d'une classe révolutionnaire *en soi*, ou d'un sujet *objectif* de l'émancipation (objectif mais passif ou virtuel), Marcuse réactive le schéma hylémorphique, qui prend d'abord son sens dans le cadre d'une théorie de la connaissance liée à un principe de hiérarchisation socio-technique du travail⁷⁶. On retrouve un tel schéma hylémorphique dans le rapport faussement égalitaire de la distinction entre théorie et

⁷⁵ H. MARCUSE, *Contre-révolution et révolte*, op. cit., p. 56.

⁷⁶ Sur ce point, cf. G. SIMONDON, *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Grenoble, Million, 2005, p. 51 : « Ce que le schéma hylémorphique reflète en premier lieu, c'est une représentation socialisée du travail et une représentation également socialisée de l'être vivant individuel (...). L'opération technique qui *impose une forme à une matière passive et indéterminée* (...) est essentiellement l'opération commandée par l'homme libre et exécutée par l'esclave (...). Le caractère actif de la forme, le caractère passif de la matière, répondent aux conditions de la transmission de l'ordre qui suppose une hiérarchie sociale : c'est dans le contenu de l'ordre que l'indication de la matière est un indéterminé alors que la forme est détermination, exprimable et logique ».

pratique (la théorie comme « guide » de la pratique), dont on peut observer les effets dans la théorie marcusienne de l'organisation (la nécessaire éducation de la spontanéité). Marcuse demeure *in fine* incapable de s'affranchir réellement de la fausse alternative dialectique de l'autonomie et du centralisme, de la spontanéité des masses et de la réflexivité théorique des avant-gardes, puisque la question de l'organisation de la contestation reste irrémédiablement prise dans l'horizon d'une unification, d'une totalisation ou d'une synchronisation possibles et à venir, où viendraient se résoudre l'ensemble des contradictions qui travaillent le champ social⁷⁷.

Il nous semble que la casuistique marcusienne à propos du nouveau sujet révolutionnaire, casuistique dont témoignent les distinctions incertaines et des termes parfois peu conceptualisés, renvoie en dernière analyse à une difficulté constitutive du moment historique de l'après-guerre, dont les conséquences sont observables dans la théorie. Guillaume Sibertin-Blanc en faisait la remarque, en généralisant le diagnostic que Badiou faisait du mai 68 en France : on assiste à cette époque à la dissipation corrélatrice *et* de l'agent objectif de l'émancipation inscrit dans la réalité sociale *et* de la conviction que cet agent objectif doit être transformé en puissance subjective.

Disons que si tend à vaciller la représentation d'un sujet de l'action transformatrice radicale qui sera préfigurée, prédéterminée, ou d'une manière ou d'une autre pré-donnée

⁷⁷ On sait que c'est sur une toute autre voie que s'engageait Althusser à la même époque dans *Pour Marx* et *Lire le Capital*, en cherchant à soustraire la conceptualité marxiste de l'idéalisme hégélien, inaugurant une voie divergente dans le champ marxiste (dont se ressentent par exemple les outils théoriques à même de produire des analyses de conjonctures). Il semble bien que le champ théorique actuel obéisse encore à cette divergence de voies, en ce qu'il est schématiquement scindé en une tradition critique inspirée de l'École de Francfort (dont la « philosophie sociale » ou « critique » serait aujourd'hui le fer de lance) et une tradition althussérienne (dont Balibar, Foucault, Deleuze-Guattari et ceux qui s'en réclament aujourd'hui seraient les héritiers principaux). Les usages actuels de Marx témoignent de l'existence de ces deux courants (bifurcation qui n'interdit pourtant pas certaines passerelles théoriques) : il ne viendrait par exemple pas plus à l'idée des héritiers de la tradition critique d'abandonner le concept dialectique d'aliénation (et les textes de Marx qui en usent) qu'aux post-althussériens de l'utiliser (du moins en son sens fort).

dans l’objectivité sociale, ce n’est pas parce que cette représentation elle-même disparaît, mais plutôt parce qu’elle se complexifie et se démultiplie (...), et parce que c’est corrélativement l’objectivité sociale elle-même ou ce qui serait représentable comme tel qui vacille.⁷⁸

Les acrobaties théoriques auxquelles est contraint Marcuse pour tenter de ménager à la fois les analyses de conjoncture des mouvements étudiants de la fin des années 1960 d’un côté et la dialectique hégéliano-marxiste à l’œuvre dans la théorie critique ne doivent pas nous tromper : leur conciliation est plus que problématique. Au fur et à mesure qu’il constate la « désespérante dispersion » de l’agent de la transformation sociale dans les différentes couches sociales ainsi que dans les différentes régions du monde, vacille la possibilité d’identifier et d’articuler les diverses figures du négatif, qui ne sont pourtant rien d’autre que le moteur de la dialectique historique. Dès lors, la conjoncture étudiante vient révéler à la théorie ce que Balibar considère être la non-coïncidence *constitutive* du prolétariat avec lui-même, son caractère fondamentalement scindé entre l’en-soi et le pour-soi, entre l’existence objective économique et matérielle de classe d’une part et la conscience subjective d’une praxis de masse d’autre part⁷⁹. Il n’est pas sûr, pourtant, que Marcuse tire toutes les conséquences de cette non-coïncidence fondamentale, étant donné l’importance qu’il accorde à la possibilité de *synchronisation* des forces subversives, c’est-à-dire à l’espoir de leur *unification finale*. Cette tension dans le corpus marcusien manifeste une tension entre l’idée hégélienne de résolution dialectique réelle des contradictions et l’analyse d’une conjoncture qui met en échec non pas l’unification éventuelle et

⁷⁸ *Séminaire du GRM*, séance du 26 septembre 2009, *op. cit.*

⁷⁹ Cf. E. BALIBAR, *La crainte des masses*, « Le prolétariat insaisissable », Paris, Galilée, 1997, p. 244-248 : « si, dans *Le Capital*, le prolétariat est concrètement présent, mais *sans signifiant unique*, c’est surtout qu’il intervient selon deux modalités qui ne sont pas purement et simplement superposables (...) : à la fois comme *classe* et comme *masse*. (...) Le fait que le prolétariat, qui est à la fois “classe” et “masse”, ne soit pas un sujet donné, qu’il ne *coïncide* jamais avec lui-même – qu’il soit en quelque sorte ontologiquement dissocié –, ne signifie pas qu’il ne lui arrive jamais de se présenter et d’agir *comme sujet* dans l’histoire. Mais cette action révolutionnaire est toujours liée à une conjoncture, durable ou non, et n’existe que dans les limites qu’elle prescrit ».

provisoire des contradictoires mais la *garantie* de cette unification. Comme l'écrit Balibar :

Poser que l'émergence d'une forme de subjectivité (ou d'identité) révolutionnaire est toujours un effet partiel, jamais une propriété de nature, et ne comporte par conséquent aucune garantie, c'est s'obliger à rechercher les conditions qui, dans la conjoncture, peuvent précipiter des luttes de classes en mouvements de masses, et les formes de représentation collective qui, dans ces conditions, peuvent maintenir dans les mouvements de masses l'instance de la lutte des classes. Rien ne dit, bien au contraire, que ces formes soient éternellement les mêmes...⁸⁰

En réalité, Marcuse reste sensible à ce risque dans la mesure même où il insiste sur la puissance de la contre-révolution fasciste susceptible de mettre fin aux tendances et aux espoirs révolutionnaires :

Un danger menace pourtant la nouvelle gauche, comme la gauche dans son ensemble : celui d'être victime des tendances réactionnaires-agressives du capitalisme avancé. Ces tendances se renforcent à mesure que la crise s'étend et qu'elle oblige le système à chercher une issue dans la mesure d'une nouvelle guerre et dans la répression de l'opposition. Une nouvelle fois le fascisme menace de barrer la route au socialisme. L'alternative classique "socialisme ou barbarie" est aujourd'hui plus actuelle que jamais.⁸¹

En revanche, Marcuse ne prend pas véritablement la mesure d'un autre risque qu'il ne mentionne que sporadiquement : la dérive groupusculaire, « terroriste » ou « fasciste » des mouvements de contestation, dont l'Allemagne (comme l'Italie) sera le théâtre avec la *Rote Armee Fraktion* (RAF).

Dernière remarque, quant à la spécificité de la conjoncture allemande vis-à-vis des autres mouvements étudiants, en Europe et aux États-Unis. La révolte des étudiants berlinois, ne donne pas seulement à voir cette scission du sujet révolutionnaire, notamment à travers les problèmes très concrets des rapports de l'Université au

⁸⁰ *Ibid.*, p. 248.

⁸¹ H. Marcuse, *Actuels*, « Échec de la nouvelle gauche », p. 34-35.

champ social et du caractère politique de leurs revendications (cf. le rôle du recteur de la F.U. et de la presse Springer). Elle manifeste également de manière privilégiée un double phénomène inédit : le rôle de la conjoncture internationale dans la mobilisation et la politisation des subjectivités militantes doublé d'un mouvement antiautoritaire dont la radicalité est une réaction au passé fasciste de l'Allemagne (sur la réaction au passé fasciste, cf. les *Ringvorlesungen* dans les universités). L'insularité de Berlin et de sa mentalité pendant les années 1960 a probablement joué un rôle décisif dans la radicalisation des antagonismes. En effet, pour Kohser-Spohn,

Si la mentalité antiautoritaire s'était essentiellement développée à Berlin, c'est en raison de la situation géopolitique de la ville. La situation insulaire de Berlin et l'histoire récente de la ville (blocus de 1948, construction du Mur en 1961, difficultés économiques...) y avaient développé une idéologie et une mentalité de ghetto, qui se manifestaient par un sentiment communautaire exacerbé, s'exprimant dans la même volonté de "tenir bon" et de montrer aux "frères et sœurs" de l'Est les bienfaits de la démocratie. L'esprit berlinois était entièrement canalisé vers la critique du communisme que corroborait le traumatisme de l'invasion "russe". La conscience de la fragilité géopolitique de la ville et de la communauté sans cesse menacée poussait les Berlinoises à ne tolérer aucune critique qui pût mettre en danger "la vitrine du monde libre". Aussi étaient-ils plus prompts qu'ailleurs à sanctionner des comportements qui déviaient de la norme communautaire.⁸²

La position singulière de Berlin en Allemagne, en Europe et dans le monde court-circuite du même coup beaucoup plus facilement la conception stato-centrée de la révolte, de ses stratégies et de sa répression possible. Berlin est en quelque sorte un précipité des différentes échelles : locale (l'université et le pouvoir municipal), nationale (le gouvernement de la RFA) et internationale (la politique américaine à Berlin), ce dont les membres du SDS/Berlin seront

⁸² C. KOHSER-SPOHN, *Mouvement étudiant et critique du fascisme en Allemagne dans les années soixante*, op. cit., p. 107-108 ; sur la singularité de Berlin, voir le chapitre IX : « Le paradigme de Berlin ».

conscients dès le milieu des années 1960. « Le consensus entre les autorités de la ville et celles de l'université révélait au SDS/Berlin que Berlin était le dernier endroit au monde où la population s'identifiait presque entièrement à la politique des USA, du fait de sa position géopolitique. Mais à cause de cette situation géographique, Berlin constituait un point névralgique pour la politique intérieure des États-Unis. Car si les intellectuels berlinois descendaient dans la rue pour protester contre la guerre américaine au Vietnam, les cercles conservateurs américains se sentiraient abandonnés par leurs derniers amis »⁸³. Cela ne fut évidemment pas le cas en France, en Italie et, a fortiori, aux États-Unis. Ce fut seulement le cas en Allemagne. Il est alors frappant de constater que le diagnostic porté par Marcuse sur les révoltes estudiantines, qui envisage pourtant le cas allemand à travers une focale américano-centrée, n'ait pas tenu compte de ce trait profondément singulier.

⁸³ *Ibid.*, p. 99-100.

**Du point de vue partiel à l'universalité.
L'efficacité de la vérité, entre objectivité des
connaissances et opposition subjective dans l'enquête
mouvementiste**

FABRIZIO CARLINO

Cette intervention se propose de repérer les concepts qui caractérisent l'une des tendances de l'ensemble fort hétérogène de pratiques – propre à la séquence italienne – connu sous le nom d'*enquête militante*. La tendance que nous allons analyser, et qu'on peut qualifier de *mouvementiste*, a été incarnée surtout par l'organisation extraparlamentaire *Lotta continua* dans les années 1970, mais elle est néanmoins toujours vivante, sous des formes différentes, dans certaines théorisations récentes. L'irruption des luttes étudiantes en 1968 a joué un rôle important dans la rupture entre la tradition opéraïste et la phase des groupes extraparlamentaires ; plus précisément, c'est la greffe de l'anti-autoritarisme étudiant sur les luttes ouvrières qui a ouvert la voie à la formation d'un nouveau paradigme du militantisme et de l'enquête. En effet, à partir de 1969, le mouvementisme, tout en s'appropriant des aspects cruciaux de l'enquête opéraïste – tels que la centralité ouvrière, le concept de *partialité* du point de vue, la connaissance en tant qu'*opposition* –, les transpose dans une conjoncture différente par rapport à celle de l'Italie des années 50-60, et les articule à des notions associées à l'investissement du corps, au désir, et finalement à un nouveau paradigme de la centralité ouvrière ; cette transformation a entraîné la réintroduction d'une conception *universaliste* de la vérité, une nouvelle *pédagogie*

révolutionnaire et, finalement, une déclinaison *ontologique* de la pratique de l'enquête, dont on peut suivre les effets jusqu'aux travaux les plus récents d'Antonio Negri. La culture de 1968 affecte en effet aussi la composante opéraïste des groupes et imprime aux luttes ouvrières un caractère de contestation généralisée, élargie à la société et aux institutions. En même temps, le modèle « ouvriériste » est critiqué et la pratique politique sort de l'usine : si l'aliénation est partout, y compris dans les universités, et si l'exploitation s'exerce également dans les espaces de la vie quotidienne, la condition ouvrière, en tant que condition existentielle et universelle, devient un opérateur majeur de l'engagement militant générique. Cela implique que le *point de vue* ouvrier partiel devient *condition vécue* universelle : afin de se situer dans la vérité révolutionnaire, les étudiants eux-mêmes sont appelés à vivre la vie des ouvriers, tandis que les ouvriers sont appelés à élargir les fronts de la lutte à la vie quotidienne. Nous allons suivre ces déplacements contradictoires – dont le débouché ultime fut l'abandon des lieux de la production par le militantisme – dans leurs effets sur la transformation biopolitique de l'enquête militante.

De l'opéraïsme aux groupes : mutations dans la centralité ouvrière

Afin de mettre en évidence les éléments spécifiques de cette « enquête mouvementiste », il est donc nécessaire de tenter une analyse différentielle vis-à-vis de l'enquête opéraïste, ce qui pose un premier problème, à savoir celui de saisir théoriquement ce qui survient entre la phase des *Quaderni rossi* et celle des groupes de la Nouvelle gauche issus de 1968 – un problème qui implique évidemment d'interroger les rapports entre *Lotta continua* et l'opéraïsme. Il s'agit d'une question complexe, si on admet, en suivant Tronti, l'irréductibilité de l'opéraïsme politique des années 1960 à toute autre expérience postérieure ; l'opéraïsme politique se serait en effet développé uniquement à partir des *Quaderni rossi* et serait mort avec une autre revue, dont Tronti fut également un

protagoniste majeur, *Classe operaia*¹ : une lecture qui finit par considérer comme épuisée l'expérience de cet opéraïsme-là entre 1961 et 1967 ; la phase des groupes, tels que *Lotta continua* et *Potere operaio*, ferait partie d'une *autre histoire*, avec laquelle, selon Tronti, l'opéraïsme n'aurait presque rien de commun². Il s'agit d'une interprétation de la réalité sans doute exagérée et biaisée, qui nous révèle surtout la position de Tronti lui-même à l'égard de la question de l'organisation. Quoiqu'il en soit, il est vrai que, si 1968 marque une césure, c'est justement parce que c'est à ce moment-là que s'ouvre l'expérience des groupes, par rapport auxquels, du point de vue de la phase ouverte en 1956, une discontinuité est évidemment très visible. Les groupes issus du mouvement de 1968-1969 sont en effet porteurs, en tant que formations « anti-parti », d'un potentiel anti-politique, ce qui les amena certes à se donner pour tâche principale, selon Tronti, l'opposition au mouvement ouvrier traditionnel, mais aussi, comme l'écrivait *Lotta continua* elle-même, à se représenter comme instance de rupture radicale face aux autres organisations qui apparaissaient comme trop liées au tiers-internationalisme classique³ ; au contraire, la stratégie opéraïste se donnait pour tâche l'élargissement du modèle ouvrier à la politique dans son ensemble⁴ et entretenait un rapport plus complexe avec le mouvement ouvrier et avec le léninisme. Pourtant, il me semble tout à fait évident que, même si les différents opéraïsmes ne se développent pas dans la continuité d'une histoire qui déboucherait sur la formation des groupes, ces groupes sont liés, du point de vue de leur genèse, à l'expérience du marxisme critique des années 1960.

A cet égard, et pour aller plus loin, il faudrait se demander si l'opéraïsme a été effectivement une « critique avant la lettre »⁵ de

¹ M. TRONTI, « Introduction » à *Noi operaisti. L'operaismo degli anni Sessanta. Da "Quaderni rossi" a "classe operaia"*, Rome, DeriveApprodi, 2008 ; rééd. dans Id., *Noi operaisti*, Rome, DeriveApprodi, 2008, p. 5.

² « Intervista a Tronti », in F. Pozzi, G. Ruggero, G. Borio, *Futuro anteriore. Dai "Quaderni rossi" ai movimenti globali: ricchezza e limiti dell'operaismo italiano*, Rome, DeriveApprodi, 2002.

³ Voir « Una premessa alla discussione su Lotta continua », in *Lotta continua*, 8 octobre 1972.

⁴ M. TRONTI, *Noi operaisti*, op. cit., p. 53.

⁵ *Ibid.*, p. 21.

1968 et s'il a réellement joué un rôle majeur en 1969. Un ancien militant de *Lotta continua*, Giovanni De Luna, affirme, par exemple, que l'opéraïsme n'avait pas saisi le sens des luttes étudiantes de 1968 et qu'il « n'avait plus réussi à rattraper son retard »⁶. La thèse opposée, dont l'un des partisans est M. Tronti, commence par le constat d'une double discontinuité : entre 1956-1967 et 1968 d'un côté, entre 1968 et 1969 de l'autre. G. De Luna, interprète fidèle, de ce point de vue, des positions de *Lotta continua*, considère la rencontre étudiants-ouvriers en 1969 comme un approfondissement des instances antiautoritaires de 1968 ; en revanche, pour Tronti, 1969 a marqué une rupture précisément parce que c'est là que se sont présentées les conditions aptes tant à produire une critique de l'instance antiautoritaire – qui aurait représenté en effet une limite et nullement un acquis de 68 – qu'à développer la leçon opéraïste⁷. Cette opposition correspond, nous le verrons par la suite, à deux différentes manières d'interpréter la réalité de l'ouvrier-masse, et par conséquent la centralité ouvrière.

Quoi qu'il en soit, il faut considérer pour l'instant que les liens effectifs entre *Lotta continua* et l'expérience de *Quaderni rossi* et de *Classe operaia* furent très concrets. « L'univers théorique dans et par lequel *Lotta continua* s'exprime (...) reste celui du marxisme (par le biais surtout de Panzieri et Tronti) »⁸, et c'est de l'opéraïsme italien des années 1960 que proviennent la plupart des militants de *Lotta continua*⁹, comme en témoigne Luigi Bobbio dans l'ouvrage qui reste la référence principale à propos de l'histoire de *Lotta continua*. En effet, le journal *Lotta continua* paraît pour la première fois au cours de l'automne 1969, marquant le début d'un projet d'organisation nationale, suite à la constitution de nombreux groupes à partir de l'automne 1968. Entre autres, les maoïstes de *Servire il popolo* en septembre 1968, et, en décembre, *Avanguardia operaia* ;

⁶ G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio. 1969-1979. Militanza, violenza, sconfitta, memoria*, Milan, Feltrinelli, 2011 (2009), p. 118.

⁷ « 1969 a été le véritable *annus mirabilis* (...). L'opéraïsme a poussé 68 au-delà de ses propres présupposés. En 69 il n'était pas question d'anti-autoritarisme mais d'anti-capitalisme. L'ouvrier et le capital se trouvaient matériellement et frontalement opposés » (M. TRONTI, *Noi operaisti*, op. cit., p. 21).

⁸ L. BOBBIO, *Storia di Lotta continua*, 1988 (1979), Milan, Feltrinelli, p. 3.

⁹ L'autre composante étant celle des « dissidents catholiques », voir *ibid.*

surtout, en mai 1969 se constitue *La Classe* qui va devenir en septembre 1969 le très célèbre groupe *Potere operaio*. Et c'est précisément dans les documents de *La Classe* qu'apparaît pour la première fois la formule « Lotta continua », un slogan déjà lancé par Mario Dalmaviva et Vittorio Rieser. Mais c'est à travers une autre organisation, *Il Potere operaio toscano*, que la tradition opéráiste italienne est transmise aux militants qui composent la structure de *Lotta continua* jusqu'à sa dissolution¹⁰, l'autre composante, minoritaire, étant faite de cadres issus directement du mouvement étudiant. Et *Il Potere operaio toscano* était lié tant aux *Quaderni rossi* qu'à *Classe operaia*, deux revues avec lesquelles il avait travaillé, entre 1966 et 1967, dans les usines du littoral de la Toscane¹¹. Il s'agit d'un travail qui semble d'abord s'inscrire tout à fait dans la continuité des pratiques propres à d'autres « journaux d'usine » publiés par les *Quaderni rossi*, tels que *La voce operaia* ou *Lotta di classe*, ou par d'autres groupes de militants issus de *Classe operaia*, tel *Potere operaio* de Porto Marghera. Pourtant, la composition sociale de la Toscane, radicalement différente par rapport à la situation turinoise ou à celle de Porto Marghera, est l'élément qui déterminera certaines différences destinées à déboucher sur la critique de l'économicisme, et sur une opposition vis-à-vis de la ligne de *Classe operaia*, à laquelle était reproché d'envisager la lutte ouvrière uniquement du point de vue de son antagonisme objectif face au « plan du capital »

Plutôt que sur le thème du salaire, écrit Bobbio, qui reste le terrain privilégié de *Classe operaia*, les militants de *Il Potere operaio [toscano]* cherchent à insister sur des aspects plus généraux de la condition ouvrière.¹²

Des objectifs tels que « la non-collaboration, le refus de la légalité, l'égalité, sont choisis justement à cause de leur potentiel politique »¹³. Il est impossible ici de montrer les limites de ce

¹⁰ Voir L. BOBBIO, *op. cit.*, p. 17.

¹¹ Ce travail avait déjà été entamé en effet par les *Quaderni rossi*. Voir D. LANZARDO, M. VETERE, « Interventi politici contro la ristrutturazione capitalistica », in *Quaderni rossi*, n°6, mai-décembre 1965.

¹² L. BOBBIO, *Storia di Lotta continua, op. cit.*, p. 18-19.

¹³ R. LUPERINI, « Da Potere operaio a Lotta continua : note di cronaca e appunti per un bilancio critico », in *Nuovo impegno*, n°17-18, 1969-1970, p. 106, cité par

reproche d'économicisme adressé à *Classe operaia* ; il suffira de faire remarquer que cette première division entre une composante de la généalogie de *Lotta continua* et la tradition opéraïste italienne a lieu à propos d'un élargissement de l'intervention politique, qui aurait dû passer de la revendication salariale à des problèmes plus généraux ; cet élargissement du front, qui ne voyait dans l'affrontement capital-travail qu'une réduction de la lutte à une opposition purement objective, risquait d'éloigner l'intervention militante des lieux de la production, en contredisant ainsi l'un des présupposés principaux de l'enquête opéraïste. C'est surtout par ce refus de la centralité du lieu de production, qu'on peut affirmer que *Il Potere operaio toscano* « a réussi à faire ressortir de nombreux contenus politiques qui seront à la base des luttes ouvrières des années 68-69 »¹⁴.

En effet, ces étranges héritiers des *Quaderni rossi* situent « la volonté de révolte » sur le même plan que la « réalité vivante de l'usine » et ils affirment déjà qu'il faut considérer l'exploitation comme agissant à même la « condition sociale des ouvriers »¹⁵. Un autre élément d'anticipation de la pratique de *Lotta continua*, et de dissidence vis-à-vis de *Classe operaia*, était le refus des luttes portant sur les contrats de travail, auxquelles il fallait préférer une sorte de « guérilla continuée », une lutte incessante « usine par usine, uniquement sur la base du refus des contrats et de la capacité permanente d'opposition de la base ouvrière. »¹⁶.

En somme, une « lutte continuée ». S'il y a une pratique d'enquête dans ce groupe précurseur qui fait liaison entre l'opéraïsme des années 1960 et la séquence des groupes, elle ne se fonde pas sur l'exigence d'entrer dans les lieux de la production, et au cœur de l'exploitation, mais bien plutôt sur la volonté de – je cite depuis un document – « éclairer »

la condition de l'ouvrier tout entière (...) l'inégalité effrayante à tous les niveaux (...) jusqu'à la monstruosité de la façon dont les idées capitalistes exercent leur emprise vis-

L. BOBBIO, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 19.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ « Appunti sul lavoro di fabbrica del Potere operaio », in *Nuovo impegno*, n°9-10, 1967-1968, p. 120, cité par BOBBIO, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 20.

¹⁶ « Appunti sul lavoro di fabbrica del Potere operaio », op. cit., p. 119, cit. in BOBBIO, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 19.

à-vis des ouvriers.¹⁷

C'est ainsi en effet, qu'on commence à sortir de l'usine pour viser un « pouvoir » disséminé partout dans la société.

Mais il s'agit d'une tendance qui n'est pas immédiatement développée jusqu'à ses dérives finales. Il reste en effet irréfutable que, tandis que *Il Potere operaio* agit en Toscane, où par exemple il réussit à obtenir une victoire importante chez Olivetti à Massa, le véritable bond en avant vers la formation des groupes s'est produit à Turin, chez Fiat, où la restructuration et la taylorisation du travail avaient rassemblé une vaste population d'ouvriers déqualifiés, base empirique de l'ouvrier-masse, ce qui témoigne encore une fois d'une certaine tenue de la déclinaison opéraïste de la centralité ouvrière. Devant les usines Mirafiori, en mai 1969, on trouve des militants de *La Classe*, revue héritière de *Classe operaia*, et des anciens militants des *Quaderni rossi*, auxquels s'ajoutent vers la fin du mois de mai plusieurs militants du mouvement étudiant et de *Il potere operaio toscano*. C'est à ce moment-là qu'apparaît le slogan *Lotta continua*, et c'est sous ce nom que se réunissent des forces disparates dont le but commun consiste à saisir le clivage qui s'était créé entre le nouveau sujet, l'ouvrier-masse, et le mouvement ouvrier traditionnel. La rupture entre le groupe qui va former *Potere operaio*, et celui qui va confluer dans *Lotta continua*, s'opère surtout à partir de l'opposition entre l'ouvriérisme ultra-léniniste du premier groupe, d'une part, et, d'autre part, la volonté de l'autre organisation d'élargir et de généraliser à la société tout entière la lutte ouvrière. Les militants qui voulaient « socialiser » l'expérience faite chez Fiat et se confronter à d'autres couches sociales sont durement critiqués par *La Classe*, qui écrit que pour ces militants « le rapport avec la lutte ouvrière dans l'usine et le rapport avec les vieillards des maisons de retraite sont une seule et même chose »¹⁸.

Plus radicalement, la rupture entre le courant mouvementiste et le courant opéraïste fut consommée à propos du statut de l'ouvrier-masse, et notamment, encore une fois, de son rapport avec 1968. Guido Viale, ancien militant de *Lotta continua*, avait en effet théorisé

¹⁷ *Ibid.*, p. 20.

¹⁸ *La Classe*, n°11, 12-19 juillet 1969, cité par L. BOBBIO, *Storia di Lotta continua*, op. cit., p. 47.

une continuité entre : « la critique et le refus de l'école d'une part et de l'autre la critique et le refus du travail ». Il décrit la rencontre entre étudiants et classe ouvrière comme un enrichissement réciproque dans lequel les étudiants auraient proposé « leur critique radicale de la structure hiérarchique de la société et de ses formes de domination (...), la critique de la vie quotidienne comme terrain privilégié de la lutte politique », et les ouvriers auraient apporté

le sens matériel et terrestre de leur propre corps : de leur propre santé, des cadences (...), du salaire (...), du sentiment de soi le plus profond, qui est la façon dont leur temps propre est vécu et consommé.¹⁹

L'introduction du corps dans la formation d'une subjectivité révolutionnaire est un point très important, on le verra par la suite, et il sera relayé par A. Negri et sa conception biopolitique de l'enquête. En tout cas, cette position implique une contamination entre la culture de 1968 et le mouvement de l'ouvrier-masse, qui, lui, incorpore la tendance à la rébellion, l'anti-autoritarisme et l'indiscipline qui caractérisaient la contestation étudiante.

L'ouvrier-masse de *Lotta continua* n'était plus la figure théorisée par l'opéraïsme ; il n'était pas « l'héritier du grand conflit du XXème siècle », comme il l'était pour Tronti, mais plutôt une figure de la rupture radicale à la recherche d'une nouvelle subjectivation. Dans ce nouveau paradigme, la centralité ouvrière elle-même change de sens, et se lie à l'idée que le nouveau cycle des luttes ouvrières aurait présenté le caractère d'un « fordisme subversif qui était l'homologue de la contestation anti-autoritaire »²⁰.

La disjonction entre connaissance et opposition

La condition nécessaire pour qu'on puisse parler d'enquête ouvrière, par-delà la centralité ouvrière, est la capacité d'articuler la connaissance objective des conditions de l'exploitation et le

¹⁹ G. VIALE, *Il Sessantotto*, Milan, NdA, 2008, p. 121, cité par G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio*, op. cit., p. 118-119.

²⁰ G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio*, op. cit., p. 118.

développement du potentiel d'opposition de la classe ouvrière, une double condition épistémique et subjective, comme le dit Negri²¹, synthétisée dans le potentiel révolutionnaire de la vérité. Le côté subjectif a été le plus développé, théoriquement et pratiquement, par les courants qui ont interprété l'enquête surtout à partir de sa fonction d'opposition aux institutions du mouvement ouvrier – ce qui est sans doute légitime, mais il faut quand même rappeler que si l'enquête peut entamer un processus de création de nouvelles organisations, il est vrai aussi que les conditions d'une nouvelle forme d'organisation doivent être quant à elles déjà présentes. Il s'agit justement d'un processus dialectique, où l'organisation présuppose l'enquête et l'enquête présuppose l'organisation, mais surtout où la connaissance objective est toujours liée à la formation de la subjectivité révolutionnaire.

C'est aussi à propos de ce clivage entre connaissance des conditions objectives et développement des oppositions subjectives qu'on peut enregistrer un écart important entre la ligne de *Lotta continua* et celle des *Quaderni rossi*. Mais pour bien comprendre ce point, il faut dire un mot sur un écart précédent, marqué par Panzieri par rapport à Marx. Dans le chapitre IV de la IIème section du Livre I du *Capital*, Marx – après avoir jeté les bases pour la compréhension de la transformation de l'argent en capital, et, par-là, du travail en travail salarié – nous indique qu'il faut quitter la sphère de la circulation, « cette sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous », pour dévoiler le secret de la fabrication de la plus-value dans la production, et cela parce que « la consommation de la force de travail est en même temps production de marchandises et de plus-value », et elle se fait « en dehors du marché ou de la sphère de la circulation ». Marx nous indique alors qu'il faut entrer « dans le laboratoire secret de la production, sur le seuil duquel il est écrit : *No admittance except on business* », tout en suivant en même temps tant le possesseur d'argent que le possesseur de force de travail, afin de « voir non seulement comment le capital produit,

²¹ Cf. A. NEGRI, « Logica, teoria dell'inchiesta. La prassi militante come soggetto e come episteme », dans A. Negri, *Guide. Cinque lezioni su Impero e dintorni*, Milan, Cortina, 2003.

mais encore comment il est produit lui-même »²². Si d'un côté Panzieri répète ce geste marxien de franchir les grilles de l'usine pour saisir le secret de la production²³, de l'autre côté il lui fait correspondre une accentuation du caractère dichotomique de la société. Ce qui ne s'éloigne guère de l'analyse de Marx, en se bornant à souligner la nécessité de refuser « l'individuation de la classe ouvrière à partir du mouvement du capital », et c'est là l'essence de l'enquête panzierienne, c'est-à-dire que « il n'est pas possible de remonter de façon automatique du mouvement du capital à l'étude de la classe ouvrière » laquelle « exige une observation scientifique absolument séparée »²⁴. Pourtant, c'est ici que la voie est ouverte à une dichotomie entre capital et travail, et par-là, à travers une accentuation de l'autonomie du travail par rapport au capital, aux théories de l'excès de la force de travail et de son autonomie vis-à-vis du capital – avec tout ce que cela implique, à savoir la thèse du caractère parasitaire du capital et celle du communisme comme transition en acte (je fais allusion ici principalement aux positions de Negri).

Mais, tout en laissant de côté pour l'instant ces développements postérieurs, il faut souligner que chez Panzieri le côté objectif apparaît encore bien lié au moment subjectif, grâce à la synthèse déterminée par le point de vue ouvrier. Par contre, *Lotta continua* opère une disjonction entre analyse des conditions et processus de formation révolutionnaire. Cette disjonction comporte aussi une transformation des deux côtés : le premier, le côté objectif, risque de devenir pratique de la dénonciation, dans un style journalistique ; le deuxième, subjectif, risque de devenir activisme aveugle, recherche irréfléchie de lieux de subjectivation. Emblématique de ce clivage est la façon dont *Lotta continua* s'est confrontée à la révolte de Reggio Calabria, qui échappait

²² K. MARX, *Le Capital*, Livre I, sect. II, ch. 6, in K. Marx-F. Engels, *Gesamtausgabe*, Berlin, Dietz, 1989, p. 143.

²³ C. CORRADI, « Panzieri, Tronti e Negri, le diverse eredità dell'operaismo italiano », in *Marx. Dialectical Studies*, 2011. Sur la continuité entre Marx et Panzieri, voir également G. PALA, « Panzieri, Marx e la critica dell'economia politica », in Collectif, *Ripensando Panzieri trent'anni dopo*, Pise, BFS 1995.

²⁴ R. PANZIERI, « Uso socialista dell'inchiesta operaia », dans *Quaderni rossi*, n. 5.

apparemment aux schémas méridionalistes. Il s'agit d'une révolte, instrumentalisée ou dirigée par des forces fascistes et réactionnaires, pour utiliser le langage de l'époque, entamée dès l'été 1970 et qui ne touchera à sa fin qu'en février 1971. Ce qui fut considéré comme le prétexte de la révolte fut la décision, de la part de l'Etat, d'assigner le statut de capitale régionale de la Calabre à la ville de Catanzaro. *Lotta continua*, jusqu'à la fin de l'émeute, a attribué à cette mobilisation une grande importance, en la lisant comme un événement qui aurait marqué « un tournant historique dans la lutte des classes en Italie », et en créant le slogan : « Reggio capitale du prolétariat »²⁵. L'optimisme mouvementiste fut tellement fort que nombre de militants se rendirent à Reggio Calabria pour « vivre la situation », voir la réalité des événements et multiplier les fronts de la lutte. Il y avait effectivement des éléments de nouveauté, par rapport aux caractères traditionnels des révoltes dans les territoires marginaux du Sud, par exemple la durée et l'ampleur de la mobilisation, l'utilisation d'armes à feu et de formes de lutte telles que les barricades et la guérilla dans les rues, dans un contexte totalement urbain. Mais le rapprochement de ces éléments de l'esprit soixante-huitard²⁶ avait amené à en surestimer le potentiel révolutionnaire, en dépit d'une évidente direction réactionnaire, dont *Lotta continua* n'a reconnu la réalité effective qu'une fois la révolte terminée, en publiant une autocritique de sa propre lecture des faits²⁷. Evidemment, cet exemple montre une erreur grossière, mais il s'agit néanmoins d'une erreur révélatrice d'une dérive mouvementiste, où l'enquête a perdu son aspect de recherche de la vérité dans les lieux de la production, pour se concentrer principalement sur la recherche d'une subjectivation dans les espaces d'un pouvoir pensé de plus en plus comme diffus et disséminé, ce qui amène à considérer comme antagoniste tout conflit surgi en un point quelconque, voire n'importe où, dans la société. Dans ce contexte, le côté objectif aussi sort de l'usine, et devient journalisme de dénonciation, même lorsque

²⁵ « Reggio, capitale dei proletari », in *Lotta continua*, 28 février 1970 ; voir également in *Lotta continua*, n°7, avril 1971, cité par F. D'AGOSTINI, *Reggio Calabria. I moti del luglio 1970 - febbraio 1971*, Milan, Feltrinelli, 1972, p. 36, 59.

²⁶ G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio*, op. cit., p. 108-109.

²⁷ « Autocritica e indicazioni politiche del nostro lavoro in meridione », in *Lotta continua*, 29 janvier 1971.

l'enquête porte précisément sur l'usine. C'est le cas du scandale des fichages chez Fiat. En 1971, est découvert un dossier secret des Services généraux de Fiat, avec plus de 300.000 fichiers contenant des informations sur les travailleurs et sur des militants, des intellectuels, et des hommes politiques²⁸. Les dirigeants de Fiat eux-mêmes avaient payé la police pour recueillir ces informations. Le procès contre les dirigeants de Fiat et les fonctionnaires impliqués fut finalement enterré. La campagne de dénonciation très dure que *Lotta continua* avait menée contre cet enterrement n'était pas isolée ; les initiatives journalistiques faisaient partie de la pratique de lutte du mouvement, visant surtout à démasquer les jeux du pouvoir, à dénoncer les intrigues du « Palais du pouvoir », à indiquer les responsables des crimes d'Etat (par exemple l'attentat à la bombe du 12 décembre 1969), en somme une pratique visant à dévoiler non pas les secrets de la production, mais plutôt les secrets de l'Etat et du Pouvoir à tous les niveaux, suivant le mot d'ordre « La vérité est révolutionnaire », qui impliquait une conception de la vérité propre à un certain humanisme rationaliste et à un rapport déterminé entre partialité et universalité. Il est difficile ici de ne pas rappeler ce passage dans lequel Marx, dans sa *Lettre à Ruge* (1843), parle de son expérience en tant que journaliste des *Annales franco-allemandes*.

Nous pouvons saisir la tendance de notre revue en une seule formule : auto-explication de notre époque sur ses luttes et ses aspirations. C'est une tâche pour le monde et pour nous. Ce ne peut être que l'œuvre de forces réunies : il s'agit d'une confession, de rien de plus. Pour se faire pardonner ses péchés, l'humanité n'a qu'à les déclarer pour ce qu'ils sont.²⁹

Les termes de ce passage, concentrés dans le mot *erklären* – à la fois déclarer et expliquer, où on peut retrouver toute la méthode du Marx humaniste, comme l'a bien montré J. Rancière dans *Lire le Capital* – ces termes, donc, nous indiquent bien l'enjeu de la rupture entre l'enquête opéraïste et le journalisme de *Lotta continua* – le

²⁸ G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio*, op. cit., p. 42.

²⁹ K. MARX, « Lettre à Ruge » (1843), dans Id., *Œuvres*, t. III, Paris, Gallimard, 1982, p. 346 ; cité par Jacques RANCIÈRE, « Le concept de critique et la critique de l'économie politique des *Manuscrits de 1844 au Capital* », dans L. Althusser et al., *Lire le Capital* (1965), Paris, PUF, 2008, p. 85.

statut de l'adoption du point de vue ouvrier. Une adoption dont le rapport à la vérité peut être résumé par un passage du *Capital* :

L'économie politique touche de près le véritable état des choses sans jamais le formuler consciemment. Et cela lui sera impossible tant qu'elle n'aura dépouillé sa vieille peau bourgeoise.

Ce qui nous indique aussi que le point de vue ouvrier est le présupposé de la production de vérité.

Point de vue ouvrier et universalité de la vérité

La confrontation que je propose entre le jeune Marx et le Marx du *Capital* n'est pas gratuite. Récemment, tant Negri³⁰ que Tronti³¹ ont rappelé l'importance pour l'opéraïsme de la relecture de l'affirmation marxienne selon laquelle le prolétariat, s'émancipant lui-même, émancipera l'humanité tout entière. Cette phrase est relue de la façon suivante : le prolétariat, se libérant soi-même, détruira la société de classe ; mieux : en assumant jusqu'au bout le point de vue ouvrier, « la classe ouvrière, tout en suivant son propre intérêt particulier, plongera dans la crise le rapport général de capital »³². Plus que d'une relecture, il s'agit d'une traduction qui change les concepts en question : premièrement, le prolétariat devient classe ouvrière ; deuxièmement, au lieu d'une correspondance entre deux émancipations, celle du prolétariat et celle de l'humanité, on trouve le rapport asymétrique entre intérêt particulier et crise générale ; finalement, le couple conceptuel partialité/totalité a été soustrait à l'idéologie de l'universalisme humaniste. Le prolétariat, en tant que classe générale porteuse d'une histoire s'acheminant vers l'émancipation universelle, est remplacé par la classe ouvrière, laquelle ne constitue pas un objet sociologique, mais plutôt un sujet antagoniste, porteur d'opposition politique. Et ce qui est le plus intéressant pour nous c'est que, en assumant le point de vue ouvrier,

³⁰ A. NEGRI, *Alle origini del biopolitico*, <http://uninomade.org/alle-origini-del-biopolitico/>.

³¹ M. TRONTI, *Noi operaisti*, *op. cit.*, p. 15-17.

³² *Ibid.*, p. 15.

la vérité elle-même devient opposition : si seule la connaissance partielle peut saisir la totalité, c'est parce que la connaissance est envisagée surtout en tant qu'opposition, ce qui comporte que la totalité ne saurait saisir la totalité elle-même³³. Le bond en avant déterminé par l'adoption opératoire de ce nouveau rapport entre vérité partielle et vérité générale, est entièrement effacé par l'enquête mouvementiste. L'abandon de la centralité ouvrière, et par conséquent la perte du point de vue ouvrier, amène *Lotta continua* à lire le mot d'ordre « La vérité est révolutionnaire » dans un sens rationaliste, en restaurant cet universalisme abstrait dont l'opéraïsme, en tant que critique de l'idéologie, avait été l'adversaire. Autrement dit, séparée de la partialité du point de vue, la vérité se pose immédiatement comme vérité universelle, ne pouvant saisir la totalité que comme universalité abstraite. De ce point de vue, *Lotta continua* a hérité surtout de l'idéologie libertaire de la contestation de 1968, de ses valeurs universelles telles que la « fraternité dans l'égalité », par le biais notamment du mythe de la liberté de parole.

Soustraite au point de vue ouvrier, et en dehors des lieux de production, l'enquête se réduit ainsi à un instrument de diffusion de la vérité à propos du pouvoir, des abus de l'autorité, un opérateur de dénonciation des injustices, s'adressant davantage à l'opinion publique qu'à la Classe. Pourtant, la rupture entre l'enquête opératoire et l'enquête mouvementiste, rupture qui portait sur le statut de la vérité, n'implique pas la disparition, au sein de *Lotta continua*, de toute attitude « ouvriériste », beaucoup de militants étant toujours liés aux expériences opératoires précédentes³⁴. C'est ce qui ressort d'un livre de Luciano Della Mea³⁵, ancien socialiste devenu proche de *Lotta continua* après avoir milité dans *Quaderni rossi* et *Il potere operaio de Pise*, qui s'ouvre significativement avec la citation suivante de Trotski : « La passion révolutionnaire dans la lutte pour le socialisme, est inséparable de la passion intellectuelle dans la lutte

³³ Voir *Séminaire du GRM*, séance du 24 septembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM5e_annee_Cavazzini_24.09.11.pdf.

³⁴ Comme l'a récemment rappelé Benedetto Vecchi, dans un entretien : voir *Futuro anteriore. Dai "Quaderni rossi" ai movimenti globali*, http://www.autistici.org/operaismo/vecchi/11_1.htm.

³⁵ L. DELLA MEA, *Proletari senza comunismo*, Verone, Bertani, 1972.

pour la vérité ». Coexistant avec certaines affirmations qui se rapprochent d'une conception de la vérité propre à l'idéologie des Lumières, dans ce livre est en effet proposée une problématisation du rapport entre intellectuel et avant-garde ouvrière. Tout en faisant l'éloge du savoir dans la formation révolutionnaire, il dénonce un opéraïsme persistant chez *Lotta continua*, en s'appuyant sur une distinction entre direction politique ouvrière et direction politique ouvriériste :

Dans une direction politique ouvrière l'avant-garde ouvrière est prédominante. Dans une direction politique ouvriériste ce qui est prédominant est le nombre d'ouvriers, ce qui n'est que le masque de la direction effective par un certain nombre d'intellectuels.³⁶

Il s'agit évidemment d'une critique des groupes opéraïstes, tels que *Classe operaia*, contre lesquels L. Della Mea insiste en faveur d'un projet de formation de tous les militants, d'un effort contre ce qu'il appelle « l'ignorantisme », ce qui implique d'avoir recours à des « éducateurs ». On touche ici à notre dernier point critique, qui relève de la question de la valeur pédagogique de l'enquête, ce qui nous amène à problématiser le rapport entre enquête et *conricerca* – deux pratiques qu'il faudrait soigneusement distinguer – pour aborder finalement la question du rapport entre militants et ouvriers.

En suivant la définition que Negri propose de l'enquête en tant que « dispositif logique », on peut distinguer l'enquête proprement dite, à laquelle est assignée la constitution de l'objet, et la *conricerca*, qui consiste en revanche dans « l'explicitation dialogique de la constitution de l'objet » ; ce processus de la pensée aboutirait à la « définition du sujet constitutif », dans une « logique révolutionnaire » « du retour de l'objet au sujet »³⁷. Ce qu'il faut retenir dans cette définition negrienne est la tension entre les deux côtés, objectif et subjectif, qu'on peut penser comme tension entre un moment vertical – enquête comme constitution monologique de l'objet – et un moment horizontal, enquête-avec, constitution dialogique du sujet. Cette tension non résolue, qui paraît néanmoins être le moteur de la productivité de l'enquête, est naturellement

³⁶ *Ibid.*, p. 116.

³⁷ A. NEGRI, *Logica, teoria dell'inchiesta, op. cit.*, p. 191.

présente chez Marx. Le numéro des *Quaderni rossi* consacré à l'enquête s'ouvre avec la citation du *Questionnaire* marxien :

Nous espérons – dit Marx – être soutenus dans notre œuvre, par tous les ouvriers des villes et des campagnes qui comprennent qu'eux seuls peuvent décrire en toute connaissance de cause les maux qu'ils endurent ; qu'eux seuls, et non des sauveurs providentiels peuvent appliquer énergiquement les remèdes aux misères que l'exploitation capitaliste leur fait subir.³⁸

Dario Lanzardo, l'auteur de l'article qui ouvre ce numéro des *QR*, commente :

En disant que les ouvriers sont seuls à même de décrire convenablement les conditions dans lesquelles on les exploite, Marx fait plus qu'indiquer un simple procédé opératoire. Il pose le principe d'une méthode de travail politique.³⁹

Mais cela n'efface pas la tension entre le monopole ouvrier de la capacité descriptive et le « nous », c'est-à-dire les militants organisés, qui demandent à être soutenus dans une pratique entamée par une organisation évidemment préexistante.

C'est dans cette tension qu'il faut lire la méfiance de Panzieri à l'égard du mot « *conricerca* », auquel il a toujours préféré celui d'« enquête ». Comme le rappelle Emilio Soave, un ancien opéraïste, Panzieri « était lié à des modèles plus traditionnels » que celui de la *conricerca*, précisément parce que celle-ci

présupposait un groupe de chercheurs travaillant sur une certaine réalité de l'usine, et ayant pour but d'intervenir avec les ouvriers sur cette réalité (...). Concrètement, il croyait qu'il était mieux de ne pas négliger les distances réelles et donc de ne pas intervenir dans l'immédiat, mais plutôt de séparer la phase cognitive de la phase opérationnelle.⁴⁰

Dans cette tension entre enquête et *conricerca*, qui traverse différentes catégories à des niveaux différents

³⁸ K. MARX, « Questionnaire pour l'enquête ouvrière », in *Revue Socialiste* n°4, 20 avril 1880.

³⁹ D. LANZARDO, « Intervento socialista nella lotta operaia : l'inchiesta operaia di Karl Marx », *Quaderni rossi* n°5, avril 1963.

⁴⁰ « Entretien avec E. Soave », in *Futuro anteriore*, *op. cit.*

(épistémologie/militantisme, constitution de l'objet de connaissance/organisation des luttes, enquêteur/enquêté, ouvrier/ouvrier-militant, etc.), si Panzieri a failli rabattre le procès sur le côté objectif, *Lotta continua* a privilégié, comme nous l'avons vu, le moment de la subjectivation, du moins jusqu'en 1972. Romano Alquati, l'un des pères de la *conricerca* opératoire, a attribué à *Lotta continua*, entre autres groupes issus de 68, la responsabilité d'une séparation, dans sa pratique de la *conricerca*, et à partir de sa décision de se constituer en parti (1972-1973), entre « les experts », « les techniciens », enquêteurs agissant de l'extérieur, d'une part, et les ouvriers enquêtés, l'« objet de recherche »⁴¹, de l'autre. Mais il s'agit d'une tendance caractérisant uniquement la dernière phase de *Lotta continua*, qui demeure le groupe qui, plus que d'autres, comme le dit toujours Alquati, aura pratiqué « la véritable *conricerca* »⁴². Évidemment, c'est le mouvementisme lui-même qui est plus proche d'une pratique de lutte horizontale, donc d'une *recherche-avec* plutôt que d'une *recherche-sur*, que d'un activisme visant une intervention immédiate laquelle réduirait la distance entre recherche et agitation ; pourtant, on peut reconnaître, dans la *conricerca* de *Lotta continua*, une très forte valeur pédagogique, ce qui devrait nous faire réfléchir à propos de son opposition au concept d'hégémonie⁴³. En effet, pour un certain opératoire, notamment trontien, le projet pédagogique de formation des élites est assez clair et manifeste, et relève d'une conception léniniste de la théorie ; au contraire, en ce qui concerne *Lotta continua*, il faudrait montrer que, dans sa pratique journalistique, avec un pédagogisme « national-populaire », nous retrouvons également un registre pédagogique dans une *conricerca* pratiquée effectivement de l'intérieur, « d'en bas », où les militants s'engageaient même du point de vue matériel. C'est ce qu'on peut constater dans l'activité de *Lotta continua* dans les prisons, envisagées comme « écoles de révolution », dans l'armée (avec la campagne « prolétaires en uniforme »), dans les quartiers, pour les

⁴¹ R. ALQUATI, « Osservazioni su cultura, teoria, storia », in *Ombre rosse*, n°27-28, février 1979.

⁴² R. ALQUATI, cf. <http://www.lotta-continua.it/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=5>.

⁴³ A cet égard, il serait intéressant d'étudier le rapport entre Pasolini et *Lotta continua*, au sujet notamment d'une certaine réception du gramscisme.

logements etc. – initiatives où les militants investissaient tout d’abord leur propre corps, tout en adhérant à une tendance pédagogique.

De la pédagogie révolutionnaire à l’enquête biopolitique

Il s’agissait alors, pour *Lotta continua*, pour utiliser encore les termes de Negri, d’une *conricerca* « en tant que dispositif éthico-politique », complémentaire au dispositif logique, dans lequel « le dispositif épistémologique et celui du rapport militantisme/agitation étaient strictement liés »⁴⁴. Cette enquête, en tant que dispositif éthique et politique, dit Negri,

est toujours en quelque sorte un *Bildungsroman*. Le thème de la formation des élites est relié à celui de la centralité de la praxis, et le procès de formation des élites renoue avec celui de l’organisation de l’antagonisme.

Tout cela, me semble-t-il, est très pertinent par rapport à la pratique de *Lotta continua*, autant pertinent que l’opération de Negri consistant à associer cette enquête à la biopolitique – biopolitique qui serait alors la scène et le présupposé même de l’enquête aujourd’hui, ce qui signifie que « ce sont les *corps* qui doivent devenir les éléments centraux de l’enquête »⁴⁵. L’investissement des corps et des désirs, tout en envisageant le militantisme comme projet de formation révolutionnaire, était justement l’un des aspects de l’activisme de *Lotta continua*, dans les ateliers aussi, où l’objectif était précisément de vivre la condition ouvrière « dans sa propre peau ». Rien de plus distant, d’autre part, de l’opéraïsme des années 1960, pour lequel la question n’était pas du tout celle de la « condition ouvrière », si bien que probablement personne, parmi les opéraïstes, écrit Tronti, n’a jamais songé à devenir un ouvrier⁴⁶ ; ce refus était d’autre part cohérent avec le mot d’ordre opéraïste du refus du travail et, du moins chez Tronti, il était lié aussi à sa conception du nihilisme ouvrier. Dans l’histoire de *Lotta continua*,

⁴⁴ A. NEGRI, *Logica, teoria dell’inchiesta*, op. cit., p. 192.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 185.

⁴⁶ M. TRONTI, *Noi operaisti*, op. cit., p. 72-74.

au contraire, nombre de militants ont choisi de « vivre la vie des ouvriers » – un choix politique qui s’inscrivait bien sûr dans une stratégie visant à réduire le clivage entre militants et ouvriers, à dépasser la figure du militant externe, thème d’ailleurs très débattu au cours des années 1970, et à répondre dans la pratique au problème de l’augmentation du nombre des révolutionnaires de profession à l’intérieur du mouvement ; mais il s’agissait aussi d’un choix qui correspondait à une vision du militantisme comme engagement totalisant, du corps et de l’existence comme unité concrète, qu’on ne peut pas « séparer en compartiments étanches », comme l’écrivait Marcello Vitale, un militant étudiant qui avait choisi de travailler dans une grande usine pour éviter, comme il l’écrit dans son journal, la schizophrénie et la contradiction propres à l’ancien militant externe⁴⁷. Mais cela ne correspond pas à un retour à la vétuste idéologie de l’anoblissement par le travail, au mythe de la productivité et du développement des forces productives ; l’usine ne redevient pas le lieu de la production, elle reste bien entendu le lieu du conflit et de la formation révolutionnaire⁴⁸. *Lotta continua* représente peut-être, de ce point de vue, la dernière grande expérience de refus du travail dans le cadre de la centralité ouvrière. Mais il s’agit d’une conception de la centralité ouvrière, je le répète, qui a désormais absorbé les instances du mouvement de 68, et c’est par ce biais que l’opéraïsme de *Lotta continua* a été marqué par une composante biopolitique, impliquant un engagement existentiel et corporel à part entière.

Mais, dans ce registre biopolitique, qu’en est-t-il de l’enquête lorsque la désagrégation de la classe ouvrière est accomplie ? Negri décrit ainsi sa « clef interprétative » du passage du travail au régime biopolitique :

Les mots d’ordre des années 60-70 à propos du « refus du travail » sont des mots d’ordre positifs, qui lient le refus du paradigme du travail tayloriste et fordiste à la volonté de transformer le travail. Cette volonté produit la découverte de formes de productivité du travail humain plus avancées, en même temps qu’elle détermine des conditions de plus en plus

⁴⁷ G. DE LUNA, *Le ragioni di un decennio*, op. cit., p. 199.

⁴⁸ *Ibid.*

avancées, et des possibilités réelles de libération de la fatigue, de l'appauvrissement, de la destruction des corps que le travail de l'ouvrier-masse comportait. En avançant sur ce terrain d'analyse, nous pouvons toucher des dimensions nouvelles investissant la vie tout entière.

L'enquête, de ce point de vue, peut être envisagée comme la méthode qui permet de

comprendre le travail non seulement du point de vue de l'activité productive (voire économique) mais de compléter celle-ci avec des instances affectives, communicationnelles, vitales, en somme ontologiques.⁴⁹

Ce discours s'appuie sur le concept de *multitude* et sur sa capacité d'exprimer le commun, impliquant que la production de subjectivité commence justement par la convergence entre travail et construction du commun. Et nous connaissons aussi l'inefficacité politique et les conséquences théoriques de tout ce que cette position entraîne, tel l'appel explicite aux Lumières professé par Negri⁵⁰. Mais par-delà toute question plus générale, le grand mérite de Negri à cet égard consiste à avoir pensé ensemble les deux côtés, celui de l'enquête et celui de la *conricerca*, dans la tension entre l'épistémique et le subjectif. Pourtant, tout en risquant de perdre de vue la contradiction – qui constitue elle aussi une puissance productive – entre objectivité des connaissances et opposition subjective, il me semble bien qu'à la question : « Que faire de l'enquête militante ? », à l'époque de l'absentement de la classe ouvrière, la réponse trontienne soit actuellement plus féconde que celle de Negri. Tronti met en effet au centre la question de la connaissance en tant qu'opposition et du coup il indique la nécessité de repérer l'ennemi afin de s'orienter. Le parcours de *Lotta continua* avait amené à la recherche des *adversaires*, plutôt que des *ennemis*, à même la vie quotidienne. Tronti insiste au contraire sur l'existence de l'ennemi, en situant celui-ci au niveau du rapport de capital. Et « alors, vous le voyez, il y a un point de vue ouvrier, bien qu'il n'y ait plus d'ouvriers organisés en classe antagoniste potentielle »⁵¹. Ce

⁴⁹ A. NEGRI, *Logica, teoria dell'inchiesta*, op. cit., p. 182.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 194.

⁵¹ M. TRONTI, *Noi operaisti*, op. cit., p. 44.

qui reste de l'opéraïsme, affirme Tronti, c'est « tout d'abord le point de vue »⁵², à savoir la partialité de la vérité, la mi-vérité si vous le voulez⁵³, dont le présupposé devrait être tant la connaissance comme opposition que l'individuation de l'ennemi dans le rapport de capital. Mais le rapport de capital, malgré les affirmations de Tronti sur sa centralité pour l'opéraïsme⁵⁴, semblerait être en tout cas secondaire par rapport aux luttes – ce qui est d'ailleurs cohérent avec la thèse de la priorité et de l'antériorité de la lutte des classes sur les classes elles-mêmes. Et donc, si l'individuation des continuités et des discontinuités dans le capitalisme contemporain, visant la reconstruction d'une perspective communiste, correspond à une exigence réelle aujourd'hui, et si une réappropriation de la pratique de l'enquête en ce sens ne saurait faire l'impasse sur son côté objectif, il faut surtout toujours tenir compte de la leçon de Panzieri, qui, comme nous l'avons dit, « répète le geste marxien consistant à franchir les grilles de l'usine pour entrer dans le laboratoire secret de la production »⁵⁵.

⁵² *Ibid.*, p. 105.

⁵³ Séminaire du GRM, séance du 24 septembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM5e_annee_Cavazzini_24.09.11.pdf.

⁵⁴ Cf. M. TRONTI, *Noi operaisti*, *op. cit.*, p. 39.

⁵⁵ C. CORRADI, *Panzieri, Tronti e Negri*, *op. cit.*

Politique, savoirs, culture. Remarques sur le mouvement étudiant italien

ANDREA CAVAZZINI

Le mouvement étudiant de la fin des années 1960 reste relativement impensé ; et ce, en dépit, ou à cause, de la prolifération discursive autour de « 1968 » (événement lui-même souvent réduit au mois de *mai* 68 en France). « Mai 68 » est devenu le signifiant associé à une révolte générationnelle et à l’amorce d’un processus de modernisation des mœurs et de la vie quotidienne. « Mouvement étudiant », au contraire, signifie, ou devrait signifier, un processus politique dont la lecture serait menée avec les catégories aptes à en saisir la politicalité : à ce titre, une lecture entièrement différente du jargon socio-psycho-logique qui surdétermine les interprétations dominantes de la mobilisation étudiante. Peut-on essayer de saisir la valeur politique du mouvement étudiant ? En quoi cette valeur s’articule à la nature « étudiante » dudit mouvement ? Quelle sorte de politisation peut-on identifier dans l’investissement antagoniste de la condition étudiante et des institutions censées transmettre et reproduire le savoir ?

A cet égard, il ne fait aucun doute que le mouvement étudiant italien constitue un cas d’analyse privilégié : la révolte étudiante des années 1960 est un moment crucial de la Séquence rouge italienne – un moment qui représente un trait d’union important entre la phase des enquêtes et du « marxisme critique », d’une part, et, d’autre part, la phase des groupes extra-parlementaires (tels Potere Operaio, Lotta Continua...) qui seront la forme politique la plus marquante de la

*Nuova Sinistra*¹. Le mouvement étudiant italien fut le creuset d'un processus de « constitution » politique, à la fois organisationnelle et idéologique. Pourtant, le mouvement étudiant reste un objet difficile à aborder et à traiter de manière critique et lucide à la fois. Un tel traitement impliquerait en effet un retour sur plusieurs points problématiques : d'abord, la proximité initiale entre courants et tendances qui se diviseront par la suite ; ensuite, la triple continuité (relative) entre l'expérience opéraïste et les groupes extra-parlementaires, ces groupes et la révolte étudiante, les groupes et l'Autonomie ; enfin, la question du passage de la contestation étudiante à une option politique qui se voudra révolutionnaire, disposée à la prise violente du pouvoir². Cet ensemble de nœuds historiques et politiques est difficile à aborder, tant pour les lectures qui considèrent le trajet de la *Nuova Sinistra* comme une dissolution « minoritaire » de la Grande Politique léniniste (telle est aujourd'hui la position de Mario Tronti), que pour celles qui voient dans la mouvance « autonome » un dépassement heureux de la dérive léniniste des groupes, que pour celles qui considèrent cette dérive comme une trahison de l'éclat libérateur et « éthique » des premières mobilisations étudiantes³. Ce qui explique que, même pour les

¹ Sur cette séquence et la Nuova Sinistra, voir Andrea CAVAZZINI, *Le printemps des intelligences – La Nouvelle gauche en Italie. Introduction historique et thématique*, Europhilosophie Editions <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18> ; et *Cahiers du GRM 2. La Séquence rouge italienne*, Europhilosophie Editions, http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/IMG/pdf/CahierII-complet_dec_11_ac_liens.pdf Sur les luttes étudiantes italiennes, voir *Séminaire du GRM*, séance du 1 mai 2010, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3annee.1mai2010.Cavazzi_ni.luttes_etudiantes.pdf. Sur les liens entre les marxismes critiques des années 1960 et les luttes étudiantes, voir *Séminaire du GRM*, séance du 3 décembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5_annee_Cavazzini_3_de_cembre_2011.pdf.

² Sur la question de la violence (et de son exorcisme), voir Fabrizio CARLINO, « Autonomisation de la catégorie de *Lumpenprolétariat* et pratique de la violence. Enjeux de la transition de Lotta Continua aux Nap », dans *Cahiers du GRM*, *op. cit.*

³ Telle est par exemple l'interprétation de Goffredo Fofi, l'un des fondateurs des *Quaderni Piacentini* : « 1968 n'a duré que quelques mois, et, face aux premières crises de croissance, a eu recours aux anciens modèles de l'ancienne gauche : le léninisme, figurez-vous ! La génération de 1968 (...) a choisi de suivre le fil qui va du mythe de la Résistance rouge à l'opéraïsme et qui récupérerait la tradition léniniste

lectures les plus sérieuses, le mouvement étudiant italien dans sa complexité et l'ensemble de ses moments représente un héritage difficile à assumer.

Le mouvement étudiant : un phénomène politique ?

Il nous est impossible ici de développer tous ces points. Nous nous bornerons à traiter de l'un des aspects de la « politique » propre au mouvement italien : la question de l'investissement politique du savoir dans le contexte des sociétés capitalistes-avancées.

Une introduction utile à cette problématique nous semble être représentée, sous la forme de la dénégation, par ces remarques de Mario Tronti :

Ce sont toujours ces deux caractères qui qualifient et révèlent un phénomène politique capable de se mesurer d'égal à égal avec le noumène de l'histoire. Le premier est le surgissement d'un conflit direct, d'un rapport agoniste, « polémique » dans le sens littéral du terme, le Un qui se sépare en deux sans possibilité de synthèse, l'ouverture d'un *aut-aut*, qui déchaîne une lutte *Freund-Feind* : ami-ennemi. Le second est la longue durée du problème, le fait qu'il prend racine dans l'histoire de toujours, son époque et sa relative éternité.⁴

Selon Tronti, le mouvement étudiant éclaté à la fin des années 1960 ne correspond pas à ces caractères ; il reconnaît, certes, que la jonction étudiants-ouvriers fut une réalité concrète dans le cadre de la Séquence rouge, mais il ne voit dans la composante proprement étudiante de cette rencontre qu'une « révolte anti-autoritaire ». Si bien que la rencontre elle-même – qualifiée de « pont vertueux (...) entre printemps de la jeunesse et automne chaud ouvrier, entre les

tout entière, bien que 1968 représente une rupture par rapport à cette tradition-là » (G FOFI, *La vocazione minoritaria, Intervista sulle minoranze*, a cura di Oreste Pivetta, Bari, Laterza, 2009, p. 99). Un ouvrage qui a insisté avec beaucoup de force sur la signification positive des groupes extra-parlementaires en tant que tentative rationnelle de fournir une forme organisationnelle à l'effervescence contestatrice est celui de Diego GIACHETTI, *Oltre il Sessantotto*, Pise, BFS, 1998.

⁴ Mario TRONTI, *La politique au crépuscule*, traduit de l'italien par M. Valensi, Paris, L'Eclat, 2000, p. 57-58.

enfants des fleurs et l'âpre race païenne » – finit par être considérée comme un « miracle italien » dans le contexte d'un 1968 globalement anti-ouvrier et anti-politique⁵. La limite de cette interprétation est son incapacité à comprendre le mouvement étudiant comme radicalement différent de l'image d'Epinal médiatique des commémorations posthumes. La mobilisation étudiante à la fin des années 1960 était-elle uniquement un « printemps de la jeunesse » ? Les étudiants qui « rencontrèrent » les ouvriers dans les organisations de la *Nuova Sinistra* – que Tronti refusa de rallier – étaient-ils réellement et simplement des « enfants des fleurs » que la Classe révolutionnaire aurait soustraits par une « ruse de la raison » à l'anti-politique de 68, ce prélude carnavalesque de l'anti-politique néo-libérale ?

Notre hypothèse est que le mouvement étudiant italien des années 1966-1969 fut un mouvement dont la nature était d'emblée politique, au moins en ce qui concerne ses composantes les plus avancées, et que la rencontre avec les luttes ouvrières était un destin virtuellement inscrit dans ses caractères spécifiques (même si l'effectivité de cette rencontre n'était nullement garantie, de sorte que le fait qu'elle ait « fait prise » peut à juste titre être considéré comme un *réel* « miraculeux »). Or, ces caractères spécifiques correspondent aux conditions de possibilité que Tronti indique comme indispensables à tout phénomène politique épocal : d'abord, la dimension polémique assumée, que l'influence du marxisme critique et des premières expériences opéraïstes avait léguée aux avant-gardes étudiantes ; deuxièmement, la « longue durée » des racines matérielles du conflit propre à cette politisation. Ces racines n'étaient nullement réductibles à l'anti-autoritarisme en tant que mot d'ordre libertaire et anarchoïde : elles avaient partie liée avec la question de l'inscription des savoirs dans un usage social susceptible de soutenir une perspective politique cohérente. La crise qui éclate dans les écoles et les universités manifeste en réalité la liquidation violente, opérée par le capitalisme avancé, des apories liées au statut socio-politique de la fonction intellectuelle telle que la civilisation bourgeoise l'avait institutionnalisée. L'industrie culturelle et la subsomption de la recherche et de l'enseignement aux structures du

⁵ *Ibid.*, p. 55-56.

« capitalisme administré » imposent une reformulation de cette problématique, et impulsent des tentatives d'orienter autrement que dans le sens des exigences capitalistes la nouvelle donne qu'est la scolarisation de masse. La problématisation du « mandat social » des savoirs et des compétences, des formes de leur production-transmission, est un enjeu directement lié à la configuration historique du capitalisme avancé qui fut secouée par les grandes luttes ouvrières. Le mouvement étudiant italien, dont les avant-gardes ont été formées politiquement par les expériences de la gauche critique des années 1960, fut le lieu de cette problématisation, un site structurellement et massivement politique, très éloigné de tout réductionnisme « générationnel » ou génériquement « contre-culturel » – ce qui évidemment n'exclut nullement des divisions internes et des ambiguïtés, comme on le verra.

Nous essayerons de montrer les marques de cette politicité à même les énoncés du mouvement étudiant et des interprétations dont il fut l'objet. Notre but n'est pas de donner une interprétation définitive de ce moment décisif de la Séquence rouge, mais de contribuer à rouvrir une problématique. Notre source principale sera l'indispensable ouvrage de Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro*⁶. Cet ouvrage, dont les positions sont parfois discutables, est néanmoins un outil irremplaçable pour toute étude de la Séquence rouge. Son traitement du mouvement étudiant contient déjà, et assez précocement, les symptômes de la difficulté générale à interpréter ce phénomène politique. Pour commenter le mouvement étudiant italien, *L'orda d'oro* cite (avec une certaine ironie) un passage tiré du n° 27 des *Quaderni Piacentini*, paru en 1966 :

La révolte autonome, voire anarchoïde et même uniquement individuelle, impolitique ou a-politique, de la part des ouvriers, des étudiants, de tous ceux qui sont opprimés, du point de vue tant individuel que collectif, par l'organisation actuelle de la société et par les rapports de production actuels – cette révolte est toujours légitime et il faut toujours la soutenir, même lorsqu'elle débouche sur des erreurs et si les

⁶ Nanni BALESTRINI et Primo MORONI, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Milan, SugarCo, 1988; nouvelle édition sous la direction de Sergio Bianchi avec Franco Berardi (Bifo), Franca Chiaromonte, Giairo Daghini, Letizia Paolozzi, Milan, Feltrinelli, 1997.

patrons peuvent s'en servir à leurs fins propres.⁷

Ce passage représente un symptôme intéressant de l'ambiguïté qui marque la position de *L'orda d'oro* vis-à-vis du mouvement étudiant italien : d'un côté, Balestrini et Moroni le considèrent comme un mouvement purement radical-bourgeois – ce qui se rapproche du jugement sévère de Mario Tronti, lequel pourtant se situe, par rapport aux destins politiques différents des opéraïstes, du côté opposé à celui des « autonomes » ; de l'autre, ils reconnaissent dans le mouvement étudiant le creuset de la rencontre politique entre étudiants et ouvriers, ce qui revient à lui attribuer une signification politique décisive dans le cadre de la Séquence rouge. Nous essayerons de repérer les oscillations et les ambiguïtés de cette interprétation du mouvement étudiant, telles qu'elles ressortent des matériaux et des commentaires fournis par *L'orda d'oro*. Nous suivrons donc de très près le récit et l'analyse de *L'orda* et des textes que cet ouvrage cite, et nous nous limiterons souvent à traduire ou à résumer ces travaux (d'ailleurs inaccessibles au public francophone), tout en signalant les points critiques et les problèmes soulevés par l'interprétation de ces matériaux.

Nous étudierons le mouvement étudiant italien selon ses trois sites principaux, correspondant à trois villes distinctes : Trente, Pise, Turin.

Pise : mouvement étudiant et marxisme critique

Le mouvement étudiant italien se manifeste comme mouvement national en février 1967 lors de l'occupation de la salle « La Sapienza » à l'Université de Pise. Cet événement, auquel participent des étudiants provenant d'universités différentes, se produit en dehors de, et contre, la ligne des associations étudiantes officielles, qui s'en trouvent du coup délégitimées. Les expériences presque simultanées de Pise et de Trente marquent l'émergence d'un sujet politique étudiant caractérisé par des traits inédits :

Sa dimension de masse (notamment entre 1967 et 1968) ; son

⁷ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, *op. cit.*, p. 202. Le commentaire qualifie les rédacteurs des *Quaderni piacentini* de « professeurs sophistiqués ».

recours à des moyens d'action directs, bien différents de ceux qu'utilisaient les organes traditionnels de la représentation des étudiants ; son assomption objective d'un rôle politique général par delà les problèmes de l'Université et son rapport (rencontre ou affrontement) avec le système politique ; son rôle de porteur d'idées et de contenus généraux.⁸

Le mouvement étudiant italien relève, du point de vue immédiat, de la protestation contre la réforme de l'Université dite Loi 2314 qui déclencha une vague d'occupations dans plusieurs villes italiennes, dont Naples, Gênes et Trente. Mais cette motivation « contingente » s'articulait à une prise de conscience des jeunes générations vis-à-vis d'un contexte international fort complexe : la guerre arabo-israélienne, la mort de Guevara en Bolivie, le coup d'Etat en Grèce, et surtout l'influence grandissante sur l'opinion publique de la résistance héroïque des vietnamiens vis-à-vis de la surpuissance des Etats-Unis. Ces éléments « externes » de politisation s'articulaient à des facteurs « internes » : la crise et le discrédit que connaissaient les partis de la gauche historique, et, symétriquement, l'influence sur les jeunes générations intellectuelles et militantes des éléments théoriques élaborés par les *Quaderni Rossi*, les *Quaderni Piacentini* et par la mouvance du marxisme critique de l'époque du « dégel » qui s'était ouverte après la mort de Staline et le rapport Khrouchtchev. Il s'agissait là d'une constellation cohérente de problématiques : analyse de la société en termes de classes ; étude rigoureuse de la structure du capitalisme contemporain ; critique des modèles organisationnels classiques hérités du mouvement communiste ; saisie critique des formes de la culture moderne et des fonctions que le capitalisme avancé assigne aux sciences, aux savoirs et en général aux activités intellectuelles. Ces points sont articulés dans le document « classique » du mouvement étudiant italien, les *Tesi della Sapienza* :

Les *Tesi* sont un manifeste de ce qui deviendra la gauche

⁸ Walter TOBAGI, *Storia del movimento studentesco e dei marxisti-leninisti in Italia*, Milan, Sugar, 1970; cité in N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 202. W. Tobagi (1947-1980) était un journaliste milanais, qui avait travaillé notamment sur les groupes armés tant « rouges » que « noirs » et sur l'assassinat du magistrat progressiste Emilio Alessandrini. Il fut assassiné par un groupe d'extrême gauche en 1980.

marxiste universitaire, et elles énoncent d'importants éléments théoriques qu'il est possible de faire remonter aux positions opéraïstes. Dans les *Tesi* les problèmes des universitaires sont posés pour la première fois dans les termes de la « lutte entre le capital et le travail » ; du coup, l'étudiant est considéré comme une « figure sociale interne à la classe ouvrière », et, par là, comme étant de la « force-travail subordonnée ». Cette position théorique, qui restera minoritaire au sein du mouvement, était destinée à exercer une grande influence sur les luttes lors des phases ultérieures du mouvement⁹

Ce courant marxiste-critique au sein du mouvement étudiant italien est étroitement lié aux formations politiques de la *Nuova Sinistra*, dont plusieurs étudiants sont devenus des militants :

A Pise, une publication politique auto-gérée de tendance opéraïste, *Il potere operaio*, présente des nombreux liens avec les expériences des *Quaderni Rossi* et de *classe operaia*. D'abord publié comme supplément du bulletin interne des ouvriers des usines Olivetti, à Ivree, *Il potere operaio* soutient les luttes ouvrières locales, telles que celles aux entreprises Saint-Gobain, à la RIV de Masse et aux usines dans la zone de Piombino. Parmi ses rédacteurs, on trouve Cazzaniga, della Mea et Sofri ; ce dernier sera l'un des « meneurs » de l'occupation de la « Sapienza ».¹⁰

⁹ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 201-202.

¹⁰ G. M. Cazzaniga (1942) est un historien de la philosophie, professeur à l'Université de Pise ; il a été un militant de la gauche extraparlamentaire mais aussi du PSI, du PSIUP (Parti socialiste d'unité prolétarienne) et du PCI, puis du PDS (Parti démocratique de la gauche). Luciano della Mea (1924-2003) a été résistant, militant de la gauche du PSI, membre du PSIUP et de la gauche extraparlamentaire ; il a également animé des pratiques d'intervention dans les anciens asiles dans le cadre des initiatives de Franco Basaglia. Adriano Sofri (1942) est un intellectuel, écrivain et journaliste qui a été le leader de Lotta Continua ; en 1988, il a été arrêté pour avoir commandité l'assassinat du commissaire Luigi Calabresi en 1972. Condamné en 1997 à 22 ans de prison, il proclamera son innocence tout en avouant sa responsabilité morale (Lotta Continua avait impulsé une violente campagne contre Calabresi, à cause de son rôle dans la mort, pendant un interrogatoire, de l'anarchiste Giuseppe Pinelli, injustement accusé de l'attentat de la Piazza Fontana en 1969). Voir Adriano SOFRI, *La notte che Pinelli*, Palerme, Sellerio, 2009 ; trad. franç. de Philippe Audegean et Jean-Claude Zancarini, *Les Ailes de plomb : Milan, 15 décembre 1969*, Lagrasse, Verdier, 2010. Adriano Sofri a terminé de purger sa

Avec les *Tesi della Sapienza*, aura lieu la première jonction politico-culturelle et opérationnelle entre l'un des courants de la gauche révolutionnaire en train de se constituer et le mouvement étudiant. Grâce à la présence de nombreux étudiants provenant d'autres villes italiennes, l'occupation de Pise et les *Tesi* représenteront, par-delà les résultats immédiats, un référentiel décisif pour la reproduction des luttes dans les autres universités italiennes.¹¹

Trente : de la critique de l'Université à l'Université négative

Une autre expérience marquante du mouvement étudiant fut l'occupation de l'Université de Trente, dont les enjeux et les objectifs portaient plus directement sur la question du statut de la production des savoirs spécialisés, et ce, à cause de la singularité de cette Université.

L'Université de Trente représentait, en 1967, la seule Faculté consacrée à l'étude des sciences sociales. La fondation de la Faculté, orchestrée par le pouvoir démo-chrétien, s'inscrivait dans la stratégie politique globale qui avait inspiré les gouvernements de centre-gauche (démo-chrétiens + socialistes). Au sein de la Démocratie chrétienne, la conjoncture du « miracle économique » avait impulsé

la montée en puissance d'un « courant de gauche », dont la figure la plus importante était Aldo Moro, qui visait à (...) se faire l'interprète et le représentant des exigences du néo-capitalisme naissant, des dynamiques de modernisation qu'il déclenchait, de la demande de nouvelles figures et compétences sociales aptes à assurer la stabilisation du système (...). Avec la fondation de l'ISSS [Institut supérieur de Sciences Sociales] à Trente en 1962, ce courant visait à créer une nouvelle figure d'« architecte du social » qui aurait été d'une grande utilité pour gouverner la nouvelle phase du développement industriel de la Péninsule.¹²

peine le 16 janvier 2012.

¹¹ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 202-203.

¹² *Ibid.*, p. 204-205.

La ville de Trente fut choisie comme site de cette expérimentation politico-culturelle en raison de la solidité du pouvoir démo-chrétien dans la région. Mais le provincialisme bigot de la population créera souvent des tensions entre la ville et l'Université : les étudiants peinaient souvent à trouver des logements, et en général la population était hostile vis-à-vis de tout ce qui avait partie liée avec l'ISSS. En revanche, les aspects novateurs et dynamiques de l'ISSS ne font guère de doute : la rigide discrimination classiste propre au système universitaire italien y était implicitement, et pour la première fois, contestée – l'ISSS permettait l'accès aux étudiants issus des instituts technico-professionnels, traditionnellement destinés aux facultés « mineures » tels que Techniques de l'Agriculture et Economie et Commerce. L'ouverture de l'ISSS à ces étudiants constitue ainsi l'ouverture d'une Faculté « supérieure », savante, à des jeunes prolétaires, ce qui débouchera sur une croissance rapide des inscriptions :

Des grandes provinces du Midi aux régions centrales, des zones industrielles aux aires rurales, partout le « mythe » de Trente frappe les esprits et l'imaginaire.¹³

Alors que les notables démo-chrétiens avaient envisagé la création d'une strate de spécialistes ancrés dans la réalité locale, et docile, de Trente, l'ISSS a pour effet, au contraire, la naissance de la première université réellement « nationale », capable d'incorporer une population étudiante relativement de masse et aux origines sociales et géographiques très différenciées. Parmi les étudiants qui se formeront politiquement lors de l'occupation, on trouve Renato Curcio¹⁴ et Mara Cagol¹⁵, qui compteront parmi les fondateurs des

¹³ *Ibid.*, p. 206.

¹⁴ Né en 1941, il grandit dans un milieu prolétarien et protestant ; étudiant à Trente depuis 1963, en 1969 il fonde, avec son épouse Mara Cagol, le Collectif Politique Métropolitain qui deviendra en 1970 l'organisation clandestine connue sous le nom de Brigades Rouges, que Curcio dirige avec Cagol et Alberto Franceschini. Il est arrêté en 1976 ; depuis quelque temps, son rôle dans l'organisation était devenu relativement marginal. Condamné pour plusieurs crimes, il est sorti de prison en 1998. Il a fondé en 1990 les éditions *Sensibili alle foglie* ; il mène des recherches sur le travail précaire, les conditions de vie dans les prisons, et les asiles.

¹⁵ 1945-1975, issue d'une famille catholique, elle deviendra la compagne de

Brigades Rouges, et des personnages comme Mauro Rostagno¹⁶ et Marco Boato¹⁷, qui deviendront des représentants de la jeune « classe dirigeante » de la gauche révolutionnaire entre la fin des années 1960 et la décennie suivante.

La Faculté est occupée pour la première fois en janvier-février 1966 ; M. Boato a résumé les enjeux de cette occupation :

Le but était la reconnaissance juridique du pouvoir de l'Institut de décerner la *laurea* en Sociologie, au lieu d'une « *laurea* en Sciences politiques et sociales à orientation sociologique » qui aurait scellé sa résorption dans les Sciences politiques traditionnelles, en en gommant la portée novatrice sur les plans scientifique, culturel, et aussi politique.¹⁸

La sociologie représente, pour les étudiants, non seulement une thématization de la société comme réalité de *masse*, non limitée aux classes dirigeantes, mais surtout un savoir *pour* une politique conçue comme intervention directe dans le « social ». La victoire des étudiants sur ce point concernant le statut de la Faculté montrera, d'un côté, la force du mouvement étudiant vis-à-vis d'un contexte social conservateur qui tendrait à refuser jusqu'aux mesures nécessaires à la « modernisation » du capitalisme, et, de l'autre, « les limites politiques de ces luttes qui restaient internes à un cadre "corporatif", ne visant que des débouchés juridiques, dépendants des solutions parlementaires »¹⁹.

R. Curcio et une fondatrice des BR. Elle fut tuée en 1975 lors d'une fusillade entre brigadistes et *carabinieri*.

¹⁶ 1942-1988, fondateur de Lotta Continua, après la dissolution de cette organisation il deviendra un membre de la gauche « contre-culturelle » et se consacrera à des activités culturelles. Devenu membre de la secte d'Osho Rajneesh, il fonde en 1981 une « communauté thérapeutique » en Sicile. Suite à son activité de journaliste et à ses critiques publiques des complicités entre les pouvoirs politiques et le crime organisé, il est tué par un commando mafieux en 1988.

¹⁷ Né en 1944, d'origine chrétienne-progressiste, ensuite parmi les fondateurs de Lotta Continua, il militera successivement dans le Parti Radical et les Verts. Il a été à plusieurs reprises député, puis sénateur.

¹⁸ Marco BOATO, « Introduzione » à « Trento. Istituto universitario di scienze sociali », in *Documenti della rivolta universitaria*, Bari, Laterza, 1968, p. 4.

¹⁹ *Ibid.*

La deuxième occupation (octobre-novembre 1966) visera les rapports internes et l'organisation du nouvel institut :

Structures du pouvoir et logiques gestionnaires, organisation de la recherche et de la didactique (programme des études) et débouchés prévus pour les diplômés de la Faculté.²⁰

Cette phase de la lutte, bien que plus avancée du point de vue des revendications, n'a pas pour autant surmonté ni les limites d'une orientation « réformiste et syndicaliste », ni la confiance excessive vis-à-vis des

anciens instruments politiques et organisationnels propres à l'ancienne forme de la représentation étudiante, le mouvement de Trente ayant franchi, en revanche, le seuil d'une nouvelle logique de participation politique de masse par le truchement des Assemblées.²¹

En novembre 1966, le mouvement diffuse un document intitulé *Remarques sur le statut et le programme des études dans les élaborations de la Direction de l'ISSS et de la Commission des étudiants*. Ce document marque la fin de la phase des revendications « corporatives » : la figure professionnelle et intellectuelle du sociologue y est envisagée comme une figure politique à part entière ; en refusant toute réduction technocratique, mais aussi toute fonction de « conscience externe », le sociologue devrait avoir pour vocation d'intervenir dans des situations concrètes en tant que porteur d'une « intelligence publique » qui traiterait des « problèmes publics (...) et des tendances structurelles que de tels problèmes impliquent »²². Mais

cette vision optimiste, qui hérite de la philosophie des Lumières (...) disparaît bientôt des élaborations du mouvement. L'idée de l'Assemblée Générale comme organe de la participation directe aux décisions restera, mais elle sera vite critiquée. Surtout, ce sera l'aspiration à transformer l'Université de l'intérieur qui s'éclipsera. L'Université sera vue comme un instrument de la société qui vise la manipulation et l'assujettissement des esprits. Du coup, le

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*, p. 5.

²² N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 209.

mythe du « bon sociologue » sera également éclipsé. L'Université ne pourra se transformer que par l'avènement d'une nouvelle société. Les occupations représentent le refus, de la part des étudiants, d'accepter la réduction de la population universitaire à l'état d'objet. L'étudiant devient protagoniste et antagoniste, mais non seulement en tant qu'étudiant. Son antagonisme n'est pas réductible au pouvoir universitaire : il vise désormais toutes les structures de la société capitaliste.²³

En mars 1967 la lutte à l'intérieur de la Faculté s'articule à des « exigences d'intervention politique étroitement liées au conflit vietnamien »²⁴. Des manifestations, des expositions, des débats, des cortèges et des *sit-ins* sont organisés par les étudiants qui cherchent en même temps un lien avec les habitants de la ville de Trente. Ces initiatives subissent une répression policière très violente, avec fichages et charges. En novembre 1967, lors de la rentrée et de l'essor d'un nouveau cycle national d'agitation, le mouvement reprend ses activités et progresse nettement quant à sa conscience politique, en venant à

reconnaître dans la sphère politique, c'est-à-dire dans la *structure du pouvoir* à l'Université et dans la société, le seul champ adéquat pour une contestation et une négociation qui ne présenteraient plus les limites de la stratégie syndicale précédente, mais qui offriraient, au contraire, la possibilité concrète de conquérir, gérer, et dépasser de façon continue et en direction d'objectifs toujours plus généraux et avancés, les revendications syndicales, qui, dès lors, se trouveraient de quoi être encadrées dans une stratégie politique globale tant dans le domaine universitaire que dans le champ de la société civile et des forces sociales. Grâce à cette nouvelle stratégie politique, le mouvement a été amené par la suite à refuser et à liquider complètement toutes les institutions traditionnelles de la représentation étudiante, afin de construire des formes radicalement neuves d'organisation politique.²⁵

²³ *Ibid.*, p. 209-210. Les auteurs de *L'orda d'oro* citent deux livres comme sources de ces passages : Alessandro SILJ, *Mai più senza fucile*, Florence, Vallecchi, 1976 et Soccorso rosso, *Brigate Rosse*, Milan, Feltrinelli, 1976.

²⁴ M. BOATO, « Introduzione », *op. cit.*, p. 5.

²⁵ *Ibid.*

Suite à la répression policière, l'année 1967-1968 commence par une grève générale. Le document programmatique principal est le *Manifeste du Mouvement pour une Université Négative* (automne 1967), écrit, entre autres, par Mauro Rostagno. Le *Manifeste* développe une critique de la rationalisation et de la normalisation sociales ; de la « nouvelle barbarie » des spécialistes dépourvus d'une véritable culture capable d'opérer une synthèse et d'orienter les savoirs ; de l'irrationalité d'une raison qui a perdu tout pouvoir d'auto-réflexion. Charles Wright Mills, Walther Rathenau, et José Ortega y Gasset sont cités à l'appui d'une violente polémique contre l'« idiotisme technologique » et la « robotisation des individus » :

Le Manifeste pour une Université Négative jeta les bases pour le passage de l'anti-autoritarisme à la contestation générale du système capitaliste [ce qui demandait] un lien stable et de masse entre ouvriers et étudiants.²⁶

Si à Pise la jonction entre mouvement étudiant et militantisme lié à la *Nuova Sinistra* est opérée par *Il potere operaio*, à Trente le Mouvement pour une Université Négative est lié à la revue *Lavoro Politico*. Fondée à Vérone par Walter Peruzzi, cette revue, initialement d'orientation catholique, déclarera dès son deuxième numéro son « adhésion intégrale à la pensée de Mao Tsé-toung ». Renato Curcio compte parmi les étudiants de Trente qui militent dans le collectif de la revue *Lavoro Politico* ; il est également un protagoniste du Mouvement pour une Université Négative. L'éditorial du premier numéro de la revue est consacré à une analyse de la Révolution Culturelle, et à la critique sévère de toute hypothèse de guérilla à appliquer au contexte italien.

Grâce à son radicalisme, à sa lucidité théorique et à son articulation organisationnelle, l'expérience de Trente devint vite un paradigme pour les luttes étudiantes :

Le mouvement de Trente, par ses analogies avec les luttes étudiantes propres à d'autres pays européens (il sera profondément influencé par la *Kritische Universität* allemande) et par sa capacité d'anticipation du point de vue de l'élaboration et de la diffusion de thèmes et contenus radicaux, finira par représenter un paradigme pour tout le

²⁶ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 213.

mouvement étudiant italien. L'originalité des contenus et des stratégies de la contestation à Trente fera de ces luttes étudiantes un modèle auquel fera référence le mouvement tout entier lors de son essor rapide dans toutes les universités italiennes. Il y aura peu d'expériences, à l'exception près de l'occupation du Palazzo Campana à Turin, où les stratégies des « contre-cours » et des « contre-leçons » seront appliquées avec autant de profondeur et de systématisme.²⁷

Traduisons simplement les passages du *Manifeste* recueillis dans *L'orda d'oro*, pour laisser parler un texte à la portée politique considérable.

Aujourd'hui, l'Université représente structurellement une organisation dont la fonction consiste à satisfaire les exigences techniques de la société. L'Université fournit les outils techniques dont la tâche est l'organisation de plus en plus rigide de la domination qu'une classe exerce sur les autres classes. La structure technologique peut remplacer la terreur en tant que moyen visant la soumission des forces sociales rebelles et l'effectuation de la prééminence de la classe dominante vis-à-vis du reste de la société

(...)

L'Université est un instrument de classe. Du point de vue idéologique, sa fonction consiste à produire et à transmettre une idéologie spécifique – celle de la classe dominante – qu'elle présente pourtant comme une connaissance objective et scientifique, et des attitudes-conduites spécifiques – celles de la classe dominante – qu'elle présente pourtant comme étant nécessaires et universelles

(...)

Notre hypothèse générale est que la possibilité concrète existe d'un renversement radical du système capitaliste-avancé, opéré avec des formes nouvelles de la lutte des classes nationale et internationale ; c'est pourquoi nous affirmons l'idée d'une UNIVERSITÉ NÉGATIVE dont le but est d'affirmer, au sein des universités officielles, mais à partir d'une position qui est antagoniste vis-à-vis de celles-ci, la

²⁷ *Ibid.*, p. 208.

nécessité d'une pensée théorique, critique et dialectique, en mesure de dénoncer ce que les bonimenteurs salariés appellent « raison », et de jeter les bases d'un travail politique créateur, antagoniste et alternatif (...). Ce n'est que le renversement de l'Etat qui permettra une restructuration réelle du système de l'enseignement

(...)

L'étudiant doit agir, par delà son statut particulier, selon une perspective de longue période, ayant en vue la formation d'un mouvement révolutionnaire des classes subalternes, un mouvement dont l'expression sera fournie par la forme organisationnelle la plus adéquate aux nouvelles formes de la lutte qu'il faut mener. Nous considérons l'Université Négative comme un site d'intégration politique et d'analyse critique vis-à-vis de l'usage qui est fait des outils scientifiques imposés, dans les Universités, par la strate intellectuelle de la classe dominante. A l'usage capitaliste de la science, il faut opposer un usage socialiste des techniques et des méthodes les plus avancées

(...)

Notre contestation se déploie sur le plan idéologique de différentes manières : a) Contre-leçons (...). Les contre-leçons ont lieu normalement au même moment que les leçons officielles ; elles portent sur des sujets propres à l'enseignement universitaire, et visent à soustraire à ce dernier la totalité des auditeurs. b) Contre-cours : il s'agit d'une forme de contestation plus organique, avec des objectifs moins immédiats, et qui consistent à socialiser plus profondément et consciemment des étudiants déjà sensibles [à ces problèmes]

(...)

Notre intérêt vis-à-vis du mouvement étudiant n'implique aucune surestimation dudit mouvement. Le corps étudiant ne peut nullement, à notre avis, être considéré comme une « classe », dont les intérêts seraient objectivement et potentiellement antagonistes vis-à-vis de la formation économique-sociale actuelle (...): nous envisageons

l'Université comme un foyer de luttes, mais pas le seul, ni le principal ; un foyer qu'il convient pourtant de ne pas sous-estimer, car c'est en son sein qui devient effective l'*opération de normalisation planifiée par le capital* [je souligne, A. C.] (...). Notre manière de nous opposer à cette opération consiste à tenter (...) de « soustraire » à l'ordre technocratique des forces potentiellement antagonistes (ANTI-PROFESSIONNELLES) afin que celles-ci rallient les autres forces antagonistes que cette société recèle.

A cette fin, nous proposons le projet d'une UNIVERSITÉ NÉGATIVE qui exprimerait sous une forme nouvelle, dans toutes les universités italiennes, la tendance révolutionnaire qui, seule, pourrait guider notre société, par delà la « préhistoire », vers l'HISTOIRE.²⁸

Turin : les étudiants et la forteresse ouvrière

Si à Pise et à Trente le mouvement étudiant s'articule à des revues et à des groupes militants récents, à Turin le rapport entre étudiants et *Nuova Sinistra* est, d'une manière presque spontanée, opéré par la présence et l'activité des collectifs des *Quaderni Rossi*.

En 1967, Turin est le paradigme de la ville-usine, dont l'organisation sociale et culturelle est déterminée par l'« institution totale » qu'est FIAT et par la concentration de population ouvrière la plus importante de toute la Péninsule. La grande chaîne des usines FIAT – Mirafiori, Rivalta, Lingotto – est rebaptisée par les étudiants « usines Putilov », par analogie avec les usines de Pétrograd qui jouèrent un rôle déterminant dans la Révolution d'Octobre. Turin représente le banc d'essai pour la vérification et l'application des analyses opéraïstes. Mais la ville-usine représente aussi le paradigme presque mythologique de la société entièrement subsumée au capitalisme-avancé, et surtout de la « centralité ouvrière » comme moment d'antagonisme structurel et irréductible.

Le mouvement étudiant turinois commence avec la contestation de l'autorité des professeurs ordinaires – les « barons »

²⁸ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 210-212.

– au sein des Facultés ; mais il développe rapidement des analyses de classe de la structure universitaire et de sa fonction sociale ; et il entreprend bientôt des démarches de rapprochement vis-à-vis des ouvriers, en les invitant à parler dans les AG des Facultés occupées, et en animant des discussions et en distribuant des tracts devant les portes des usines. Les dirigeants du mouvement turinois représentent une élite intellectuelle souvent issue de la grande bourgeoisie turinoise et d'un milieu radical-socialiste qui s'identifie profondément à la Résistance, à l'anti-fascisme et à la Constitution de la République. Parmi les jeunes « meneurs », on trouve des figures comme Marco Revelli, le fils de Nuto Revelli, ancien résistant et grand pionnier de l'histoire orale des classes populaires ; et comme Luigi Bobbio, dont le père, Norberto, lui aussi ancien résistant, philosophe et homme politique, est l'un des pères de la Constitution.

Le passage de la critique des « barons » à l'articulation d'une stratégie politique adéquate aux luttes ouvrières est exposé par L. Bobbio dans ce texte publié par les *Quaderni Piacentini* :

Le mouvement étudiant commence par le refus de la condition de pré-détermination que le système impose [à l'existence des] étudiants, si bien que son seul antagoniste véritable est représenté par les puissances économiques qui assignent à l'Université cette fonction. Par ailleurs, les choix des pouvoirs économiques ne sauraient devenir effectifs que par le biais des différentes médiations opérées par des centres de pouvoir appartenant à un niveau inférieur : le pouvoir politique et les hiérarchies universitaires. S'il est inutile de s'arrêter ici sur la fonction de l'Etat dans le domaine des politiques de l'éducation et sur la manière selon laquelle il se présente comme l'antagoniste direct du mouvement étudiant, il importe au contraire de souligner le rôle que revêtent les professeurs.

Au sein de la structure universitaire italienne (...) les fonctions de l'enseignement et de l'administration tendent à se concentrer dans les mains des mêmes figures à cause du principe de l'autonomie des universités ; à cela il faut ajouter que le corps enseignant [ordinaire] représente la dernière instance du processus de la prise des décisions, et qu'aucune autre figure (chargés de cours, assistants, étudiants) n'a de

pouvoir réel ; et, finalement, que l'autonomie des professeurs est limitée de manière rigide par les pouvoirs dont disposent le Parlement et le Gouvernement. Dans ce cadre, l'autonomie universitaire ne signifie que le maintien des privilèges d'une strate de barons académiques, qui, tout en étant dépourvus du pouvoir nécessaire pour orienter différemment l'Université, disposent néanmoins d'un pouvoir suffisant pour tirer des avantages de son orientation existante. Au sein du corps des professeurs, des groupes de pouvoir s'organisent, fondés sur des intérêts économiques (...) qui relèvent du statut des titulaires de chaire. Il suffira de faire allusion aux revenus de certaines professions et spécialités, tels les cliniciens et les avocats, ou encore les expertises auprès des entreprises pour ce qui est des scientifiques. Le seul but véritable de ces groupes de pouvoir est la reproduction de leurs privilèges. Ils exercent une influence réelle sur les politiques de l'éducation des gouvernements : on pourrait même affirmer que la réforme envisagée par le gouvernement est essentiellement la réalisation d'une convergence entre les intérêts des ordinaires et les exigences capitalistes de rationalisation de la production.

Un lien existe donc, fort visible quoique contradictoire, entre les différentes instances de pouvoir qui déterminent la structure du système d'éducation. Il est dans l'ordre des choses que le mouvement étudiant soit d'abord confronté, au cours de ses luttes, avec le dernier maillon de la chaîne, à savoir les hiérarchies universitaires ; mais il est également dans l'ordre des choses que cette confrontation doive déboucher sur des problèmes plus généraux, à condition d'en saisir les limites et la partialité, tout en recherchant les conditions d'un dépassement de ces limites par les luttes.

Les étudiants refusent leur condition d'exploitation et de pré-détermination de leurs destins professionnels, et demandent la maîtrise de leur propre formation ; il s'agit d'un refus de se rendre [des sujets] disponibles. Afin d'obtenir cette maîtrise, le mot d'ordre doit être celui du « pouvoir étudiant ». Avec ce mot d'ordre, ce qu'on vise est l'implication des étudiants dans les organismes décisionnels de la politique universitaire ; mais si sa signification s'arrêtait là, elle laisserait intacte l'organisation générale des études. « Pouvoir étudiant », au

contraire, signifie : restructuration intégrale de l'Université, par le biais de laquelle cette forme de pouvoir (et donc la maîtrise réelle du processus de formation) pourra devenir effectif. Il s'agit donc d'aller au-delà de la demande de démocratisation de l'Université, dans laquelle le mouvement étudiant se reconnaît depuis désormais plusieurs années ; l'exigence portée par les étudiants n'est pas la démocratie (qui se réduit souvent à la pure et simple collaboration [avec les politiques actuelles]), mais le pouvoir – ce qui implique de toute évidence de l'antagonisme. D'ailleurs, l'évocation de la « démocratisation » revient à mettre l'accent sur la subordination des étudiants vis-à-vis des professeurs, tandis que l'évocation du « pouvoir étudiant » vise directement leur subordination sociale (...). Les limites du mouvement étudiant doivent être indiquées très clairement : la non-autonomie de l'Université implique la non-autonomie, voire la subordination, du mouvement étudiant par rapport à la classe ouvrière – c'est en elle que le mouvement étudiant reconnaît son repère et sa vérification. L'action des étudiants n'a aucun sens si l'organisation politique du mouvement ouvrier est incapable d'en accueillir les expériences et de les unifier dans la perspective d'une stratégie révolutionnaire. Les problèmes posés par le dernier point touchent à la situation générale de la gauche italienne. Le mouvement étudiant ne peut nullement limiter son action à son domaine particulier immédiat (...); au contraire, c'est bien par une appréciation d'ensemble de la situation politique qu'il pourra revêtir la fonction qui consiste à fournir des impulsions et des suggestions (...) visant la radicalisation de la gauche italienne et la sortie de sa crise actuelle.²⁹

En somme, que ce soit à Pise, à Trente ou à Turin, avec la conception de l'étudiant comme force-travail, de la critique de la technocratie néo-capitaliste à l'analyse des convergences entre néo-capitalisme et hiérarchies universitaires, le mouvement étudiant italien exprime, dans ses réflexions les plus avancées, une série de points décisifs : l'organisation actuelle du savoir par les institutions universitaires est un moment de la société capitaliste-avancée ; cette

²⁹ Luigi BOBBIO, « Le lotte nell'Università. L'esempio di Torino », in *Quaderni Piacentini*, 30, 1967 ; cité in N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro, op. cit.*, p. 217-219.

organisation est à transformer totalement ; cette transformation ne peut que s'inscrire dans un processus de transformation révolutionnaire de la société capitaliste ; l'action des étudiants ne peut que déboucher sur une jonction avec le moment antagoniste du système capitaliste : la classe ouvrière. La position qui ressort en définitive de l'agencement de ces points est donc la suivante : l'alliance entre étudiants et ouvriers est la seule base possible d'une transformation réelle du savoir dans les sociétés capitalistes-avancées. Si l'on prend au sérieux les énoncés produits par le mouvement étudiant, force est de constater que son noyau politique essentiel est définitivement irréductible à la libéralisation des mœurs ou à la « révolte » générationnelle qu'affectionnent les commémorations officielles. Malheureusement, tout cet aspect du mouvement étudiant italien – qui revient à en faire le site d'un projet politique de transformation révolutionnaire de la culture – a été éclipsé de la mémoire historique et des (auto)célébrations administrées par des anciens protagonistes (qui ne sont souvent que des simples contemporains, voire des *innocent bystanders*). Evidemment, la saisie du mouvement étudiant en tant qu'amorce d'un projet politico-social ambitieux impliquerait une étude lucide et honnête de la phase des « groupes » postérieure à 1969, qui fut sans aucun doute une manière de concrétiser la rencontre recherchée et pratiquée avec les luttes ouvrières. Or, les groupes représentent en effet l'expérience la plus refoulée de la Séquence rouge italienne, celle dont personne ne se réclame et que les positions les plus différentes considèrent comme un échec à oublier rapidement. Ici, il nous est impossible de nous arrêter davantage sur ces questions. Mais on pourra constater, dans les lignes qui suivent, la difficulté que rencontrent la plupart des reconstructions de la Séquence à évaluer la grammaire théorique du mouvement étudiant, sa généalogie historique, et finalement la *vexata quaestio* de ses rapports avec les luttes ouvrières.

Le mouvement étudiant et les luttes ouvrières : aliénation ou autonomie de classe ?

Dans son commentaire des matériaux de la révolte étudiante, *L'orda d'oro*, qui épouse les positions de l'Autonomie des années 1970, tend à réduire l'élaboration théorique du premier mouvement étudiant à une conscience politiquement radicale-bourgeoise et philosophiquement néo-idéaliste, dont la matrice serait à trouver dans les courants du marxisme critique des années 1960 :

Le débat philosophique des années 1960 est dominé par la recherche d'un horizon humaniste dans lequel pourraient se rencontrer un marxisme renouvelé et un existentialisme engagé (...). L'affirmation de l'originalité de la pensée du jeune Marx vis-à-vis de l'« économisme » du Marx de la maturité joua un rôle décisif dans la tendance des mouvements anti-capitalistes à se présenter comme des mouvements anti-autoritaires. Le trauma des événements hongrois en 1956, la réflexion critique sur le stalinisme, la crise de l'« intellectuel organique » (...): il s'agit, face à chacun de ces points, d'entamer une réflexion profonde (...) qui est très importante pour comprendre la torsion anti-autoritaire du mouvement révolutionnaire des années 1960 (...). L'attention portée aux textes marxistes de 1844 contribua à mettre au centre du marxisme critique naissant la problématique de l'aliénation. L'« aliénation » est la perte de soi (...), le devenir-étranger des moyens et des fins de la civilisation industrielle, l'impossibilité de se reconnaître dans ses propres produits devenus marchandises (...) et dans sa propre activité, un clivage interne à sa propre personnalité. Ce processus relève du caractère de totalité de la domination capitaliste, qui subsume (...) l'existence tout entière (...). L'aliénation est la condition de souffrance de l'homme en régime capitaliste, soumis à la division entre travail manuel et travail intellectuel, et à la spécialisation en fragments du travail intellectuel. Cette conscience [de l'aliénation] représente le fondement humaniste de la révolte de 1968.³⁰

L'orda d'oro rappelle que cette politisation radicale-humaniste se donna comme repères *Histoire et conscience de classe* de Lukács,

³⁰ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 273-274.

le *Linkskommunismus* des années 1920 et les travaux de l'École de Francfort : l'élément commun à tous ces courants était la continuité entre le marxisme critique et la dialectique hégélienne, interprétée à partir de la fonction critique de la négativité, telle que la formulera Marcuse. En élaborant une interprétation de ces courants et de leurs effets, *L'orda d'oro* adopte une position qui relève, d'une part, de la singularité de la mouvance « autonome » et des leçons qu'elle croira pouvoir tirer de la crise de la *Nuova Sinistra* après la dissolution des « groupes », et, d'autre part, de l'appropriation par ladite mouvance des concepts et du jargon de la philosophie française des années 1960-1970 (notamment d'Althusser, Foucault et Deleuze-Guattari). Du coup, ce commentaire a tendance à rejeter comme « humaniste » la problématique « francfortoise » indéniablement chère au marxisme critique italien de l'époque du dégel et des années 1960 : la rupture avec cette problématique serait marquée, d'abord, par l'appropriation des positions exposées par Sartre dans *Questions de méthode* en tant que ces positions exprimeraient une pensée

qui nie le donné dominant, en déclenchant le refus des conditions données (...) au sujet, et en mettant en œuvre la révolutionnarisation de soi-même comme élément décisif de la révolutionnarisation de la réalité. C'est la conquête tourmentée de la spontanéité consciente, de la subjectivité négativisatrice, en tant que pensée délivrée des conditionnements historiques, sociaux et militants, et qui vise un rapport continuuel avec le Tout.³¹

Il est difficile de comprendre en quoi ces positions seraient moins « idéalistes », « dialectiques » et « humanistes » que celles inspirées par Adorno et Marcuse – à ceci près que le ton exalté propre à la parénèse (pseudo-)théorique assez typique de l'Autonomie est bien inférieur, du point de vue de la rigueur et de la valeur critique, à la prose francfortoise. Reste que, selon *L'orda d'oro*, la véritable rupture avec ce que le commentaire appelle « le néo-idéalisme gauchiste d'origine francfortoise et Links-conseilliste » aurait été opérée par le courant italien dit « de la composition de classe » – qui n'est autre chose que ce qui est identifié aujourd'hui à la constellation opératoire :

³¹ *Ibid.*, p. 275-276.

La pensée de la composition de classe (nous faisons allusion par cette expression aux travaux de Raniero Panzieri, Mario Tronti, Toni Negri, Romano Alquati, Sergio Bologna...) refuse radicalement toute fondation de la conscience dans une nostalgie idéaliste de l'« humain », et affirme que le processus révolutionnaire jaillit de la dynamique sociale et matérielle (par delà toute présupposition d'une (...) authenticité aliénée) : une dynamique dont le ressort est la sphère du travail, et notamment le refus ouvrier du travail (refus de livrer son propre temps de vie à l'activité commandée par le capital). Le cycle des luttes de l'ouvrier-masse, ce mouvement conflictuel continu et spontané qui dépassait les bornes des « tâches » historiques que les organisations du mouvement ouvrier s'étaient données, détermine la théorie même par laquelle il faut l'interpréter.³²

Ces passages posent plusieurs problèmes.

D'abord, pour en rester aux données purement factuelles, la division entre la « théorie de la composition de classe » et la problématique « francfortoise » et « lukacsienne » est loin d'être nette au cours des années 1960³³. Mario Tronti cite *Histoire et conscience de classe* comme l'une des sources des positions développées dans *Ouvriers et capital*³⁴ ; Panzieri s'appuiera, pour élaborer ses analyses du capitalisme avancé, sur *Histoire et conscience de classe* et sur *Minima Moralia* d'Adorno³⁵ ; Sergio

³² *Ibid.*, p. 276.

³³ Voir aussi, sur ces passages historiques et les figures évoquées ici, Andrea CAVAZZINI, « Le bon usage des ruines. Franco Fortini et la question des intellectuels dans la Séquence rouge italienne », *op. cit.* et *Séminaire du GRM*, séance du 3 décembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5_annee_Cavazzini_3_decembre_2011.pdf; sur Montaldi, voir *Séminaire du GRM*, séance du 19 novembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5annee_2e_seance_Cavazzini_15_octobre_2011_aux_origines_de_la_conricerca-2.pdf.

³⁴ En particulier dans le chapitre intitulé « Qu'est-ce que le prolétariat? », dans la traduction de Y. Moulrier-Boutang et G. Bezza, parue en 1977 chez Christian Bourgois, maintenant sur le site de la revue *Multitudes*, http://multitudes.samizdat.net/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=544 (il s'agit d'un texte de 1966).

³⁵ Panzieri commente l'essai lukácsien sur la « Réification et la conscience du prolétariat », recueilli dans *Histoire et conscience de classe*, dans un texte de 1961 : « L'homogénéité mesurable, quantifiable, est la base de la production de marchandises et du dispositif productif capitaliste (...). La quantification implique, à

Bologna traduira, en 1963, *L'âme et les formes*, l'un des premiers livres du philosophe hongrois. Ces liens avec Lukács et l'Ecole de Francfort ne sont aucunement anecdotiques. Franco Fortini, ami et interlocuteur de Panzieri, consacre plusieurs commentaires à Lukács ; Renato Solmi et Cesare Cases, respectivement le premier traducteur de Benjamin et Adorno et le principal disciple de Lukács en Italie, sont des proches de Panzieri et participent aux groupes qui animent les revues *Quaderni Rossi* et *Quaderni Piacentini* ; Fortini, Cases et Solmi sont également des membres du comité éditorial des éditions Einaudi (comme Panzieri avant d'en être exclu) qui publient régulièrement les textes de Lukács et de l'Ecole de Francfort. Fortini et Solmi avaient été des protagonistes de la phase du « marxisme critique » et des revues dites « du dégel » (*Discussioni, Ragionamenti...*), qui essayèrent d'élaborer une critique théorique du capitalisme avancé par le biais d'un renouvellement de la culture de la gauche marxiste.

Or, si l'interprétation du capitalisme comme système « total » joue un rôle dans ces positions, il ne faut pas oublier que les « marxistes critiques » de l'époque de la déstalinisation s'intéressent assez peu à la problématique très-spéculative de l'« aliénation » et de la « totalité humaine », et se concentrent bien davantage sur l'analyse de la société d'après-guerre et sur la critique du stalinisme. D'ailleurs, la reprise du *Linkskommunismus* sera impulsée moins par les groupes purement « intellectuels » que par un militant comme Danilo Montaldi (dont le rôle dans le développement d'une « pensée de la composition de classe » est souvent passé sous silence par les reconstructions de tendance post-opéraïste, alors qu'il est sans aucun doute l'un des « maîtres » du jeune Romano Alquati).

Entre « pensée de la composition de classe » et critique « dialectique » de la société capitaliste, les liens sont multiples et

l'évidence, l'application d'un calcul rationnel, et le développement du capitalisme montre une application de plus en plus poussée de ce calcul, qui, selon Lukács (...) peut être considéré comme le principe régulateur du capitalisme » (R. PANZIERI, « Relazione sul neocapitalismo », in R. Panzieri, *La ripresa del marxismo-leninismo in Italia*, a cura di D. Lanzardo, Rome, Edizioni Sapere, 1977, p. 186-187. Ensuite, il cite les analyses que Lukács consacre au morcellement de l'unité organique du processus et du produit du travail, morcellement imposé par les exigences de la rationalisation de l'emploi de la force-travail (p. 188-189).

complexes, et les critères de démarcation proposés par *L'orda d'oro* sont insuffisants pour saisir les véritables différences entre les différents courants et positions. Certes, Fortini, jusqu'au début des années 1960, visait moins une intervention politique qu'une activité indépendante de noyaux intellectuels « critiques » – une stratégie qui était beaucoup plus redevable à Sartre qu'à Adorno – mais il changera de position après la naissance des *Quaderni Rossi*, et il se ralliera à Panzieri dans son projet d'enquête et analyse des structures du néo-capitalisme³⁶. Le clivage entre théorie critique et intervention politique était donc beaucoup moins net au moment de la mort de Panzieri – les jeunes militants proches des *Quaderni Rossi* ou de *classe operaia*, qui deviendront des avant-gardes du mouvement étudiant, se formèrent politiquement dans une phase où le « marxisme critique » des revues du dégel s'était largement transformé en analyse sociologique et militante du capitalisme avancé. Les passages tirés des documents du mouvement en témoignent : la critique du néo-capitalisme en est un moment décisif, tout comme l'idée qu'une articulation entre luttes étudiantes et luttes ouvrières est nécessaire. Les positions les plus proches de la problématique de l'aliénation sont en effet celles qui insistent sur la critique de la technologie, de la spécialisation disciplinaire et de la planification-massification de l'existence : il s'agit de critiques qui se fondent sur une analyse des structures sociales, et nullement sur une mythologie spéculative à propos de l'« humain ».

Que les clivages internes à la gauche marxiste italienne, et au mouvement étudiant, puissent être saisis par une opposition entre humanisme dialectique et autonomie de classe qui remonterait au début des années 1960 n'est qu'une illusion rétrospective : en réalité, la culture philosophique « francfortoise » et lukácsienne circule dans les milieux les plus « militants », et la théorie de la composition de classe, tout comme les analyses du mouvement étudiant, puisent dans cette tradition de critique dialectique de la société que rien n'oppose radicalement aux théories opéraïstes et pré-opéraïstes. Il suffira, pour

³⁶ Sur le rapport Panzieri-Fortini, voir *Séminaire du GRM*, séance du 3 décembre 2011, http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_5_annee_Cavazzini_3_decembre_2011.pdf

s'en convaincre, de lire ce portrait que Balestrini et Moroni eux-mêmes esquissent à propos de la pensée de la composition de classe :

La subjectivité capitaliste représente un processus de totalisation (...) s'articulant comme subsumption despotique des existences réelles (...). C'est le triomphe du travail abstrait (...) Le travail abstrait est la condition de l'indifférence, de l'identité vide du temps humain général, du caractère insensé du processus de la connaissance et de la fragmentation en spécialités du travail intellectuel (...). La totalité d'oppression de la subsumption capitaliste du temps et de l'homogénéisation impérialiste du monde – cette totalité est l'antagoniste du mouvement de 1968. Ce mouvement se manifeste (...) comme critique de la totalité idéaliste et du totalitarisme réel – et comme processus de singularisation qui prendra la forme explicite de l'autonomie.³⁷

Encore une fois, il est difficile de reconnaître un véritable clivage dans ce passage : la révolte du travail vivant socialisé et subsumé à l'abstraction joue le même rôle que la conscience critique-négative dans la vision francfortoise traditionnelle – il s'agit, dans un cas comme dans l'autre, de penser le moment irréductible qui brise la fausse auto-identité d'un système social devenu totalité auto-reproductrice.

En effet, la « grammaire » théorique profonde de l'Autonomie, de l'opéraïsme, du marxisme critique des années 1950-1960 – et bien entendu des avant-gardes du mouvement étudiant – est toujours la même. Ce qui ne signifie aucunement nier l'existence de clivages et différences au sein du mouvement étudiant. Mais ces clivages relèvent de la structure sociale de l'Italie du « miracle économique », et ne trouvent pas de correspondances immédiates avec les différentes orientations théoriques disponibles.

Etudiants et prolétaires : l'entrelacs

L'orda d'oro nous fournit une analyse de ces clivages, en reprenant une étude des *Quaderni Piacentini* – une analyse qui est

³⁷ N. BALESTRINI et P. MORONI, *L'orda d'oro*, op. cit., p. 277.

d'autant plus utile qu'elle évite tout excès de sur-détermination théorique dans leur interprétation :

Les étudiants refusent le rôle « prédéterminé » que le système vise à leur imposer. Ils contestent la fonction du « technicien industriel » comme « débouché naturel » pour les diplômés, ce qui revient à refuser de collaborer au maintien du système (...). Ils demandent de se soustraire à la planification de leur existence entièrement organisée « d'en haut », et ils demandent également un renouvellement profond des contenus et des méthodes de l'enseignement (...).

Il ne fait aucun doute que ces problématiques (...) étaient toujours récupérables, tant par le réformisme que par l'intelligence néo-capitaliste, et transformées en ressort [de la modernisation] du système universitaire. Le refus de se considérer comme « force-travail en formation », composante matérielle du prolétariat, l'incapacité à élaborer un discours cohérent sur la force-travail techno-scientifique, représentent des moments essentiels de la première phase du mouvement étudiant, et ils en marquent le caractère réformiste-bourgeois. Mais il reste à vérifier l'hypothèse d'une autre histoire, souterraine, clandestine et difficile. Une histoire qui commence en juillet 1960 (...), qui avait été marquée par le grand moment de rupture que représenta la révolte de la Piazza Statuto, qui avait souvent rencontré les luttes de l'ouvrier-masse et sa recherche d'une stratégie de l'« autonomie de classe ». Des minorités de masse avaient lutté dans les rues en unité idéale avec les peuples exploités par le colonialisme et avec les révoltes au sein des forteresses du capital. Ces minorités avaient exprimé un refus radical des modèles sociaux dominants d'abord par le biais des cultures *beat* et *underground* ; elles avaient adopté ensuite des visions plus complexes et un outillage théorique efficace grâce aux expériences des *Quaderni Rossi*, de *classe operaia* et des *Quaderni Piacentini*, ce qui avait débouché sur la formation d'une strate de militants tant opérâistes (dans la Vénétie, au Piémont, en Toscane) que marxistes-léninistes (à Milan et dans le Sud).

Dans les grands *hinterlands* des métropoles et dans l'immense, inconnue, province italienne, toute une génération

émergeait, dont les comportements étaient tendanciellement subversifs, et que personne n'avait jamais considérée auparavant comme appartenant au prolétariat : il s'agissait de jeunes restés aux marges du développement économique, et renfermés dans une condition misérable du point de vue des perspectives existentielles, et souvent aussi de celui des conditions matérielles. Ces dernières étaient d'autant plus intolérables que le développement néo-capitaliste tendait à impulser la demande interne et la croissance des besoins. Ces figures sociales provenaient tant du prolétariat que de la petite bourgeoisie des cadres prolétarisés ; elles avaient eu accès à l'Université au prix d'immenses sacrifices (...) ; ou alors elles attendaient d'y accéder, en peuplant entre-temps les Instituts techniques et commerciaux. C'est en 1967-1968 que « commence l'essor de la figure de l'étudiant-prolétarien, contraint d'accepter des petits boulots temporaires et insuffisamment rétribués, afin de pouvoir survivre dans les grandes villes, logé dans les quartiers du sous-prolétariat avec les immigrés du Sud, ou dans les quartiers ouvriers de la banlieue ; c'est là qu'il commence à expérimenter des formes d'existence collective, de vie commune, de partage des logements et du salaire (...) qui accélèrent l'homogénéisation du mouvement et sa prolétarianisation subjective (...). La composante étudiante majoritaire des luttes de 1968 détermine les contenus explicites du mouvement, mais, par delà l'apparence immédiate des motivations explicites du mouvement étudiant, c'est tout un système de revendications et de tensions qui fait surface. La révolte anti-autoritaire (...) se fonde sur la terreur qu'inspire l'usine. L'usine est ressentie comme le destin sombre que la planification capitaliste impose à la force-travail techno-scientifique. Face à ce destin, l'intellectuel réagit d'abord en invoquant les valeurs de l'humanisme que l'usine bafoue, voire qu'elle réduit à leur réalité effective : celle de formes vides, dont la seule fonction consiste à cacher la subordination réelle des hommes vis-à-vis du processus d'accumulation. La réaction des étudiants face à la prolétarianisation imminente est une réaction démocratiste et humaniste, et surtout destinée à l'échec. L'usine incorpore désormais la société et, avec elle, le travail intellectuel ».

Le comportement [antagoniste] des étudiants-prolétaires, des jeunes chômeurs, des étudiants hors-siège, se fonde lui aussi

sur le refus de l'usine ; mais il s'agit d'un refus dont la substance est une mémoire de classe, le constat que l'école et l'Université ne sont pas des vecteurs d'émancipation (...). Cette tendance apporte aux luttes étudiantes la mise en lumière des besoins matériels, les besoins de classe, la violence de ces besoins, le refus des médiations culturelles.

« Cette tendance peine d'abord à prendre forme, et surtout à s'exprimer clairement par une position homogène. La seule forme de manifestation qu'elle connaît semble être représentée – à l'occasion du printemps 1968 – par la radicalisation incessante de l'affrontement. Cette tendance, irréductible au projet contestation-culture critique-renouvellement des institutions, se manifeste dans la rue, accepte les affrontements avec la police, commence à fabriquer des cocktails-molotov, à dévaster les lieux universitaires que l'étudiant-contestateur voudrait réformer tout en sauvegardant l'ordre et la propriété ; elle refuse souvent la logique démocratique de l'AG pour mener des actions apparemment minoritaires mais qui sont en mesure de faire avancer le mouvement ». Cette tendance trouve souvent un appui théorique dans la pratique et la culture politiques des intellectuels opérâistes et marxistes-léninistes, tout en continuant à s'articuler à la révolte existentielle et anti-autoritaire (...). Il ne fait aucun doute que la composante radicale du mouvement contribua à rendre impraticable le projet capitaliste d'une récupération des luttes comme ressort de la modernisation de la société – ce qui a contribué à rendre visible la vraie question à poser : « Le problème de la formation d'un mouvement de lutte général où force-travail ouvrière, force-travail techno-scientifique et force-travail en formation convergent dans un projet unitaire de lutte pour les salaires, et contre l'organisation du travail. De ce point de vue, le processus d'assimilation subjective entre le mouvement étudiant et les luttes ouvrières est déclenché et soutenu par cette tendance étudiante qui, d'abord minoritaire et incapable de s'exprimer, a rendu vains tous les efforts de la tendance officielle, réformatrice et contestatrice, pour fournir un débouché positif à la crise de l'Université ».³⁸

³⁸ *Ibid.*, p. 254-257. Les passages entre guillemets sont cités depuis « Lotte di

Avec l'investissement politique des strates sociales et des compétences qu'indique la catégorie de l'« intelligence technoscientifique », la problématique propre au mouvement étudiant est partiellement transformée : la question qui est posée est celle de la structure interne du prolétariat, du travailleur-collectif, dans le capitalisme avancé. Ce questionnement fera l'objet d'un approfondissement ultérieur : sans rien préjuger de son importance et de sa fécondité en ce qui concerne l'analyse du capital et l'élaboration d'une stratégie politique, il ne fait aucun doute qu'il corresponde à un effacement partiel de la problématique de la contestation des savoirs institutionnels. C'est à propos de cette problématique que nous avancerons quelques remarques.

Après le savoir et la culture

La valeur et le sens des fonctions dites « intellectuelles », la place qu'elles occupent dans les « destins généraux » des hommes et des civilisations, représentent des questions qui traversent l'histoire de l'humanité : de ce point de vue, toute tentative d'y répondre se trouve inscrite dans une histoire dont la longue durée tend à coïncider avec une invariance anthropologique majeure. Cette invariance renvoie à la nécessité permanente, pour les individus et les sociétés, de s'orienter, d'organiser l'existence et le temps selon une perspective cohérente et à partir de principes ayant une valeur universelle. Selon des théoriciens comme Herbert Marcuse et Franco Fortini, les grandes objectivations de la culture, les œuvres de la science et de l'art, manifestent la promesse d'une humanité émancipée : un certain usage des fonctions intellectuelles devient allusion et renvoi à un usage émancipateur de l'existence³⁹. Il me semble que Mario Tronti dise exactement la même chose lorsqu'il affirme l'existence d'un lien, voire d'une homologie formelle, entre

classe a Milano : operai, studenti, impiegati », dans *Quaderni piacentini*, 38, 1969.

³⁹ Sur tous ces points, voir en particulier Andrea CAVAZZINI, « Le bon usage des ruines. Franco Fortini et la question des intellectuels dans la Séquence rouge italienne », *op. cit.*

la « grande politique » communiste et la qualité absolue de la pensée⁴⁰.

Le mouvement étudiant européen, dans ses manifestations les plus avancées, s'inscrit dans cette histoire, et se confronte à une discontinuité survenue à l'époque du capitalisme avancé dans la manière bourgeoise d'organiser les puissances des intelligences.

La civilisation bourgeoise a créé des formes d'institutionnalisation des fonctions intellectuelles dont la tâche était de détourner de la politique, et notamment de la politique révolutionnaire, les aspirations à la valeur et à l'universel, tout en permettant à ces aspirations de se déployer librement dans un espace propre. L'essor de la société bourgeoise, et du développement capitaliste, après les guerres napoléoniennes, représenta la fin des « illusions héroïques » de la période révolutionnaire, ce qui imposa comme une tâche de la plus grande urgence la construction d'un espace politiquement neutre où les énergies libérées par la Révolution auraient pu agir sans ébranler l'ordre politique et social. Selon George Steiner :

Tandis que la politique entrait dans cette phase de mensonge benoît qu'analyse Stendhal dans *Lucien Leuwen*, la croissance économique et industrielle provoquée par les guerres napoléoniennes, ainsi que par la centralisation des nouvelles nations souveraines, se développait à l'infini. De « sombres usines diaboliques » (selon l'expression célèbre de William Blake) s'élevaient partout (...). Le thème de l'aliénation, fondamental dans toute théorie d'une crise de la culture, est (...) inséparable de l'essor de la production de masse. C'est au début et au milieu du dix-neuvième siècle que s'instaurèrent simultanément l'asservissement des ouvriers, hommes et femmes, par le travail (...) et le décalage de la sensibilité de l'homme moyen par rapport à l'attirail d'une

⁴⁰ « Action et pensée ont défini dans les expériences du mouvement ouvrier, pour la première fois dans l'histoire, après la grande expérience chrétienne, deux modalités complémentaires de libre existence humaine. Et tant que la passion de la politique a cohabité avec la rigueur de la pensée, il y a eu de la place pour de grandes espérances » (M. TRONTI, *La politique au crépuscule*, op. cit., p. 217). Voir aussi Diego MELEGARI, « Negri et Tronti, entre social et politique. L'opéraïsme et la question de l'organisation », in *Cahiers du GRM 2. La Séquence rouge italienne*, op. cit.

technologie envahissant jusqu'à la vie quotidienne.⁴¹

Si les possibilités de mener une existence sensée telle que l'humanisme bourgeois l'avait envisagée disparaissent dans l'ordre social post-révolutionnaire et capitaliste, la volonté de valeur et d'authenticité se reterritorialise dans des pratiques intellectuelles qui assument un statut à la fois institutionnel et oppositionnel :

L'artiste se fait héros. Dans une société asphyxiée (...), l'œuvre d'art devient le haut fait par excellence (...). Apparemment harcelé, sans défense, le poète n'en est pas moins [selon Shelley] « le législateur méconnu » du genre humain. Ou, comme le proclame Victor Hugo, le *mage*, le prophète emporté dans les fourgons du progrès. Je ne m'arrête à ces déclarations que pour autant qu'elles accusent un (...) certain clivage entre la société et les forces de l'esprit.⁴²

Ce clivage est la source de ce que Franco Fortini qualifiait d'« illusion esthétique »⁴³ : la tendance, propre à la société bourgeoise, à faire des pratiques esthétiques un ersatz à la fois de la religion et de la politique. Une illusion dont les effets étaient contradictoires : d'une part, la politique s'en trouvait sublimée et neutralisée ; mais, d'autre part, dans l'esthétique se concentraient les tensions et les conflits dont le traitement appartient à la politique.

Pourtant, l'esthétique comme pratique culturelle oppositionnelle n'était pas la seule institution culturelle propre à la civilisation bourgeoise. La Science, au sens étendu de *Wissenschaft*, en tant qu'unité du savoir et de son organisation par les institutions universitaires, est l'autre forme par laquelle l'époque de la bourgeoisie triomphante essaya d'ouvrir un espace libre pour les fonctions intellectuelles. Que la Science puisse représenter l'opérateur de la construction d'une vie sensée et orientée par des valeurs absolues, c'est ce qu'affirme cette remarque de Max Weber :

Nous ne devons pas nous cacher que la formation scientifique telle que nous devons la pratiquer dans les universités

⁴¹ G. STEINER, *Dans le Château de Barbe-Bleue. Notes pour une redéfinition de la culture*, trad. de l'anglais par L. Lotringer, Paris, Gallimard, 1986, 2002, p. 29.

⁴² *Ibid.*, p. 33.

⁴³ Voir A. CAVAZZINI, « Le bon usage des ruines. Franco Fortini et la question des intellectuels dans la Séquence rouge italienne », *op. cit.*

allemandes, selon la tradition de ces universités, est une affaire d'*aristocratie de l'esprit*.⁴⁴

Dans sa célèbre conférence de 1917, consacrée à la *Wissenschaft als Beruf*, Weber s'interroge sur le sens subjectif, donc sur la valeur, de la science comme vocation-profession à l'époque de la spécialisation :

Quelle est la position intérieure de l'homme de science lui-même à l'égard de sa profession-vocation, à supposer qu'il s'enquière de celle-ci ? Il affirme s'occuper de la science « pour elle-même », et non pas seulement pour les réussites commerciales ou techniques que d'autres peuvent obtenir grâce à elle.⁴⁵

L'objet des analyses de Weber est la position subjective du savant « pur », donc la valeur qu'on peut attribuer à la pratique de la science (sans distinctions entre sciences de la nature et sciences historico-sociales) par-delà tout souci utilitariste d'application pratique, politique ou économique. Quelle est cette valeur ? Que peut signifier la science pure pour ceux qui la pratiquent ?

L'homme de science se consacre à la recherche de connaissances pures et validées, que le progrès scientifique finira inéluctablement par dépasser et dissoudre :

Le travail scientifique est emporté dans le déroulement du *progrès* (...). En science, chacun d'entre nous sait que le produit de son travail sera caduc dans dix, vingt, cinquante ans. C'est le destin, c'est même le sens du travail de la science, destin et sens auxquels elle est soumise et assujettie en un sens tout à fait spécifique par rapport à tous les autres éléments de la culture (...): tout « accomplissement » scientifique implique de nouvelles « questions », il *demande* à être « dépassé » et à vieillir. Quiconque veut servir la science doit s'en accommoder.⁴⁶

⁴⁴ MAX WEBER, « La profession et la vocation de savant », in M. WEBER, *Le savant et le politique*, Préface, traduction et notes de C. Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, 2003, p. 74.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 82.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 81-82.

Le sens subjectif du travail scientifique est problématique à cause du progrès qui dépasse toute connaissance validée, mais aussi à cause de la spécialisation :

A l'époque actuelle, la condition intérieure par rapport à l'entreprise de la science comme profession-vocation est déterminée tout d'abord par le fait que la science est entrée dans un stade de spécialisation jusqu'alors inconnu, et qu'il en sera ainsi pour toutes les époques à venir (...). L'individu ne peut s'assurer de réaliser quelque chose de véritablement et pleinement achevé dans le domaine scientifique que dans le cas de la plus rigoureuse spécialisation (...). C'est uniquement grâce à une spécialisation rigoureuse que le travailleur scientifique peut effectivement atteindre la pleine certitude, une fois dans sa vie, et peut-être plus jamais, d'avoir accompli quelque chose qui *durera*. Une œuvre vraiment définitive et de bonne qualité est aujourd'hui toujours une œuvre de spécialiste. Que se tienne donc éloigné de la science celui qui ignore la capacité de se mettre une fois pour toutes en quelque sorte des œillères, et de laisser emporter par l'idée que le destin de son âme dépend de savoir si la conjecture qu'il fait à l'endroit de tel manuscrit est exacte (...). Quiconque ignore cette ivresse étrange, qui fait sourire tout observateur extérieur, cette passion, cette conviction que « des millénaires devaient s'écouler, avant que tu ne viennes à la vie, et d'autres millénaires attendent en silence » de savoir si tu parviendras à faire cette conjecture, n'a pas la vocation de savant ; qu'il fasse quelque chose d'autre. Car, pour l'homme en tant qu'homme, rien de ce qu'il pourrait faire sans passion n'a de valeur.⁴⁷

La spécialisation et la précarité de tout accomplissement n'empêchent pas la science d'être un opérateur de la formation de la personnalité : au contraire, la nécessité de se confronter à la vanité des efforts humains et à la discipline d'un travail de spécialiste est considérée par Weber comme une épreuve à laquelle la construction d'une subjectivité forte et accomplie se doit impérativement de se soumettre. L'idéal humaniste, à la fois pédagogique et politique, de Wilhelm von Humboldt, qui associait la vie culturelle des universités et des lycées à l'épanouissement d'une personnalité harmonieuse, est

⁴⁷ *Ibid.*, p. 76-77.

reformulé par Weber dans les conditions nouvelles, et défavorables, imposées par l'essor du capitalisme et de la bureaucratisation de l'Etat, et par l'emprise que les structures économiques et politiques exercent sur l'organisation des institutions universitaires et scolaires.

La science peut toujours contribuer à former la personnalité de celui qui lui consacre sa vie :

Dans le domaine scientifique, seul celui qui est *exclusivement au service de sa cause* a de la « personnalité ». Et ce n'est pas seulement dans le domaine scientifique qu'il en est ainsi. Nous ne connaissons aucun grand artiste qui ait fait quelque chose d'autre que de servir sa cause, et elle seulement. Même une personnalité du rang de Goethe, dans la mesure où son art est concerné, a dû payer le fait d'avoir pris la liberté de vouloir faire de sa « vie » une œuvre d'art.⁴⁸

Culture scientifique et culture esthétique : ces deux sphères sont les lieux où la personnalité se forme, mais à condition que le sujet accepte de se soumettre à une ascèse radicale du point de vue des exigences que chaque sphère d'activité implique. Mais cette possibilité de construction subjective implique l'autonomie des sphères culturelles : elle implique notamment que l'art et la science puissent valoir pour le sujet comme des *causes* autonomes et exclusives de la conduite et des efforts du sujet. L'autonomie de ces domaines, qui présuppose l'autonomie institutionnelle de leur déploiement, représente la structure de la civilisation bourgeoise qui permit à celle-ci à la fois d'intégrer et déplacer la charge politique des idéaux de sa « période héroïque ».

Or, l'essor du capitalisme avancé dans les sociétés européennes d'après-guerre marque la crise irréversible de cette autonomie : l'industrie culturelle et la nécessité d'une production de masse de compétences « formatées » par les demandes du capitalisme rendent problématiques la possibilité d'une indépendance formelle des sphères de l'activité intellectuelle et leur rôle d'ersatz de l'émancipation politique. La fonction intellectuelle connut une restructuration profonde de ses modes d'inscription et de légitimation sociales dans les sociétés occidentales : les mouvements étudiants des années 1960 représentent une réponse à cette

⁴⁸ *Ibid.*, p. 80.

restructuration de la part des strates sociales qui étaient au centre du processus de redistribution des compétences et des statuts sociaux qui les accompagnent.

Dans certains contextes nationaux, dont l'Italie représente le cas le plus évident, cette crise des savoirs s'articulait à la crise des modèles politiques du mouvement communiste : or, ces modèles avaient représenté, depuis la naissance du mouvement ouvrier, une manière alternative d'organiser et de transmettre le savoir et la culture, un autre mode d'existence de la fonction intellectuelle, à la fois analogue et antagoniste par rapport à ses modes bourgeois. Il est impossible ici de résumer convenablement l'histoire de cette problématique, qui traverse l'histoire du socialisme et du communisme, et qui est évidemment cruciale pour penser leur destin politique. Il suffira de remarquer que, là où la crise des institutions culturelles bourgeoises est contemporaine de la crise des modèles de relation « organique » entre la fonction intellectuelle et la pratique politique, les conditions existent pour que les jeunes avant-gardes du mouvement étudiant puissent aspirer à une transformation, non seulement des savoirs et des formes culturelles traditionnels, mais aussi d'un *autre* savoir, en excès par rapport à toute compétence, qui opère dans la pratique effective de la politique communiste, et qui existe comme allusion et renvoi dans les formes de la culture. C'est de cet *autre savoir* que parlait Franco Fortini :

Il y a une ressemblance extraordinaire entre les « valeurs » que les intellectuels « désorganiques » formulent en dehors des « compétences techniques » et le discours gigantesque, ininterrompu, sur les « valeurs », c'est-à-dire sur les raisons dernières de l'être et de l'agir, qui refait surface de temps en temps, cherchant des réponses dans les livres, dans la confrontation, dans l'amitié, dans l'amour, cherchant opiniâtrement une sagesse qui n'est pas le savoir de l'expert, du père jésuite ou du camarade, mais qui est autre chose.⁴⁹

La recherche d'une autre manière d'organiser et d'expérimenter les modes de ce savoir est un aspect du mouvement

⁴⁹ F. FORTINI, « Note per una falsa guerra civile » (1977), dans Id. *Disobbedienze I. Gli anni dei movimenti. Scritti sul manifesto 1972-1985*, manifestolibri, Rome, 1997, p. 175.

étudiant qui est au moins aussi important que la critique de la production et de la circulation des savoirs. Cette recherche et cette critique ont pu s'articuler dans les expériences les plus radicales du mouvement étudiant, et c'est pourquoi, en elles, la rigueur « éthique » et la tension vers une transformation de l'existence sont indissociables du discours politique et social portant sur les institutions du savoir. Contrairement à ce qu'opinent les commentateurs trop férus de *Realpolitik*, aucun de ces deux aspects n'est, en tant que tel, liquidable comme « histoire mineure » ou « démocratie bourgeoise » : ils sont, l'un et l'autre, le fruit de la rencontre entre la décomposition de la civilisation bourgeoise et la crise du mouvement communiste. Le mouvement étudiant des années 1960 a fourni à cette double crise un site où des contradictions spécifiques ont pu être formulées, une dernière fois.

Conclusion

L'éclipse des mouvements antagonistes et des « nouvelles gauches » occidentales a représenté la clôture de ces problématiques ; et, très certainement, l'effondrement du mouvement communiste a détruit tout ressort de la problématisation des formes culturelles. C'est probablement dans ce domaine que la césure traumatique opérée par la disparition de toute alternative au monde capitaliste ressort avec le plus de clarté. En 1993, Franco Fortini avait essayé de mesurer l'ampleur de cette discontinuité :

Ce qui s'est effondré n'est pas seulement la tentative communiste, « l'Est », « le Mur » : deux siècles de culture occidentale se sont effondrés. Ce qui a été liquidé n'est pas le *communisme*, mais le communisme en tant que moment de l'héritage des Lumières. Des Lumières est née la grande culture bourgeoise, et, au sein de cette culture, sous la forme de la Révolution française, se sont développées les revendications du Quatrième Etat. Tout cela est d'une logique parfaite et cette logique reste un *cercle fermé sur soi-même* (...). Lénine aurait pu parfaitement dialoguer avec Michelet ou Robespierre : ils parlent la même langue. Et tout cela s'est effondré avec notre siècle, notamment avec ses

dernières décennies. Non pas avec la Seconde Guerre Mondiale : en elle, la transition a été amorcée, mais une apparence d'humanité persistait, même dans l'extrême inhumanité (...). [Persistait] un système de valeurs grâce auquel, comme Sartre l'a dit, celui qui prononçait le mot « Parthénon » pouvait en entendre l'écho... « Parthénon » (...). Tout cela a été ébranlé définitivement, non seulement par les guerres, mais principalement par la transformation des modes de vie, par la mutation technologique et par celle des mœurs.⁵⁰

L'une des raisons de refuser toute liquidation sommaire des critiques internes de la culture bourgeoise et de leur rôle dans les mouvements antagonistes est que les contradictions immanentes à la conscience bourgeoise ont partie liée avec la question du communisme et de son destin moderne. La désintégration de la grande épopée du prolétariat a coïncidé avec la dissolution des formes par lesquelles la civilisation bourgeoise déployait et gérait ses propres tensions critiques vis-à-vis du monde capitaliste. Telle était la tâche des sphères autonomes de la culture et du savoir : elles faisaient exister le savoir de la critique sous la forme d'un excès vis-à-vis de toute compétence définie et spécialisée, sans pour autant briser le lien de la fonction critique avec ces compétences. C'est pourquoi la rencontre était possible entre les hommes luttant contre leurs conditions matérielles de vie et l'inquiétude de ceux qui avaient pris au sérieux les images d'autonomie et d'égalité que les formes de la culture et du savoir enveloppaient, même si uniquement *per speculum et in aenigmate* : une rencontre entre deux recherches de la maîtrise de l'existence et de la cohérence formelle de la vie.

L'échec des inventions politiques visant à articuler les conséquences de cette rencontre a débouché sur notre situation actuelle : ce qui nous tient lieu de « culture » se divise, d'une part, en une série illimitée de spécialités n'obéissant qu'aux impératifs du profit et du pouvoir, et, d'autre part, en une prolifération chaotique de produits culturels massifiés dépourvus de toute tension critique vis-à-vis de ce qui existe. Nous n'avons plus aucune idée de

⁵⁰ F. FORTINI, « C'è un cattivo odore nell'aria », entretien avec R. Giuffrida, in F. FORTINI, *Un dialogo ininterrotto. Interviste 1952-1994*, a cura di V. Abati, Turin, Bollati-Boringhieri, 2003, p. 688.

comment inscrire des savoirs et des compétences déterminés dans une orientation cohérente de la vie individuelle et collective ; les pratiques intellectuelles critiques, pour autant qu'elles continuent à exister, se développent dans le vide et dans la contingence : aucune structure – institution, parti, ou mouvement – ne garantit leur reproduction, ni leur transmission, ni la réussite de leur adresse à un destinataire devenu inassignable. Leur durée, leur efficacité, et en effet leur existence pure et simple, relèvent de conditions qu'il faut désormais réinventer à chaque fois, en les arrachant à l'insignifiance prolixe des médias et d'une Université rivée au clivage entre savoirs « experts » et verbiage éclectique. Les objets culturels qui circulent dans une société fragmentée sont redevenus les relais du conformisme généralisé, et la fonction critique – de plus en plus difficile à articuler à la production effective de connaissances positives – est devenue une bouteille à la mer qu'aucun projet politique, peu importe si visant la révolution ou la stabilisation, n'accompagne à sa destination. Cette condition est une composante majeure de la désorientation présente : nous ne disposons plus d'aucune destination à assigner au savoir et à la culture – notre époque semblerait être définitivement post-culturelle, si nous entendons par « culture » les domaines de l'exercice autonome des fonctions intellectuelles.

Les mouvements étudiants ont représenté un symptôme et une réaction face à l'avènement de cet état post-culturel et post-critique : leur jonction avec le mouvement communiste, lui aussi en train de s'interroger sur ses propres instituts et sur la place faite à la fonction critique en leur sein, a été une jonction entièrement politique – la Séquence rouge italienne représente un site historique où cette politicalité atteint une intensité rare. Le blocage, puis la dissolution du processus politique qui avait surgi de cette jonction a entraîné une dégradation particulièrement violente et désespérante de la réflexion sur le savoir et la critique. Mais la situation n'est guère différente dans les autres pays européens : que la France continue à jouir d'une « vie intellectuelle » n'est que l'effet de la viscosité d'institutions culturelles beaucoup plus puissantes, et d'une considérable capacité d'auto-suggestion. Mais les mêmes questions s'imposent désormais universellement : où, et comment, organiser des tentatives de réactiver la fonction de la critique ? Quelles pratiques sont possibles

aujourd'hui visant l'élaboration et le partage d'une prise de distance vis-à-vis de l'état actuel des choses ? Comment faire en sorte que la distance se change en refus ? Ces questions, auxquelles nous sommes tous confrontés dans nos pratiques – au moins dans la mesure où nous nous efforçons de les soustraire à l'insignifiance – ne peuvent avoir aujourd'hui qu'un statut pré-politique : le besoin d'expérimenter un usage libéré et libérateur du savoir, et des formes de mise-en-commun de cet usage, ce besoin qui *peut* surgir chez tous ceux qui sont formés et assignés à l'élaboration et à la transmission des objets culturels, ne peut exister aujourd'hui que sous la forme d'initiatives locales et provisoires, animées par des minorités, qui forcent dans l'existence des situations et des contextes – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou aux marges, des institutions officielles – capables de résister à l'éclectisme, à la dispersion, à la séparation entre les *verba* et les *res*. Ces initiatives peuvent proposer des critères et des hiérarchies de valeurs différents de ceux qui dominent aujourd'hui : une autre sélection des objets et d'autres manières d'en organiser le traitement. Mais, contrairement à ce qu'il était encore possible de penser pour le mouvement étudiant italien des années 1960, ces inventions sont aujourd'hui séparées de toute possibilité de modifier les rapports de pouvoir qui structurent la société, dans ses nœuds institutionnels et économiques. C'est pourquoi elles restent dans la sphère du pré-politique, voire du non-politique : leur rapport à la politique n'est pas situable selon une scansion évolutionniste, et reste en effet indécidable dans la situation présente (où la plupart des instances politiques existantes semblent s'accommoder assez bien de notre post-culture). Les pratiques d'émancipation et l'exercice de la critique semblent aujourd'hui ne pouvoir compter que sur une consistance aléatoire relevant de la pure persuasion subjective – sans cette persuasion, certes, aucun processus politique ne saurait se soutenir ; mais, aujourd'hui, elle peut difficilement être autre chose qu'une *demande* de politique, dont les conséquences restent imprévisibles.

